

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA COOPÉRATION DE L'AFRIQUE AVEC LES PAYS « BRICS »,
UNE TROISIÈME VOIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ?

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

FODÉ SALIOU TOURÉ

AVRIL 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Que de chemin parcouru depuis les balbutiements du projet ayant mené à la réalisation de ce mémoire ! Un cheminement jalonné tantôt par des périodes de découragement et de lassitude devant les obstacles liés à l'actualité du sujet, tantôt par le bonheur de les avoir surmontés. Un cheminement enrichissant qui n'a pu en effet être achevé que grâce au soutien de nombreuses personnes qui, à titre divers, nous ont fait bénéficier de leur temps et de leurs conseils. Qu'elles soient ici remerciées. Des remerciements particuliers sont adressés à M. Lin Ting-Sheng, notre directeur de recherche, sans qui il aurait été difficile de réaliser ce projet, et également à M. Aziz Fall, notre co-directeur de recherche pour sa disponibilité, son exigence et la correction tout au long des phases de recherche et de rédaction de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES.....	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION	1
Question de recherche	9
Hypothèses de recherche	11
Cadre théorique : le modèle « centre-périphérie ».....	14
Méthodologie et structure.....	21
CHAPITRE I	
MONTÉE EN PUISSANCE DES BRICS DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ET RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'AFRIQUE	23
1.1 La montée en puissance des BRICS dans l'économie mondiale.....	23
1.1.1 Les pays BRICS, moteur de la croissance mondiale	26
1.1.2 Études prospectives sur les pays BRICS à l'horizon 2050.....	30
1.2 L'Afrique, nouvelle frontière de l'émergence et du développement.....	34
1.3 Examen de la littérature sur la présence des BRICS en Afrique	40
CHAPITRE II	
INCIDENCES DE LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS BRICS SUR LE DÉVELOPPEMENT AFRICAIN	58
2.1 Intensification des relations entre l'Afrique et les pays BRICS	58
2.1.1 Évaluation des relations commerciales entre l'Afrique et les pays BRICS.....	59
2.1.2 Évaluation des relations d'investissement avec les pays BRICS	66
2.1.3 Évaluation des relations d'aide au développement des BRICS à l'Afrique	79
2.2 Les implications des BRICS pour le développement en Angola.....	96
2.2.1 Intensification des relations bilatérales avec l'Angola depuis 2002.....	100
2.2.2 Examen du commerce et de l'IDE des BRICS en Angola	103
2.2.3 Rôle de la Chine et du Brésil dans la reconstruction de l'Angola.....	109

CHAPITRE III	
OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR L'AFRIQUE DANS SES RELATIONS	
ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS BRICS	116
3.1 Opportunités pour l'Afrique.....	117
3.1.1 La diversification des ressources pour le développement	118
3.1.2 L'accès aux technologies moins coûteuses et adaptées.....	121
3.2 Risques à terme pour l'Afrique	122
3.2.1 La dépendance accrue à l'égard des matières premières	124
3.2.2 Le risque de nouvelle accumulation de dette.....	125
3.3 Les BRICS, défis pour l'Afrique.....	129
3.3.1 La diversification des économies africaines	129
3.3.2 Le renforcement de l'intégration économique régionale.....	130
CONCLUSION	132
APPENDICE A	
DONNÉES SUR LES ÉCHANGES ENTRE L'AFRIQUE ET LES PAYS BRICS	142
BIBLIOGRAPHIE	145

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique	Page
1.1 Croissance annuelle du PIB réel des BRICS, 2001-2010	27
1.2 Évolution de la croissance économique de l'Afrique, 2000-2010	36
1.3 Proportion de personnes vivant avec moins de 1 dollar/jour en Afrique.....	39
2.1 Commerce de l'Afrique avec les BRICS, 2001-2010.....	60
2.2 Part des BRICS dans les exportations de l'Afrique, 2001-2010.....	61
2.3 Part des BRICS dans les importations de l'Afrique, 2001-2010	62
2.4 Les cinq principaux partenaires commerciaux des BRICS, 2010.....	64
2.5 Stocks et flux d'IDE chinois en Afrique, 2003-2009.....	68
2.6 Composition sectorielle des IDE chinois en Afrique, 2000 et 2010	70
2.7 Investissements des BRICS dans des projets en Afrique.....	77
2.8 Taux de croissance du PIB réel de l'Angola, 2001-2010	97
2.9 Principales destinations du pétrole brut angolais, 2010.....	99
2.10 Principaux produits d'importation de l'Angola, 2010	100
2.11 Part du BRICS dans le commerce de l'Angola, 2001-2010	102
2.12 Principales destinations des exportations de l'Angola, 2010.....	102
2.13 Principales sources des importations de l'Angola, 2010	103
2.14 Part des pays BRICS dans les exportations de l'Angola, 2001-2010	104
2.15 Part des pays BRICS dans les importations de l'Angola, 2001-2010.....	105
2.16 Flux et stocks d'IDE brésiliens et chinois en Angola, 2003-2007.....	107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1	Poids des BRICS dans l'économie mondiale, 2001 et 201126
1.2	Part des BRICS dans le commerce mondial, 1990-2010.....28
1.3	Part des BRICS dans les exportations mondiales, 1990-2010.....28
1.4	Part des BRICS dans les flux d'IDE mondiaux entrants, 1990-2010.....29
1.5	Évolution des réserves de change des BRICS, 1990-2010.....30
1.6	BRICS parmi les 5 principales puissances mondiales à l'horizon 205033
2.1	Dix premières destinations des IDE chinois vers l'Afrique, 2003 et 200868
2.2	IDE sud-africains dans les pays de la SADC et en Afrique, 2003-2007 76
2.3	Aide de la Chine à l'Afrique, 2001-200984
2.4	Projets d'infrastructure financés par la Chine en Afrique, 2001-201185
2.5	Aide de l'Inde à des pays voisins et à l'Afrique.....88
2.6	Principales lignes de crédit chinoises à l'Angola, 2002-2009..... 112

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ABC	Agence brésilienne de coopération
APD	Aide publique au développement
ARF	African Renaissance Fund
BAfD	Banque africaine de développement
BNDES	Banque nationale de développement économique et social
BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAD	Comité d'aide au développement
CADFund	China Africa Development Fund
CDB	China Development Bank
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CNPC	China National Petroleum Corporation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique australe et orientale
CSS	Coopération Sud-Sud
EIA	Energy Information Administration
EIU	Economist Intelligence Unit
EMBRAPA	Société brésilienne de recherche en agronomie
EU	États-Unis
EXIM Bank	Banque d'export-import
FMI	Fonds monétaire international
FOCAC	Forum sur la coopération sino-africaine
G6	Groupe des Six
G7	Groupe des Sept
G8	Groupe des Huit

G20	Groupe des Vingt
IBSA	Inde-Brésil-Afrique du Sud
ICA	Infrastructure Consortium for Africa
IDE	Investissement direct étranger
IIAG	Ibrahim Index of African Governance
IPEA	Institute of Applied Economic Research
LIBOR	London Interbank Offered Rate
MOFCOM	Ministère du commerce de la Chine
MPLA	Mouvement populaire pour la libération de l'Angola
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONGC	Oil and Natural Gas Corporation
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OVL	Oil and Natural Gas Corporation Videsh Limited
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PPTE	Pays pauvres très endettés
SACU	Union douanière d'Afrique australe
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SADPA	South African Development Partnership Agency
TEAM	Techno-Economic Approach for Africa-India Movement
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UNITA	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola
ZES	Zone économique spéciale

RÉSUMÉ

Ce mémoire évalue l'impact potentiel des relations économiques entre les pays BRICS et l'Afrique sur le développement africain et décrit les perspectives et les défis qui y sont associés. Il confirme que : la forte progression de ces relations reflète une nouvelle forme de régulation des relations postcoloniales de l'Afrique ; la coopération des BRICS est une réponse aux enjeux majeurs auxquels est confronté le continent ; et l'accession des BRICS au rang d'acteurs majeurs du développement de l'Afrique permet aux pays africains d'accroître leur capacité à prendre les décisions nécessaires pour poursuivre leurs propres objectifs de développement. Les tendances qui y sont analysées indiquent que, dans l'ensemble, les pays BRICS et l'Afrique développent conjointement un modèle de relations Sud-Sud susceptible de bénéficier aux deux. La présence des BRICS induit de véritables opportunités pour l'Afrique. Reste à savoir, cependant, si celle-ci ne va pas y générer de nouvelles formes de dépendance sans que l'Afrique n'y ait grand-chose à gagner. L'Afrique risque de rester spécialisée dans les matières premières par la nouvelle division internationale du travail. L'enjeu pour le continent est de diversifier ses structures économiques et de promouvoir l'intégration économique régionale afin de créer des économies d'échelle. L'enjeu est aussi de mettre en œuvre des stratégies à la fois cohérentes, coordonnées et complémentaires vis-à-vis de ses différents partenaires en vue de tirer parti des opportunités offertes.

Mots-clés : Afrique, BRICS, puissances émergentes, coopération Sud-Sud, développement.

INTRODUCTION

Au début des années 2000, la banque d'investissement Goldman Sachs a introduit la notion de « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine), une formule désignant les marchés « émergents¹ » à fort potentiel de croissance appelés à faire jeu égal avec le G6 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie) à l'horizon 2050 (O'Neill, 2001). Le concept, jusqu'alors virtuel, a trouvé une concrétisation dans le sommet qui réunit annuellement les dirigeants des quatre pays depuis juin 2009². Devant le succès de la formule instantanément adoptée par le monde de la finance, entérinée par le monde académique, puis adoptée par celui politique et la toile institutionnelle mondiale, les dirigeants des quatre pays ont été rejoints, en décembre 2010, par l'Afrique du Sud, dans un groupe rebaptisé BRICS («S» pour South Africa).³ Cette extension de périmètre du BRIC a été critiquée par de nombreux économistes et analystes de marché, dont Jim O'Neill, le créateur dudit concept. Ce dernier mettant en avant les faiblesses de la puissance sud-africaine et la dissymétrie entre

¹ L'« émergence », comme le note Andrew Hurrell (2012), est « considérée comme un phénomène ayant pour moteur le marché et pour conditions nécessaires des changements structurels de l'économie mondiale et de "bons" choix de politique économique nationale. » (Hurrell, 2012, p. 24). C'est une notion remarquablement mouvante et sans définition standard. » (Sgard, 2008, p. 41; Gabas et Losch, 2008, p. 25).

² Les BRIC ont organisé un premier sommet en juin 2009 à Ekaterinbourg (Russie). Le deuxième sommet s'est tenu à Brasilia (Brésil) en avril 2010, le troisième organisé en avril 2011 à Sanya (Chine) a connu la participation de l'Afrique du Sud et le quatrième à New Delhi (Inde) en mars 2012. Lors de ce dernier sommet, les dirigeants des cinq pays ont échangé des vues de manière approfondie sur la situation internationale et ont abordé plusieurs questions économiques, financières et de développement dont la création d'une nouvelle banque de développement, déjà baptisée « BRICS Bank », pour financer des projets d'infrastructure et de développement. Le cinquième sommet des BRICS est prévu en mars 2013 à Durban (Afrique du Sud).

³ Comme le souligne Stefan Andreasson (2011) : « In August 2010 South African president, Jacob Zuma, led a delegation of unprecedented size, including 13 cabinet members and some 370 business executives, on a state visit to China, where South Africa's government lobbied explicitly for recognition as a key emerging market suited to join the informal grouping comprising BRIC. Similar lobbying efforts were made during visits to Brazil, Russia and India, resulting by December 2010 in South Africa being invited to join the BRIC group. South Africa's joining what was hereafter designated BRICS—was formally announced in February 2011 and the country is now expected to participate in the Beijing BRICS forum in April. Given predictions that in 25 years' time the combined economic size of BRICS will surpass that of the G7 developed nations, South Africa was long eager to join what will be an increasingly influential grouping, with the stated intent to play a more influential role in 'major global financial decisions, primarily within institutions like the International Monetary Fund'. » (Andreasson, 2011, p. 1173).

les quatre premiers et le nouveau membre.⁴ Toutefois, avec la cooptation de l'Afrique du Sud, le BRICS est devenu une nouvelle instance internationale. La vigueur économique et le pouvoir de négociation collective de ces cinq pays leur donnent une voix plus importante dans les négociations économiques internationales et les institutions de gouvernance mondiale (Keukeleire et al., 2011, p. 1; Woll, 2008, p. 285). Ils sont devenus de nouveaux partenaires commerciaux majeurs de l'Afrique, la Chine occupant à cet égard une position dominante. L'influence accrue des BRICS en Afrique compte parmi les évolutions majeures de l'après-guerre froide et permet d'envisager une nouvelle forme de régulation des relations postcoloniales du continent (Banque africaine de développement [BAfD] et al., 2011, p. 98). Leur incidence et leur rôle sur le continent africain occupent une place de plus en plus importante et suscitent un intérêt croissant. Le présent mémoire ne prétend pas traiter les pays BRICS comme une entité géopolitique, mais davantage de chacune des formations sociales qui le composent dans leurs rapports bilatéraux avec des pays d'Afrique.

Le présent mémoire évalue l'impact potentiel de la coopération de l'Afrique avec les pays BRICS sur le développement africain. Les pays BRICS ont considérablement accru leur présence commerciale en Afrique depuis le début des années 2000, concurrençant les partenaires traditionnels – États-Unis, Canada, pays européens et Japon (Woods, 2008; Rowlands, 2008). Cette présence qui s'est affirmée à un rythme rapide et qui ne s'est pas démentie depuis, contribue à façonner l'ordre géopolitique mondial qui prend forme et aide l'Afrique à se repositionner sur l'échiquier économique international en renforçant ses partenariats stratégiques avec les pays qui enregistrent une forte croissance économique.

L'objectif de ce mémoire est d'analyser la présence accrue des BRICS en Afrique depuis le début des années 2000 en mettant l'accent sur leur rôle positif sur le développement du continent et sur leurs implications géopolitiques (nouvel équilibre) à travers le commerce,

⁴ Jim O'Neill souligne que : « South Africa has too small an economy. There are not many similarities with the other four countries in terms of the numbers. In fact, South Africa's inclusion has somewhat weakened the group's power. » (Naidoo, 2012). Il est également pessimiste en ce qui concerne les perspectives de croissance de l'Afrique du Sud au cours des cinq prochaines années : « South Africa is already losing out on investment to other rising economic stars on the continent. Countries such as Nigeria carry more power now. [...] South Africa can't claim any more, apart from its sound fiscal and financial systems, to be the superpower on the continent. » (ibid.). En outre, il soutient que l'Afrique du Sud a rejoint les BRICS parce que les Chinois en ont décidé ainsi, et parce qu'elle représente, pour eux, un accès facile au reste de l'Afrique : « The Chinese, for example, are highly focused on the continent and South Africa is an easy way into the rest of Africa for them. » (ibid.).

l'investissement et l'aide publique au développement. Afin de circonscrire l'objet de l'étude d'un continent réparti en 54 pays et mener à bien notre réflexion, nous avons choisi de centrer notre analyse sur une seule nation représentative des tendances actuelles des relations économiques entre l'Afrique et les pays BRICS : l'Angola. L'Angola est un excellent exemple de la coopération mutuellement bénéfique dont les pays BRICS font si fréquemment la promotion.

Le choix de l'Angola s'explique aussi par le fait que la politique étrangère angolaise menée ces dernières années s'est très bien attachée à la multiplication des accords de coopération et au renforcement des liens commerciaux avec chacun des pays BRICS pour son développement postconflit. Depuis la fin de la guerre civile en 2002, le pays a accueilli plusieurs délégations politiques de haut niveau représentant les pays BRICS. Ainsi, en juin 2009, le président russe Dmitri Medvedev accompagné d'une délégation de 400 hommes d'affaires et représentants industriels⁵ a visité l'Angola⁶ pour consolider la présence russe⁷, essentiellement dans les domaines énergétiques et commerciaux, et rattraper une partie du retard face aux autres pays BRICS, notamment la Chine et le Brésil, qui y ont ouvert des lignes de crédit significatives et qui y jouent un rôle économique de plus en plus important.

⁵ Comme le note Alexandra Arkhangelskaya (2011), « The Russian president visited Angola, Namibia and Nigeria in June 2009 and gave an impetus to these crucial bilateral relationships. He was accompanied by a delegation of 400 businessmen and they signed several economic agreements in areas such as mineral resources and nuclear energy. [...] Medvedev finalised an agreement on economic cooperation and arranged a \$300-million loan to support the launch of Angolan satellite 'Angosat'. » (Arkhangelskaya, 2011, p. 87 et 91).

⁶ Les relations avec l'Angola sont traditionnellement étroites. Moscou a appuyé l'Angola dans sa lutte pour l'indépendance puis les gouvernements du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) pendant la longue guerre civile. Comme l'a souligné Malaquias (2011), « In many respects, the MPLA owes the survival of its regime to the support it received from the USSR. Soviet assistance proved vital to the MPLA at two critical junctures. In 1975 Soviet support enabled the MPLA to avoid defeat at the hands of internal rivals, the FNLA and UNITA, which, with the help of South Africa and Zaire, were poised to take over the capital city of Luanda before independence. Then, in 1987, Soviet support enabled the MPLA and Cuban forces to defeat South Africa at the battle of Cuito Cuanavale. The latter paved the way for peace in Southern Africa, thus ensuring the survival of the MPLA regime. Soviet support enabled the MPLA to consolidate power between these two important historical events. This took the form of substantial assistance to avoid total economic collapse in the wake of the massive and precipitous exodus of Angolan settlers before independence. » (Malaquias, 2011, p.8).

⁷ Les relations russo-angolaises, intenses à l'époque soviétique, se sont délitées lors de la chute de l'URSS. Les enjeux de la Guerre froide ayant disparu, la décennie 1990 a précipité la grande déconnexion entre l'Angola et l'ex-Union soviétique, son principal bailleur de fonds étranger. La Russie, qui lui a succédé s'intéressait davantage à la coopération avec les pays occidentaux. C'était le temps du désengagement postguerre froide. À la fin de sa longue guerre civile en 2002, l'Angola, repoussé par l'Occident en raison principalement de la mauvaise gouvernance du pays, s'est tourné vers l'Est, notamment vers la Chine pour un partenariat « gagnant-gagnant ».

En août de la même année, le président sud-africain, Jacob Zuma, accompagné d'une forte délégation et de chefs d'entreprise⁸, y a effectué la première visite bilatérale de son mandat pour renouer des relations crispées du passé⁹. Plusieurs contrats ont été signés dont un accord de coopération entre les entreprises publiques sud-africaine Petro SA et angolaise Sonangol pour l'exploration, le raffinage et la distribution du pétrole (*Jeune Afrique*, 21 août 2009). L'Afrique du Sud post-apartheid entend ainsi prendre part à la reconstruction de l'Angola, aux côtés des Chinois, Brésiliens et d'autres puissances.

En octobre 2007, lors de la visite du président brésilien Luis Ignacio Lula da Silva en Angola, plusieurs accords de coopération ont été également signés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des finances (de Freitas Barbosa, Narciso et Biancalana, 2009, p. 76). L'Angola qui partage des liens culturels avec le Brésil reste une priorité sur le continent africain en matière d'investissement, en raison d'une implantation de firmes brésiliennes datant parfois du lendemain des indépendances et la présence d'une communauté brésilienne à Luanda qui occupe une place privilégiée dans le secteur privé du pays (White, 2010, p. 231). Outre une coopération étroite avec le Brésil, l'Angola joue un rôle important au sein de la « Communauté des pays de langue portugaise » qu'il a présidée en 2010.

L'Angola développe également depuis plusieurs années ses relations avec la Chine et l'Inde. La Chine¹⁰ a établi des relations diplomatiques avec l'Angola en 1983, mais ce n'est qu'au début des années 2000 que les relations économiques et politiques entre les deux pays ont pris leur essor (Malaquias, 2011, p. 10). Les relations financières avec l'Angola, son

⁸ Comme le note Landsberg (2010), « That trip was noticeable for its emphasis on bilateral economic co-operation, and the emphasis by both governments on how they would like to see business relations flourish. Zuma was accompanied by 11 Cabinet ministers, senior government officials, and the largest business delegation to accompany a head of state on a state visit since 1994. » (Landsberg, 2010, p. 281). Voir Draper et al. (2010, p. 6).

⁹ Les tensions bilatérales remontent à la guerre civile angolaise (1975-2002) : L'apartheid sud-africain a porté la guerre en terre angolaise pour aider l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), soutenue par les États-Unis et l'Afrique du Sud, à renverser le MPLA au pouvoir depuis l'indépendance, en novembre 1975. Ce dernier mouvement était appuyé par l'ex-Union soviétique et le Cuba. Depuis la chute de l'apartheid et l'avènement de la démocratie en 1994, les rapports entre les deux pays restent méfiants, notamment sous la présidence de son prédécesseur Thabo Mbeki (1999-2008) par la crise au Zimbabwe et la guerre en République démocratique du Congo (*Jeune Afrique*, 21 août 2009). Toutefois, ils se sont améliorés avec l'élection de Jacob Zuma, bien que l'image du pays reste encore entachée de suspicion et de méfiance parmi l'élite politique.

¹⁰ La Chine fut l'un des premiers soutiens financiers du MPLA dans les années 1960, puis elle accorda son soutien à l'Unita, le MPLA ayant été proche de l'ex-Union soviétique tandis que l'Unita était reconnue par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui deviendra l'Union africaine.

premier partenaire commercial sur le continent, sont régies par un accord signé en novembre 2003¹¹, qui jette les bases de la coopération bilatérale à venir dans les domaines économique, commercial, de la construction d'infrastructures, de l'énergie, des ressources minérales, des télécommunications et de l'agriculture. La Chine participe massivement dans des projets d'infrastructure anglais et le pays est devenu ces dernières années son premier terrain d'investissement en Afrique. Comme son voisin chinois, l'Inde s'intéresse à l'Angola et poursuit sa progression même si les relations diplomatiques entre les deux pays demeurent encore faibles par rapport aux autres BRICS. L'Inde est le seul pays des BRICS où le président angolais ne s'est pas rendu et le seul pays à n'avoir pas effectué de visite présidentielle en Angola depuis le retour de la paix en 2002.¹² Cette absence de relations diplomatiques officielles au niveau des deux chefs d'État explique pourquoi l'Inde n'a pas encore obtenu de grands partenariats avec l'Angola. En 2004, par exemple, Shell et la société nationale indienne Oil and Natural Gas Corporation (ONGC) avaient conclu un accord permettant la cession de la moitié du bloc offshore 18 (exploité alors conjointement par BP et Shell) à l'entreprise indienne. Mais l'État angolais refusa cette transaction et mit aux enchères cette participation, remportée par la Chine. Toutefois, en janvier 2010, les deux pays ont signé un accord pour promouvoir la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures (Kiala et Ngwenya, 2011, p. 14).

Le président angolais Jose Eduardo dos Santos a de son côté effectué des visites stratégiques dans chacun des BRICS (à l'exception de l'Inde), afin de passer des accords de coopération et renforcer les liens commerciaux. Les initiatives diplomatiques bilatérales avec

¹¹ La relation bilatérale avec la Chine ne s'est véritablement réchauffée qu'après la fin de la guerre civile angolaise, en 2002, avec l'échange de délégations politiques et économiques en 2003. La même année, lors de la conférence des donateurs, les Occidentaux ont décliné l'aide réclamée par le Président dos Santos afin d'accompagner l'Angola dans son effort de reconstruction. Les institutions de Bretton Woods, bien que prêtes à octroyer des crédits, exigeaient plus de transparence, plus de stabilité macro-économique et une réduction des dépenses publiques pour combattre l'inflation. La Chine, en revanche, a profité de cette occasion pour se positionner sur le marché angolais, sans pour autant parvenir à s'imposer comme partenaire privilégié de l'Angola. Néanmoins, elle est devenue rapidement son principal bailleur de fonds (Alves, 2010, p. 11).

¹² Comme le soulignent Kiala et Ngwenya (2011): « It is significant that India is the only BRIC country President Dos Santos has not visited and the only BRIC country that has not paid an official visit to Angola at the presidential or prime ministerial level, although President Dos Santos and Prime Minister Singh held bilateral discussions on the sidelines of the 2009 G8 Summit in Italy. Despite this, economic relations are growing in the significant volume of trade and an increasing commitment towards exploring investment opportunities between the two countries. » (Kiala et Ngwenya, 2011, p. 13).

des pays BRICS ont eu un fort impact en Angola et se sont révélées très efficaces, surtout sur le plan des échanges commerciaux et des investissements. Elles ont également permis l'amorce d'un vaste programme économique pour reconstruire le pays et le remettre sur la voie de la croissance économique. Entre 2002 et 2010, les taux de croissance angolais se sont établis à 12,3 % en moyenne selon le FMI et le pays s'est retrouvé à plusieurs reprises parmi les trois économies affichant la plus rapide croissance au monde (*The Economist*, 2011a).

L'Angola réalise aujourd'hui plus du tiers de son commerce international avec les pays BRICS. Le volume de ses échanges vers certains de ces pays a augmenté de manière significative au cours des dernières années, notamment ses exportations de pétrole brut. Le partenariat avec les pays BRICS, et notamment avec la Chine et le Brésil, deux partenaires stratégiques et de premier plan, a permis à l'Angola d'accéder à de nouvelles sources de financement et de disposer d'une opportunité d'accéder à du matériel nécessaire aux efforts de reconstruction postconflit (Power, 2012, p. 995; Kiala et Ngwenya, 2011, p. 6). L'Angola est devenu une destination attrayante pour les investissements des BRICS dans des projets d'extraction étant donné que les accords d'exploration et d'exploitation garantissent de plus en plus aux investisseurs une participation dans les découvertes éventuelles desdits projets (Kimenyi et Lewis, 2011, p. 19). Les pays BRICS étendent leur présence à un rythme accéléré dans l'économie angolaise, à la fois en tant qu'importants partenaires commerciaux et, de plus en plus, en tant qu'investisseurs. Cette évolution est très nette dans le secteur de l'énergie et du développement des infrastructures notamment. En apportant des fonds, le matériel et les compétences pour la mise en place d'une infrastructure quasiment anéantie par la guerre et par un sous-investissement chronique, les pays BRICS contribuent à la réintégration de l'Angola et partant, de la relance de son économie.

En outre, le renforcement de leur position en Angola atténue la dépendance de celui-ci envers les partenaires occidentaux et les institutions financières internationales. La priorité donnée aux grands projets d'infrastructure par ces pays permet à l'Angola qui est déjà l'un des principaux exportateurs de pétrole sur le continent de développer davantage son potentiel et d'accélérer ainsi son processus de développement. Le cas angolais permet ainsi de questionner l'idée de bénéfice mutuel dans une logique sud-sud avec les pays BRICS en opposition à la coopération Nord-Sud marquée par des rapports inégaux et d'illustrer les

objectifs poursuivis par le présent mémoire. Il est donc susceptible de nous permettre d'analyser l'impact de l'influence croissante des BRICS sur le continent et d'en évaluer les perspectives et les défis.

Pour la clarté de l'analyse, notre réflexion sera centrée sur la période allant de 2001 à 2010. Notre choix d'analyse sur cette période tient du fait que la décennie 2000 s'est caractérisée par une forte progression des relations économiques et commerciales entre l'Afrique et les pays BRICS, et une expansion des courants d'investissement et, dans une certaine mesure, des flux d'aide au développement. Cependant, la littérature sur les relations entre l'Afrique et les pays BRICS est très limitée en raison de la nouveauté du sujet. Jusqu'ici, la recherche s'est souvent restreinte à l'étude de la relation bilatérale sino-africaine, fruits d'une stratégie discrète et savamment entretenue par un activisme diplomatique et commercial chinois (Perrot et Malaquais, 2009, p. 6). Si la présence économique chinoise et, dans une moindre mesure, indienne en Afrique fait désormais l'objet de fréquentes publications, le rôle des autres BRICS en Afrique ne suscite pas autant d'intérêt alors que la véritable nouveauté réside dans la diversification des partenaires du continent qui se révèle une chance exceptionnelle pour l'Afrique (BAfD et al., 2011, p. 110).

La nature et l'intensité des différentes interactions avec ces nouveaux partenaires de développement, comparées aux partenaires traditionnels, présentent un intérêt académique. Alors, une réflexion sur les impacts de cette présence croissante permettrait non seulement d'identifier les enjeux de l'engagement des BRICS et d'évaluer les perspectives d'opportunités, mais aussi de souligner les défis et risques qui en découlent pour l'Afrique.

Dans ce mémoire, nous entendons repenser l'analyse à l'ensemble des BRICS, mais par souci méthodologique, nous la restreindrons à deux formations sociales – la Chine et le Brésil – dont les actions sont de plus en plus significatives, mais différentes, en tenant compte également, au-delà de la situation présente, des scénarii d'évolution les plus probables. La Chine, suivie encore de loin par le Brésil, est désormais l'un des partenaires de première importance de l'Afrique. Alors qu'elle y était à peine présente il y a une dizaine d'années, la Chine est aujourd'hui l'un des principaux destinataires des exportations de l'Afrique ; elle fournit aussi au continent une grande part de ses importations; et elle en est un des principaux

investisseurs (ibid, p. 108). Durant la décennie écoulée, le Brésil a déployé des efforts intenses en vue de promouvoir la coopération « Sud-Sud¹³ » avec pour objectif de « contrebalancer » les positions Nord-Sud qui dominaient les forums conventionnels, mais aussi d'« apparaître comme le héros de la lutte contre la pauvreté et la faim, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale » (Muggah et Hamann, 2012). L'Afrique est devenue dans ce contexte l'une des priorités de la politique étrangère brésilienne.¹⁴ L'une des manifestations les plus visibles de cette orientation aura été l'ouverture de plusieurs ambassades brésiennes sur le continent sous la mandature du président Luiz Inacio Lula Da Silva qui a très rapidement affiché sa volonté de rapprochement avec l'Afrique – le Brésil possède aujourd'hui 37 ambassades à travers le continent contre 48 pour la Chine, 38 pour la Russie et 30 pour l'Inde (Marcondes de Souza Neto, 2011, p. 77). L'arrivée au pouvoir de Lula a ravivé l'intérêt du Brésil pour l'Afrique (White, 2010, p. 225). Si jusqu'à récemment, la diplomatie brésilienne se concentrait sur les pays lusophones d'Afrique, perçus comme sa sphère d'influence naturelle, le pays vise désormais à nouer des relations avec l'ensemble du continent. Cet intérêt pour le continent participe de la volonté de Brasília, qui revendique un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies, de s'affirmer comme un acteur majeur de la politique internationale.¹⁵ Outre ses aspirations de changement complet de l'ordre économique global, l'intérêt du Brésil pour l'Afrique découle également de sa volonté d'assurer sa sécurité en matière de ressources et de renforcement de la solidarité Sud-Sud. Le marché africain intéresse également les investisseurs brésiliens (White, 2010, p. 231). La

¹³ La coopération Sud-Sud est « une coopération entre égaux motivée par des avantages mutuels [...] qui peut être exempte d'une partie du bagage historique du Nord, mais elle est également mue par des intérêts et des buts politiques particuliers » (Sidiropoulos, 2012). Elle repose sur la notion de « gagnant-gagnant », dans laquelle le commerce et l'investissement sont conçus comme des moyens légitimes et efficaces de promotion du développement économique pour les deux parties (BAfD et al., 2011, p. 119). Zimmermann et Smith (2011) abondent dans le même sens en la décrivant comme une coopération « It defines SSDC providers as developing countries that deliver expertise and financial support to foster the economic and social welfare of other developing countries. » (Zimmermann et Smith, 2011, p. 726).

¹⁴ L'Afrique est désormais considérée « as the most important experiment of south-south cooperation » par Brasília, « accompanied by an increase in bilateral trade. Fifty-two percent of all Brazilian technical cooperation actions is taking place in Africa » (Visentini, 2009, p. 5).

¹⁵ Danilo Marcondes de Souza Neto (2011) note que « Brazil, like other countries that want to be permanent members of the United Nations Security Council, knows that Africa's support is essential for a successful candidacy because of the large presence of African states in the UN General Assembly. Lula, in fact, discussed reforms in the Security Council and a permanent seat in the council, during his visit to Cameroon, Guinea-Bissau, Nigeria, Ghana and Senegal in April 2005. » (Marcondes de Souza Neto, 2011, p. 79).

croissance économique des BRICS, leur rôle croissant en tant qu'acteurs internationaux, leur succès dans la réduction de la pauvreté ces deux dernières décennies et leurs expériences dans les domaines tels que le développement rural, l'agriculture, la technologie intermédiaire et la protection sociale, présentent indéniablement des leçons utiles pour les pays africains. Mais de telles leçons doivent aussi être adaptées aux caractéristiques propres à chaque pays. Ainsi, ces pays qui ont renforcé ces dernières années la coopération bilatérale avec l'Angola permettront d'illustrer un pan de la diversité des nouveaux partenaires de développement qui sont au cœur des relations Sud-Sud avec l'Afrique.

Question de recherche

La question clé à laquelle ce mémoire tente de répondre est : dans un contexte d'émergence de nouveaux pôles de développement et de renforcement des coopérations et des échanges Sud-Sud, la coopération entre les pays BRICS et l'Afrique s'effectuera-t-elle à l'avantage réciproque de chacun des partenaires ou bien les pays BRICS adopteront-ils un comportement finalement proche de celui du Nord industrialisé ? En d'autres termes, le développement du continent est-il susceptible de se réaliser en coopération avec les pays BRICS plus qu'il ne l'a été avec les partenaires traditionnels ? Les relations économiques des BRICS avec les pays africains offrent de nombreuses potentialités en raison des similitudes, qui tiennent tout à la fois aux caractéristiques structurelles, d'héritages historiques, de problèmes de développement et d'expériences, mais aussi aux principes d'égalité, de solidarité, d'intérêt mutuel et de non-ingérence sur lesquels est fondée la coopération Su-Sud. Ces derniers principes ont généralement pour effet l'absence de conditionnalité. Avec ces traits communs, il y a de fortes raisons de penser que la coopération Sud-Sud peut éviter de reproduire les asymétries. La coopération Sud-Sud émerge comme une nouvelle donne qui change les paramètres de rapprochement et joue désormais un rôle particulièrement important pour négocier non pas l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation – elle est acquise, même si l'Afrique y occupe une position subalterne, mais la place qu'elle est en mesure d'y occuper. Le processus de dix années de liens étroits entre l'Afrique et les pays BRICS a renouvelé l'importance de cette dernière et commence à reconfigurer et à refaçonner de manière fondamentale et permanente les relations internationales du continent (Santiso, 2007,

p. 57; Tull, 2008, p. 7; Wissenbach, 2009, p. 667). Le poids croissant de ces nouveaux partenaires de développement offre des opportunités et pose des défis pour l'Afrique. La coopération économique de l'Afrique avec les pays BRICS est-elle avantageuse pour tous ? Que faut-il faire pour s'assurer que la coopération entre l'Afrique et les pays BRICS ne reproduira pas le schéma inégal actuel des relations économiques avec le reste du monde ? Quels sont les risques pour la diversification économique et la soutenabilité de la dette des pays africains ? Comment peut-on contenir ces risques ? Quels sont les défis que l'Afrique devrait surmonter ?

Autant de questions qui, nous semble-t-il, méritent d'être soulignées à l'orée de ce mémoire. Évidemment, aucune réponse n'est assurée, tant les relations entre l'Afrique et les pays BRICS sont plurielles et variées, et tant il est difficile de prédire quel sera l'impact à long terme des BRICS sur le développement de l'Afrique. Le phénomène des BRICS est relativement récent pour avoir une vision d'ensemble fiable de leur impact (Renard, 2011, p. 40). Il est donc encore trop tôt pour évaluer avec quelque certitude si ces nouveaux partenaires de développement auront un impact positif sur le développement africain et si leur regain d'intérêt pour le continent constitue une « nouvelle dimension de relations Sud-Sud » (Cheru et Obi, 2011b, p. 106), de ce fait nous apportons ici une analyse préliminaire de leurs implications économiques. Toutefois, sur le plan des échanges, de l'investissement et de l'aide au développement, les tendances récentes sont prometteuses. Il est évident que les pays BRICS jouent un grand rôle dans l'amélioration des opportunités de développement de l'Afrique. Et, il est d'ores et déjà possible de dire, sur la base des éléments disponibles à ce jour, que cette coopération aura probablement des répercussions importantes sur l'avenir du développement de l'Afrique et ses relations postcoloniales. En outre, l'Afrique n'est pas un pays, mais un continent marqué par la diversité et l'hétérogénéité de 54 pays offrant un tableau contrasté en termes de développement économique et de richesse en ressources naturelles. Autant dire que toute généralisation apparaît artificielle. De même, la présence croissante des BRICS est loin d'être une vaste entité porteuse d'une même réalité sur le continent. Les pays BRICS ont plutôt une présence qui est à géométrie variable et se différencie par leur approche et leur engagement sur le continent. À cet égard, la Russie qui dispose de ressources naturelles immenses, comme le sont beaucoup d'économies africaines, n'éprouve pas le même intérêt pour l'Afrique et ses matières premières que la Chine et l'Inde.

Elle ne dépend donc pas de l'étranger pour ses besoins en énergie comme le soulignent Volman (2009) ; Kaplinsky et Farooki (2010) ; Troude (2009) :

« Russia, as a major producer and exporter of oil and natural gas, does not need new supplies of energy from Africa. Instead, it is trying to increase its control over energy sources throughout the world to strengthen its own economic and political power. Russia is particularly interested in gaining control over the supply of oil and natural gas from Africa to European countries. » (Volman, 2009, p. 12). Mais cela n'empêche pas pour autant les grandes compagnies pétrolière (Lukoil), gazière (Gazprom) et nucléaire (Rosatom) russes de multiplier les offres de services. Ni non plus les sociétés minières d'y exploiter quelques gisements du continent comme la bauxite en Guinée et au Nigeria, le nickel au Botswana, le manganèse en Namibie et au Gabon, le vanadium en Afrique du Sud, le diamant en Angola, etc. (Kaplinsky et Farooki, 2010; Troude, 2009).

Pour les pays BRICS, le continent africain représente à la fois un fournisseur, un marché et un réservoir de votes potentiellement utile en cas de réforme des institutions multilatérales. Vu la très grande variété de situations propres à chaque pays africain et aux relations spécifiques que les uns et les autres peuvent séparément entretenir avec les pays BRICS, il est utile de nuancer ce constat en procédant à une analyse relativement détaillée sur le plan bilatéral afin d'identifier les stratégies susceptibles de maximiser les avantages et de minimiser les risques qu'implique l'ascension de ces nouveaux partenaires de développement pour l'Afrique.

Hypothèses de recherche

Dans ce mémoire trois hypothèses sont envisagées : la première considère que la forte progression des relations entre l'Afrique et les pays BRICS sous ses formes commerciales, économiques et de coopération reflète la normalisation des relations postcoloniales du continent. Les pays BRICS modifient les rapports des puissances traditionnelles avec l'Afrique, suscitant de nouveaux enjeux et de nouvelles compétitions. En raison d'approches plus pragmatiques, plus pratiques et apparemment inconditionnelles de coopération et d'octroi de l'aide, ils sont en train d'altérer les paramètres sur lesquels se basent les relations entre l'Occident, en particulier l'Europe, et l'Afrique. L'Occident a perdu son rôle privilégié en Afrique et n'est plus le seul pourvoyeur d'aide pour le continent comme

il l'était autrefois. La diversification des sources d'aide permet aux pays africains d'élargir le financement extérieur de leur économie, d'accroître leur pouvoir de négociation vis-à-vis des donateurs traditionnels et des institutions financières internationales et de contribuer à réduire l'instabilité de l'aide. L'Afrique peut donc désormais envisager un avenir dans lequel l'aide de l'Occident ne constituera qu'une partie des ressources disponibles pour appuyer ses objectifs de développement. L'engagement croissant des BRICS sur le continent remet en question la manière dont les partenaires traditionnels au développement fonctionnent. Leur émergence consacre ce que l'on pourrait désormais appeler la fin de l'« ère postcoloniale ». Dans le nouveau schéma économique mondial, l'Afrique qui devient le cœur de la concurrence entre plusieurs modèles de développement se normalise et fait un retour dans le jeu international. Elle peut désormais engager – après une stagnation perçue durant de nombreuses années dans les programmes internationaux de développement – des coopérations avec un nombre croissant de partenaires qui vont lui offrir non seulement des ressources financières nouvelles, mais aussi des modalités croissantes de coopération.

La seconde hypothèse consiste à affirmer que la coopération des BRICS serait une réponse aux enjeux majeurs auxquels est confronté le continent. Au cours de la décennie 2000, les pays BRICS, en particulier la Chine et l'Inde, ont aidé à repositionner l'Afrique comme source de produits de valeur sur le marché mondial et ont également aidé à mettre l'accent sur les défis auxquels l'Afrique doit encore faire face, pour ce qui concerne la création d'une croissance durable pour tous et la réduction de la pauvreté. La croissance et le développement économique spectaculaire que connaissent ces nouveaux partenaires de développement depuis plusieurs années sont une source d'inspiration pour les pays d'Afrique et montrent à ceux-ci qu'un progrès rapide est possible, non seulement en matière de croissance économique, mais aussi de lutte contre la pauvreté.

Enfin, la dernière hypothèse soutient que la présence croissante des BRICS, et notamment de la Chine et de l'Inde, en Afrique, qui a suscité un nouvel appétit concurrentiel pour les ressources africaines parmi les sociétés commerciales et les gouvernements occidentaux, donnerait aux États africains une marge de manœuvre plus importante ainsi qu'une alternative aux ordres émis par les institutions financières internationales. L'intérêt affiché des BRICS pour l'Afrique a offert aux pays africains plus de latitude pour négocier de

meilleurs accords commerciaux avec les concurrents occidentaux. Les entreprises et les gouvernements occidentaux ont désormais de la concurrence pour l'accès, le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles du continent. Les pays africains, en particulier ceux qui disposent de ressources minières et pétrolières, regagnent un intérêt stratégique précisément à cause de cette concurrence entre anciens et nouveaux partenaires à la faveur de la nouvelle « ruée vers l'Afrique » (la première était celle des puissances colonisatrices). Ceci pourrait donner aux États africains plus de marge de manœuvre politique pour poursuivre l'industrialisation et la transformation structurelle, et une alternative à l'acceptation des exigences impératives et arbitraires des institutions financières internationales et des conditions désavantageuses que les pays occidentaux avaient l'habitude de leur imposer. Cependant, il est important de souligner que les données empiriques n'étaient pas pleinement ces hypothèses.

L'émergence des BRICS, et tout particulièrement de la Chine et de l'Inde, en tant que source de financement de l'exploration et du développement de l'industrie extractive en Afrique, a permis de multiplier les options. Il reste à savoir si cette émergence ne va pas y générer de nouvelles formes de dépendance à l'image du schéma traditionnel « centre-périphérie » sans que l'Afrique n'y ait grand-chose à gagner. Le risque majeur serait de voir une partie du continent s'enliser dans une spécialisation à l'exportation dans les ressources pétrolières et minières, sans pour autant sortir de la pauvreté. Le développement d'une coopération mutuellement bénéfique pour les deux partenaires sera difficile, en particulier pour les moins bien dotés des pays africains, et augure d'une dépendance accrue. En effet, les pays africains qui sont peu, ou pas, exportateurs de ressources, sont pénalisés par la hausse des prix, en particulier ceux du pétrole, et la concurrence des BRICS. C'est particulièrement le cas dans les secteurs de textiles, cuirs, vêtements et chaussures. N'étant pas compétitifs sur les prix, ils sont perdants sur les marchés tiers. En outre, le renforcement de la présence des BRICS dans des pays dotés de ressources abondantes ou présentant une importance stratégique sur le plan politique est de nature à accroître les rentes dont bénéficie l'élite qui contrôle l'accès aux ressources, au détriment des populations. Par contre, ces nouvelles relations illustrent un modèle de coopération « Sud-Sud » qui peut se révéler bénéfique à la fois pour les pays BRICS et pour l'Afrique en raison de l'actuelle convoitise géopolitique. Les pays BRICS pourraient tirer des avantages non négligeables de cette relation, qui leur

donne accès à des matières premières, élargit les débouchés pour leurs exportations et permet de faire des investissements qui pourraient à terme leur apporter des bénéfices importants, ainsi que renforcer leur prestige politique et diplomatique. La coopération avec les pays BRICS, apparaît d'ores et déjà comme un puissant accélérateur de développement et il y a beaucoup à gagner d'un approfondissement de cette coopération, à condition que les termes de celle-ci soient clairement définis et équitables. Il est important de noter qu'à ce stade de la transition africaine, la stratégie d'investissement en infrastructures que ces pays privilégient constitue sans doute la meilleure voie vers une amélioration de la productivité. Enfin, l'intégration du continent, par la résolution de problèmes d'infrastructure et l'accroissement des échanges, s'avère être un scénario possible. Et, pour tirer pleinement les bénéfices de ces nouvelles relations, les gouvernements africains sont encouragés à élaborer des politiques de développement de manière à ce que la coopération avec les pays BRICS soit fondée sur des règles claires de nature à fournir des avantages mutuels.

Cadre théorique : le modèle « centre-périphérie »

Afin de démontrer nos propos, nous situons notre démarche dans le cadre théorique de l'école de la pensée dite de la dépendance¹⁶. Certaines thèses défendues par les penseurs de cette école permettent d'analyser l'intérêt des pays émergents en Afrique et les problèmes de développement de ce continent. Le concept clé de notre analyse est le développement qui a été au cœur des grands paradigmes fondant l'économie du développement au cours des soixante dernières années. Le concept moderne de « développement » apparaît dans l'immédiat après-guerre lorsque le président des États-Unis d'Amérique, Harry Truman, dans le point IV¹⁷ de son discours d'investiture de janvier 1949, évoque « les régions sous-

¹⁶ L'école de la dépendance « constitue un ensemble aux contours imprécis, formé d'intellectuels appartenant à des disciplines différentes en partageant une sensibilité commune. Elle s'enracine clairement en Amérique avec, entre autres, aux États-Unis, Paul Baran et Paul Sweezy; au Chili, la Commission économique pour l'Amérique latine emmenée par Raul Prébisch, ainsi que Osvaldo Sunkel; au Brésil, Fernando Cardoso, Enzo Faletto et Celso Furtado; en Colombie, Orlando Fals Borda; au Mexique, Rodolfo Stavenhagen. Par suite elle s'ouvrit à des chercheurs d'autres continents parmi lesquels Samir Amin en Afrique, André-Gunder Frank, Pierre Jalée, Dieter Senghaas et Johan Galtung en Europe. » (Rist, 1996, p. 178-179).

¹⁷ Voir Gilbert Rist (1996, p.116-132) pour la traduction complète ainsi que l'analyse détaillée et commentée de ce Point.

développées » comme un enjeu mondial d'une extrême gravité (Schafer, Haslam et Beaudet 2008, p. 3; Rist, 1996, p. 116). En proposant aux colonisés de l'époque de se considérer comme des sous-développés, le président Truman a miné la domination coloniale, puisqu'il promettait la généralisation du bien-être. Ce discours au nom du bien-être de l'humanité, qui confortait la politique des États-Unis, va inaugurer une « ère nouvelle » : celle de la domination économique qui va être menée au nom du développement. « L'invention du développement » (Rist, 1996, p. 115) s'inscrit ainsi dans un contexte de reconstruction de l'échiquier politique international d'après-guerre, de guerre froide opposant les États-Unis et l'Union Soviétique, et celui de la lutte multiforme pour sortir du colonialisme et reconquérir l'indépendance (Asie, Afrique et Monde arabe). C'est également dans ce contexte d'après-guerre qu'ont été créées les principales institutions multilatérales d'aide au développement dans une nouvelle architecture de gouvernance mondiale centrée sur les Nations unies et les institutions de Bretton Woods. Ainsi, le développement et l'aide au développement commencèrent à occuper une place importante dans les discours internationaux et dans la réflexion économique, politique, anthropologique et sociologique. Aujourd'hui encore, la force du discours sur le phénomène confère au concept de développement, malgré une modification progressive de son contenu, une place prééminente dans les politiques nationales et internationales tant des pays développés que ceux considérés comme en développement.

Mais que sous-tend la notion de « développement » ? Même si chacun pense avoir une idée de ce que peut-être le développement, il reste une notion difficile à cerner. Il peut vouloir dire l'occidentalisation et/ou l'industrialisation. L'idée de développement est aussi généralement associée à celle de l'aide au développement et de la coopération, deux notions sur lesquelles se fondaient l'action internationale et l'ensemble des rapports Nord-Sud en matière de développement. Dans la compréhension du concept de développement, les différents éléments de la définition que Rist (1996) a proposés méritent d'être retenus :

Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence [...] qui, pour assurer la reproduction sociale [...], obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel [...] et les rapports sociaux [...] en vue d'une production croissante [...] de marchandises (biens et services) [...] destinées à travers l'échange, à la demande solvable. (Rist, 1996, p. 27-34).

La thèse que Rist avance est que le développement, formulé dans ces termes, n'est que l'extension planétaire du système de marché et un élément d'une « religion moderne » issue des métamorphoses d'un mythe occidental et imposer partout.

Les incidences sur le développement des pays africains de leurs relations croissantes avec les pays BRICS peuvent être analysées suivant la théorie de la dépendance qui repose sur le modèle traditionnel du centre et de la périphérie. Les nouvelles tendances des échanges commerciaux et des investissements rappellent, dans une certaine mesure, la dynamique d'un tel schéma, même si la demande croissante de matières premières émanant de ces nouveaux acteurs accroît le pouvoir de négociation des pays africains, stimule la mobilisation de ressources intérieures et accroît la marge d'action. À l'exception de quelques rares pays (Afrique du Sud, Tunisie, Maroc, Égypte, Maurice) qui disposent d'une base manufacturière relativement développée, les secteurs hors extraction et les industries compétitives de la majorité des pays africains restent encore sous-développés (Roxburgh et al., 2010, p. 26). La théorie de la dépendance a influencé la pensée économique du « Sud » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à travers de l'œuvre de l'économiste Argentin Raúl Prebisch, l'un des chefs de file du courant structuraliste latino-américain, et de son action à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Elle se constitue principalement en réaction contre les théories de la modernisation. Selon la théorie de la dépendance, les échanges extérieurs seraient à l'origine du sous-développement et constitueraient un obstacle à la croissance des pays du Sud. C'est la thèse de la polarité globale induite par le commerce international. Par polarité, il faut entendre le partage du monde entre deux pôles qui sont structurellement différents : le centre développé et la périphérie sous-développée. Les notions de « centre » et « périphérie » avaient préalablement été élaborées par Prebisch et Singer (1950) à partir d'une approche d'inspiration plutôt keynésienne, mais qui prennent une connotation beaucoup plus radicale dans l'analyse des théoriciens radicaux ou néomarxistes. Prebisch et Singer rompent donc avec la théorie néoclassique du commerce international et mettent en cause la théorie des avantages comparatifs et le libre échange. Ils mettent en évidence un processus de détérioration des termes de l'échange. Prebisch met en exergue l'inégalité d'une division internationale du travail dans laquelle les pays du tiers monde à la périphérie du système mondial continueront d'exporter des matières premières et des produits de base vers les pays industrialisés du

centre qui en retour fournissent la Périphérie en produits manufacturés (Dansereau, 2008). En conséquence, les pays de la Périphérie s'appauvrissent en participant au commerce international. Prebisch conclut que les pays de la Périphérie sont victimes d'un échange inégal. Il va plaider pour un développement autocentré. Selon Prebisch, la solution pour les pays du tiers-monde dépendants de l'exportation des produits de base est de « diversifier les économies pour atténuer la dépendance en développant un programme d'industrialisation [par substitution des importations]. Il faut briser le déséquilibre créant l'échange inégal entre pays en développement et pays industrialisés. Cet échange inégal est le produit d'un rapport de force inégal entre les pays. » (ibid., p. 46). Il faut aussi une intervention active de l'État pour prévenir les inégalités, coordonner les investissements et protéger les industries nouvelles ; une intégration économique pour pallier l'étroitesse des marchés nationaux est également nécessaire (Rist, 1996, p. 186 ; Dansereau, 2008, p. 46). Comme le note Wallerstein (1996) :

Jusqu'à un certain point, les gouvernements latino-américains suivirent les recommandations de la CEPAL et il y eut effectivement une amélioration économique, bien que limitée, durant les décennies 1950 et 1960. Quoi qu'il en soit, l'amélioration de la situation moyenne en Amérique latine a semblé insignifiante à la majorité des intellectuels latino-américains, lesquels décidèrent de radicaliser le langage et les analyses de la CEPAL. C'est l'époque des "dépendantistes", première version (parmi eux, citons Dos Santos, Marini, Caputo, Cardoso, Frank, ainsi que Samir Amin hors Amérique latine). (Wallerstein, 1996, p. 209).

Les dépendantistes latino-américains estiment donc que la situation de sous-développement dont souffrent les pays latino-américains s'explique par la dépendance dans laquelle ils sont placés par rapport aux pays industrialisés. La dépendance se manifeste par l'échange inégal et la détérioration des termes de l'échange. Ces idées seront généralisées à l'ensemble des relations d'échange entre le centre et la périphérie par André Gunder Frank (1966), Arghiri Emmanuel (1969) et Samir Amin (1970) entre autres. Pour ces radicaux ou néomarxistes, le développement capitaliste est à l'origine des fléaux du tiers monde. Ils soutiennent que dans le cadre du système capitaliste mondial, il n'y a pas de possibilité de développement, les échanges ne peuvent que renforcer les inégalités entre pays. Le système capitaliste renforce la dépendance de la périphérie par rapport au centre, ce qui insère la périphérie dans un « échange inégal » (Emmanuel), conduit à une « croissance sans

développement¹⁸ » (Amin) et apporte aux peuples du tiers monde le « *développement du sous-développement* » (Frank). Ce dernier dans son analyse de la notion de centre-périphérie soutient que les pays s'intègrent différemment au système économique mondial. Frank rejette l'argument selon lequel les économies des pays en développement sont bâties sur une structure dualisée, possédant deux secteurs distincts – le premier inséré dans l'économie mondiale, l'autre dans un ancré à l'économie traditionnelle. Selon lui, les différentes régions d'un même pays sont toutes intégrées, bien que de manière différenciée, dans le système mondial (Dansereau, 2008, p. 49).

La thèse de « l'échange inégal », développée par Arghiri Emmanuel en 1969, a connu un très grand retentissement en ce sens « qu'elle a fourni une *infrastructure théorique* au tiers-mondisme. » (Latouche, 1977, p. 232). Pour l'auteur, l'échange inégal (et le transfert de valeur qui l'accompagne) est le « nœud central du sous-développement. » (ibid., p. 231). L'échange inégal est à l'origine des inégalités de répartition des bénéfices résultant du commerce international entre les pays du centre et ceux de la périphérie. Contrairement à la thèse structuraliste qui insiste sur l'évolution à long terme des termes de l'échange, celle de l'échange inégal prône une approche très normative, plus centrée sur « l'injustice » du commerce entre le centre et la périphérie. L'inégalité de l'échange est non seulement une injustice, c'est une « *anomalie* » (ibid., p. 241) parce que les conditions de production des pays de la périphérie les poussent à exporter leurs produits à des prix moindres que si ces mêmes biens avaient été produits dans les conditions des pays du centre. Emmanuel considère, qu'au centre, ce sont les facteurs institutionnels et les négociations qui fixent le niveau des salaires et que ceux-ci déterminent les prix, et non l'inverse. Il suppose que le capital mobile entre les pays (et donc les taux de profit au centre et à la périphérie égaux), alors que le travail est immobile, ce qui explique les écarts de salaires. Pour lui, le transfert de valeur qui accompagne ainsi l'échange inégal bénéficie aux capitalistes sous forme de surprofits, mais aussi à la classe ouvrière sous forme de sursalaires (Brasseul, 2008, p. 274).

¹⁸ « Alors qu'au centre la croissance est développement, c'est-à-dire qu'elle intègre, à la périphérie la croissance n'est pas développement, car elle désarticule. Au sens propre, à la périphérie la croissance fondée sur l'intégration au marché mondial est développement du sous-développement » (Amin, 1970, p. 29).

Samir Amin (1970) qui adapte la théorie de la dépendance au contexte africain va développer l'idée de l'échange inégal en introduisant les différences de productivités qui expliquent l'existence d'une périphérie, où se produit la plus-value, et d'un centre, où les classes dominantes arrivent à accumuler et à valoriser la plus-value produite en périphérie en plus de celle qui est produite dans leur propre pays. Il va théoriser cette vision de l'échange inégal en disant qu'il y a échange lorsque « l'écart des rémunérations du travail entre Nord et Sud est considérablement plus grand que l'écart entre les productivités du travail entre le Nord et le Sud. » (Dembélé, 2011, p. 40). Pour sortir de cette impasse, Amin propose une stratégie de « déconnexion » qui consiste à rompre avec le capitalisme mondial. Il n'y a pas d'autre issue, car la fonction même du système capitaliste mondial est de perpétuer la dépendance de la périphérie au profit du centre. La déconnexion préconisée par Amin n'a pas manqué d'être critiquée. On lui reproche de n'avoir bien défini les forces sociales et nationales susceptibles de porter ce projet de sortie du système mondial. Cependant, par « déconnexion », Amin n'entend pas un repli autarcique (c'est-à-dire, le retrait des échanges commerciaux, financiers et technologiques extérieurs), ni dans un premier temps de socialisme, mais une inversion stratégique dans la vision des rapports internes et externes, en réponse aux exigences incontournables d'un développement autocentré. Autrement dit, le caractère autocentré du développement ne s'affirme pas tant sur une suppression des liens avec l'extérieur que sur la nécessité de compter sur ses propres forces et de développer des solidarités horizontales entre pays en développement lesquelles favoriseraient une diversification des activités économiques capables de repousser et de réguler la contrainte extérieure. Les possibilités de cette déconnexion que prônent les auteurs radicaux semblent être aujourd'hui peu probables pour les pays en développement, car ces derniers sont portés à s'ajuster d'abord aux tendances de l'expansion mondiale. À l'époque où il était fondé sur l'exclusivité industrielle, on peut très bien concevoir que le projet de développement était un projet industrialiste. Aujourd'hui, nous sommes au-delà de cette période.

Depuis les années 1990, on voit un certain nombre de pays du Sud, notamment les pays BRICS, accélérer leur industrialisation moderne et donc leur capacité d'exporter dans le marché mondial, mais aussi de réaliser de forts taux de croissance. Des performances qui rendent largement obsolètes les théories radicales de l'échange international, les analyses libérales en termes d'interdépendance Nord-Sud ou celles institutionnalistes en termes de

gouvernance et de bonnes institutions (Brasseul, 2008, p. 279; Hugon, 2011, p. 46). Rosales Osvaldo (2010) abonde dans le même sens dans son analyse sur les BRIC et l'analyse centre-périphérie en ce début du XXI^e siècle :

Au-delà de l'attrait holistique de [son] interprétation, il est clair que l'application de l'approche centre-périphérie ne permet pas de rendre compte des réalités actuelles du commerce international. L'expérience de la Chine et de plusieurs économies asiatiques démontre rapidement que la convergence avec les niveaux de revenus des économies centrales est possible, même si elle est lente. (Rosales, 2010, p. 94).

Toutefois, malgré cette insertion avec efficacité et profit dans le système capitaliste mondialisé, des auteurs radicaux réaffirment l'impossibilité d'un développement autonome de la périphérie, selon leur position antérieure et réfutent les performances des émergents comme étant équivalant à un processus de développement. C'est le cas notamment d'Amin qui nie la possibilité d'un développement capitaliste autonome dans les pays de la périphérie au sein du système. Pour lui, « l'illusion d'un développement capitaliste national indépendant et donc du "rattrapage" dans le capitalisme et dans le système mondialisé, même si c'est en conflit partiel avec les logiques de ce système mondial, est une illusion tenace » (Dembélé, 2011, p. 72-73). Amin voit dans les tentatives de développement mises en œuvre à la périphérie, non comme une remise en cause de la mondialisation, mais comme sa continuation et de telles expériences ne pouvaient que conduire à la faillite générale du développement devant s'interpréter comme une forme nouvelle et approfondie de polarisation à l'échelle mondiale. À propos des pays émergents, Amin soutient qu'« ils ne sont pas en voie de "rattrapage" bien qu'ils en donnent l'apparence. » (ibid., p. 39). Les nations du Sud sont appelées à perdre leurs illusions relatives à un développement accéléré dans et par la mondialisation. Il soutient, par ailleurs, que les pays émergents « sont des sous-traitants et leurs exportations sont un échange inégal » (ibid., p. 45).

Aujourd'hui, il est toutefois perceptible que la répartition du pouvoir économique mondial est devenue moins concentrée sur les pays riches, plus éparpillée, avec la montée des pays émergents (les pays BRICS, notamment). La relation centre-périphérie avec un centre dominant est critiquable dans la mesure où le centre change avec les mutations des dernières décennies.

Méthodologie et structure

La méthodologie que nous avons adoptée repose sur une large revue documentaire et sur différentes sources statistiques (littérature empirique, revues savantes avec comité de lecture, bases de données internationales, rapports statistiques nationaux, ainsi qu'une grande variété de rapports, y compris des rapports de presse). Nous évaluons l'impact économique des BRICS sur le développement africain en prenant en considération trois canaux distincts des relations Sud-Sud : les échanges, les investissements directs étrangers et l'aide. Le poids des investissements directs des BRICS vers l'Afrique ainsi que l'importance de leurs échanges commerciaux permettent de mieux comprendre la dynamique des interactions entre les deux partenaires. Cependant, évaluer cet impact pose des difficultés statistiques.

Les statistiques des pays africains de même que celles émanant des BRICS ne sont pas systématiquement recueillies ou divulguées. Le montant et les véritables destinations des flux d'aide et d'investissement des BRICS sont très souvent difficiles à déterminer, a fortiori quand ils sont à destination de pays africains dont la collecte et le traitement des données restent très insuffisants (Broadman, 2007; Cabral, 2010 ; Sidiropoulos, 2012). Que ce soit donc du côté des BRICS ou du côté des pays africains, les statistiques font souvent défaut ou restent imparfaites. Les limites des statistiques actuellement disponibles sur les IDE des BRICS en Afrique ne permettent pas une analyse détaillée des flux et des stocks par origine et par destination, et sont susceptibles de fausser les estimations. Une autre difficulté réside au niveau des interactions complexes entre les motivations liées aux investissements et les motivations liées à la solidarité des BRICS. Autant dire qu'il est souvent difficile, en pratique, de distinguer les flux d'IDE au sens strict des flux financiers qui sont liés intrinsèquement à la coopération Sud-Sud pour le développement. Dans le cas de la Chine, par exemple, les chiffres disponibles restent difficilement comparables à cause de la partialité et du manque de fiabilité des sources (Brautigam, 2008). Cela peut s'expliquer en partie par la compréhension particulière de la Chine de la coopération au développement, à savoir que les motivations de l'aide chinoise sont étroitement liées à des considérations économiques et stratégiques, mais aussi parce que le gouvernement chinois considère que les chiffres de l'aide extérieure, les modalités des contrats et les autres données pertinentes sont des secrets d'État (Brautigam, 2009, p. 167-168). La confrontation diplomatique avec Taïwan et la

crainte du gouvernement en cas de publication de ces statistiques d'une réaction d'égoïsme national (le fait que la Chine accorde une aide au développement à l'Afrique, alors que le pays connaît lui-même tant de pauvreté, est une chose que les Chinois auront du mal à comprendre) ont contribué à ce secret (ibid.). De plus, il est difficile d'estimer avec certitude le volume total de l'aide chinoise puisque celle-ci relève de la responsabilité d'un large éventail de ministères. Ces lacunes statistiques révèlent les difficultés des analystes à dresser un argumentaire rigoureux, solide sur les actions des BRICS en Afrique. Elles expliquent aussi en partie les nombreuses variations et contradictions très souvent constatées dans les estimations des flux d'échanges commerciaux, d'investissements et d'aide entre les deux groupes de pays. Compte tenu de ces difficultés, nous allons recourir à des statistiques fournies dans la littérature et des données émanant d'institutions internationales telles que l'OMC, le FMI ou la CNUCED. Enfin, nous nous concentrons seulement sur les échanges de marchandises, même si certains pays BRICS peuvent dégager des ressources importantes en matière d'échanges de services, ces derniers se font en grande partie avec les partenaires commerciaux traditionnels du continent.

Afin d'instruire nos hypothèses, le mémoire est structuré comme suit : le chapitre premier analyse la montée en puissance des pays BRICS dans l'économie mondiale et l'intensification de leurs relations économiques avec l'Afrique depuis le début des années 2000. Le chapitre 2 examine les incidences sur le développement de l'Afrique de ces relations économiques à travers trois canaux d'interaction directe Sud-Sud : le commerce, l'investissement direct étranger et l'aide au développement. Il intègre une analyse des relations bilatérales que les pays BRICS entretiennent avec différents pays d'Afrique à l'instar de celles avec l'Angola – en particulier de l'implication croissante de la Chine et du Brésil dans le développement postconflit de ce pays. Il y est avancé que les pays BRICS desserrent la contrainte financière et les conditionnalités, augmentent la marge de manœuvre et dopent le marché des matières premières de l'Angola. Le troisième et dernier chapitre examine les opportunités que cette présence offre à l'Afrique et les défis que ces nouveaux partenaires posent au continent dans l'optique de son développement à long terme et de son intégration économique plus poussée dans l'économie mondiale. La conclusion fait ressortir l'apport de notre grille d'analyse et expose les réponses à nos hypothèses de recherche.

CHAPITRE I

MONTÉE EN PUISSANCE DES BRICS DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ET RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'AFRIQUE

Le présent chapitre met en évidence la présence croissante des BRICS en Afrique depuis le début des années 2000. La première section examine brièvement leur ascension sur la scène internationale durant la décennie écoulée en soulignant leur poids dans l'économie mondiale, ainsi que les divers scénarii prospectifs effectués par certaines institutions sur l'avènement de leur puissance économique à l'horizon 2050. La deuxième section présente l'Afrique comme un continent marqué par une croissance économique qui s'est ouvert à de nouvelles possibilités de partenariats avec les pays BRICS. Enfin, la dernière section présente un examen non exhaustif de la littérature récente consacrée à l'impact de la présence des BRICS en Afrique.

1.1 La montée en puissance des BRICS dans l'économie mondiale

La présence consolidée des BRICS parmi les protagonistes importants sur la scène internationale est l'un des faits les plus marquants de l'histoire économique récente¹⁹. La montée en puissance de ces nouveaux acteurs économiques – Chine et Inde en tête – a engendré de profonds bouleversements dans la structure de l'ordre mondial instauré et dominé par le Nord depuis le XXe siècle (Six, 2009, p. 1103). Dans la gouvernance financière, économique et environnementale mondiale, les pays BRICS ont réussi à améliorer efficacement le rôle des forums de gouvernance, tels que le G20, et d'avoir un impact sur ces forums (Keukeleire et al., 2011, p. 1). Les pays BRICS sont la formation d'une alliance

¹⁹ « [I]n the past decade, Bric has become a near-ubiquitous financial term, shaping how a generation of investors, financiers and policy makers view the emerging markets [...]. Financial institutions now run Bric funds; business schools have launched Bric courses. [...] Bric [...] has redrawn powerbrokers' cognitive map, helping them to articulate a fundamental shift of influence away from the western world. » (Tett, 2010).

stratégique en vue d'accroître leur poids politique au niveau international et d'appliquer des intérêts politiques communs et économiques (ibid., p. 5), pourtant, ils ne forment pas une catégorie homogène (Kateb, 2011, p. 88). Leurs histoires, leurs approches nationales du développement et leurs politiques étrangères sont assez distinctes²⁰, chacun laissant son « empreinte indélébile » sur le système de coopération internationale (Keukeleire et al., 2011, p. 6; Bliss, 2010, p. vi). Au-delà de leur hétérogénéité, ces pays ont en commun plusieurs caractéristiques qui les distinguent des autres pays émergents et les rapprochent les uns des autres comme le notent Keukeleire et al. (2011) :

« Firstly, they possess a range of economic, military and political power resources and some capacity to contribute to the production of regional or global order. Secondly, they share the belief that they are entitled to gain a more influential role in world affairs. And thirdly, they are outside or on the margin of the US-led set of international and multilateral structures and are not closely integrated in an alliance system with the US. It is this combination of factors, which explains the eagerness of the BRICS "to strengthen their mutual relations and to promote alternative or complementary international forums and linkages beyond the predominant Western-dominated organisations". » (Keukeleire et al., 2011, p. 5-6).

En outre, ils partagent une même ambition : éroder le monopole et la légitimité du G7 dans les relations internationales et contribuer à redessiner une nouvelle carte du monde qui soit plus représentative du nouveau contexte économique et politique, et où ils auront la place qui leur revient compte tenu de leur importance démographique et économique (Jaffrelot, 2011; Kateb, 2011; Laïdi, 2011).²¹ Au nom de leur vigueur économique et de la nécessaire représentativité et de « démocratisation » de la gouvernance mondiale, les cinq pays expriment leur insatisfaction face à l'ordre en vigueur, dénoncent la perte de légitimité et l'inefficacité des institutions internationales dans la gestion de la récente crise mondiale, et insistent sur une réforme des structures de gouvernance des institutions financières

²⁰ Par exemple, chaque pays BRICS a ses propres domaines de compétence. Le Brésil est une puissance agricole et un grand producteur de différentes denrées de base. La Russie détient parmi les plus grandes réserves de pétrole et de gaz au monde. L'Inde possède des compétences reconnues dans le secteur des services. La Chine est une superpuissance de produits manufacturés et a émergé comme le plus grand exportateur de marchandises. L'Afrique du Sud est le foyer d'énormes réserves minérales.

²¹ Keukeleire et al., (2011, p. 1) abondent dans le même sens en soulignant que l'intensification des relations entre les cinq pays est basée sur un objectif commun : « that is to advance the G20 and other new multilateral settings as an international forum and to counter what they perceive as an undemocratic and unjust Western-dominated multilateral world. ».

internationales et des Nations Unies empreintes d'occidentalisme pour mieux refléter la dynamique en évolution des influences et des pouvoirs mondiaux (Jaffrelot, 2011). C'est ainsi qu'ils réclament pour l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et revendiquent une plus grande participation dans les organismes de direction des institutions de Bretton Woods (Keukeleire et al., 2011, p. 17-18).²² Le remplacement du G8 par le G20, principal Forum au service de la coopération économique internationale (Kateb, 2011, p. 87), et l'adoption en novembre 2010 au sommet du G20 à Séoul d'une refonte des droits de vote au sein de la Banque mondiale et du FMI pour une croissance partagée, a changé les règles du jeu à cet égard (Keukeleire et al., 2011, p. 18). Dans le G20, les pays BRICS ont joué un rôle important et sont apparus comme des fers de lance²³ pour les PMA.²⁴ En effet, les pays en développement restent sous-représentés dans les institutions internationales. L'Afrique en particulier est sous-représentée dans les instances telles que la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et le G20, qui prennent des décisions sur des questions ayant des incidences économiques importantes pour la région. La réforme²⁵, voulue par le G20, a augmenté certes le droit de vote des BRICS au sein du FMI, mais elle reste encore en deçà de l'objectif d'une répartition équitable des droits de vote entre

²² Lors du deuxième sommet des BRIC, tenu à Brasilia (Brésil) en avril 2010, les membres du groupe appelaient, dans leur communiqué final, à la réforme des institutions internationales et à une réévaluation de la place des émergents dans les enceintes financières internationales : « Le FMI et la Banque mondiale doivent corriger leur déficit de légitimité. Réformer la structure de la gouvernance de ces institutions implique en tout premier lieu une redistribution des droits de vote en faveur des économies de marché émergentes et des pays en développement pour mettre leur niveau de participation au processus de décision en accord avec leur poids relatif dans l'économie mondiale.[...] Nous considérons aussi qu'il est nécessaire de recourir à une méthode de sélection des responsables du FMI et de la Banque mondiale ouverte et fondée sur le mérite, indépendamment de la nationalité. Au demeurant, le personnel de ces institutions doit mieux refléter la diversité de leur composition. La présence des pays en développement doit être tout particulièrement revalorisée » (cité par Jaffrelot, 2011, p. 42).

²³ Lors du troisième sommet des BRICS, tenu à Sanya (Chine) en avril 2011, les membres du groupe dans leur déclaration commune prétendent représenter des objectifs communs de tous les pays à faible revenu et revenu intermédiaire et soulignent la nécessité de lutter contre la pauvreté et l'atteinte des OMD : « We believe that growth and development are central to addressing poverty and to achieving the MDG goals. Eradication of extreme poverty and hunger is a moral, social, political and economic imperative of humankind and one of the greatest global challenges facing the world today, particularly in Least Developed Countries in Africa and elsewhere. We call on the international community to actively implement [...] and achieve the objectives of the MDGs by 2015 as scheduled. » (BRICS, 2011).

²⁴ Comme le souligne Akhilesh Chandra Prabhakar « The BRICS countries (Brazil, Russia, India, China and South Africa) and the G 20 replacing the G-7 in the wake of the economic crisis, as the premier global forum to deal with the crisis, reflected a relative decline in the power of the US and other advanced capitalist countries. The BRICS can represent the interests of all the developing countries. » (Prabhakar, 2011, p. 67).

²⁵ Pour une analyse détaillée des réformes de gouvernance du FMI et de la Banque mondiale, voir le Projet Bretton Woods. [En ligne], <<http://www.brettonwoodsproject.org/topic/governance/index.shtml>>.

pays avancés et ceux en développement. Aujourd'hui, les pays BRICS disposent de 11,06 % des droits de vote, alors qu'ils représentent près de 20 % du PIB mondial. L'Europe dispose quant à elle de 35,6 % des voix, pour plus de 30 % du PIB mondial et les États-Unis ont 16,8 % des voix pour près de 30 % du PIB mondial. Il existe donc toujours une urgence de renforcer les voix et les votes des pays en développement.²⁶ Un exemple manifeste est la domination occidentale dans le mode d'attribution des postes du FMI et de la Banque mondiale. Une règle tacite – qui se justifiait par le poids économique des États-Unis et de l'Europe à l'époque – veut que le poste de patron du FMI revienne à un Européen alors que la présidence de la Banque mondiale est dévolue à un Américain (Jaffrelot, 2011, p. 42).

1.1.1 Les BRICS, moteur de la croissance mondiale

Les années 2000 ont véritablement accéléré la montée en puissance des BRICS dans l'économie mondiale. Alors qu'ils ne comptaient que pour 8,7 % du PIB mondial en 2001, ces cinq pays émergents, regroupant environ un tiers de la population mondiale et plus d'un quart de la superficie mondiale, représentent 19,7 % en 2011 (tableau 1.1).

Tableau 1.1
Poids des BRICS dans l'économie mondiale, 2001 et 2011
(en milliards de dollars EU et en pourcentage)

2001				2011			
Rang	Pays	PIB	% monde	Rang	Pays	PIB	% monde
6.	Chine	1 324,8	4,1 %	2.	Chine	7 298,1	10,4 %
11.	Brésil	554,4	1,7 %	6.	Brésil	2 492,9	3,5 %
13.	Inde	487,8	1,5 %	9.	Russie	1 850,4	2,6 %
16.	Russie	306,6	0,9 %	11.	Inde	1 676,1	2,4 %
35.	Afrique du Sud	118,6	0,3 %	29.	Afrique du Sud	408,1	0,5 %
	BRICS	2 792,2	8,7 %		BRICS	13 725,7	19,7 %
	G7	20 980,0	65,4 %		G7	33 670,0	48,3 %
	Monde	32 090,9	100,0 %		Monde	69 659,6	100,0 %

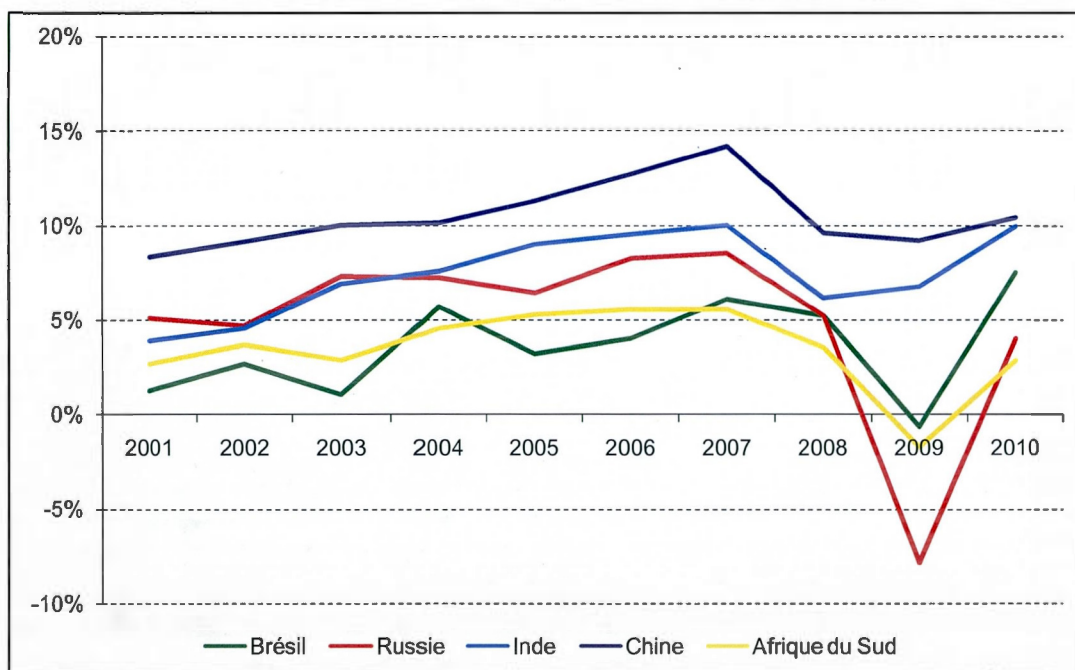
Source : Calculs de l'auteur d'après FMI (2012b) – World Economic Outlook Database 2012.

²⁶ Lors de leur quatrième sommet à New Delhi, en mars 2012, les dirigeants des BRICS ont déclaré qu'ils étaient préoccupés par la lenteur des réformes des quotas et de la gouvernance au sein du FMI. À cet effet, ils ont souligné l'importance d'une révision complète de la formule des quotas du FMI pour mieux refléter le poids économique des marchés émergents et des pays en développement (BRICS, 2012).

Durant la décennie écoulée, les pays BRICS ont connu une accélération vigoureuse de leur croissance qui a permis à la plupart d'entre eux de résister à la crise de 2007-2009, qui a plongé les pays du G7 dans une crise de la dette dont nombre d'entre eux ont du mal à sortir. Avec un taux de croissance annuel moyen de 6 % sur la période 2001-2010, le groupe des BRICS s'affirme de plus en plus comme le moteur de la croissance mondiale. Les chiffres des dix dernières années sont impressionnants : en pourcentage du PIB, à monnaie constante, le Brésil part de moins de 2 % de croissance en 2001 pour arriver à 6 % en 2007. Après une légère contraction en 2009, le PIB repart à la hausse, et la reprise s'établit à 7,5 % en 2010. Pour la Russie, le PIB a crû de 5 % en 2001, de 8,5 % en 2007 et de 4 % en 2010. L'Inde a pour sa part enregistré 3,9 % en 2001, avant d'atteindre les 10 % en 2007, pour redescendre à un peu moins de 10 % en 2010. La Chine est le pays du groupe qui enregistre des taux élevés de croissance, avec 8,3 % de croissance en 2001, 14 % en 2007 et plus de 10 % en 2010. L'Afrique du Sud, quant à elle part de 2,7 % de croissance en 2001, passe à 5,6 % en 2007 pour s'établir à près de 3 % en 2010 (graphique 1.1).

Graphique 1.1

La croissance annuelle du PIB réel des BRICS, 2001-2010 (en %)



Source : Élaboration de l'auteur d'après FMI (2012b)–World Economic Outlook Database 2012.

Ces taux de croissance rapides et leur intégration grandissante au système de production de l'économie mondiale par le truchement du commerce mondial reflètent l'ampleur des efforts consentis par ces pays dans leur processus de « rattrapage ». Ils traduisent également une solidité économique et témoignent de profondes modifications structurelles au sein des économies émergentes depuis l'an 2000. Les BRICS ont fait d'immenses contributions à l'économie mondiale dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, l'afflux de capitaux, les exportations et importations, entre autres. Au cours des deux dernières décennies, leur rôle dans le commerce mondial s'est considérablement accru et leur part a plus que quadruplé, passant de 3,6 % en 1990 à 15 % en 2010 (tableau 1.2). Leur présence exportatrice est passée de 7,5 % du total mondial des exportations de marchandises en 2000 à 16,3 % en 2010, mais 10,4 % pour la seule Chine (tableau 1.3).

Tableau 1.2
Part des BRICS dans le commerce mondial, 1990-2010 (en %)

	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010
BRICS	3,6 %	6,0 %	7,0 %	11,2 %	13,6 %	13,7 %	15,0 %
Brésil	0,8 %	0,8 %	0,8 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	1,2 %
Russie	—	1,5 %	1,4 %	2,1 %	2,6 %	2,2 %	2,3 %
Inde	0,5 %	0,6 %	0,7 %	1,2 %	1,5 %	1,6 %	1,8 %
Chine	1,6 %	2,6 %	3,5 %	6,4 %	7,9 %	8,3 %	9,2 %
Afrique du Sud	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %

Source : Calculs de l'auteur, CNUCED, base de données UNCTADstat, mars 2012.

Note : (—) indique données non disponibles

Tableau 1.3
Part des BRICS dans les exportations mondiales, 1990-2010 (en %)

	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010
BRICS	3,9 %	6,5 %	7,5 %	12,2 %	14,8 %	15,1 %	16,3 %
Brésil	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %
Russie	—	1,6 %	1,6 %	2,3 %	2,9 %	2,4 %	2,6 %
Inde	0,5 %	0,6 %	0,7 %	0,9 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %
Chine	1,8 %	2,9 %	3,9 %	7,3 %	8,9 %	9,6 %	10,4 %
Afrique du Sud	0,7 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %

Source : Calculs de l'auteur, CNUCED, base de données UNCTADstat, mars 2012.

Note : (—) indique données non disponibles.

Cette formidable ascension commerciale tient largement du fait des performances chinoises. La Chine, qui occupe une position nettement dominante au sein du groupe, pèse près des deux tiers des exportations et importations. Première puissance manufacturière du monde, elle est devenue le premier pays exportateur mondial de marchandises devant l'Allemagne en 2009 et la deuxième puissance économique du monde devant le Japon et derrière les États-Unis en 2010 (vom Haua et al., 2012, p. 188). En matière d'IDE, les pays BRICS restent les principaux pays d'accueil des flux d'IDE à destination des pays en développement. Au cours de la dernière décennie, les flux d'IDE vers ces pays ont augmenté de manière tendancielle. Cette augmentation s'explique par un potentiel de croissance structurellement plus favorable que dans les pays développés. En 2010, leur part dans les IDE entrants représentait, selon la CNUCED, près de 18 % du total mondial des entrées d'IDE, contre 2 % en 1990 et de près de 6 % en 2000 (tableau 1.4). La Chine est de loin la première destination des IDE parmi le groupe des BRICS et, depuis quelques années, du monde.

Tableau 1.4
Part des BRICS dans les flux d'IDE mondiaux entrants, 1990-2010
(en pourcentage)

	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010
BRICS	2,2 %	13,8 %	5,8 %	11,7 %	16,0 %	16,7 %	17,8 %
Brésil	0,5 %	1,3 %	2,3 %	1,5 %	2,6 %	2,2 %	3,9 %
Russie	—	0,6 %	0,2 %	1,3 %	4,3 %	3,1 %	3,3 %
Inde	0,1 %	0,6 %	0,3 %	0,8 %	2,4 %	3,0 %	2,0 %
Chine	1,7 %	11,0 %	2,9 %	7,4 %	6,2 %	8,0 %	8,5 %
Afrique du Sud	0,0 %	0,4 %	0,1 %	0,7 %	0,5 %	0,5 %	0,1 %

Source : Calculs de l'auteur, CNUCED, base de données UNCTADstat, mars 2012.

Note : (—) indique données non disponibles.

Le dynamisme dans le commerce international et des entrées de capitaux importantes ainsi que l'adoption de politiques de changes relativement rigides empêchant de retomber dans la spirale de la crise financière ont permis aux BRICS d'accumuler des réserves de changes indispensables à l'acquisition de technologie et de bien de consommation à l'étranger. En 2010, ils étaient détenteurs de 40 % des réserves de change mondiales contre seulement 4 % en 1990 et 13 % en 2000 (tableau 1.5). La Chine dont le régime de change est relativement rigide en détenait la majeure partie, soit un peu plus de 29 % en 2010.

Tableau 1.5
Évolution des réserves de change des BRICS, 1990-2010
(en milliards de dollars EU et en pourcentage)

	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010
BRICS (milliards)	41,2	162,5	271,0	1203,6	2834,7	3374,8	3914,6
BRICS (en %)	4,2 %	10,6 %	13,3 %	27,1 %	37,7 %	39,0 %	40,1 %
Brésil	0,8 %	3,3 %	1,6 %	1,2 %	2,6 %	2,7 %	2,9 %
Russie	—	1,0 %	1,2 %	4,0 %	5,5 %	4,8 %	4,6 %
Inde	0,2 %	1,2 %	1,9 %	3,0 %	3,3 %	3,1 %	2,8 %
Chine	3,1 %	5,0 %	8,3 %	18,5 %	25,9 %	28,0 %	29,4 %
Afrique du Sud	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %

Source : Calculs de l'auteur, CNUCED, base de données UNCTADstat, mars 2012.

Note : (—) indique données non disponibles.

1.1.2 Études prospectives sur les pays BRICS à l'horizon 2050

Différents scénarii de croissance mondiale (Goldman Sachs, 2009, 2008, 2007, 2003; Cepii, 2006; PricewaterhouseCoopers, 2011, 2008, 2006; Carnegie, 2010; Citigroup, 2011; HSBC, 2011) laissent penser que dans moins de quarante ans, le poids des économies avancées dans le PIB mondial va diminuer au profit des pays émergents, en particulier les pays BRICS. L'étude prospective menée en 2003 par la banque d'affaires Goldman Sachs, qui fut l'une des premières à se livrer à cet exercice, montrait que la croissance des BRIC, conjuguée à l'appréciation de leur monnaie, entraînerait un renforcement de leur poids économique et une modification des rapports de force dans le monde d'ici à 2050 (Wilson et Purushothaman, 2003). Selon cette étude, les pays BRIC domineraient l'économie mondiale en 2050, avec un PIB supérieur à celui des États-Unis, du Japon et des grands pays européens réunis. Déjà en 2040, seuls les États-Unis et le Japon figureront encore parmi les six plus grandes économies mondiales. La Chine deviendra alors la deuxième puissance économique mondiale derrière les États-Unis et l'Inde occupera la troisième position devant le Japon. La Russie s'imposera comme première puissance européenne devant l'Allemagne, et le Brésil occupera la sixième position (ibid.). Dans le contexte de la crise mondiale de 2008, Goldman Sachs a réactualisé ses estimations. Ses nouvelles projections montrent que les performances relatives en matière de croissance des BRIC ne se sont pas modifiées fondamentalement. Le groupe faisant preuve d'une plus grande résilience que la plupart des pays développés, ce qui

leur permettra de poursuivre plus rapidement les réformes nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement économique. Il est possible que la Chine rattrape les États-Unis d'ici à 2027 et non 2041 comme prévu initialement, et que les BRIC soient aussi importants que le G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada) d'ici à 2032 (O'Neill et Stupnytska, 2009, p. 3).

Selon Hawksworth et Tiwari (2011) du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC), le PIB de l'ensemble des sept principaux pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie, Indonésie, Mexique, Turquie), appelés « E7 », devrait dépasser en 2032 celui du G7. Ce transfert interviendra même avant 2020, si l'on prend en compte le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), un critère qui permet d'exclure les effets de taux de change. En ce qui concerne le produit intérieur brut, la Chine devrait devenir la première économie mondiale d'ici à 2020 tandis que l'Inde dont la croissance est la plus rapide au monde dépassera les États-Unis, dans tous les scénarii envisagés, pour s'affirmer comme deuxième puissance économique mondiale entre 2040 et 2050. À eux trois, au final, Chine, États-Unis et Inde représenteront en 2050 la moitié du PIB mondial. En comparant simplement les PIB, le cabinet note que les pays en voie de développement dépasseront les pays développés d'ici à 2032. À l'horizon 2050, les principaux pays de l'Union européenne resteront dans le Top 20 (aucun dans le Top 5) des puissances économiques mondiales, mais seront devancés par des économies émergentes. L'Allemagne sera dépassée, en termes de PIB, par le Brésil, le Mexique et l'Indonésie, la France sera talonnée par la Turquie et le Nigeria, tandis que le Vietnam dépassera l'Italie. Toutefois, les auteurs reconnaissent quelques incertitudes dans ces prédictions. Mais la forte croissance des pays émergents, leur vitalité démographique et la hausse de leurs investissements, notamment dans l'éducation, ne laissent planer aucun doute, pour eux, sur l'arrivée imminente de ce changement dans la hiérarchie mondiale.

Le CEPPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) a estimé en 2006 les perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2050. Selon ces projections, les économies développées verraient leur poids diminuer assez sensiblement dans l'économie mondiale au profit des économies asiatiques (Chine, Inde et Corée du Sud). La hausse des niveaux de vie dans certains pays asiatiques pourrait rattraper, voire dépasser, le niveau de vie des pays développés (Poncet, 2006). En tenant compte des effets de prix relatifs, les

résultats suggéraient que la Chine pourrait représenter 22 % du PIB mondial en 2050. Entre 2005 et 2050, l'économie chinoise serait multipliée par 13, l'économie indienne par 10 (*ibid.*, p. 4). Les États-Unis ne perdraient pas leur rang de première puissance mondiale à l'horizon 2050, mais le Japon céderait sa deuxième place à la Chine, tandis que l'Inde passerait de la treizième à la cinquième place. Le Brésil quant à lui connaîtrait des performances décevantes. Il aurait une croissance relativement faible au regard de son statut d'économie émergente ce qui le placerait au 23^e rang mondial des puissances. Ces projections s'appuient sur un modèle de croissance qui est fonction du nombre d'heures travaillées, du stock de capital et du niveau de productivité totale des facteurs.

Les analystes de la banque britannique HSBC, arrivent aux mêmes conclusions quant à l'irrésistible montée en puissance des grands pays émergents. Selon eux, l'équilibre des pouvoirs au sein de l'économie mondiale s'est clairement déplacé, car ce ne sont plus les pays développés qui jouent un rôle moteur, mais les marchés émergents. Leur étude indique qu'à l'horizon 2050, 19 des 30 plus grandes économies mondiales seront émergentes et les cinq pays des BRICS devraient connaître l'avènement de leur puissance économique. La Chine devrait surpasser les États-Unis et se positionner au premier rang des puissances économiques mondiales. L'Inde devrait pour sa part supplanter le Japon et se hisser au troisième rang. Loin derrière la Chine et l'Inde, le Brésil devrait se hisser au septième rang. Quant à la Russie et l'Afrique du Sud, elles devraient pour leur part tenir respectivement la quinzième et dernière place du « Top 30 » (Ward, 2011).

La caractéristique principale qui se dégage de ces différents scénarii est qu'en suivant les tendances actuelles, l'Europe perdra peu à peu son importance au niveau mondial, et que l'on assistera à une place de plus en plus importante des économies émergentes tant politiquement qu'économiquement. On le voit déjà avec la récente crise, prolongée par celle de la dette publique dans les pays industrialisés, que le centre de gravité économique de la planète s'est déplacé des puissances économiques traditionnelles de la zone OCDE vers des économies émergentes telles que la Chine et l'Inde. (Keukeleire et al., 2011; Quah, 2011; Grether et Mathys, 2010; OCDE, 2010). En outre, ces scénarii permettent d'identifier et d'illustrer quelques tendances lourdes de l'économie mondiale, à l'horizon 2050. Et sans accidents, les pays BRICS, à l'exception de l'Afrique du Sud, devraient faire partie des dix

pays les plus industrialisés, avec la Chine en première position (tableau 1.6). Ces différents scénarii optimistes se fondent sur la performance économique uniformément solide de ces pays. À plus court terme, leur processus d'industrialisation devrait se prolonger grâce au développement de leurs marchés intérieurs et à la progression de leur part de marché dans le commerce international et dans les flux financiers internationaux. Ces projections sont toutefois à prendre avec précaution, car les modèles décrivent des rythmes de croissance potentielle et ne donnent aucune indication sur les obstacles pouvant se dresser dans les années à venir. Or dans les pays développés comme dans les pays émergents, des freins potentiels à la croissance sont nombreux. Les pays BRICS sont désormais des acteurs incontournables sur la scène internationale. Ils participent dorénavant à la nouvelle réalité économique mondiale et pèsent de plus en plus dans les négociations commerciales. Leurs volumes d'importations et d'exportations ont de fortes répercussions sur le commerce international.

Tableau 1.6
BRICS parmi les cinq principales puissances mondiales à l'horizon 2050

Scénario	Chine	Inde	Brésil	Russie	Afrique du Sud	États-Unis
Goldman Sachs, 2003 ¹	1	3	5	-	-	2
Goldman Sachs, 2007 ²	1	2	4	-	-	2
Goldman Sachs, 2008 ³	1	2	4	5	-	3
Goldman Sachs, 2009 ⁴	1	3	4	5	-	2
PriceWaterhouseCoopers, 2006 ⁵	1	2	4	-	-	2
PriceWaterhouseCoopers, 2008 ⁶	1	3	4	5	-	2
PriceWaterhouseCoopers, 2011 ⁷	1	2	4	5	-	3
Citigroup, 2011 ⁸	2	1	5	-	-	3
CEPII, 2006 ⁹	2	5	-	-	-	1
HSBC, 2011 ¹⁰	1	3	-	-	-	2
Carnegie, 2010 ¹¹	1	3	5	-	-	2

Source : Élaboration de l'auteur à partir de diverses sources (voir notes ci-dessous).

Notes : (–) indique hors du classement des cinq principales puissances économiques mondiales ;

¹Wilson et Purushothaman (2003)

⁵Hawksworth (2006)

⁹Poncet (2006);

²Poddar et Yi (2007)

⁶Hawksworth et Cookson (2008)

¹⁰Ward (2011);

³O'Neill et Poddar (2008)

⁷Hawksworth et Tiwari (2011)

¹¹Dadush et Stancil (2010).

⁴O'Neill et Stupnytska (2009)

⁸Buiter et Rahbari (2011)

1.2 L'Afrique, nouvelle frontière de l'émergence et du développement

Après une quinzaine d'années de croissance ininterrompue et de changement en profondeur des structures économiques régionales, l'Afrique donne tous les signes d'un continent en voie d'émergence économique. Riche de son positionnement sur le marché des matières premières, le continent a pu tirer profit de la hausse des prix internationaux des matières premières et de la forte demande d'énergie et de minerais suscitées principalement par la montée en puissance des économies émergentes, en particulier le groupe des BRICS, et de l'augmentation des investissements en infrastructures et dans le secteur minier (Besada, Hany, Wang et Whalley, 2008; Brautigam, 2010b; Farooki, 2010; McCormick, 2008).

Avec ce nouvel essor, l'image de l'Afrique est en train de changer : appelé le « continent sans espoir » (*The Economist*, 2000) il y a dix ans, il est devenu le « continent de l'espoir » (*The Economist*, 2011c) et le continent des « lions de l'économie en mouvement » (Roxburgh et al., 2010). Un continent qui s'affirme non seulement comme l'un des pôles, mais aussi comme l'une des nouvelles frontières de la mondialisation. En raison de cette reprise de la croissance économique et de ce retour dans le jeu international depuis le début des années 2000, un consensus de plus en plus large se dégage sur le fait que l'Afrique pourrait devenir une force économique mondiale dans les prochaines décennies. Cette conviction se fonde essentiellement sur certains facteurs notamment les ressources naturelles largement inexploitées de l'Afrique, qui fournissent un potentiel d'investissement considérable ; la forte croissance démographique du continent qui représente un formidable marché potentiel en termes de biens de consommation ou de grandes infrastructures ; le développement de la classe moyenne et le marché régional inexploité ; les taux élevés de croissance économique ; l'amélioration de l'environnement macro-économique global ; des réformes institutionnelles stratégiques opportunes ainsi que l'amélioration de la gouvernance et l'amélioration du climat des affaires dans bon nombre de pays africains et l'augmentation de l'investissement direct étranger ces dernières années.

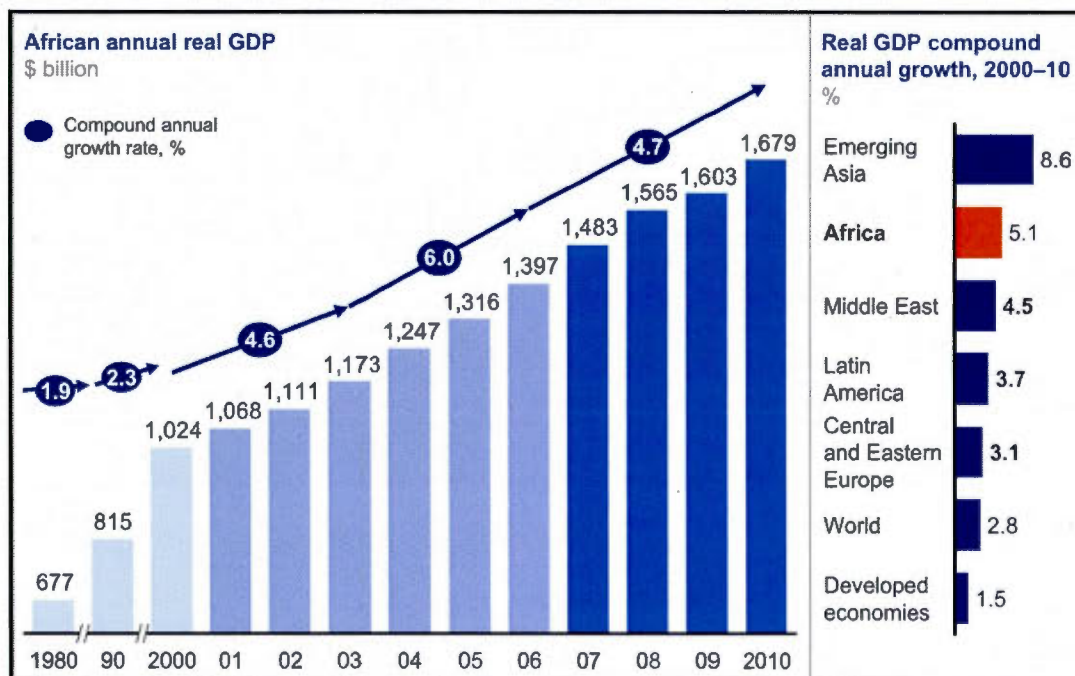
De récentes études (Young, 2009 ; McKinsey Global Institute, 2010 ; Pinkowski et Sala-i-Martin, 2010 ; Radelet, 2010 ; *The Economist*, 2011a et 2011c) ont montré que l'Afrique n'est pas condamnée à une faible croissance. Elles énoncent que cette dernière en

mutation deviendra la région du monde connaissant la plus forte croissance dans les dix prochaines années et un acteur principal de l'économie mondiale sur le long terme. L'étude de McKinsey Global Institute (2010) a attiré l'attention pour la première fois sur le dynamisme et les potentialités offertes par les pays leaders²⁷ du continent (ce sont par référence aux « Tigres asiatiques », les « Lions africains ») qui constituent les moteurs de la croissance. Elle souligne que l'Afrique, continent autrefois caractérisé par une croissance lente, a vu sa croissance économique s'accélérer, devenant la troisième région du monde affichant la plus forte expansion. Au cours de la période 2000-2008, la croissance a atteint une moyenne de 4,9 % par an contre 2,5 % dans les années 1990, voire moins dans les années 1980, et un PIB qui dépasse 1500 milliards de dollars EU, égalant l'Europe centrale et orientale (4,8 %), et dépassant pour la première fois, l'Amérique latine (4,0 %) (Roxburgh et al., 2010, p. 9).

Dans leurs projections, les auteurs notent que si la région conserve ce taux de croissance moyen, les dépenses de consommation passeront de 860 milliards de dollars en 2008 à 1400 milliards en 2020. L'augmentation prévue sera due essentiellement à la montée d'une classe moyenne dotée d'un plus grand revenu discrétionnaire. En particulier, la proportion de ménages africains possédant un revenu discrétionnaire passerait de 35 % en 2000 à 52 % en 2020 (Fine et al., 2012). Les dernières révisions de McKinsey Institute montrent que l'Afrique est le deuxième moteur de la croissance mondiale après l'Asie émergente. Sa croissance a atteint une moyenne de 5,1 % entre 2000 et 2010, dépassant ainsi celle du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et de l'Europe centrale et orientale, et bien au-dessus de la moyenne mondiale de 2,8 % (graphique 1.2). Une performance qui prouve le dynamisme des économies africaines malgré la crise économique, et qui place le continent devant certains pays BRIC (Brésil et Russie, plus particulièrement).

²⁷ D'après Radelet (2010, p. 91), 17 de ces pays (Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Éthiopie, Ghana, Lesotho, Mali, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Seychelles, Tanzanie et Zambie) se trouvent en Afrique subsaharienne. Ils ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 5 % sur la période 1996-2008 et peuvent être considérés comme les pays « émergents d'Afrique » même s'ils partent d'un niveau de développement bas. Par exemple, le Rwanda, le Mozambique, l'Ouganda et l'Éthiopie ont connu des taux de croissance économique extraordinaires dans les dix années qui ont suivi la fin de leurs conflits. C'est ainsi que le Mozambique a presque doublé son PIB moyen par tête (5,5 %) en moins de 15 ans après la fin de son conflit. L'Ouganda a aussi augmenté de 50 % le taux de croissance de son PIB entre 1991 et 2007, quand le Rwanda lui augmentait de 70 % son produit intérieur entre 1994 et 2007. L'Éthiopie dans les dix dernières années après la fin de sa guerre civile contre Érythrée a connu une croissance extraordinaire (ibid.).

Graphique 1.2
Évolution de la croissance économique de l'Afrique, 2000-2010



Source: McKinsey Global Institute, 2012, p. 1.

Toutefois, il ne s'agit pas d'un décollage économique à l'asiatique : l'Asie émergente a crû en moyenne annuelle de 7,2 % durant la même période. Si la croissance se maintient à ce niveau, précisent les auteurs, le PIB cumulé (1,6 billion de dollars, soit l'équivalent de la Russie ou du Brésil) de l'Afrique atteindrait 2,6 billions de dollars en 2020. Durant la récession mondiale de 2009, l'Afrique et l'Asie ont été les deux seules régions du monde où le PNB s'est accru. En outre, les investissements à destination de l'Afrique se sont accrus, passant de 9 milliards de dollars EU en 2000 à 62 milliards en 2008, et cette hausse est appelée à se poursuivre à l'avenir (ibid., p. 16). D'une manière encourageante, la croissance économique de l'Afrique vient non seulement des matières premières et des ressources naturelles, mais également d'autres secteurs. Les ressources naturelles n'ont été que de 24 % de la croissance du PIB de l'Afrique de 2000 à 2008. Le reste venait d'autres secteurs, y compris le commerce de gros et de détail (13 %), agriculture (12 %), transport et communication (10 %), et fabrication (9 %) (ibid., p. 11). Dans 27 des 30 plus grandes économies, la croissance économique a été accélérée à travers le continent. En effet, les

auteurs constatent que le PIB s'est développé à des taux semblables dans les pays avec ou sans des exportations importantes de ressources naturelles (ibid.). Ils notent que les raisons principales derrière la montée subite de la croissance de l'Afrique incluent, non seulement, les décisions des gouvernements de mettre fin aux conflits armés, mais aussi l'amélioration des conditions macro-économiques et l'adoption des réformes micro-économiques pour créer un meilleur climat économique. Dans chaque pays où ces changements ont été effectués, ils se sont soldés par une croissance plus rapide du PIB. Les autres facteurs qui devront contribuer à améliorer les perspectives de croissance du continent sont la forte urbanisation, le potentiel démographique et la montée en puissance d'une classe moyenne (ibid., p. 22). Sans compter l'énorme demande des pays émergents en matières premières. L'émergence de la Chine et de l'Inde dont la croissance²⁸ exponentielle pousse à la hausse la demande mondiale et donc le cours des matières premières exportées par les pays africains va continuer à avoir un impact important sur la croissance de l'Afrique.

Selon *The Economist* (2011c), les perspectives de croissance économique sont positives pour l'Afrique. L'hebdomadaire rapporte qu'au cours de la période 2000-2010, on compte parmi les dix pays à la croissance économique la plus rapide du monde six pays africains : Angola (11,1 %), Nigeria (8,9 %), Éthiopie (8,4 %), Tchad (7,9 %), Mozambique (7,9 %) et Rwanda (7,6 %). Dans un autre article, *The Economist* (2011a) souligne que la hausse des matières premières serait en partie responsable de cette croissance rapide du continent et que sur la période 2000-2008, près d'un quart de cette croissance serait venu de la hausse des revenus tirés des ressources naturelles. L'article conclut que :

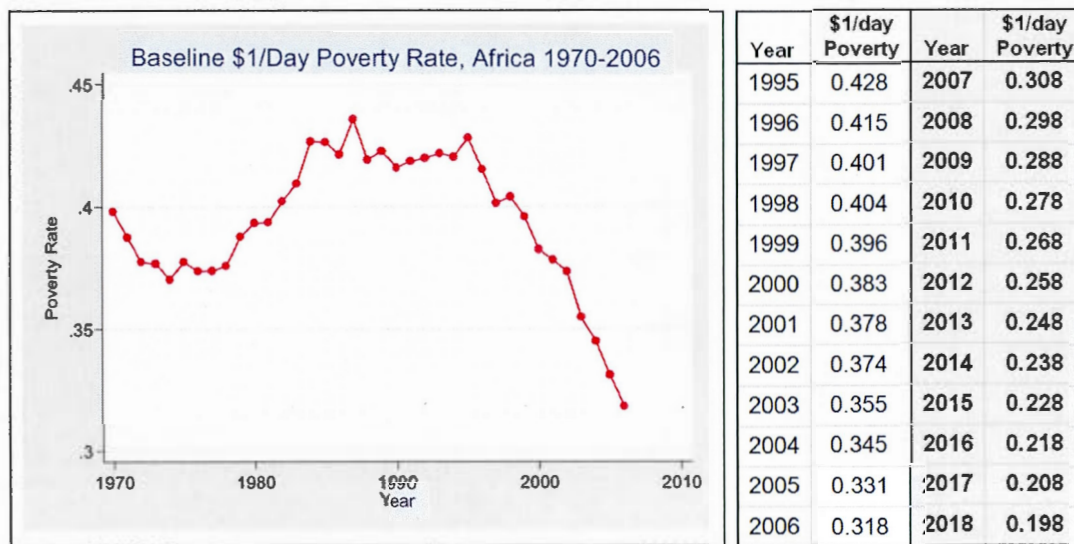
« Over the next five years [...] the average African economy will outpace its Asian counterpart [...] Africa's economy will grow at an average annual rate of 7% over the next 20 years, slightly faster than China's [...] Africa's changing fortunes have largely been driven by China's surging demand [...] but other factors have also counted [...] Without reforms, Africa will not be able to sustain faster growth. But its lion economies are earning a place alongside Asia's tigers. » (*The Economist*, 2011a).

²⁸ Selon Garroway, Hacibedel, Reisen et Turkisch (2010), qui se sont intéressés aux variations de la sensibilité à la croissance chinoise des taux de croissance de tous les pays à revenu faible et intermédiaire, un accroissement d'un point de croissance de la Chine fait croître de 0,2 % les pays à faible revenu. Cette relation est particulièrement forte pour les pays rentiers pétroliers et miniers, mais également pour les pays en transition diversifiant leurs économies (OCDE, 2010, p. 49).

L'analyse d'Alwyn Young (2009), revisitant en profondeur l'évaluation économique de l'Afrique au cours des dernières décennies, montre comment on fonde de nombreuses analyses sur des données qui relèvent d'extrapolations, et non de mesures soigneuses, à partir de bases de données internationales constituées de statistiques largement incomplètes et complétées de façon ad hoc. L'analyse souligne que les performances économiques du continent seraient largement sous-évaluées en raison de la faiblesse de l'appareil statistique et par conséquent le calcul du PIB des pays africains ne permet pas de refléter la réalité du continent. Young a développé une base de données de niveaux de vie fondée sur l'accès effectif aux biens durables, et conclut que la croissance du revenu réel, en Afrique subsaharienne, s'est élevée depuis 1990 à environ 3,3 % en moyenne annuelle, contre 0,9 % à 1% d'après les sources internationales traditionnelles (ibid., p. 3-4). Selon lui, la croissance de l'Afrique subsaharienne au cours des vingt dernières années serait trois fois supérieure aux chiffres retenus par les organisations internationales. Preuve de la robustesse de ces résultats, cette croissance n'est pas due à une catégorie particulière; presque toutes les variables connaissent une amélioration nette.

D'après l'étude analytique de Pinkovskiy et Sala-i-Martin (2010), qui met en lumière le lien direct entre la hausse du PIB et la baisse de la pauvreté, la qualité de vie est en constante amélioration en Afrique. L'étude montre que l'indice ou l'étendue (proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour) de la pauvreté baisse très rapidement en Afrique et le continent est sur la bonne voie pour l'atteinte des OMD fixés par les Nations unies, notamment de réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Le taux de pauvreté qui atteignait 43 % de la population en 1995 a rapidement diminué depuis pour atteindre 32 % en 2006 (graphique 1.3). Une réduction substantielle qui s'explique, selon les auteurs, par l'accélération de la croissance économique enregistrée par l'Afrique au cours de cette période. Selon les prévisions des mêmes auteurs, si le taux de pauvreté continue de diminuer à la même vitesse qu'entre 1995 et 2006, l'Objectif du millénaire pour le développement de diminuer de moitié la pauvreté sera atteint en 2017 pour l'Afrique Subsaharienne avec seulement deux ans de retard.

Graphique 1.3
Proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour en Afrique



Source : Adapté de Pinkovskiy et Sala-i-Martin, 2010, p. 10 et 36.

Les auteurs ont obtenu cette estimation en conjuguant, d'une part, des données tirées d'enquêtes auprès des ménages sur la répartition de la consommation entre les différentes catégories de la population, et, d'autre part, des données provenant des comptes nationaux sur la croissance du PIB par habitant pour tirer des conclusions sur l'évolution de la pauvreté.

En résumé, lieu de convergence de mutations importantes, l'Afrique est aujourd'hui décrite comme une nouvelle frontière pour ceux à la recherche de partenaires et de marchés, et les perspectives économiques restent prometteuses. Mais, s'il y a des raisons de se réjouir des bons résultats enregistrés par les pays de la région durant la dernière décennie et de faire preuve d'un optimisme concernant les perspectives du développement du continent, certains signes laissent penser que le modèle actuel de croissance de la région pourrait ne pas être durable, car il repose sur l'exploitation de ressources naturelles qui ne sont pas renouvelables et parce qu'il ne s'est pas accompagné d'améliorations suffisantes sur le plan de l'emploi. Autant dire que la vigueur de la croissance africaine demeure encore insuffisante et trop disparate à l'échelle du continent pour permettre d'inverser la courbe de la pauvreté. En outre, l'Afrique reste encore très fragile face aux chocs internes (instabilité politique) et externes (volatilité du cours des matières premières et des taux de change). Nombreux sont des pays

du continent qui restent confrontés à la problématique consistant à pérenniser et à améliorer des taux de croissance élevés, ainsi qu'à traduire cette croissance en emplois nouveaux et en réduction de la pauvreté. Il n'en reste pas moins que des politiques adaptées et prudentes doivent être élaborées pour tirer le meilleur parti de ces évolutions. Pour que l'Afrique prospère, il est impératif pour les dirigeants du continent et leurs partenaires de développement de prendre la mesure des défis socio-économiques en élaborant des politiques adaptées et prudentes pour tirer le meilleur parti de ces évolutions et s'affranchir du fléau de la pauvreté et du sous-développement pour s'engager sur la voie de l'industrialisation, comme l'ont fait les pays émergents au cours des dernières décennies.

1.3 Examen de la littérature sur la présence des BRICS en Afrique

Cette section présente un examen non exhaustif de la littérature sur la présence des BRICS en Afrique, qui s'intéresse aux échanges commerciaux, à l'investissement direct étranger et au financement du développement. Ainsi, nous examinons dans un premier temps la littérature empirique consacrée à l'impact de la montée en puissance des BRICS sur l'Afrique. Les répercussions sur le développement de l'Afrique sont ensuite analysées en termes d'opportunités et de risques suivant la diversité des points de vue que l'on retrouve dans la littérature s'intéressant de manière plus large aux multiples aspects de la relation BRICS-Afrique et les changements intervenus en la matière au cours de ces dernières années. Au cours de la décennie 2000, les pays BRICS ont fait preuve d'un dynamisme remarquable. Leur poids plus important dans le PIB mondial et leurs performances économiques qui exercent une influence substantielle sur les marchés mondiaux des produits de base, la structure des échanges internationaux et les perspectives économiques des autres pays en développement, font d'eux des acteurs essentiels sur la scène économique mondiale. En l'espace d'une seule décennie, les pays BRICS, et tout particulièrement la Chine (et dans une moindre mesure l'Inde), sont passés d'une relative marginalité au premier rang des partenaires commerciaux de l'Afrique (BAfD et al., 2011, p. 102). Il est donc logique qu'il y ait un regain d'intérêt à l'égard des impacts de la montée en puissance de ces nouveaux acteurs sur le développement de l'Afrique. La présence stratégique des BRICS sur le continent continue à façonner l'ordre géopolitique qui prend aujourd'hui forme.

Les connaissances empiriques de l'impact de la coopération Sud-Sud en général et en particulier l'impact des BRICS sur le développement de l'Afrique restent très limitées. Au nombre des rares études ayant abordé la question, il y a celles de Jenkins et Edwards (2005), Stevens et Kennan (2005), Goldstein et al., (2006) et Broadman (2007). Cependant, ces études se sont concentrées principalement sur les activités des deux géants émergents d'Asie – Chine et Inde – sans tenir compte d'autres pays émergents partenaires de l'Afrique. En effet, comme l'ont souligné Goldstein et al., (2006, p. 12) : « Il faut reconnaître que les conséquences de la montée en puissance des géants asiatiques sur l'Afrique ont été quelque peu négligées. » La plupart de ces études se conforment à un cadre analytique simple, basé sur l'analyse qualitative des statistiques du commerce et montrent que l'intégration et la croissance rapides des pays émergents dans l'économie mondiale ont de plus en plus des répercussions sur les autres pays en développement, notamment les pays d'Afrique. Ces derniers sont affectés de manière différenciée selon la complémentarité de leur commerce, la compétitivité de leurs industries, le degré de diversification et la capacité d'offre de leur économie. Autant en déduire que la relation économique entre l'Afrique et les pays BRICS est de nature « complémentaire » (l'Afrique et les pays BRICS sont tous deux gagnants) ou « concurrentielle » (les pays BRICS gagnent, l'Afrique perd ou vice versa).

L'analyse de Jenkins et Edwards (2005) détermine les liens entre le commerce et la pauvreté et montre l'incidence des échanges commerciaux et des flux d'IDE de la Chine et de l'Inde sur la réduction de la pauvreté en Afrique. À cet égard, Jenkins et Edwards (2005, p. 5) identifient plusieurs canaux d'impact directs : la croissance des exportations africaines en direction de la Chine et de l'Inde (« effet de complémentarité »); l'intensification de la concurrence de la Chine et de l'Inde sur les marchés tiers (« effet de concurrence »); l'intensification de la concurrence de la Chine et de l'Inde sur les marchés des pays africains (« effet de concurrence »); et les effets de l'investissement direct étranger (« effets de concurrence ou de complémentarité ») qui sont négatifs quand l'investissement direct étranger est redirigé vers la Chine et l'Inde, et positifs quand ceux-ci investissent en Afrique. Outre les impacts directs, la croissance rapide des deux géants émergents d'Asie peut exercer un impact indirect, notamment par l'intermédiaire des échanges, sur les cours mondiaux des produits, et en conséquence modifie les termes de l'échange pour les pays africains. En faisant grimper le prix des produits primaires, même si les pays africains n'exportent pas

directement en Chine et en Inde, l'augmentation de la demande chinoise et indienne aura une incidence sur la demande mondiale, ce qui par conséquent modifie les termes de l'échange et influe sur les économies africaines. Les impacts directs, contrairement aux impacts indirects, sont plus faciles à mesurer du fait de l'existence de statistiques commerciales ventilées. Comme on peut le constater grâce au cadre analytique des auteurs, les impacts positifs et négatifs sont assez complexes et peuvent être différents d'un pays à un autre. Ainsi pour la plupart des pays d'Afrique qui sont exportateurs de matières premières, l'exportation de ces produits a un impact direct sur l'augmentation des revenus. L'importation de produits de consommation bon marché dans ces pays a en outre un effet d'augmentation du bien-être pour autant que ces produits ne remplacent pas des productions existantes. Et ce n'est que dans ce cas, selon les auteurs, que les produits chinois et indiens portent préjudice au secteur manufacturier local. Le Nigeria, où les importations chinoises se sont substituées aux productions locales, en est une parfaite illustration dans leur échantillon de pays. Quant aux importations d'origine indienne, elles semblent avoir un effet plus dommageable sur les producteurs locaux, notamment au Soudan, en Ouganda et en Tanzanie (ibid., p. 29). Par ailleurs, les effets indirects de l'augmentation de demandes chinoise et indienne de matières premières vont entraîner des augmentations de prix, ce qui aura un impact positif sur les revenus dans ces pays exportateurs de matières premières. À travers leur échantillon de pays, les auteurs montrent que les pays les plus affectés par la concurrence de la Chine, c'est-à-dire des pays africains dont plus de 50 % des exportations sont menacées, sont le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie. Mais, précisent les auteurs, il n'y qu'au Lesotho que cette situation menace d'avoir un impact important sur la pauvreté puisque les exportations exposées de ce pays sont constituées pour l'essentiel par des produits manufacturés à fort coefficient de main-d'œuvre, à savoir les vêtements (ibid., p. 22). Pour l'Inde, l'analyse montre que 50 % des exportations sont menacées dans deux pays seulement, à savoir les diamants pour le Botswana et les produits pétroliers raffinés pour le Soudan (ibid., p. 23). Toutefois, il importe de souligner que bien que cette approche soit utile pour analyser les impacts indirects sur les échanges, elle n'offre que des indications limitées sur la pression concurrentielle effective qu'exercent des produits déterminés venant de la Chine et de l'Inde sur les producteurs locaux.

Adoptant une méthode d'approche similaire à celle de Jenkins et d'Edwards (2005), l'analyse de Stevens et Kennan (2005) évalue l'impact de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde sur la balance commerciale des pays africains. En centrant leur analyse sur l'impact des importations d'origine chinoise sur le bien-être des consommateurs africains et la compétitivité des industries locales, Stevens et Kennan (2005, p. 7) identifient les segments les plus dynamiques des exportations chinoises et qui correspondent aux produits que les pays africains importent le plus. À cet égard, ils soulignent que les ménages seront gagnants en tant que consommateurs de produits finaux chinois, et les producteurs locaux gagnants en tant qu'utilisateurs des produits semi-finis importés (*ibid.*, p. 7). Analysant également les gains commerciaux par rapport aux pertes commerciales, Stevens et Kennan tentent d'identifier les gagnants et perdants africains de l'ascension des géants émergents d'Asie. En conséquence, les pays gagnants sont ceux où le nombre de secteurs enregistrant des gains commerciaux du fait de la baisse du coût des importations ou de l'augmentation des prix des exportations excède le nombre de secteurs qui subissent des pertes en raison du durcissement de la concurrence sur les marchés tiers ou de la hausse du prix des importations d'un produit donné consécutive à l'augmentation de la demande de la Chine pour ce produit. Et l'inverse est vrai pour les perdants. Dans leur échantillon de pays, Stevens et Kennan (2005, p. 8) montrent que l'impact est positif pour l'Angola, le Ghana, le Nigeria, le Soudan et la Tanzanie; neutre pour le Tchad, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Mozambique et la Zambie, et négatif pour le Malawi. Cependant, la méthode d'approche de Stevens et Kennan a été critiquée par Goldstein et al., (2006, p. 70-71) parce que non seulement Stevens et Kennan n'offrent aucune estimation quantitative des pertes et des gains commerciaux et donc aucune estimation de l'impact commercial global, mais ils ne tiennent pas compte non plus les obstacles que ces importations sont susceptibles de constituer au regard du processus de diversification des économies africaines. Autrement dit, les auteurs ignorent la concurrence potentielle en ne considérant que la concurrence actuelle. En fait la plupart des études récentes portant sur l'impact de la montée de la Chine et de l'Inde sur les pays africains ignorent cet aspect et limitent leur attention sur l'impact à court et à moyen terme, ce qui rend l'étude peu concluante.

Goldstein et al., (2006) ont tenté de mesurer l'impact et l'influence de la Chine et de l'Inde sur les économies africaines en mettant l'accent sur les effets macroéconomiques

indirects induits au niveau mondial par la pression exercée de ces deux géants sur les marchés de matières premières et sur l'incidence de la baisse des prix des produits manufacturés, des cours mondiaux des produits de base, les termes de l'échange et les effets éventuels de syndrome hollandais. Ils notent que l'accroissement de la demande de pétrole et de minerais par les deux géants émergents d'Asie a fait grimper les cours sur les marchés internationaux, le volume et la valeur des exportations africaines, et a interrompu temporairement la détérioration des termes de l'échange (ibid., p. 36). Toutefois, ce ne sont pas tous les pays d'Afrique qui profitent de la hausse des prix des produits primaires induite par la demande renforcée de la Chine et de l'Inde. Les pays pauvres en ressources peuvent souffrir de l'augmentation des prix des produits de base et peuvent aussi considérer la Chine et l'Inde comme des concurrents (ibid., p. 42). De plus, l'essor qu'ont enregistré les exportateurs de ces produits pourrait évincer le capital et la main-d'œuvre des autres secteurs susceptibles de participer au commerce mondial, et éventuellement limiter la diversification. Les auteurs concluent que le renchérissement des matières premières ne semble pas avoir gravement entravé la diversification des économies africaines et notent que la Chine et l'Inde peuvent avoir un impact positif net sur l'Afrique, mais uniquement si, entre autres, la gouvernance s'améliore et si des stratégies soutenant la diversification sont mises en œuvre (ibid., p. 109).

Broadman (2007) signe l'une des rares études qui exploitent une multitude de données d'enquête sur les entreprises en Afrique (Afrique du Sud, Ghana, Sénégal et Tanzanie) pour souligner combien la multiplication des échanges de la Chine et de l'Inde avec l'Afrique, ainsi que leurs investissements, constituent, pour l'Afrique, une excellente opportunité de croissance et d'intégration dans l'économie mondiale. L'originalité de l'étude tient essentiellement à la rareté des données en provenance d'Afrique et à la réticence des autorités chinoises à fournir de l'information sur leurs activités en Afrique. Broadman (2007, p. 14), examine quatre séries de facteurs qui affectent le commerce et l'investissement étranger direct entre la Chine, l'Inde et l'Afrique. Ce sont les politiques de commerce et d'investissement « à la frontière » (tels que les droits de douane et les barrières non tarifaires; les régimes administratifs de l'IDE; et les accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux sur le commerce); les conditions liées aux marchés « au-delà de la frontière » (comme les structures de marché, la qualité des institutions, des infrastructures et de l'environnement macroéconomique); les facteurs « entre les frontières » (qui se rapporte à la simplification

logistique, des informations et des réseaux ethniques qui aident à diffuser la perception des opportunités à l'étranger) et les complémentarités entre l'investissement et le commerce (tels que la participation aux réseaux de production et les chaînes de valeurs à l'échelle mondiale; et la propagation des transferts de technologie). Broadman (2007, p. 16-26) fait remarquer que le premier facteur est l'élément qui a le plus d'incidence sur les relations de commerce et d'investissement entre les deux régions et que les trois derniers se révèlent être les facteurs essentiels qui influent sur l'étendue, la nature et les effets du commerce international entre l'Afrique et la Chine et l'Inde et par conséquent, ce sont les domaines qui semblent devoir bénéficier d'une priorité dans le cadre des réformes des politiques. À cet effet, il souligne qu'en dépit de la croissance des échanges commerciaux et des investissements entre les deux géants émergents d'Asie et l'Afrique, il existe de grandes asymétries ainsi qu'une persistance de la progressivité des droits de douane et des crêtes tarifaires susceptibles de limiter les augmentations de la valeur ajoutée des exportations africaines vers les deux géants asiatiques. Les droits indiens sur les produits agricoles, par exemple, sont d'autant plus préoccupants que ces produits recèlent un potentiel de croissance pour l'Afrique. Quant à la Chine, son marché est relativement déréglementé, puisqu'il y a des exonérations de droits de douane sur un certain nombre de produits exportés par les pays africains éligibles. Il constate également entre la Chine, l'Inde et l'Afrique de très fortes complémentarités au niveau des échanges et des flux d'IDE chinois et indiens à destination du continent :

« In both Africa and Asia there are strong complementary relationships between FDI and trade; in particular, a greater inward stock of FDI is associated with higher exports. For the African countries taken together as a group, these country-level complementarities are more muted than they are for the Asian countries. However, among non-oil-exporting African countries, the complementary effects are actually larger than they are for the Asian countries. Similar results are obtained from a comparison of FDI per GDP and exports per GDP among African countries. » (Broadman, 2007, p. 27).

L'auteur note qu'à l'instar des autres investissements en Afrique, les investissements provenant de l'Inde et de la Chine se portent essentiellement sur les secteurs extractifs, comme l'exploitation pétrolière et minière. Les deux géants émergents d'Asie procèdent cependant à l'heure actuelle à une diversification importante de leurs activités dans des secteurs non primaires comme l'habillement, le traitement des produits alimentaires, la vente

au détail, l'immobilier, le transport, les pêcheries, le tourisme, les centrales électriques et les télécommunications (ibid., p. 12). Il précise qu'en Afrique du Sud, au Ghana, au Sénégal et en Tanzanie, les investissements chinois dans ses secteurs non primaires favorisent l'intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur internationales et fait observer que les entreprises chinoises et indiennes ont une incidence positive par le transfert de technologies et qu'elles sont plus actives que d'autres dans les échanges régionaux. Par conséquent, le commerce avec les deux géants émergents d'Asie pourrait contribuer à la diversification des exportations africaines, aussi bien en termes de produits que de destination. En conclusion, Broadman souligne cependant que « [...] a key issue facing the countries of Sub-Saharan Africa is how they can successfully leverage the newfound investment and trade interest of China and India so that the continent can become a more proactive player in modern global network trade. » (p. 350). Ces études empiriques passées en revue présentent cependant de nombreuses limites sur le plan méthodologique. Selon Giovannetti et Sanfilippo (2009) :

« First of all, the data used are often too aggregated and, thus, they may not be able to properly account for countries whose exports are specialized at the product level. [...] Furthermore, all these studies – with the exception of Broadman (2007) – do not take into account the sector specificities and fail to provide an accurate analysis of the possible complementarities that might arise from increasing trade relationships with China. Finally, none of these studies includes North Africa. » (Giovannetti et Sanfilippo, 2009, p. 515).

De manière plus large, quelques études ont examiné sous des formes différentes le processus aux aspects multiples des nouvelles relations économiques entre l'Afrique et les pays BRICS ainsi que des changements intervenus en la matière au cours des dernières années, par exemple Alden (2007, 2005), Alden et Large (2011), Alden et Hughes (2009), De Freitas Barbosa et al., (2009), Brautigam (2009), Broadman (2008), Cheru et Obi (2011a), Carmody (2011), Freemantle et Stevens (2009a), Jiang (2009), Kragelund (2008, 2011), Kaplinsky et Farooki (2010), Kornegay et Landsberg (2009), Manning (2006), Mawdsley et McCann (2010), McCormick (2008), Naidu, Corkin et Herman (2009), Samy (2010), Santiso (2007), Shaw, Cooper et Chin (2009), Shrivastava (2009), Shubin (2010), Tan-Mullins, Mohan et Power (2010), Taylor (2009), Tull (2006), Dijk (2009) et White (2010). Cependant, comme on l'a souligné, la plupart des travaux analytiques sur les relations économiques entre

l'Afrique et les pays BRICS portent sur la Chine. La présence des BRICS en Afrique, qui s'est affirmée à un rythme rapide, soulève un certain nombre d'interrogations, en particulier celle de leur impact sur les perspectives de développement de l'Afrique. Les pays BRICS en Afrique, opportunité ou risque ? En réponse à cette question formulée en termes binaires, on retrouve principalement deux points de vue dans la littérature.

Un premier point de vue, plus optimiste, consiste à regarder ces nouvelles relations en termes d'opportunité et de complémentarité (parmi d'autres BAfD et al., 2011; Broadman, 2007, Foster et al., 2009; Freemantle et Stevens, 2009a; Goldstein et al., 2006; Mwase et Yang, 2012; Santiso, 2007). Cette opinion est renforcée par l'idée que la présence croissante des BRICS ouvre une coopération de type « Sud-Sud », c'est-à-dire une alternative positive qui pourrait avoir un impact significatif sur l'évolution et le développement de l'Afrique. L'engagement des BRICS auprès des pays d'Afrique offre l'opportunité de diversifier les échanges et sources de financement du développement, de conclure des partenariats véritables centrés sur le développement des capacités, et d'acquérir des technologies plus adaptées aux besoins industriels du continent. L'Afrique qui dispose d'importantes potentialités partiellement inexploitées, notamment en pétrole et en minerais nécessaires à la croissance industrielle mondiale, apporterait aux BRICS des ressources afin de soutenir leur croissance économique en forte expansion. En contrepartie, l'Afrique s'attend à des prêts conséquents et un soutien à son développement et à ses efforts de réduction de la pauvreté. Mais aussi l'aider à desserrer les liens de dépendance qui l'attachent encore à ses partenaires commerciaux traditionnels (notamment les États-Unis et l'Europe). L'appétit croissant des BRICS – en particulier de la Chine, de l'Inde et du Brésil – pour leurs approvisionnements en matières naturelles stables représenterait une aubaine pour les pays africains. En effet, l'irruption de ces pays sur le marché des minerais et des hydrocarbures est venue le rendre plus compétitif. Alors qu'auparavant les pays producteurs, faute d'alternative, étaient obligés de se tourner vers l'Occident. L'expansion des économies chinoise, indienne et brésilienne nourrit la dynamique des grands marchés de matières premières, contribue à la hausse de leurs cours internationaux, et par voie de conséquence le volume et la valeur des produits de base exportés par les pays africains. Cette contribution à l'évolution des cours internationaux influe aussi favorablement sur les termes de l'échange de l'Afrique, ce qui est bénéfique, car elle diminue l'inflation des prix dans le panier des importations africaines. En plus de

s'imposer comme des sources de financement et de transferts de technologie adaptée, et surtout comme un moyen d'échapper à la tutelle occidentale, les pays BRICS apparaissent comme une alternative aux conditions économiques et à l'ingérence étrangère imposées par l'Occident en échange de son aide, qui semblent empiéter la souveraineté nationale des pays d'Afrique.²⁹ Les pays BRICS sont perçus également comme moins condescendants et plus empathiques devant la situation difficile du développement d'une Afrique fatiguée de la faillite inavouée de l'aide au développement de l'Occident. Devenant également des marchés potentiels pour les produits primaires africains en raison de leur besoin énorme d'importations de matières premières, ces nouveaux acteurs procureront une plus grande marge de manœuvre aux pays africains dans les négociations internationales en leur permettant de se libérer des tyrannies multiples de la dette, des conditionnalités de l'aide, des règles du commerce inéquitable et de réduire le degré d'immixtion des partenaires traditionnels dans leurs politiques intérieures.³⁰ Pour Broadman (2007), dont l'étude révèle de très fortes complémentarités entre les économies émergentes d'Asie et l'Afrique, le nouvel intérêt manifesté par certains pays BRICS, notamment la Chine et l'Inde, à l'égard du commerce et de l'investissement avec l'Afrique présente une immense opportunité pour la croissance et l'intégration du continent dans l'économie mondiale (p. 43). L'engagement croissant de ces pays pourrait entraîner une plus grande diversification des exportations africaines et une rupture avec la dépendance excessive à l'égard d'un petit nombre de produits primaires au profit d'un accroissement de la production de biens et services manufacturés légers à haute intensité de main-d'œuvre. Cela pourrait également permettre à l'Afrique d'exploiter l'atout que représente sa dotation en ressources naturelles, de renforcer la productivité des entreprises africaines et de permettre une plus grande intégration au plan régional et international (ibid.). Mais au-delà de cette diversification, souligne Broadman, l'Afrique doit engager des réformes notamment la création de liens horizontaux et verticaux entre les industries de matières premières et le reste de l'économie pour en exploiter tout le

²⁹ L'idée de considérer les pays émergents comme une troisième voie pour l'Afrique part du constat général que les « traditional relations and partnerships with the West have not helped Africa overcome the structural obstacles to eradicating poverty and reversing [Africa's] marginalization. » (Rocha 2007, p. 17).

³⁰ Comme le souligne Ndubisi Obiorah, pour les Africains « who are physically and intellectually exhausted by two decades of economic 'reform' [...] driven by Western governments, donors and the IFIs, China represents hope that another world is possible. » (Obiorah, 2007, p. 38). Voir également Woods (2008, p. 1220).

potentiel. Pour Santiso (2007), l'importante présence des pays émergents – et tout particulièrement la Chine et l'Inde – en Afrique ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour transformer la prédominance des États-Unis et de l'Europe en un dialogue multipolaire (p. 57).³¹ Cependant, il fait observer que pour l'Afrique, cette présence présente un défi : si, à court terme, la situation semble idéale pour les producteurs de matières premières d'Afrique, une spécialisation excessive des pays africains dans ce secteur risque d'étouffer toute volonté de diversification au-delà des industries d'extraction. Et certains pays africains pourraient bien se retrouver très vite dans une impasse au lieu de s'engager dans la voie du développement, en exportant des produits à faible valeur ajoutée et en s'excluant ainsi peu à peu des chaînes mondiales de production industrielle (ibid., p. 63). Le même constat a été fait par Goldstein et al., (2006) qui insistent sur les aspects négatifs des investissements chinois et indiens qui aggravent la dépendance de leurs clients à l'égard des activités agricoles et d'extraction minière. Ils s'inquiètent de cette dépendance accrue des économies africaines qui ne favorise ni le recul de la pauvreté, ni les processus de diversification économiques. Ils font observer que pour l'instant, les échanges des émergents avec l'Afrique sont de la même nature que ceux que celle-ci entretient avec ses partenaires commerciaux traditionnels. Toutefois, ils soulignent que grâce à ses liens économiques plus étroits avec les émergents d'Asie ainsi que l'importance grandissante de ces derniers en tant qu'importateurs de produits primaires, l'Afrique a connu de meilleurs taux de croissance, de meilleurs termes de l'échange, une augmentation de ses exportations et une hausse de ses recettes publiques (ibid., p. 125). Les auteurs invitent l'Afrique à éviter les phénomènes économiques habituellement désignés par l'expression « syndrome hollandais » en tirant le meilleur parti possible des revenus exceptionnels liés aux exportations de matières premières et en promouvant le développement de secteurs intensifs en main-d'œuvre. L'étude de BAfD et al., (2011) montre aussi que les nouvelles relations entre l'Afrique et les économies émergentes

³¹ En ce qui concerne particulièrement la Chine et l'Inde, Sparks (2011) soutient que : « India and China's rapidly-increased economic involvement can potentially present considerable opportunity for Africa's economic development, including much needed foreign investment and attendant technology transfer, economic diversification, increased forward and backward linkages, and the chance to add value to commodity exports (e.g., cutting diamonds which is rarely done in Africa). The Chinese are generally less risk adverse than their European or American counterparts. These firms offer an important advantage: while international financial institutions and most bilateral donors insist in time-consuming environmental impact statements and the like, the Chinese just do it. » (Sparks, 2011, p. 73).

BRICS sont source de grandes potentialités et indiquent que la progression de ces partenariats reflète la normalisation des relations postcoloniales du continent. Selon ces auteurs, les économies émergentes devancent les partenaires traditionnels pour les formes alternatives de financement (crédits à l'exportation ou les lignes de crédit garanties par les ressources naturelles) même s'ils ne jouent pas encore un rôle majeur dans les investissements étrangers ou l'aide publique (p. 119). L'Afrique, notent les auteurs du rapport, est en train d'accroître son intégration dans l'économie mondiale, ce qui révèle des opportunités de développement. Ils soulignent que le continent est véritablement en mesure d'espérer un transfert de technologie et de sources de financement de la part de ces puissances émergentes. Ils soulignent aussi que l'industrialisation de l'Afrique, la viabilité de la dette et sa gouvernance ne devraient pas souffrir de ces nouveaux partenariats économiques comme le prétendent certains analystes (p. 97). Cependant, font observer les auteurs du rapport, bien qu'une plus grande diversification de ses partenariats soit susceptible de bénéficier à l'Afrique, la spécialisation excessive en matières premières non transformées, le poids de la dette et les problèmes de gouvernance demeurent d'importants défis à relever. Et pour tirer pleinement les bénéfices de cette nouvelle situation, il est impératif pour les pays africains que les priorités nationales de développement et les objectifs en matière d'échanges, d'aide et d'investissements directs soient clairement définis. Foster et al., (2009) mettent l'accent sur les opportunités de développement de la croissance exponentielle des investissements des pays émergents, la Chine en particulier, pour l'Afrique. Ils soutiennent que l'avènement de la Chine et d'autres acteurs émergents en tant qu'investisseurs importants représente pour le continent une évolution encourageante et pourrait largement contribuer à combler le manque de financement, vu l'ampleur de son déficit en infrastructure³². L'aide apportée par ces investisseurs émergents est sans précédent, du point de vue de son échelle comme de sa concentration sur de grands projets d'infrastructure. Les infrastructures jouent un rôle capital dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ils notent que pour tirer pleinement les bénéfices de cette nouvelle donne, les décideurs africains doivent faire le

³² Le lourd déficit d'infrastructures reste un handicap majeur à la croissance et l'un des obstacles au développement de l'Afrique. Selon Vivien Foster et Cecilia Briceño-Garmendia, les besoins financiers pour remédier au déficit des infrastructures sur le continent s'élèveraient à 93 milliards de dollars EU par an, dont un tiers pour maintenance (Foster et Briceño-Garmendia, 2010, p. 6). Et pourtant, seulement 45 milliards de dollars EU sont actuellement dépensés à cet effet (ibid., p. 8).

meilleur usage de toutes les sources extérieures de financement des infrastructures, notamment des aides financières des investisseurs émergents, pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté sur le continent (p. 74). Freemantle et Stevens (2009a) voient les nouvelles relations sous l'angle d'un engagement mutuel bénéfique pour les deux parties lorsqu'ils soulignent que :

« The relationship between the BRICs and Africa is one rooted in mutual advantage. The BRICs need Africa as much as Africa needs the BRICs. With the BRICs, Africa has the opportunity to foster formidable commercial and strategic alliances, cognisant of their own equal value and unburdened by the duties and conditions which have epitomised much of Africa's relations with its more traditional international partners. Moreover, the BRICs offer a revised, more relevant, model for Africa's economic development. » (Freemantle et Stevens, 2009a, p. 2).

Mwase et Yang (2012) montrent que le rôle des BRIC en Afrique est complémentaire à celui des bailleurs de fonds traditionnels et qu'il convient de le considérer comme une opportunité pour l'Afrique (p. 15). Ils expliquent que les investissements et l'aide des BRIC, en premier lieu la Chine et l'Inde, s'orientent de manière privilégiée vers les infrastructures, secteur dans lequel les besoins de l'Afrique sont considérables. Un domaine qui a été longtemps négligé par les bailleurs de fonds traditionnels au profit du renforcement institutionnel et de la lutte contre la pauvreté. Les auteurs, dans leur conclusion, soulignent l'impact significatif des investissements des BRIC, une réduction de la pauvreté à long terme, mais aussi soulèvent de réelles inquiétudes liées à ces investissements :

« The public investment scale-up associated with BRIC development financing has benefited LICs by alleviating key infrastructure bottlenecks, boosting export competitiveness and making goods and services more affordable to consumers. Continued engagement with BRICs holds the potential to raise LICs' economic growth and reduce poverty in the long run. However, concerns have been raised over debt sustainability, pace of employment creation, labor practices, and competition with local firms. While none of these concerns is uniquely related to BRIC financing and has been debated in the past in relation to financing from other sources, they underscore the importance of managing the broader repercussions of the LIC-BRIC engagement. » (Mwase et Yang, 2012, p. 19).

Selon un second point de vue, plus pessimiste, ces nouvelles relations constitueraient plutôt un obstacle au développement puisqu'elles ont tendance à perpétuer la structure de dépendance et de sous-développement qui est déjà en place et de bloquer les efforts de l'Afrique à les surmonter (parmi d'autres Ademola, Bankole et Adewuyi, 2009; Carmody, 2011; Holslag 2007; Kimenyi et Lewis 2011; Kolstad et Wiig, 2011; Kragelund, 2008; Mensah, 2010; McCormick, 2008; Naím, 2007; Polgreen, 2009; Taylor 2010). Les pays BRICS sont présentés comme des pays poursuivant des intérêts mercantilistes en Afrique et compromettant le processus de développement. Ils ne sont pas en Afrique par philanthropie, mais pour y obtenir des ressources. Selon ce point de vue, les relations économiques entre les pays BRICS et l'Afrique sont matérialisées par un réseau complexe d'échanges commerciaux et d'investissements ainsi que par des projets de coopération dont la structure ne présente aucune similitude avec le modèle connu des échanges Sud-Sud. La structure de ces relations semble toujours s'inscrire, comme avec les partenaires commerciaux traditionnels, dans le cadre d'un schéma « centre-périphérie » qui semble difficilement compatible avec l'objectif de réduction de la pauvreté. L'intensification des relations commerciales avec les pays BRICS risque de renforcer la dépendance du continent à l'égard des exportations de produits de base, entravant et retardant ainsi la transformation structurelle des pays avec un pouvoir de négociation asymétrique. Tout en reconnaissant que les biens industriels fournis par certains de ces nouveaux acteurs offriraient une alternative bon marché aux consommateurs africains, ce point de vue soutient toutefois qu'ils représenteraient une concurrence susceptible de faire obstacle à l'industrialisation de l'Afrique. De plus, les investissements et les projets d'infrastructure des BRICS en Afrique feraient trop peu de place aux transferts de technologie et sont peu susceptibles d'avoir un impact positif sur les marchés de l'emploi africains à cause d'une importation de la main-d'œuvre nationale. Il est reproché par exemple à la Chine d'exporter de la main-d'œuvre dans des pays où le sous-emploi est déjà considérable, limitant ainsi les opportunités de créations d'emplois africains et de transfert de compétences. Ce point de vue soutient également que s'il est vrai que la forte demande d'hydrocarbures et de minerais par les pays BRICS, notamment la Chine et l'Inde, a augmenté les recettes d'exportation des pays producteurs, elle accentue aussi la dépendance et la spécialisation des économies africaines par rapport aux ressources naturelles. Or, l'expérience a montré qu'en Afrique l'approfondissement de cette spécialisation peut

constituer un obstacle au développement en évinçant le capital et la main-d'œuvre des autres secteurs susceptibles de participer au commerce international du fait de la « malédiction des ressources naturelles » – c'est-à-dire sur le fait que les découvertes de nouveaux gisements et les flambées des cours dans le secteur des ressources naturelles ont pour effet pervers à terme de ralentir la croissance économique –, et éventuellement limiter la diversification des autres secteurs³³. À propos, Goldstein et al., (2006) montrent que le renchérissement des matières premières ne semble pas avoir gravement entravé la diversification des économies africaines. Il y a également, selon les tenants de ce point de vue, le risque pour les pays africains bénéficiant de prêts à des conditions de faveur de replonger dans la spirale du surendettement surtout si ces prêts servent à financer des projets non rentables ou s'ils sont accordés à des pays qui n'ont pas les moyens de rembourser. Cependant, comme le soulignent de nombreux auteurs, il n'y a aucune preuve tangible pour appuyer l'assertion que ces nouveaux acteurs limitent l'industrialisation de l'Afrique, la soutenabilité de sa dette publique ou l'amélioration de la gouvernance dans ses pays (BAfD et al., 2011; Woods, 2008 ; Brautigam, 2008). Dans le cas de la Chine, par exemple, Reisen et Ndoye (2008) ont montré que celle-ci avait peu prêté aux pays pauvres très endettés (PPTE). Pour Ademola et al., (2009), la structure existante des échanges entre l'Afrique et certains pays BRICS, la Chine notamment, ne sert pas les objectifs de l'Afrique à plus long terme. Ces échanges ne contribuent pas à une diversification de la structure économique et commerciale du continent, et n'assurent donc pas l'objectif de développement industriel des pays africains en ce sens que dans beaucoup de cas, les effets négatifs des flux commerciaux peuvent être plus importants que les effets positifs (ibid., p 503). Carmody (2011) tout comme Kimenyi et Lewis (2011), et Holslag (2007) explorent la nouvelle « ruée vers l'Afrique » par des émergents. Carmody (2011), tout en reconnaissant l'importance des investissements réalisés et les emplois créés par ces

³³ Contrairement aux anciens travaux qui avaient fait craindre l'existence d'une relation négative entre l'abondance de ressources naturelles et la croissance économique (voir entre autres les travaux de Sachs et Warner, 2001), des travaux plus récents (voir par exemple Van der Ploeg, 2011), l'abondance de ressources doperait au contraire la croissance. Cependant comme le font constater d'autres travaux, si l'exploitation des ressources naturelles peut effectivement stimuler la croissance du PIB, il arrive aussi que les bénéfices de la croissance qui en découlent ne profitent qu'à une petite élite et que l'immense majorité de la population en soit exclue. Ce constat est valable pour des pays tels que l'Angola, le Nigéria, la République démocratique du Congo ou la Sierra Leone qui malgré la progression de leur PIB enregistrent encore un pourcentage élevé de pauvres. Tandis que des pays comme le Botswana ont tiré des avantages considérables de leurs richesses minérales (FMI, 2012c, p. 73).

nouveaux acteurs, est quelque peu pessimiste. Il fait valoir que les tendances actuelles des relations avec les pays émergents évoquent l'incursion des puissances européennes à la fin du XIXe siècle en Afrique, incursion au cours de laquelle ces dernières avaient morcelé le continent à la poursuite de ses ressources naturelles. Le constat de Camordy est que :

« [F]or the moment [...] the new scramble for Africa is still largely replicating previous patterns of enclave-led growth on the continent [and by] giving rentier states access to new revenue streams, it is also reinforcing the power of incumbent and often authoritarian regimes. » (Camordy, 2011, p. 182).

Il a tendance à considérer les relations économiques internationales comme un jeu à somme nulle, et, par conséquent, voit la compétition pour les ressources comme de mauvaises nouvelles pour l'Afrique. Pour lui, la nouvelle donne a « increased the power of political elites in resource-rich states » (ibid., p. 191) et a occasionné des conflits par procuration, comme au Darfour entre les États-Unis et la Chine. Il note enfin que si les puissances émergentes ont une stratégie de coopération avec l'Afrique, celle-ci n'en dispose pas encore une envers elles (ibid., p. 193). Kimenyi et Lewis (2011) font observer, pour leur part, que les BRICS ne sont pas en Afrique pour des raisons altruistes, mais pour leurs propres intérêts, par conséquent ils n'aspirent pas à développer la solidarité entre les pays en développement ainsi qu'à favoriser la bonne santé économique de l'Afrique. Leur présence est motivée par la seule volonté de capter les ressources naturelles dont ils ont besoin pour leur stratégie industrielle de fabrication pour l'exportation (ibid., p. 20). Pour Holslag (2007), les nouvelles relations avec les BRICS ne réduiront pas nécessairement la dépendance de l'Afrique. Elles peuvent même consolider les structures inégalitaires qui ont toujours façonné les relations de l'Afrique avec le reste du monde. L'auteur critique l'inondation du marché du travail par de la main-d'œuvre peu coûteuse des BRICS, particulièrement chinoise. Selon lui, le fait que les pays BRICS limitent leur engagement à des pays dotés en matières premières ou en opportunités de marché risque d'aggraver les conflits en cours sur le continent. Il soutient que ce risque est d'autant plus réel que certains BRICS, et tout particulièrement la Chine et l'Inde, n'hésitent pas à faire du commerce avec des pays tels que le Zimbabwe, l'Angola et le Soudan, des pays se trouvant dans le point de mire de l'Occident. Pour Manning (2006), Naím (2007), Kragelund (2008) et McCormick (2008), ces nouveaux donateurs représentent une menace relativement à l'ensemble des versements de coopération

pour le développement. Ils se préoccupent de ce que la politique de non-ingérence des BRICS dans les affaires souveraines des pays africains ne compromette des positions internationales conjointes sur des questions telles que la gestion macroéconomique et la bonne gouvernance. Ils s'inquiètent également de ce que les pays BRICS anéantissent les limites entre aide et investissement, sapant le consensus acquis selon lequel l'aide devrait être consacrée exclusivement à la réduction de la pauvreté. Bref, ils avancent que ces donateurs émergents conspirent avec des régimes oppressifs et corrompus en fonction de leurs intérêts propres. La Chine suscite beaucoup d'attention, à la fois pour l'aide et les échanges. L'une des principales critiques adressées à la Chine est que, sous couvert de coopération pour le développement, elle mène en Afrique une politique étrangère néo-impérialiste. Il lui est aussi reproché de faire un large usage de crédits à l'exportation pour promouvoir ses marchandises et services en Afrique. Et plus controversés encore sont ses grands prêts aux infrastructures dont le remboursement est garanti par des ressources naturelles. Les marchés du type « ressources naturelles contre infrastructure » sont intéressants pour les pays dotés en ressources, mais pauvres en liquidités parce qu'ils fournissent un financement immédiat pour le développement d'infrastructures malgré la longueur des délais de commercialisation des ressources naturelles mises en valeur. Manning (2006) note que, bien que les donateurs émergents fournissent un accès accru à l'aide et à une plus large gamme d'options, leur avènement n'est pas sans conséquence. Il note trois risques :

« i) Greater access to aid may once again condemn recipient countries to unsustainable debt; ii) governance reform proposed by traditional donors in exchange for aid may be unduly postponed; and iii) the absence of careful investment appraisals may result in the proliferation of over-ambitious or unproductive capital projects. » (Manning , 2006, p. 381-382).

Pour Naím (2007), l'apparition de nouveaux donateurs fait figure de menace à l'architecture mondiale de l'aide. Leur aide nuit aux standards environnementaux et sociaux, ainsi qu'aux principes de bonne gouvernance établis par les institutions multilatérales. Naím qualifie de « *rogue aid* » (aide « crapuleuse ») les rapports de coopération de ces nouveaux donateurs avec les pays africains pour n'être subordonnés à aucune conditionnalité politique. Pour lui, l'objectif de ces nouveaux donateurs :

« [I]s not to help other countries develop. Rather, they are motivated by a desire to further their own national interests, advance an ideological agenda, or sometimes line their own pockets. Rogue aid providers couldn't care less about the long-term well-being of the population of the countries they "aid". »

Ainsi, l'auteur redoute une détérioration des normes sociales et environnementales en Afrique, ainsi qu'une recrudescence des risques de surendettement. Il conclut que si ces donateurs émergents réussissent à pousser leur modèle de développement alternatif, ils vont réussir à faire souscrire un monde qui est plus corrompu, chaotique et autoritaire. McCormick (2008) abonde dans le même sens en dénonçant la politique sans condition de ces donateurs émergents qui neutralise les pressions exercées par la communauté internationale en faveur des droits de la personne, de la liberté d'expression et des libertés démocratiques. Il en déduit que l'aide des donateurs émergents, la Chine en particulier, est orientée dans la majorité des cas vers des États fragiles, instables ou « voyous » que les donateurs traditionnels sont plus réticents à soutenir. De nombreux autres auteurs signalent plusieurs exemples montrant que la Chine est significativement présente dans des États fragiles. Toutefois, ces affirmations se révèlent exagérées selon certains analystes comme Paulo et Reisen (2010, p. 542) qui soulignent que les pays africains qui sont fortement ou partiellement engagés avec la Chine ne comprennent pas seulement que des États les plus corrompus, dictatoriaux ou riches en ressources. Reisen et Ndoye (2008, p. 30) notent aussi que les données disponibles sont trop partagées de sorte qu'on ne peut savoir si la présence de la Chine a permis de réduire la corruption ou, au contraire, a envenimé les problèmes de gouvernance. Brautigam (2008, p. 26) abonde dans le même sens en signalant qu'en dépit de l'appui aux régimes corrompus comme le Tchad et la RDC, la Chine a fourni une assistance aux pays bien gouvernés comme le Cap-Vert, l'Afrique du Sud, le Botswana et Maurice. Woods (2008, p. 1220) ajoute que malgré de nombreuses critiques à l'égard de la politique d'aide chinoise, celle-ci connaît un grand succès auprès des pays bénéficiaires. Pour Kragelund (2008) qui a évalué les flux d'aide de ces donateurs vers l'Afrique, leur retour n'est en aucun cas une garantie de développement pour l'Afrique parce que :

« First, many non-DAC donors do not provide aid in order to facilitate economic and social development; rather, they give aid to catalyse trade, make use of their own resources, and gain political influence. Hence, it would be naïve to believe that all the extra external funds will benefit the African people; some of these funds instead benefit

the donors, and others the ruling elites in recipient countries. Secondly, non-DAC donors make extensive use of project aid, which puts high bureaucratic pressure on recipient governments. Thirdly, a large share of the loans provided is not on concessional terms and is tied to the procurement of goods and services in the donor country. Lastly, the rapid increase in external flows of aid may bring about the appreciation of local currencies and thereby trigger processes of Dutch Disease. » (Kragelund, 2008, p. 579-580).

En résumé, l'accession des BRICS au rang d'acteurs majeurs du développement de l'Afrique suscite un grand intérêt, mais aussi une inquiétude croissante. Dénoncés par certains comme étant un obstacle au développement de l'Afrique, les pays BRICS sont présentés par d'autres comme offrant un modèle de développement alternatif. Séparément, chacun de ces points de vue ne tient compte que de certaines dimensions des relations Afrique-BRICS, mais pris dans leur ensemble, ils donnent une image composite des relations complexes et dynamiques entre les deux parties. Ainsi, sous les deux points de vue, il est souvent observé que les auteurs ne se réclament pas exclusivement d'une seule position. Ils mettent tous l'accent à la fois sur les mérites et les limites ainsi que sur les défis et les risques posés par ces nouvelles relations. S'il est vrai que les pays BRICS sont désormais des partenaires importants de l'Afrique, il n'en reste pas moins que les questions de l'impact de leur présence sur la baisse de la pauvreté et sur le développement à long terme restent encore sans réponse (Cheru et Obi, 2011a, p. 106). Il n'est pas encore clairement établi que leur présence améliore substantiellement le développement du continent, d'autant plus qu'il est difficile de prévoir les issues à moyen et long termes. Il est aussi difficile de savoir si leurs modes opératoires diffèrent fondamentalement de celui des partenaires traditionnels ou simplement guidés par l'intérêt d'accéder aux ressources du continent afin de soutenir leur forte croissance. Les différentes opinions s'accordent, cependant, sur un point essentiel : la stratégie de l'Afrique vis-à-vis des BRICS ne pouvait être définie que par les Africains. Les mesures pour faire avancer dans les faits une Afrique indépendante, puissante, autosuffisante et politiquement intégrée seront prises par les Africains eux-mêmes et par eux seuls. Ainsi, c'est la réponse des pays africains qui déterminera la mesure de leur réussite dans les décennies à venir. Il incombe dès lors aux gouvernements des pays africains de veiller à ce que les termes de la coopération soient clairement définis et équitables, d'harmoniser les politiques régionales et d'adopter une réponse intégrée et ciblée vis-à-vis des BRICS s'ils veulent que la présence de ces derniers soit profitable à l'Afrique.

CHAPITRE II

INCIDENCES DE LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS BRICS SUR LE DÉVELOPPEMENT AFRICAIN

Dans ce chapitre, nous nous intéressons en particulier aux incidences économiques des BRICS sur le développement économique de l'Afrique et des perspectives pour ce continent. Dans une première section, nous analysons, à travers trois canaux distincts des relations Sud-Sud – à savoir les échanges, les IDE et l'aide –, l'intensification des relations économiques entre les pays BRICS et l'Afrique. Sur le plan bilatéral, l'impact de la présence croissante des BRICS sur les perspectives de développement économique de l'Angola sera analysé dans une seconde section, en mettant l'accent sur leur rôle dans le financement des projets de reconstruction d'infrastructures de ce dernier.

2.1 Intensification des relations entre l'Afrique et les pays BRICS

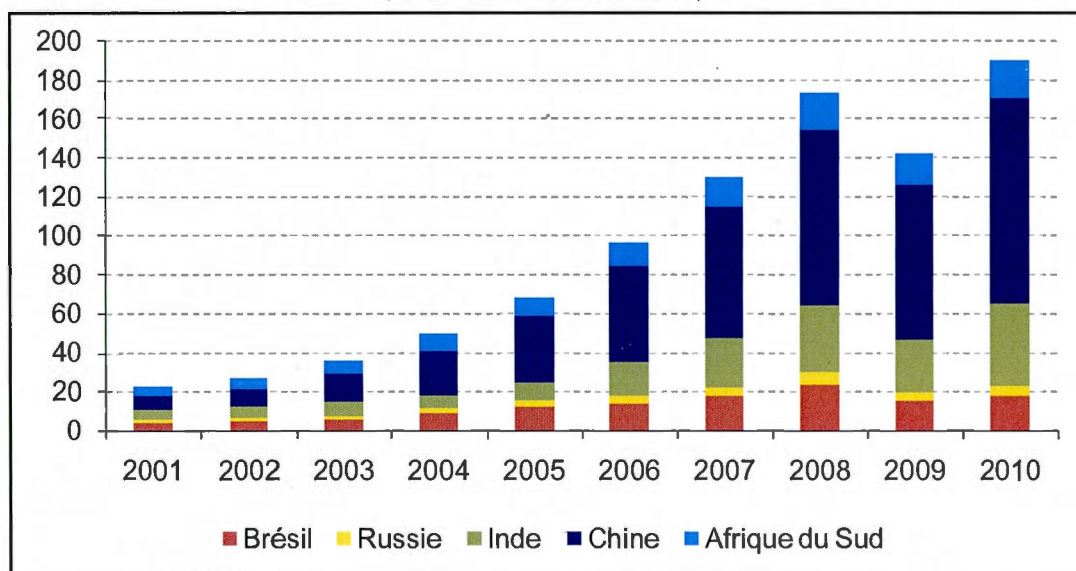
Si la position sur les relations entre l'Afrique et les pays BRICS fait partager l'opinion sur l'impact de ces derniers sur le développement africain, il est évident que, parallèlement à l'évolution de ce débat, les relations entre les deux groupes de pays se sont nettement intensifiées au cours de la dernière décennie. Le niveau d'engagement des BRICS semble indiquer que ceux-ci joueront un rôle majeur dans l'amélioration des flux de ressources financières envers l'Afrique. Les engagements économiques actuels des BRICS vis-à-vis de l'Afrique sont pour l'instant plus importants à travers trois principaux canaux : les échanges, l'investissement direct étranger et l'aide au développement, celle-ci n'ayant dans le cas de la Chine comme conditionnalité qu'une distance marquée vis-à-vis de Taïwan. Cependant, il importe de souligner que dans l'ensemble, les relations économiques entre l'Afrique et les BRICS se situent, sauf avec l'Afrique du Sud, dans un registre postcolonial. La structure des échanges commerciaux bilatéraux de l'Afrique avec ces nouveaux acteurs ne

reflète pas une stratégie de coopération Sud-Sud mais correspond au schéma traditionnel des échanges que le continent entretient avec ses partenaires de l'OCDE, caractérisé par une forte spécialisation dans les produits primaires. La Chine, l'Inde et le Brésil en particulier ont tendance à exporter des produits manufacturés et à importer des matières premières ou des produits agricoles (Kaplinsky et Farooki, 2010). Les volumes des échanges commerciaux manifestent de plus en plus l'intérêt des BRICS pour le continent. La Chine est aujourd'hui la plus grande source d'importation et la deuxième destination des exportations, après les États-Unis. Faisant suite au développement des échanges commerciaux, les investissements directs depuis les BRICS s'accroissent en direction du continent qui dispose de vastes réserves de ressources naturelles et un potentiel marché de consommation. L'enjeu pour les pays BRICS est un enjeu de long terme, de soutien diplomatique dans les forums régionaux et internationaux, de garantie d'une sécurité énergétique pour leur croissance économique à forte expansion, et d'augmentation de leurs exportations à destination de l'Afrique pour profiter de la croissance économique et de l'enrichissement des pays africains.

2.1.1 Évaluation des relations commerciales entre l'Afrique et les pays BRICS

L'intensification des relations économiques entre l'Afrique et les pays BRICS est une illustration de la globalisation dont le moteur s'est déplacé du Nord vers le Sud à l'occasion de la récente crise financière et économique mondiale. Les échanges commerciaux constituent la dimension la plus visible et la plus commentée de ces relations économiques. Ils ont pris une importance considérable au cours de la dernière décennie, si bien que l'impact futur des BRICS sur le continent par ce canal pourrait devenir plutôt conséquent (BAfD et al., 2011; Broadman, 2007; Freemantle et Stevens, 2009a). L'Afrique représente un réservoir stratégique pour la fourniture d'hydrocarbures et de matières premières, mais elle constitue également un débouché commercial pour les BRICS. Il ressort des statistiques du FMI que le total des échanges entre l'Afrique et les pays BRICS a été multiplié par plus de huit en valeur sur la période 2001-2010, passant de 22,9 milliards de dollars à 190,4 milliards (graphique 2.1 et Appendice-tableau A.1). Ces échanges ont avant tout été tirés par la Chine devenue le principal partenaire commercial bilatéral de l'Afrique dépassant les États-Unis en 2009 ; l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud intervenant dans de moindres proportions.

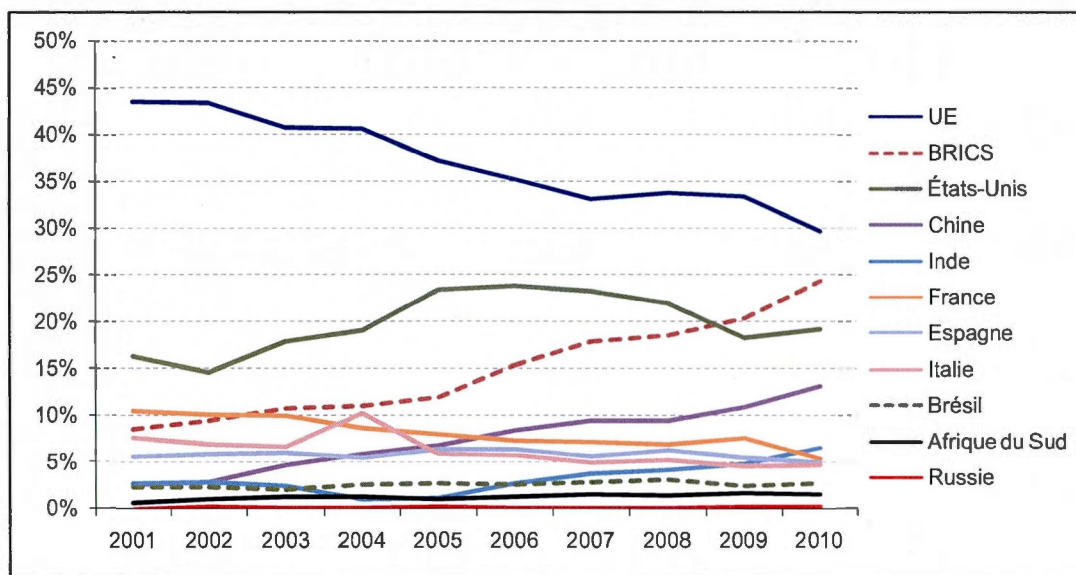
Graphique 2.1
Le commerce de l'Afrique avec les BRICS, 2001-2010
(en milliards de dollars EU)



Source : Élaboration de l'auteur d'après FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Il ressort également des mêmes statistiques que les pays BRICS comptent maintenant pour un pourcentage croissant des importations et exportations de l'Afrique. La part des exportations africaines vers les pays BRICS est passée de 8,5 % à 23,4 % sur la période 2001-2010. La proportion des exportations du continent destinée aux pays de l'Union européenne a été ramenée de 43,5 % à 29,7 % dans le même temps. Cependant, même si l'Union européenne a beaucoup perdu de son importance, elle reste en tant que bloc le principal marché de l'Afrique et son principal fournisseur. Au début des années 2000, la présence française en Afrique est encore prépondérante, ce qui peut s'expliquer par les liens historiques, économiques et culturels avec le continent. En dix ans, la part des exportations africaines vers la France se replie, pour revenir à 5,4 % (après 10,5 % en 2001). La part des exportations africaines destinée aux États-Unis, après s'être contractée pendant la crise, était de 19,1 % en 2010. La part des exportations africaines destinée à la Chine augmente tout en restant modeste. Elle est passée de 2,6 % en 2001 à 13,1 % en 2010, loin devant les autres pays BRICS dont les parts restent très faibles (graphique 2.2 et Appendice-Tableau A.2).

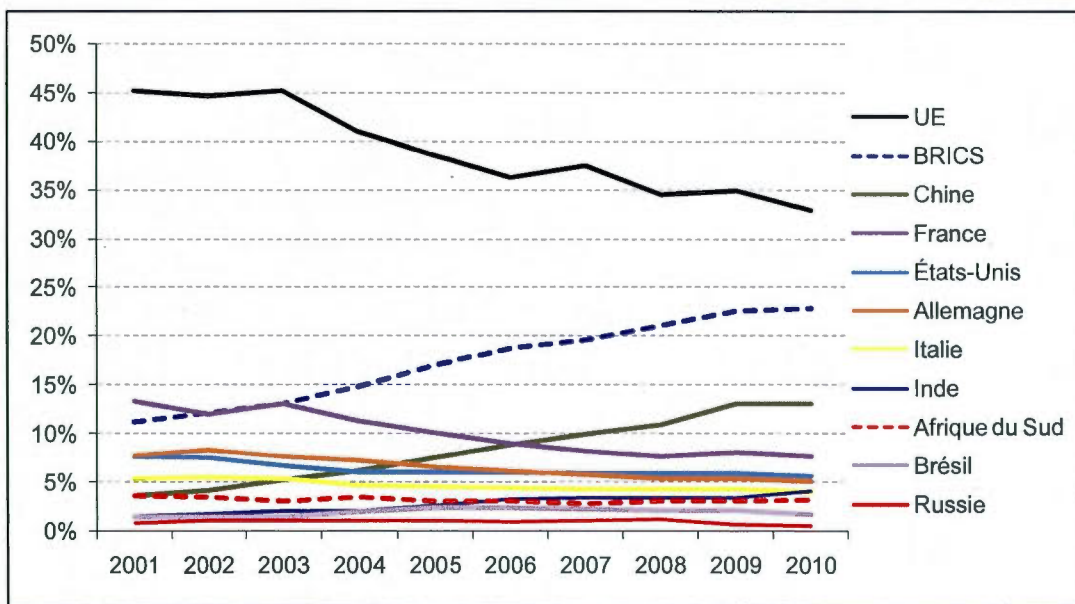
Graphique 2.2
Part des BRICS dans les exportations de l'Afrique, 2001-2010
(en pourcentage du total)



Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Du côté des importations africaines, les pays BRICS sont également en train de gagner du terrain, tandis que la part des importations africaines en provenance des États-Unis est en baisse et que celle de l'Union européenne reste considérable, mais diminue rapidement. La part des importations africaines en provenance des BRICS s'établit en 2010 à 22,9 % contre 32,9 % pour l'Union européenne. La part des importations du continent en provenance de la Chine augmente rapidement, elle était de 13,2 % en 2010 contre 7,7 % pour la France, 5,7 % pour les États-Unis, 5,2 % pour l'Allemagne et 4,1 % pour l'Italie (graphique 2.3 et Appendice-Tableau A.3). La part des importations de l'Afrique en provenance des autres BRICS est en augmentation, mais reste très faible. En 2010, elle était de 4,1%, pour l'Inde, de 3,2 % pour l'Afrique du Sud, de 1,8 % pour le Brésil et de 0,6 % pour la Russie. Cependant, le changement le plus significatif est le rôle croissant des BRICS en général, et de la Chine en particulier. Au total, sur la période 2001-2010, l'augmentation de la part à la fois dans les exportations et les importations africaines des BRICS a été spectaculaire. Cette forte progression est à mettre principalement sur le compte de la seule Chine.

Graphique 2.3
Part des BRICS dans les importations de l'Afrique, 2001-2010
(en pourcentage du total)

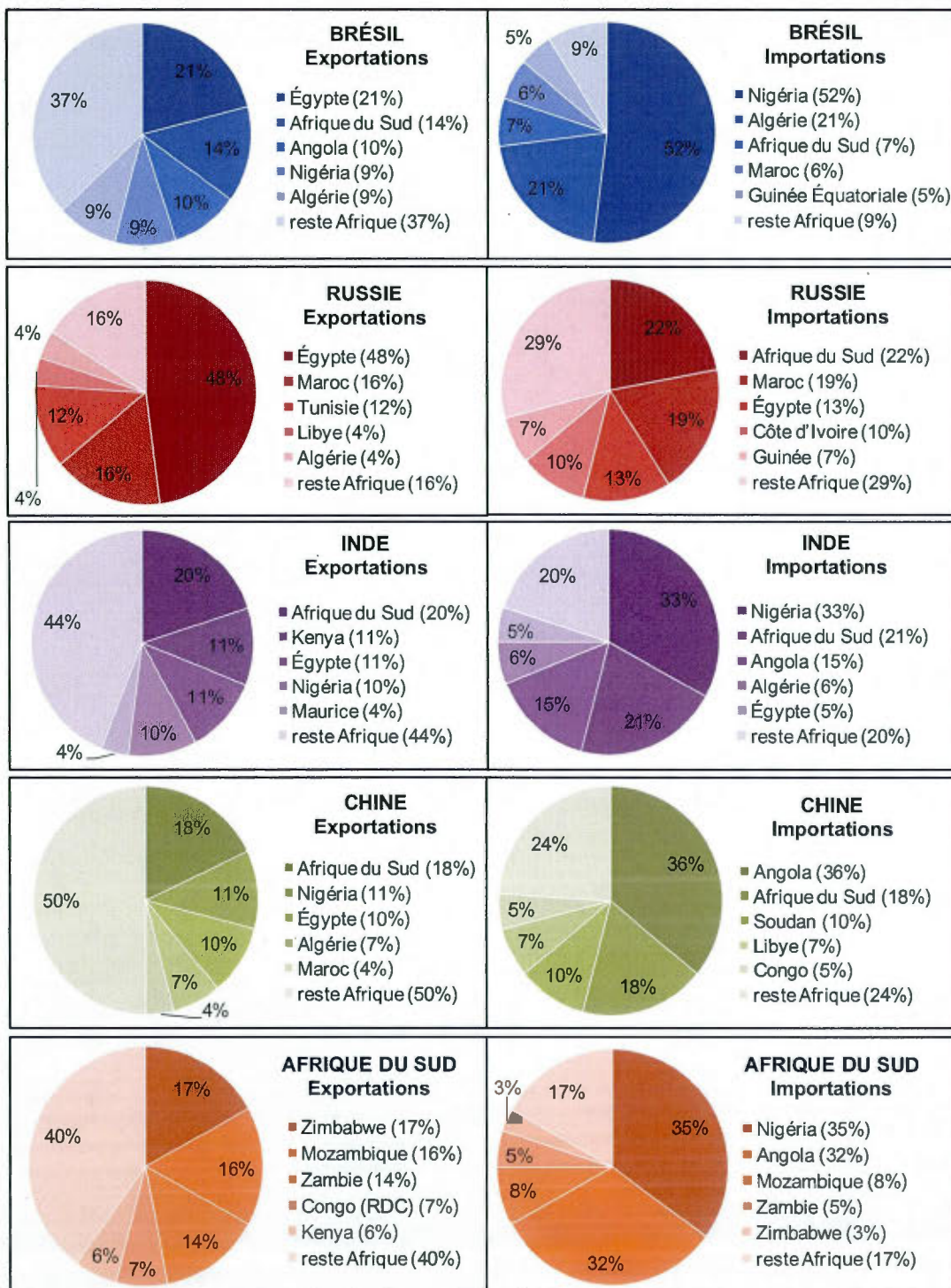


Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Sur la même période, les partenaires traditionnels voient leurs parts diminuer au profit des BRICS. L'Union européenne a vu sa part significativement diminuer dans les exportations et les importations africaines, les États-Unis voyant la leur légèrement diminuer dans les importations, alors qu'elle suit une tendance à la hausse dans les exportations. La Chine est la seule du groupe BRICS à enregistrer une augmentation spectaculaire de sa part à la fois dans les exportations et importations africaines. Inversement, l'Afrique demeure un partenaire commercial globalement négligeable. Malgré une croissance forte, le volume des transactions des BRICS avec le continent reste relativement négligeable par rapport au total des échanges commerciaux de ces nouveaux acteurs de l'économie mondiale. En 2010, l'Afrique n'a absorbé que 3,2 % du total des exportations et 4,1 % des importations chinoises contre 7,1 % et 8,5 % du total des exportations et importations indiennes (*voir* Appendice-Tableaux A.4 et A.5). En dépit de leur accroissement, les échanges entre les deux parties restent déséquilibrés en raison de la forte concentration des structures commerciales. La structure des échanges avec les pays BRICS ne présente aucune similitude avec le modèle connu des échanges Sud-Sud. Elle semble s'inscrire dans le cadre d'un schéma illustrant « la

ruée vers les ressources » (BAfD et al., 2011, p. 111). Les importations en provenance d'Afrique incluent principalement les minéraux, les matières premières agricoles, les produits chimiques, les métaux de base et les pierres précieuses. Au total, le pétrole brut et les minéraux représentent une fraction particulièrement grande des exportations africaines vers la Chine, l'Inde et le Brésil (ibid.). Il en découle que leurs principaux partenaires commerciaux africains sont en majorité des pays producteurs de matières premières. Le pétrole brut représente environ 72 % des exportations africaines vers la Chine, lequel représente la quasi-totalité des importations chinoises en provenance de l'Angola et du Soudan, viennent ensuite les matières premières qui représentent près de 15 % du total (BAfD, 2010, p. 5). L'Afrique importe de Chine des produits un peu plus diversifiés, bien que les machines et le matériel de transport (38,29 %), les produits manufacturés et l'artisanat (29,97 %) comptent pour l'essentiel de ces importations (ibid.). Les produits fabriqués en Chine sont relativement bon marché, ce qui les rend accessibles au plus grand nombre et élargit le choix pour les consommateurs africains. Les importations de machines et de matériel de transport s'expliquent par la forte présence des entreprises chinoises dans le secteur de l'infrastructure, et en particulier dans les télécommunications, la construction routière et la construction de bâtiments publics (ibid, p. 5). Les importations de l'Inde sont tournées principalement vers des matières premières africaines, notamment le pétrole, l'or, les engrais phosphatés et du minerai de cuivre. Ses exportations concernent principalement des produits manufacturés, des produits chimiques et des biens d'équipements pour les transports (Beri, 2005; Sharma et Deepti, 2007). Plus de 80 % des importations brésiliennes sont des hydrocarbures et des matières premières. Quant aux exportations vers l'Afrique, elles se composent surtout de produits alimentaires et de biens d'équipement (Doelling, 2008, p. 7). L'Afrique du Sud, exporte vers le continent les machines et équipements, les pierres précieuses, l'acier et le fer, tandis que les premiers postes d'importation sont les combustibles et les huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumeux. Les exportations de l'Afrique vers la Russie sont plus variées et comprennent les minerais, l'uranium, le fer, les fruits, les noix, le cacao, le tabac et les éléments chimiques inorganiques (BAfD, 2011b, p. 3). Les exportations russes vers l'Afrique sont des substances à base de ressources naturelles (ibid.). L'analyse géographique montre que les échanges commerciaux avec les pays BRICS sont fortement concentrés sur une poignée de pays (graphique 2.4).

Graphique 2.4
Les cinq principaux partenaires commerciaux des BRICS, 2010



Source : Adapté de Fundira, 2012, p. 10, 17, 23, 30 et 37 (données du *World Trade Atlas*).

En 2010, par exemple, les principaux partenaires à l'exportation de la Chine (cf. graphique 2.4) étaient l'Afrique du Sud (18 %), suivie du Nigéria (11 %) et de l'Égypte (10 %). Ses principaux partenaires à l'importation étaient l'Angola (36 %), suivi de l'Afrique du Sud (18 %) et du Soudan (10 %). L'impact produit par les BRICS varie selon la taille et la structure économique des pays africains, lesquels peuvent être très divers. Il est probable que les BRICS exercent leur impact le plus fort sur les économies richement dotées en ressources qui profitent de la demande des BRICS de matières premières, et probablement l'impact le plus modeste sur les autres économies africaines.

En résumé, les pays BRICS, par les échanges avec l'Afrique, participent au développement du continent et favorisent son insertion dans la mondialisation. L'un des bénéfices majeurs de ces échanges réside dans la perspective d'atténuer la volatilité des exportations et de doper la croissance à long terme de l'Afrique. La forte croissance des BRICS a des effets positifs indirects sur l'économie africaine : en devenant des importateurs importants de produits primaires, les BRICS ont permis d'améliorer les termes de l'échange profitable aux exportateurs africains de matières premières. Les exportations africaines qui sont de plus en plus diversifiées, génèrent des recettes publiques, créent des valeurs ajoutées et se traduisent par des distributions de revenus. Les importations de produits de consommation depuis des BRICS bénéficient, elles aussi, globalement aux consommateurs africains, du moins à court terme, et réduisent leur dépendance à l'égard des partenaires traditionnels. Les produits de consommation en provenance des BRICS qui sont vendus à des prix battant toute concurrence évincent les importations des pays industrialisés et offrent ainsi la possibilité à un nombre croissant de ménages africains d'accéder à des biens de consommation courants. La baisse des prix des produits importés bénéficie également aux firmes utilisant des biens d'équipement. Moins sophistiqués, moins onéreux et mieux adaptés, les équipements des BRICS contribuent à diminuer le coût de l'investissement. En revanche, l'importance relativement faible de l'Afrique dans le commerce des BRICS comparée à la place croissante prise par ces derniers dans le commerce du continent n'est pas sans risque. L'Afrique est ainsi exposée aux contrecoups d'un éventuel ralentissement de la croissance chinoise, indienne et brésilienne. De plus, s'il est vrai que les pays africains riches en ressources naturelles, principalement ceux qui exportent du pétrole et des minerais, peuvent tirer parti de la forte demande des BRICS sans avoir à faire face à la concurrence des

exportations de ces derniers sur les marchés mondiaux, il y a toutefois lieu de souligner que les pays d'Afrique qui exportent des biens manufacturés, des produits pétroliers raffinés et des denrées alimentaires transformées se heurtent à la concurrence des BRICS sur les marchés mondiaux sans pour autant profiter de la demande de ces derniers.

2.1.2 Évaluation des relations d'investissement avec les pays BRICS

L'engagement africain des BRICS ne se limite pas au développement rapide des échanges commerciaux; il apparaît également à travers les investissements étrangers directs (IDE). Ces derniers, bien que plus modérés que les flux commerciaux connaissent une progression très rapide ces dernières années (voir par exemple Adisu et al, 2010; Brautigam, 2008; Broadman, 2007, 2008; Cheru et Obi, 2011a; Desai, 2009; Farooki, 2012; Freemantle et Stevens, 2010a; Kolstad et Wiig, 2011; Sanfilippo, 2010; Sparks, 2011; Sautman et Hairong, 2008; Vasil'ev, 2011; Wysoczańska, 2011). Concentré essentiellement au départ dans le secteur des ressources naturelles (pétrole et minerais), l'IDE des BRICS en Afrique se diversifie de plus en plus vers des secteurs comme l'infrastructure, l'agriculture, les industries manufacturières ou des industries de services. Cela renforce le potentiel des transferts de technologie et accroît la productivité, ce qui joue un rôle important pour la croissance économique dans les pays pauvres en ressources (Mlachila et Takebe, 2011). Broadman (2007), souligne, par exemple, que les investissements chinois ont tendance à s'orienter vers les ressources naturelles et les infrastructures. Le Brésil et l'Inde ont aussi beaucoup investi dans le secteur des ressources naturelles ces dernières années. Il en est de même pour la Chine et le Brésil qui ont investi dans l'agriculture africaine. Selon Freemantle et Stevens (2010a, p. 2), l'investissement en stock des BRIC en Afrique était de 60 milliards de dollars EU en 2009.

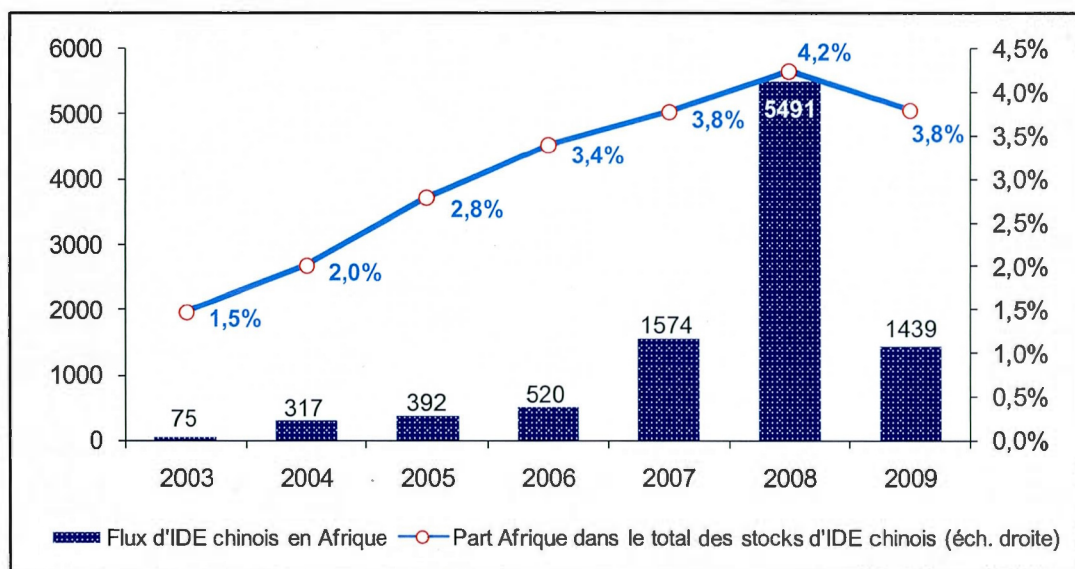
Parallèlement à l'intensification des relations économiques et la forte augmentation des flux commerciaux entre l'Afrique et la Chine encouragées par la politique proactive du gouvernement chinois, l'IDE chinois en Afrique a augmenté de manière considérable au cours des dix dernières années (Ajakaiye et Kaplinsky, 2009; Besada et al., 2008; Corkin, 2007; Corkin, Burke et Davies, 2008; Brautigam, 2010b; Broadman, 2008, 2007; Cheung et al., 2012; Foster et al., 2009; Kaplinsky et Morris, 2009; Kolstad et Wiig, 2011; Konings,

2007; Sanfilippo, 2010; Sautman et Hairong, 2008; Schiere, 2010; Wang, 2007; Zafar, 2007). Cette progression s'inscrit sans doute dans une perspective de renforcement de la coopération Sud-Sud et de réduction de la dépendance énergétique chinoise à l'égard du Moyen-Orient (Alden, 2007, p. 12; Besada et al., 2008, p. 12). Cependant, si l'on constate une augmentation de l'IDE chinois en Afrique, la part du continent est relativement faible dans l'ensemble des flux d'IDE sortants de la Chine (Kaplinsky et Morris, 2009), et de l'IDE total reçu par l'Afrique du reste du monde, soit 1,2 % sur la période 2003-2006 (Kolstad et Wiig, 2011, p. 35).

La grande majorité des investissements chinois en Afrique est liée au développement des ressources naturelles et des intérêts commerciaux chinois (Weston, Campbell et Koleski, 2011, p. 5) et est l'œuvre de grandes ou moyennes entreprises qui appartiennent à l'État ou sont sous son contrôle. En outre, on connaît très mal les montants de l'IDE sortant de la Chine en ce sens que les estimations varient considérablement selon les sources et, dans la plupart des cas, les statistiques officielles sont sous-estimées comme le soulignent Kaplinsky et Morris (2009, p. 554) : « Official estimates of China's FDI are contradictory, confusing and almost certainly understate their true significance. » En 2006, les chiffres officiels estimaient les investissements chinois à l'Afrique à 520 millions de dollars EU, mais d'autres sources les évaluaient à près de 900 millions de dollars pour la même année (Wang, 2007; Wang et Bio-Tchané, 2008). Les flux sortants d'IDE chinois vers l'Afrique ont augmenté rapidement sur la période 2003-2008, mais ils ont enregistré une baisse significative en 2009. Ils sont passés de 75 millions de dollars EU en 2003 à 5,5 milliards de dollars en 2008 avant de baisser à 1,4 milliard de dollars en 2009 (MOFCOM, 2010, p. 85).

Quant aux stocks d'investissements étrangers chinois en Afrique, ils s'élevaient à 9,3 milliards de dollars en 2009, représentant 3,8 % du stock total d'IDE de la Chine, contre 491 millions de dollars en 2003, soit 1,5 % du stock total d'IDE de la Chine (graphique 2.5). En termes d'orientation géographique, les IDE chinois apparaissent polarisés sur les pays richement dotés en ressources naturelles (MOFCOM, 2010, p. 79). En 2008, le principal bénéficiaire du stock d'IDE chinois en Afrique est l'Afrique du Sud (39,1 %), suivie du Nigéria (10,2 %) et de la Zambie (8,3 %) (tableau 2.1). À eux trois, ils ont absorbé plus de la moitié du stock d'IDE chinois destiné à l'Afrique.

Graphique 2.5
Stocks et flux d'IDE chinois vers l'Afrique, 2003-2009
(en millions de dollars EU et en pourcentage)



Source : Calculs et élaboration de l'auteur d'après MOFCOM, 2010, p. 79 et 85.

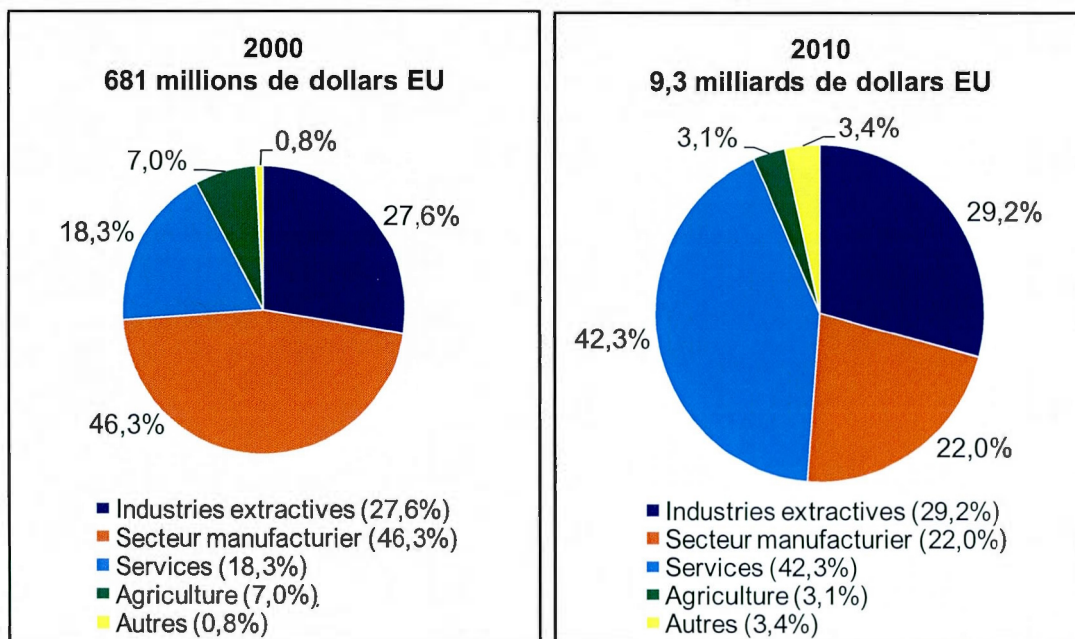
Tableau 2.1
Dix premières destinations des IDE chinois vers l'Afrique, 2003 et 2008
(en pourcentage du total des IDE vers l'Afrique)

Stocks d'IDE chinois (en % des IDE totaux en Afrique)				Flux d'IDE chinois (en % des IDE totaux vers l'Afrique)			
Pays	2003	Pays	2008	Pays	2003	Pays	2008
Zambie	29,3%	Afrique du Sud	39,1%	Nigeria	32,6%	Afrique Sud	87,6%
Afrique du Sud	9,1%	Nigeria	10,2%	Maurice	13,7%	Zambie	3,9%
Zimbabwe	7,5%	Zambie	8,3%	Afrique Sud	11,8%	Nigeria	3,0%
Nigeria	6,5%	Soudan	6,8%	Zambie	7,4%	Madagascar	1,1%
Madagascar	5,7%	Algérie	6,5%	Mali	7,2%	Algérie	0,8%
Kenya	5,2%	Maurice	2,9%	Algérie	3,3%	Maurice	0,6%
Gabon	4,9%	Tanzanie	2,4%	Égypte	2,8%	Gabon	0,6%
Guinée	2,9%	Madagascar	1,9%	Bénin	2,8%	R.D. Congo	0,4%
Égypte	2,9%	Niger	1,7%	Mauritanie	2,3%	Kenya	0,4%
Maurice	2,6%	R.D. Congo	1,7%	Ouganda	1,3%	Tanzanie	0,3%

Source : Calculs de l'auteur d'après MOFCOM, 2010, p. 79 et 85.

En termes de répartition par industrie de l'IDE de la Chine en Afrique, le manque de données limite toute évaluation quantitative précise. Toutefois, les informations disponibles font état d'une forte proportion d'IDE dans les industries extractives, ce qui s'explique par les efforts de recherche de ressources naturelles des sociétés minières et pétrolières chinoises (Cheung et al., 2012, p. 217; Kolstad et Wiig, 2011, p. 36). Comme la Chine accorde la priorité à la diversification de ses importations pétrolières, ses trois grandes compagnies pétrolières à capitaux publics ont investi en Afrique en fonction de leur spécialisation : La China National Petroleum Corporation (CNPC) pour l'exploration et la production Onshore ; La China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec) pour le raffinage et la pétrochimie et la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) pour l'exploration et la production offshore (Wysoczańska, 2011, p. 193). La Chine a investi plus de 10 milliards de dollars EU dans le secteur pétrolier en Afrique entre 2001 et 2007 et a signé des accords d'exploitation ou de forage avec l'Angola, le Tchad, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée Équatoriale, l'Éthiopie, le Gabon, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, São Tomé et Príncipe et le Soudan. Kaplinsky et Morris (2009, p. 554) ont évalué les investissements chinois à 2,7 milliards de dollars dans les champs pétrolifères du Nigéria en 2008. Dans le secteur des mines, Minmetals, l'entreprise publique chinoise leader dans le secteur de l'exploitation minière des métaux et minéraux, de leur commerce et de leur utilisation, est présente dans 17 pays africains et bénéficie d'un fort soutien de l'État dans ses activités extérieures (Vircoulon, 2007, p. 454). Cependant, au-delà du secteur des ressources pétrolières et minérales, les investisseurs chinois apparaissent très diversifiés (Broadman, 2007). L'un des principaux investissements chinois hors du secteur des ressources naturelles africaines est l'acquisition par la Chinese Industrial and Commercial Bank de 20 % du capital de la Standard Bank sud-africaine, pour un montant de 5,6 milliards de dollars (Schiere et Rugamba, 2011, p. 107). Une partie croissante des investissements chinois concerne désormais donc le secteur des services qui est passé de 18,3 % en 2000 à 42,3 % en 2010 (graphique 2.6). Un certain nombre d'éléments montrent également que les investisseurs chinois privés sont de plus en plus présents en Afrique (Gu, 2009). La China Exim Bank estime que sur les 800 entreprises présentes en Afrique en 2006, environ 85 % étaient des petites et moyennes entreprises (PME) détenues par des capitaux privés (Gu, 2009, p. 573).

Graphique 2.6
Composition sectorielle des investissements chinois en Afrique entre 2000 et 2010



Source : Adapté de EIU, 2012a, p. 7.

Ces PME, comme le notent Tan-Mullins et al., 2010, p. 876-877, sont susceptibles d'avoir un impact majeur sur le développement économique de l'Afrique dans les prochaines années, grâce au transfert de compétences et de technologies. Dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics (BTP), et des infrastructures – que les entreprises européennes ou américaines considèrent souvent comme trop risqués –, les investissements chinois ont obtenu le plus de succès ces dernières années à cause du déficit d'infrastructures de l'Afrique. L'absence d'infrastructures est l'un des principaux obstacles à la croissance en Afrique. Selon Foster et Briceño-Garmendia (2010, p. 6), les besoins financiers pour remédier au déficit des infrastructures sur le continent s'élèveraient à 93 milliards de dollars EU par an, dont un tiers pour maintenance. À ce titre, la Chine œuvre avec les pays africains à l'amélioration du climat d'investissement et répond à des besoins indéniables de nombre d'entre eux. Sur la période 2002-2007, la participation de la Chine au soutien du développement de l'Afrique est allée à hauteur de 54 % aux investissements en infrastructure et génie civil contre 28,5 % en faveur de la prospection et de l'exploitation de ressources naturelles (Lum et al., 2009, p. 11-13). La Chine a conclu des accords bilatéraux de

financement de l'infrastructure avec plus de 33 pays africains. Les projets les plus importants se situant aujourd'hui en Angola, au Nigeria, au Soudan, en République démocratique du Congo (RDC) et en Éthiopie, tous États riches ou potentiellement riches en hydrocarbures et en matières premières avec lesquels la Chine entretient des liens privilégiés. Lors de la réunion du FOCAC à Beijing en 2006, la Chine a mis en place le China Africa Development Fund (CADFund), un fonds d'investissement qui devrait atteindre 5 milliards de dollars. Ceci dessine une nouvelle approche de la coopération qui, à l'évidence, n'est pas de l'aide (Brautigam, 2007). Soutenu par la China Development Bank (CDB), le fonds chinois encourage en effet les entreprises chinoises à investir en Afrique (depuis les télécoms, jusqu'aux produits manufacturés et l'agriculture) sous forme de coentreprises ou de manière isolée (Brautigam, 2007, Asche et Schüller, 2008, p. 34; Power, 2012, p. 994). Le fonds a déjà participé à 20 projets et a investi plus de 500 millions de dollars EU de ressources propres tout en encourageant des entreprises, telles que Sinosteel Corporation, China National Building Material et Hainan Airlines, à investir plus de 20 milliards de dollars au total (Schiere et Rugamba, 2011, p. 107). Pour vaincre les réticences des entreprises à s'implanter en Afrique, la Chine s'était engagée en 2006 à construire des zones économiques spéciales (ZES). En 2010, six zones officielles de coopération Chine-Afrique, situées en Égypte, en Éthiopie, à Maurice, au Nigéria (deux zones) et en Zambie, étaient en construction en Afrique (Brautigam et Tang, 2011). Le CADFund a investi dans au moins trois des ces zones pilotes (Nigéria Lekki, Maurice et Égypte) à hauteur de 100 millions de dollars EU au total (ibid.)

La Chine n'est pas le seul investisseur des BRICS à jouer un rôle important en Afrique. L'Inde aussi est très active sur le continent africain. Ses flux d'IDE y ont connu une progression rapide ces dernières années (Taylor, 2012; Beri, 2011, 2010; Broadman, 2008; Cheru et Obi, 2011b; Desai, 2009; Henley et al, 2008; Mawdsley et McCann, 2010; Vines et Oruitemeka, 2007). Les investissements indiens en Afrique étaient estimés à 30 milliards de dollars en 2010 (Hugon, 2011, p. 55). Ils se sont diversifiés, et ne se limitent plus aux pays anglophones de l'Afrique de l'Est et aux États riverains de l'océan Indien, partenaires traditionnels de New Delhi. Ils touchent aujourd'hui l'ensemble du continent comme le soulignent Mawdsley et McCann, (2010) :

« In recent years Indian conglomerates have been able to assert themselves transnationally and with a certain swagger, as when Tata took control of the iconic British firms Corus in April 2007 and Jaguar in March 2008. Africa is now also very much an arena for Indian private sector strategy. In Liberia an influx of some \$1.5 billion from Mittal Steel (now Arcelor Mittal) for iron ore extraction, after the 2006 renegotiation of a controversial deal under the new Ellen Johnson Sirleaf administration, represented a major investment in Liberia's post-conflict economy. Mittal's Liberian ambitions have been dramatically downsized as a result of the credit crunch, yet such endeavours mark the ambition of many Indian multinationals in Africa, as elsewhere. » (Mawdsley et McCann, 2010, p. 85).

Entre 2003 et 2009, les multinationales indiennes y ont investi dans un plus grand nombre de projets que les entreprises chinoises (130 contre 86), même si ceux-ci étaient généralement de taille plus restreinte, ce qui donne un investissement total légèrement inférieur (25 milliards de dollars EU contre 29 milliards) (Freemantle et Stevens, 2009a, p. 1). Au cours de la même période, par exemple, le conglomerat indien Tata a été le deuxième plus gros investisseur en Afrique subsaharienne, avec 23 projets engagés au total (ibid.). L'Inde s'efforce dorénavant de sécuriser ses approvisionnements pour sauvegarder son développement.³⁴ Cet objectif est primordial dans la mesure où l'Inde prévoit une croissance à deux chiffres et où des projections suggèrent que celle-ci va dépendre du pétrole pour près de 90 % d'ici à la fin de la décennie, il n'est donc guère étonnant que la sécurité énergétique par la diversification de l'approvisionnement soit une priorité essentielle (Cheru et Obi, 2011b; *The Economist*, 2011b; Wysoczańska, 2011). Au cours des dernières années, l'Inde s'est donc tournée vers l'Afrique, en incitant ses compagnies pétrolières à accélérer leurs investissements et acquisitions sur le continent afin de réduire sa dépendance à l'égard du Moyen-Orient, qui demeure sa principale source d'importations de pétrole (Beri, 2011, p. 7). L'Afrique est importante pour l'Inde, car elle constitue non seulement une source de pétrole (Nigéria, Soudan, Gabon, Congo Brazzaville, Libye), mais aussi de charbon (Afrique du Sud, Mozambique), de gaz naturel (Algérie et Égypte) et d'uranium (Niger, Malawi, Afrique du Sud et Namibie) (Desai, 2009, p. 424; Sharma et Ganeshan, 2011, p. 5). Actuellement, environ 18 % des importations de l'Inde du pétrole brut proviennent de

³⁴ En 2009, par exemple, l'Inde a importé « 70 % of its oil and heavily subsidises domestic prices (...) leading to double-digit inflation figures after 13 years of being under 6 %. » (Shrivastava, 2009, p. 121).

l'Afrique (Beri, 2011, p. 7). Avec au premier rang le Nigeria³⁵, son deuxième fournisseur derrière l'Arabie Saoudite, qui lui vend environ 10 milliards de dollars de produits pétroliers chaque année (Beri, 2010, p. 905; *Pambazuka News*, 2011). À la différence de la Chine, l'Inde mise sur le dynamisme de son secteur privé (Desai, 2009, p. 423). Au cours de ces dernières années, ONGC Videsh Limited (OVL), une filiale de la société nationale Oil and Natural Gas Corporation (ONGC) a pris des participations dans l'exploration et le développement pétroliers en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Gabon, en Libye, au Nigéria, à São Tomé et-Principe et au Soudan (Beri, 2011, p. 8). Ainsi, en 2010, elle a conclu des accords d'investissement de 359 millions de dollars avec le Nigéria et l'Angola et a proposé de racheter pour 2 milliards de dollars les 25 % de prise de participation dans un champ pétrolier du géant américain ExxoMobil (Redvers, 2010). De nombreuses entreprises du secteur privé ont investi aussi en Afrique. Essar Energy, une entreprise intégrée de premier plan mondial pour la fourniture d'électricité de pétrole et de gaz pour l'Inde et bien positionnée pour capitaliser sur la demande croissante de l'Inde en énergie, dispose de blocs d'exploration et de production de pétrole et de gaz à Madagascar et au Nigéria (Beri, 2011, p. 8). Mais au-delà de leurs activités d'extraction, les compagnies indiennes investissent dans les activités industrielles, les secteurs chimiques, textiles, alimentaires et automobiles (Henley et al, 2008; Prabhakar, 2008). Elles sont également présentes dans les services et le domaine des technologies de l'information et de la communication. Vedanta Resources, par exemple, un conglomérat public pour le commerce des métaux a investi plus de 750 millions de dollars EU dans les mines de cuivre de Zambie, tandis que le Libéria a conclu récemment un accord de 25 ans avec ArcelorMittal, numéro un mondial de l'exploitation sidérurgique et minière, pour un projet de minerai de fer d'une valeur d'un milliard de dollars (Beri, 2011, p. 8). Ce projet devrait générer à terme 3500 emplois directs et quelque 20000 emplois indirects. D'autres compagnies indiennes sont également actives en Afrique. C'est notamment le cas de Tata qui a investi près d'un milliard de dollars dans les télécoms et l'automobile au Kenya, en Zambie, ou encore en Afrique du Sud (*Pambazuka News*, 2011). Dans un projet de production de ferrochrome à Richards Bay (Afrique du Sud), Tata Steel a investi 850 millions

³⁵ Comme le souligne Ruchita Beri : « Nigeria is one of the few producers of the sweet varieties needed by Indian oil refineries and therefore the demand for Nigerian crude oil is expected to remain substantial in the near future. India currently imports around 400 million barrels of Nigeria's sweet crude annually, amounting to about \$10 billion in monetary terms. » (Beri, 2010, p. 905).

de dollars EU. C'est le cas aussi de Indian Farmers Fertiliser Cooperative, numéro un de la production d'engrais dans son pays, qui a signé en 2007 un protocole d'entente avec le gouvernement sénégalais pour relancer une usine d'acide phosphorique des Industries chimiques du Sénégal (Beri, 2011, p. 8). En 2010, Bharti Airtel, le géant indien des télécommunications, a racheté pour 10,7 milliards de dollars, le réseau de services mobiles du groupe koweïtien Zain qui couvre 15 pays africains et représente 42 millions de consommateurs, un des investissements les plus importants jamais en Afrique et certainement le plus grand de l'Inde (Taylor, 2012, p. 789; EIU, 2012a, p. 6). D'autres entreprises spécialisées dans le développement d'infrastructures, dans la pharmaceutique et dans d'autres secteurs sont actives sur le continent. Le Chemical, Industrial and Pharmaceutical Laboratories (CIPLA), l'une des majors de l'industrie pharmaceutique indienne, tout comme Ranbaxy, opèrent en Afrique dans le domaine de la santé (Taylor, 2012, p. 790). Ranbaxy, premier exportateur indien de produits pharmaceutiques, est représenté au Nigeria, où il est leader dans le secteur des antirétroviraux, au Cameroun, mais aussi en Égypte, en Côte d'Ivoire, au Zimbabwe, au Kenya, au Maroc, au Sénégal, en Afrique du Sud et en Ouganda (ibid., p. 791). Il est important de souligner qu'à la différence des investisseurs chinois, dont les investissements sont toujours publics et donc négociés d'État à État, les investisseurs indiens privés exportent leur culture d'entreprise plus que leur culture politique. Et comme le note Desai (2009, p. 424), les investissements indiens en Afrique sont généralement considérés comme équitables pour les pays d'accueil et perçus par la population locale comme beaucoup plus intégrés dans la société et l'économie.

Le Brésil s'affirme de plus en plus sur la scène africaine, et tout comme la Chine et l'Inde, il a renforcé sa coopération avec l'Afrique dans le but d'assurer sa sécurité en matière de ressources et d'agriculture, et de renforcer sa croissance économique en consolidant son expérience industrielle de pays en développement sur le marché africain (Lewis, 2011). L'intérêt du Brésil pour les investissements en Afrique s'est accru ces dernières années. Les investissements brésiliens ont bénéficié d'un appui politique considérable sous la mandature du président Lula qui s'est rendu plusieurs fois en Afrique, souvent accompagné de chefs d'entreprises (BAfD, 2011a, p. 4). Les entreprises brésiliennes sont très présentes dans les pays africains lusophones et s'intéressent non seulement à l'extraction de ressources naturelles (Petrobras, Vale), mais aussi à l'agriculture (Embrapa), aux télécommunications,

aux infrastructures (Odebrecht, Andrade Gutierrez, Camargo Correa) et à la production de biocarburants (Lewis, 2011, Lapper, 2010; White, 2010; de Freitas Barbosa et al., 2009). Certaines d'entre elles se présentent sous la forme de coentreprises qui investissent dans plusieurs secteurs (pétrole, gaz, biocarburants, chimie, ingénierie, construction, immobilier). BIOCOM (Compagnie de bioénergie de l'Angola), un conglomérat réunissant la société brésilienne Odebrecht, l'entreprise publique angolaise Sonangol, et l'entreprise angolaise Demer, en est un bon exemple. Les données officielles sur l'investissement global du Brésil en Afrique sont souvent difficiles à obtenir, toutefois certaines études l'estiment à plus de 10 milliards de dollars EU en 2009 et 12 milliards en 2010 (BAfD, 2011a, p. 4; Lapper, 2010; White, 2010, p. 231). Les compagnies brésiliennes ayant de plus investi en Afrique ces dernières années sont entre autres Petrobras, Vale (Companhia Vale do Rio Doce) et Odebrecht. La compagnie pétrolière contrôlée par l'État, Petrobras, a investi dans plusieurs projets d'exploration pétrolière en Afrique, principalement au Bénin, au Nigeria, en Angola, en Libye, en Namibie et en Tanzanie. Sur la période 2009-2013, il aura engagé 900 millions de dollars en Angola et 2 milliards au Nigeria (BAfD, 2011a, p. 5; Lewis, 2011, p. 4; White, 2010, p. 231). Vale, la plus grosse société minière du pays poursuit son offensive en Afrique essentiellement dans l'exploration de minerais de fer et de cuivre en Angola, en République démocratique du Congo, au Gabon, au Ghana, au Libéria, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Guinée et en Zambie. À ce jour, Vale a investi environ 2,5 milliards de dollars en Afrique, principalement dans les projets miniers. En 2009, au Mozambique, Vale a investi 1,3 milliard de dollars dans la mine de charbon de Moatize (White, 2010, p. 231; Jordan, 2010). Ce projet, le plus gros investissement jamais réalisé dans ce pays lusophone, devrait faire croître le PIB du pays de plusieurs points de pourcentage à moyen terme et créer 7500 emplois, essentiellement pour la population locale. L'entreprise envisage d'augmenter les investissements en Afrique de 15 à 20 milliards de dollars EU sur la période 2010-2015 (BAfD, 2011a, p. 5; Lewis, 2011, p. 4). Odebrecht, un conglomérat qui s'est diversifié dans la construction, l'ingénierie, le pétrole, le gaz, les biocarburants, la chimie l'immobilier, etc., est implanté dans une dizaine de pays : Angola, Botswana, Congo, Djibouti, Gabon Ghana, Libéria, Libye Mozambique et l'Afrique du Sud. L'investissement de ces grandes compagnies illustre l'intérêt croissant du Brésil pour l'Afrique et la détermination de ses entreprises à s'inviter dans la conquête des ressources et des opportunités d'affaires sur le continent.

Depuis le début du millénaire, l'Afrique du Sud se transforme peu à peu en plateforme d'investissements vers le reste du continent. Ces dernières années, ses entreprises ont élargi leur empreinte dans toute l'Afrique et particulièrement en Afrique australe et dans l'océan Indien (Arora et Vamvakidis, 2010; Fundira, 2012; Sidiropoulos, 2012). Cet expansionnisme se développe principalement autour des secteurs des industries extractives, les services bancaires et financiers, les TIC et les petites industries manufacturières. Des pays africains ont aussi accueilli des investissements sud-africains dans le commerce et la vente au détail. Cependant, des statistiques fiables sur les flux et stocks d'investissements directs sud-africains sont difficiles à obtenir et l'écart entre différentes sources de données est considérable. Ainsi, sur la période 2003-2007, l'Afrique du Sud a été la quatrième plus importante source du stock d'investissement (soit 5,9 %) sur le continent (CNUCED, 2009, p. 64). En 2007, Draper, Sheila et Cézanne (2010) notent que ses entrées cumulées d'IDE en Afrique se chiffraient à 16,6 milliards de dollars EU (tableau 2.2). Le tableau montre qu'en 2006, il y a eu une hausse de l'investissement sud-africain à Maurice qui est considérée comme le meilleur endroit en Afrique pour faire des affaires.

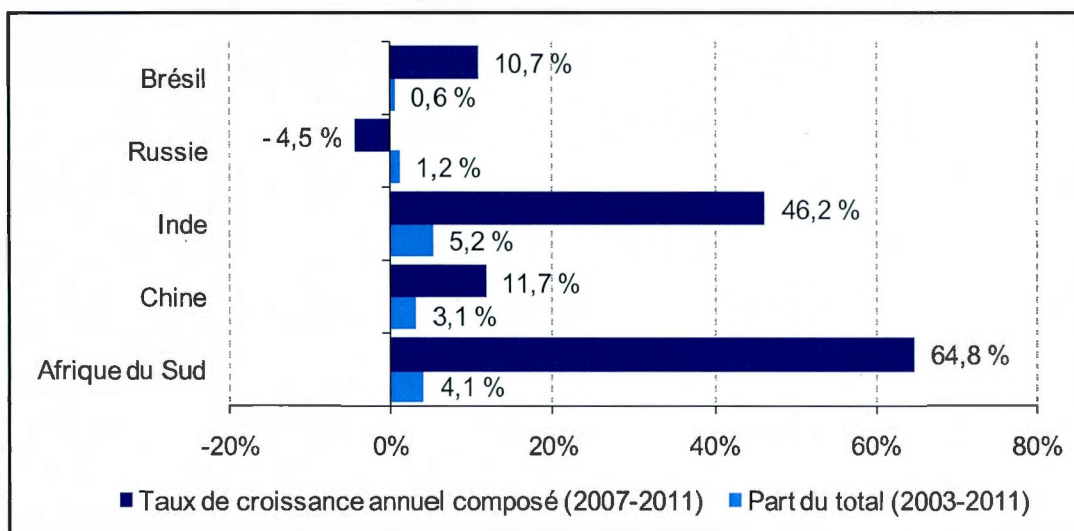
Tableau 2.2
Les IDE sud-africains dans les pays de la SADC et en Afrique, 2003-2007
(en millions de dollars EU et en pourcentage)

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2007
Botswana	197,7	222,6	229,9	334,6	625,4	4,6%	3,8%
Lesotho	152,6	164,1	155,3	216,7	190,4	3,6%	1,1%
Swaziland	181,2	200,7	168,8	344,6	385,3	4,2%	2,3%
Namibie	658,5	595,3	675,7	567,2	569,5	15,4%	3,4%
Zimbabwe	354,7	159,9	227,7	265,2	404,9	8,3%	2,4%
Maurice	1116,7	1535,1	811	5230,2	4974,1	26,2%	30,0%
Mozambique	871,8	962,1	1040	1055,4	1204,1	20,4%	7,3%
Zambie	160,4	233,3	278,8	346,9	378,7	3,8%	2,3%
Reste de l'Afrique	572,9	1604	2187,3	3428,5	7850,3	13,4%	47,3%
Total	4266,5	5677,2	5774,7	11789,1	16582,6	100,0%	100,0%

Source : Adapté de Draper et al., 2010, p. 22

L'Afrique du Sud est arrivée en troisième position, après le Kenya et le Nigéria, comme principal investisseur intra-africain entre 2003 et 2011 dans une étude consacrée à l'attractivité de l'Afrique en 2012 (Ernst et Yung, 2012, p. 33). De plus, sur la période 2007-2011, l'IDE sud-africain vers l'Afrique a enregistré un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 64,8 % contre 46,2 % pour l'Inde, 11,7 % pour la Chine (y compris Hong Kong), 10,7 % pour le Brésil, et - 4,5 % pour la Russie (graphique 2.7).

Graphique 2.7
Investissements des BRICS dans des projets en Afrique (en %)



Source : Adapté d'Ernst & Young, 2012, p. 33.

Après un désengagement postguerre froide, la Russie amorce un timide retour sur le continent.³⁶ Un renouveau apparaît depuis septembre 2006 avec la première tournée africaine du président Vladimir Poutine au Maroc, en Égypte, en Algérie et en Afrique du Sud (Aras et Fidan, 2010, p. 52; Troude, 2009, p. 167). Mais c'est surtout le voyage du président Dmitri Medvedev en 2009 dans quatre pays africains (Égypte, Nigéria, Namibie et Angola) jugés

³⁶ Comme le souligne Vladimir Shubin (2010), en tant que productrice de minéraux, de pétrole et de gaz, la Russie voit un moyen de renforcer son rôle dans un monde multipolaire en investissant dans les ressources minières de l'Afrique : « Russia is very interested in developing collaboration with Africa in the sphere of natural resources. Although, as distinct from, say, China or India, the import of minerals is not a "matter of life or death" for the Russian economy, but it is a matter of expediency. Most minerals are available in Russia. However, the conditions for their exploration and use are becoming increasingly difficult, because they are found mostly in remote areas of Siberia and the Far East, which have a severe climate. » (Shubin, 2010, p. 6).

« stratégiques », notamment pour la richesse de leur sous-sol, qui signe le « retour » de la Russie en Afrique (Cohen, 2009; Troude, 2009, p. 168; Shubin, 2010, p. 5). Un pacte de coopération stratégique de dix ans a été conclu avec l'Égypte, au titre duquel Rosatom pourrait aider l'Égypte à construire sa première centrale nucléaire. Au Nigéria, deuxième partenaire économique de Moscou après l'Afrique du Sud, le géant énergétique Gazprom a signé un investissement de 2,5 milliards de dollars avec la société pétrolière publique la Nigerian National Petroleum Corporation pour accéder aux réserves de gaz, en créant une coentreprise Nigaz, qui permettrait à Gazprom d'aider le Nigéria dans l'exploration et l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel (Cohen, 2009; Volman, 2009, p. 12; Troude, 2009, p. 173). Cette signature a surtout permis au géant russe de se placer en première ligne sur le projet de pipeline transsaharien qui pourrait approvisionner directement l'Europe et fournissant ainsi à la Russie un levier supplémentaire pour influencer les ventes de gaz et de pétrole nigérian vers l'Europe (Aras et Fidan, 2010, p. 57; Cohen, 2009; Freemantle et Stevens, 2009c, p. 1). Le géant gazier a également signé un accord avec la compagnie pétrolière publique namibienne Namcor pour construire une centrale électrique au gaz, qui lui permettrait d'avoir accès à un gisement gazier offshore, situé à 140 km des côtes namibiennes. En Angola, Zarubezhneft cherche à accéder aux réserves angolaises et souhaite élargir la coopération avec la société pétrolière publique, la Sonangol (Arkhangelskaya, 2011, p. 91; Cohen, 2009). Toujours en Angola, Alrosa, la plus grande entreprise de diamants de la Russie qui se consacre à l'exploration, l'extraction, la fabrication et la vente de diamants, a signé avec la société diamantifère publique de l'Angola, Endiama, un contrat pour des activités de prospection, souhaitant investir environ 14 millions de dollars dans ce projet. Elle a également signé des accords avec la société pétrolière publique angolaise, Sonangol, pour la prospection et l'exploitation de pétrole sur terre et en mer (Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 75). Les compagnies minières comme Norilsk Nickel, Renova, Rusal, Evraz sont également actives sur le continent, notamment en Afrique du Sud, au Gabon, en Guinée et au Nigéria (Aras et Fidan, 2010, p. 57; Kuncinas, 2006, p. 14). Sur le continent, les importants projets d'IDE russes portent sur l'extraction minière avec notamment Norilsk Nickel, le plus gros producteur de nickel et de palladium au monde et Rusal, le plus grand producteur d'aluminium au monde. Leur investissement en Afrique aurait dépassé 5 milliards de dollars en 2008 (Marks, 2008, cité par Kaplinsky et Farooki,

2010, p. 74). S'il est vrai que l'Afrique a émergé ces dernières années comme une nouvelle destination pour les investisseurs russes, cependant, il importe de noter qu'avec 9,3 milliards de dollars investis entre 2003 et 2009 dans 47 projets africains, les investissements russes en Afrique restent dérisoires par rapport à ceux des autres BRICS, et tout particulièrement la Chine et l'Inde (Freemantle et Stevens, 2009a, p. 8).³⁷

En résumé, les pays BRICS sont ainsi devenus des investisseurs de premier plan sur le continent (en particulier dans le secteur des matières premières et des infrastructures). En tant qu'investisseurs, ils apportent une valeur ajoutée à la diversification des économies africaines. Toutefois, leur influence est inégale sur le continent. Ils concentrent l'essentiel de leurs investissements sur un nombre restreint de pays. Au-delà des industries extractives, une nette tendance à la diversification se fait jour, puisque le secteur manufacturier s'est adjugé une part importante des nouveaux investissements au cours des dernières années.

2.1.3 Évaluation des relations d'aide au développement des BRICS à l'Afrique

Les BRICS sont également devenus une source majeure de l'aide au développement à l'Afrique, en complément de leur commerce et de leurs activités d'investissement. À la fois bénéficiaires (à l'exception de la Russie) et donateurs d'aide – ce qui les place dans une position unique en matière de processus de développement, ils sont de plus en plus reconnus comme des acteurs qui jouent un rôle croissant dans l'aide publique au développement (Kragelund, 2011, 2010a, 2008; Manning, 2006; Woods, 2008; Zimmermann et Smith, 2011). Bien qu'ils soient souvent appelés « nouveaux donateurs » ou « donateurs émergents » ou encore « donateurs non membres du CAD »³⁸, les pays BRICS ne sont pas nouveaux

³⁷ Vladimir Shubin (2010) note que « At present, direct investments by Russian companies in Africa amount to approximately \$4 billion, which is about 4 % of Russian direct investments abroad, while total Russian investments in Africa are approximately \$10 billion. Before the financial crisis, 17 large Russian companies were active in 13 African countries, with 44 existing and planned projects between them. The most active companies are Gazprom (8 projects), Lukoil (6), Alrosa, Rusal, Renkova, Rosatom, Norilsk-Nickel, Sintez (3 each). Of the host countries, South Africa hosts ten projects, Libya 7, Angola 5, Algeria, Democratic Republic of Congo, and Namibia 4, Nigeria 3, and Egypt, Botswana, Cote d'Ivoire, Ghana and Togo 1. » (Shubin, 2010, p. 6).

³⁸ Muggah et Hamann (2012) notent que « les BRICS rejettent souvent la dichotomie donateur/bénéficiaire, de même que la terminologie relative aux donateurs « anciens » et « nouveaux » ancrée dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra. Depuis le milieu des années 1950, les pays du Sud se sont montrés réticents à reproduire les hiérarchies traditionnelles donateurs/clients et n'ont eu de cesse de souligner l'importance de la non-conditionnalité ».

qu'on le croit souvent en matière d'octroi d'aide au développement. Il y a longtemps que ces pays fournissent une aide significative, publique ou non, à d'autres pays en développement et ont « a good deal of experience » (Kragelund, 2008; Manning, 2006, p. 384). C'est le cas de la Chine qui fournit de l'aide à l'Afrique depuis plus d'un demi-siècle (Brautigam, 2011; Chaponnière, 2008; Chin et Frolic, 2007; Woods, 2008)³⁹. L'aide des BRICS (à l'exception de l'aide russe) va au-delà d'une aide traditionnelle et se laisse mieux décrire comme faisant partie d'un partenariat économique et politique mutuellement bénéfique (Kragelund, 2008; Rowlands, 2008; Schlager, 2007). En outre, elle est étroitement liée à la promotion du commerce, à l'investissement et à la fourniture d'une assistance technique (Kragelund, 2010a, p. 5). Aussi, les principaux bénéficiaires de l'aide des BRICS sont les pays dotés de ressources pétrolières et minérales comme l'Angola, le Nigéria et le Soudan, ainsi que les pays présentant une importance stratégique sur le plan politique comme l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie (CNUCED, 2010, p. 58). La Chine et l'Inde, en particulier, ont constitué des forums pour examiner et coordonner leur aide au développement : le Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) et le sommet du Forum Inde-Afrique (Cheru et Obi, 2011a, p. 92). En 2000, dans le but d'établir un partenariat bilatéral plus dynamique et de renforcer la coopération sino-africaine, les hommes d'États africains et chinois ont institué, à l'initiative de la Chine, le FOCAC. L'intérêt majeur de ce forum trisannuel qui se tient alternativement en Chine et sur le continent est de développer une coopération économique et des relations commerciales. La deuxième rencontre a eu lieu à Addis-Abeba en Éthiopie en 2003, la troisième à Pékin en 2006, la quatrième à Charm El-Cheikh en Égypte en 2009 et la cinquième à Pékin en 2012. Le sommet de Beijing 2000 a mis en place un « Conseil commercial conjoint Chine-Afrique » en coordination avec les Chambres de commerce africaines pour promouvoir la coopération et les échanges, et il a établi un « Fonds de mise en

³⁹ Brautigam (2011a, p. 113) souligne que la Chine possède en réalité un programme d'aide depuis les années 1950. En effet, dès 1956, l'Égypte était le premier bénéficiaire africain de l'aide chinoise. Et comme le note Dane Rowlands (2008) : « À compter des années 1960, la Chine obéissait tout d'abord à trois motifs pour fournir de l'aide à d'autres pays pauvres : favoriser la solidarité Sud-Sud, renforcer le mouvement des non-alignés et déjouer, politiquement et diplomatiquement, le gouvernement nationaliste de Taiwan. Ces motifs s'appuyaient sur des fondements idéologiques et politiques précis, y compris opposer une réaction ambitieuse à l'Union soviétique en Afrique. Par la suite, toutefois, et particulièrement lorsque la croissance industrielle de la Chine a commencé à s'accélérer et que la guerre froide s'est atténuée, les motifs commerciaux ont pris plus de place, le gouvernement chinois cherchant à se garantir un accès aux ressources naturelles. La portée et l'ampleur de l'aide de la Chine grandissaient au rythme de l'expansion de son rôle sur la scène mondiale. » (Rowlands, 2008, p. 6).

valeur des ressources humaines en Afrique ». Celui d'Addis-Abeba a défini un plan d'action pour la période 2004 à 2006 et a décidé de l'annulation de la dette d'une trentaine de pays africains. À Beijing 2006, le gouvernement chinois a pris de nombreux engagements sur la période 2006-2009, notamment : doubler l'aide au développement entre 2006 et 2009; apporter 5 milliards de dollars EU, gérés par la Export-Import Bank of China, en prêts préférentiels (3 milliards de dollars EU) et en crédits à l'export (2 milliards de dollars); soutenir à hauteur de 5 milliards de dollars les entreprises chinoises qui veulent investir en Afrique par l'intermédiaire du CADFund; annuler la dette des pays pauvres africains lourdement endettés pour un montant global de 1,3 milliard de dollars; créer des zones économiques spéciales; porter de 190 à 440 le nombre de produits africains exemptés de droits de douane à l'entrée en Chine; renforcer la coopération technique dans les secteurs de l'agriculture, des sciences et technologies; construire un centre de conférence pour l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba en Éthiopie grâce à un don de 200 millions de dollars (FOCAC, 2006). Il est important de préciser que c'est à la même année que Pékin a sorti son « Livre blanc » sur la Politique africaine de la Chine, définissant ainsi son action économique et diplomatique au sein du continent (Power, 2012, p. 994). L'année 2006 fut d'ailleurs baptisée « Année de l'Afrique en Chine » par les autorités chinoises. Lors du sommet de Charm El-Cheikh 2009, la Chine a promis 10 milliards de dollars de prêts à conditions préférentielles à l'Afrique et a souligné la nécessité de soutenir les efforts déployés par ce continent pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, réagir au changement climatique, surmonter ses problèmes de sécurité alimentaire et énergétique et lutter contre les maladies épidémiques (Kragelund, 2011, p. 598). Lors de l'édition 2012 du FOCAC, tenue en juillet à Pékin, le président chinois Hu Jintao a annoncé un doublement à 20 milliards de dollars des crédits à l'Afrique (*The Economist*, 2012). L'Inde soucieuse de rattraper son retard sur la Chine, a organisé en 2008 à New Delhi, un premier sommet Inde-Afrique, suivi d'un deuxième en mai 2011 (Pham, 2011, p. 12). Le Forum Inde-Afrique qui se réunit, tout comme celui de la Chine, alternativement à New Delhi et en Afrique marque la détermination du gouvernement indien de renforcer ses liens économiques et commerciaux avec l'Afrique. Lors de la première édition, les autorités indiennes se sont engagées à octroyer 5,4 milliards de dollars de prêts et 500 millions de dons aux pays africains (BAfD et al., 2012, p. 56). L'Inde dispose aujourd'hui en Afrique d' « un réseau de 28 ambassades et

cinq consulats généraux, sans compter 17 consulats honoraires » (ibid.). Cependant, tel que mentionné préalablement, il est très difficile d'évaluer l'importance des BRICS dans le paysage de l'aide au développement. En raison de l'opacité des termes de certains de leurs programmes de développement, il est impossible de disposer de chiffres fiables permettant une comparaison et de situer leur aide en termes de volume et de répartition sectorielle. De plus, ils ne participent pas au CAD de l'OCDE et n'ont pas la même définition du périmètre de l'aide publique au développement que ce dernier. Ils mènent donc leur propre chemin. Selon les estimations, le total brut des capitaux de coopération pour le développement des BRICS correspondait à presque 3671 millions de dollars EU en 2009 (Zimmermann et Smith, 2011, p. 724). La Chine a un budget d'aide annuel estimé à 1947 millions de dollars EU, suivie par la Russie 785 millions de dollars, l'Inde 488 millions de dollars, le Brésil 362 millions de dollars et l'Afrique du Sud 109 millions de dollars (ibid.). L'approche du développement du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de l'Afrique du Sud repose sur les leçons tirées à titre de bénéficiaires de l'aide multilatérale et embrasse des principes comme les avantages mutuels, l'inconditionnalité, la non-ingérence et la diplomatie concertée (Rowlands, 2008). Les pays BRICS proposent généralement de l'aide-projet plutôt que de l'aide-programme, comme les partenaires traditionnels (BAfD et al., 2011, p. 121).

La Chine est l'emblème de l'émergence de « nouveaux bailleurs⁴⁰ » sur la scène de l'aide au développement et la principale source d'aide des BRICS à l'Afrique (CNUCED, 2010; Kaplinsky et Farooki, 2010). Fidèle au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays partenaires, la Chine considère son aide financière au développement comme une forme de solidarité Sud-Sud et aussi comme une collaboration économique Sud-Sud reposant sur des principes qui s'écartent des normes et des règles de l'OCDE, notamment

⁴⁰ Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'aide de la Chine remonte au début des années 1950. Elle a commencé à envoyer de l'aide à l'Afrique à la fin des années 1960, avec la construction de la ligne de chemin de fer Tazara entre la Tanzanie et la Zambie. Si à partir de cette date jusqu'à l'adoption en 1978 d'une politique « de réforme économique et d'ouverture », l'idéologie était le principal facteur d'influence sur la politique d'aide étrangère de la Chine, les relations sino-africaines s'inscrivent aujourd'hui dans une logique totalement « désidéologisée » (Huang et Ren, 2012; Kateb, 2011, p. 92). L'aide étrangère de la Chine a été réorientée de sorte à axer les priorités sur la restructuration économique (Kjøllesdal et Welle-Strand, 2010, cité par Huang et Ren, 2012). Cette aide est gouvernée aujourd'hui par le principe des cinq nouvelles suggestions énoncé par le Président Hu Jintao lors du forum sino-africain d'octobre 2006 (compréhension mutuelle, huit mesures de coopération pratique, réponse aux attentes africaines, développement durable, adaptation à la situation internationale) en complément aux dix principes de Zhou Enlai.

en ce qui concerne la non-ingérence, les avantages mutuels et l'inconditionnalité (Huang et Ren, 2012). L'aide chinoise repose également sur un mélange de coopération économique, de commerce et des accords d'investissement contrairement aux autres pays BRICS (ibid.). De nombreux analystes ont souligné que les objectifs de l'aide chinoise sont influencés, tout comme la plupart des pays membres du CAD de l'OCDE, par des considérations politiques, des intérêts stratégiques, et la promotion du commerce bilatéral et des investissements (Lancaster, 2007; Brautigam, 2009b). En outre, l'aide chinoise donne une forte priorité aux infrastructures, aux équipements publics et aux investissements dans les secteurs productifs, dans le but de stimuler les capacités techniques locales contrairement à la plupart des autres BRICS qui ont pour priorités l'éducation et la santé. Depuis début 2000, la Chine a significativement augmenté son aide aux pays africains (Wang, 2007; Brautigam, 2010a, 2008; Kragelund, 2008). Celle-ci peut revêtir diverses formes : assistance technique, axée sur la formation dans des institutions chinoises, dons, prêts sans intérêt, prêts à des conditions préférentielles comportant une bonification d'intérêt et allègement de dette (Jacoby, 2007; Lancaster, 2007; Reisen, 2007). La Chine semble préférer fournir l'aide sous la forme de subventions en nature, ce qui permet de réduire considérablement les coûts de transaction liés à l'acheminement de l'aide et d'accroître son efficacité (Lancaster, 2007). Ces dernières années, elle a réduit la proportion de dons et accorde moins de prêts à taux zéro qui répondent à des objectifs politiques (Brautigam, 2010b) et récompensent surtout les pays qui viennent d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. Elle a, en revanche, augmenté le nombre de prêts à des conditions de faveur (Huang et Ren, 2012). En combinant aide et investissements, la Chine est parvenue à amplifier son aide étrangère et à jouer un rôle non négligeable dans la croissance des pays d'Afrique, et, par là, du niveau de vie de leurs citoyens (ibid.). La Chine n'utilise pas la définition de l'APD établie par l'OCDE et il n'existe, au sens strict, aucune loi ou réglementation régissant son aide. L'aide chinoise à l'Afrique est difficile à mesurer et cela conduit très certainement à surévaluer son importance.⁴¹ De plus,

⁴¹ Comme le souligne Gabas (2008, p. 224), « l'aide au développement de la Chine reste très mal connue, les différentes statistiques étant difficilement comparables à cause de la partialité et du manque de fiabilité des sources ». Pour Wang et Bio-Tchané (2008, p. 45), « il est [...] difficile d'estimer les décaissements de l'aide chinoise à cause de l'absence de séries temporelles officielles et des problèmes posés par l'évaluation de l'assistance technique et de l'aide en nature de la Chine ». Les mêmes remarques sont faites par Brautigam (2008) qui souligne que les chiffres officiels disponibles sur l'aide étrangère chinoise ne sont pas transparents.

c'est une aide qui relève de la responsabilité d'un large éventail de ministères (Kragelund, 2008, p. 573) et est fournie sous « trois formes : les dons (par le ministère du Commerce, ou MOFCOM), principalement en nature ; les prêts à taux zéro par le MOFCOM (les autorités chinoises estiment que dans 90 % des cas, le remboursement de ces prêts est annulé au cours du temps) et, enfin, les prêts concessionnels de la China Exim Bank dont le taux d'intérêt est subventionné par le MOFCOM. » (Reisen, 2007, p. 42). Wang (2007, p. 8) estime que l'aide de la Chine à l'Afrique subsaharienne s'établissait, en moyenne, à 1-1,5 milliard de dollars EU par an en 2004-2005. Kragelund (2008, p. 573) observe qu'en 2004, les flux d'aide chinois dépassaient largement les 731 millions de dollars EU déclarés par les autorités chinoises, pour atteindre probablement 8,1 milliards de dollars en 2007. Brautigam (2010a, p. 6) estime que les prêts purement concessionnels, les prêts à taux zéro et les donations de la Chine à l'Afrique (hors allègement de la dette) ont atteint 1 milliard de dollars en 2007, 1,4 milliard en 2008 et 2,1 milliards en 2009 (tableau 2.3). L'auteur estime également que les engagements de crédit à l'exportation préférentiels ont représenté 2 milliards de dollars entre 2007 et 2009, alors que la finance non-concessionnelle s'est élevée à près de 5 milliards de dollars par an (ibid.). L'aide chinoise est « concédée à tous les pays d'Afrique avec lesquels la Chine entretient des liens diplomatiques, y compris des pays assez riches, comme le Botswana, la Namibie, Maurice et l'Afrique du Sud. » (Bräutigam, 2011a, p. 121).

Tableau 2.3
Aide de la Chine à l'Afrique, 2001-2009
(en millions de dollars EU)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Exim Bank	64	86	117	158	213	347	565	921	1501
Aide budgétaire MOF	250	265	277	219	273	308	455	560	590
Aide à l'Afrique	314	351	394	377	486	655	1020	1481	2091

Source : Adapté de Brautigam, 2009a, cité par Christensen, 2010, p. 27.

Note : MOF fait référence au Ministère des Finances chinois.

Selon Broadman (2007, p. 275), 80 % des prêts de la Chine seraient allés à des pays disposant d'abondantes ressources naturelles comme l'Angola, le Nigeria, le Zimbabwe et le Soudan. Les financements chinois sont souvent affectés à des projets de grande envergure et ne sont pas acheminés par le biais d'une institution de développement, mais par la China

Exim Bank. La grande majorité des financements chinois affectés à l'infrastructure africaine sont des prêts de cette dernière banque qui utilise une structure de financement appelée « modalité angolaise » (Foster et al., 2009, p. 56). Lorsqu'un projet est financé selon ce modèle, les fonds ne sont pas prêtés directement au pays bénéficiaire. Le gouvernement chinois confie plutôt le projet à une entreprise de construction chinoise, souvent en faisant appel à la China Exim Bank. En contrepartie, une société chinoise de ressources naturelles reçoit des droits d'exploitation pétrolière ou minière (Reisen et Ndoeye, 2008, p. 36). Le modèle consiste donc à utiliser les ressources naturelles pour rembourser les prêts à l'appui du développement des infrastructures. De plus en plus des cas de projets d'infrastructure utiliseraient la modalité angolaise comme mécanisme de financement, en étant garantis par des ressources diverses, telles que le pétrole, les minerais de fer, ou la bauxite. La Guinée et le Gabon ont conclu des accords similaires pour le minerai de fer et le Soudan pour le pétrole. La République démocratique du Congo a négocié un contrat de 9 milliards de dollars pour fournir du cuivre et du cobalt en échange de l'ouverture d'une nouvelle mine et de la réalisation d'une large gamme de projets d'équipement (tableau 2.4). Le total du financement d'infrastructures accordé par la Chine à l'Afrique subsaharienne entre 2001 et 2007 est estimé à 16 milliards de dollars EU (Foster et al., 2009, p. 17). Et d'après Lum et al., (2009 cités dans CNUCED, 2010, p. 60), environ « 54 % de l'aide chinoise à l'Afrique dans la période 2002-2007 se portait sur l'infrastructure et les travaux publics ».

Tableau 2.4
Projets d'infrastructure financés par la Chine en Afrique, 2001–2011

Année	Pays	Ressources à livrer en paiement	Lignes de crédit (dollars EU)
2001	Congo	Pétrole	280 millions
2001	Soudan	Pétrole	128 millions
2004	Angola	Pétrole	1,02 milliard
2005	Nigéria	Pétrole	298 millions
2006	Guinée	Bauxite	1 milliard
2006	Gabon	Fer	environ 3 milliards
2006	Zimbabwe	Chrome	<i>non disponible</i>
2007	Ghana	Cacao	562 millions
2008	R.D.Congo	Cuivre et Cobalt	9 réduits à 6 milliards
2011	Ghana	Pétrole	3 milliards

Sources : Foster et al., 2009, p. 57; Davies, 2010, p. 15; Brautigam, 2011a, p. 123; Odoi-Larbi, 2011.

Les plus importants bénéficiaires du financement chinois des infrastructures sont des pays riches en ressources tels que le Nigeria, l'Angola, l'Éthiopie et le Soudan qui ont jusqu'ici représenté plus de 70 % de ce financement (Foster et al., 2009, p. xiv ; Söderberg et Nissanke, 2011, p. 25). Toutefois, la plupart des prêts aux pays riches en ressources sont non concessionnels et ne comptent donc pas comme aide publique au développement, bien que les conditions de celle-ci soient beaucoup plus favorables (Foster et al., 2009, p. xi). Sur le plan de la répartition sectorielle, une priorité est donnée aux projets d'infrastructure multisectoriels généraux, dans le cadre d'accords de coopération bilatérale qui permettent une affectation des ressources en fonction des priorités du gouvernement (ibid., p. xiii). En outre l'allègement de la dette des pays africains constitue l'une des illustrations récentes de l'aide chinoise à l'Afrique. Selon Wang et Bio-Tchané (2008), elle a annulé environ 1,3 milliard de dollars EU de dette africaine dans la période 2000-2002 et a également annoncé lors du Sommet du FOCAC à Beijing en 2006 qu'elle effacerait encore environ 1,3 milliard de dollars EU de la dette de 33 pays africains très endettés qui ont des relations diplomatiques avec elle (ibid., p. 45). À la Conférence du FOCAC de 2009, la Chine s'était engagée à octroyer 10 milliards de dollars de prêts à conditions libérales aux pays africains durant la période 2009-2012 et 1 milliard de prêts spéciaux aux PME. Lors de la cinquième édition du FOCAC, tenue à Pékin en juillet 2012, la Chine a annoncé un doublement à 20 milliards de dollars de ses crédits à l'Afrique (*New York Times*, 2012a). Ces prêts serviraient à soutenir les infrastructures, l'agriculture, l'industrie manufacturière et les petites et moyennes entreprises. L'aide chinoise est une aide qui vient sans condition⁴² – à part le soutien au « principe d'une seule Chine » – contrairement à la pratique des donateurs occidentaux, qui demandent au pays bénéficiaire de procéder à des réformes en échange de l'aide accordée.⁴³ Il importe de souligner que la reconnaissance diplomatique de la Chine (et le rejet de Taiwan) est une condition d'aide non négociable pour tous les pays bénéficiaires (Weston et al., 2011, p. 2;

⁴² Dans le cas angolais, par exemple, Aguilar et Goldstein (2009) notent qu'il est essentiel « not to confuse absence of conditionality with lack of controls. This is reflected in frequent evaluations by Chinese officials [...]. Also, Angolan officials visit China frequently in order to inform the creditors about the development of their loans. According to several Angolan public servants, Chinese officials are very rigorous and demanding when it comes to the use of the credit line and the meeting of its conditions. » (Aguilar et Goldstein, 2009, p. 1557).

⁴³ Néanmoins, comme le souligne BAfD et al., (2011), « l'aide chinoise est assortie de certaines formes subtiles de conditionnalité. Ainsi, l'aide destinée à l'infrastructure est souvent conditionnée au recours à des entrepreneurs, à des intrants et à de la main-d'œuvre venus de Chine. » (BAfD et al., 2011, p. 134-135).

Sautman et Hairong, 2007, p. 87). À l'heure actuelle, seuls quatre pays africains (Burkina Faso, Gambie, Swaziland et São Tomé et Príncipe) reconnaissent officiellement Taïwan (Weston et al., 2011, p. 6; Cooke, 2009, p. 29). Néanmoins, l'aide chinoise n'est pas soumise à l'obligation de « bonne gouvernance » comme c'est le cas pour les bailleurs occidentaux (Weston et al., 2011, p. 5). De ce fait, la Chine a souvent été accusée d'indulgence à l'égard des régimes autoritaires d'Afrique, bien que certains gouvernements occidentaux aient également fait l'objet de critiques pour leur soutien à des gouvernements autocratiques d'Afrique. L'aide chinoise est considérée comme une aide soutenant les initiatives des États africains pour résoudre les problèmes de développement, notamment les besoins urgents en matière d'infrastructures publiques, non résolus par les investissements occidentaux (Davis, 2007, p. 40; Sautman et Hairong, 2007, p. 87; Naidu et Herman, 2008). Et contrairement à l'aide octroyée par les bailleurs traditionnels, l'aide au développement et l'assistance financière apportées par la Chine sont liées (excepté l'allègement de la dette). La première est généralement fournie en nature, tandis que la seconde sert à financer des contrats qui sont mis en œuvre par les entreprises chinoises (Berthelemy, 2011, p. 86).

Après la Chine, l'aide de l'Inde à l'Afrique (voir par exemple Agrawal, 2007; Beri, 2011; Chanana, 2009; Desai, 2009; Jobelius, 2007; Kaplinsky et Farooki, 2010; Kragelund, 2008, 2010a, 2010b, 2011; Mawdsley et McCann, 2010; McCormick, 2008; Naidu, 2008; Shaw et al., 2009; Taylor, 2012) est la plus importante parmi les BRICS. Jusqu'à récemment, la presque totalité de son budget de coopération pour le développement bénéficie à des pays voisins, dont le Bhoutan, le Bangladesh, le Népal, le Sri Lanka, Myanmar et les Maldives (Zimmermann et Smith 2011, p. 729), mais la donne change au fur et à mesure qu'elle accroît l'importance de son rôle de fournisseur d'aide aux pays les moins développés. Au cours des dernières années, une part considérable et croissante de son aide a été attribuée à l'Afrique, et ce pour des raisons identiques que celles de la Chine quoique suivant des modèles différents d'attribution de l'aide. L'Inde privilégie l'aide non financière notamment sous la forme d'assistance technique et de distribution de bourses, tandis que la Chine offre un éventail plus varié de programmes d'aide financière et non financière (Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 17). De plus les activités d'aide au développement de l'Inde « semblent être motivées surtout par des intérêts stratégiques » (Agrawal, 2007, p. 18). Et bien que l'aide au développement de l'Inde ne soit pas « liée » au sens propre, une grande partie de celle-ci aux pays africains

serait liée à l'achat d'exportations indiennes (Agrawal, 2007, p. 18; Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 63; Kragelund, 2010a, p. 10). L'Inde échappe aux règles du CAD/OCDE. Comme le note Agrawal (2007) ce que l'Inde qualifie d'aide au développement à l'étranger est souvent :

Un amalgame d'appui à des projets, de subventions à l'achat, de marges de crédit, de frais de déplacement, et de frais de formation technique engagés par le gouvernement indien. L'absence de définitions globales, de mesures et de méthodes comptables laisse entendre que l'Inde gère mal son aide au développement, qui manque d'ailleurs d'une orientation stratégique bien définie. (Agrawal, 2007, p. 5).

Et par conséquent, il est difficile de déterminer avec précision le volume et les types d'aide au développement de l'Inde à l'Afrique parce que des données complètes et ventilées sont difficiles à trouver (Jobelius 2007; Kragelund 2008; Rowlands 2008; Taylor, 2012). Selon Zimmermann et Smith (2011, p. 729), l'aide indienne (sans compter les lignes de crédit) à l'Afrique est passée de 13,5 millions de dollars EU en 2005/2006 à 11,5 millions de dollars en 2007/2008 et on l'estimait à 25,9 millions de dollars en 2009/2010 (tableau 2.5).

Tableau 2.5
Aide de l'Inde à des pays voisins et à l'Afrique
(en millions de dollars EU)

Pays/Région	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010
Bhoutan	250,1	131,5	168,4	277,9	269,4
Bangladesh	11,5	4,9	13,8	116,3	0,8
Népal	14,6	51,0	23,0	96,5	31,0
Sri Lanka	5,5	6,8	6,5	49,7	16,6
Myanmar	4,9	9,7	4,6	26,0	11,4
Maldives	2,9	1,5	4,5	21,9	0,7
Afrique	13,5	4,9	11,5	8,1	25,9
Totale aide Inde	414,5	381,4	392,6	609,5	488,0

Source : Adapté de Zimmermann et Smith, 2011, p. 729.

Il est important de souligner qu'une bonne partie des dépenses de l'Inde au titre de l'aide au développement ne sont rien de moins qu'un mécanisme de subvention à l'exportation de biens excédentaires (Agrawal 2007; Mawdsley et McCann 2010). L'aide au développement que procure l'Inde à l'Afrique est consacrée en grande partie à la formation,

au renforcement des capacités, des services d'experts-conseils liés au projet, au détachement d'experts et de séjours d'études (Agrawal, 2007). L'Inde qui veut se démarquer des autres BRICS en essayant de promouvoir une coopération originale basée sur un partenariat mutuellement bénéfique et diversifié a mis en place une série d'initiatives visant à accroître son influence géopolitique dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à encourager le commerce bilatéral et les relations d'investissement. Parmi les projets de coopération les plus importants, le programme « Focus Africa » lancé en 2002 et administré par la Export-Import Bank of India. Cette initiative qui était à l'origine concentrée sur les sept principaux partenaires commerciaux de l'Inde en Afrique subsaharienne (Nigeria, Afrique du Sud, Maurice, Kenya, Éthiopie, Tanzanie et Ghana) avant de s'étendre aujourd'hui à 24 pays d'Afrique vise à encourager le commerce avec l'Afrique à travers l'identification des domaines du commerce et des investissements bilatéraux en offrant des subventions à l'exportation aux entreprises indiennes et en octroyant des lignes de crédit aux gouvernements africains et aux blocs économiques régionaux, tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Marché commun des États d'Afrique australe et de l'Est (COMESA) (Kragelund, 2011, p. 596; Cheru et Obi, 2011a, p. 100). Deux ans plus tard, en mars 2004, de concert avec l'Inde, huit pays⁴⁴ d'Afrique de l'Ouest riches en énergie et en ressources, prioritaires dans l'agenda de la politique africaine de l'Inde ont formé l'Approche techno-économique pour le mouvement Afrique Inde – TEAM-9 ou Techno economic approach for Africa India movement – (Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 63). Il s'agit essentiellement des facilités de crédit assorties de conditions libérales d'une valeur de 500 millions de dollars (Agrawal, 2007, p. 8; Shrivastava, 2009, p. 131). Tout comme les autres programmes d'aide indienne, la mise au point de TEAM-9 correspond aux intérêts politico-économiques de l'Inde (Kragelund, 2010a, p. 11). L'objectif du programme est de promouvoir le développement dans ces pays grâce à l'accès à la technologie indienne (Desai, 2009, p. 422; Mawdsley et McCann, 2010, p. 84). Certains des projets établis en vertu de cette initiative comprennent l'électrification rurale au Ghana pour un montant de 30 millions de dollars, une usine d'assemblage de vélos à N'Djaména au Tchad pour 4 millions de dollars, une usine montage de tracteurs au Mali pour 12 millions de dollars et un projet d'adduction

⁴⁴ Le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal. Le Niger a adhéré plus tard au mouvement (Desai, 2009, p. 422).

d'eau potable pour un coût de 15 millions de dollars en Guinée équatoriale (Cheru et Obi, 2011b). L'Inde est également engagée dans la fourniture d'assistance pour les projets d'infrastructure qui comprennent une ligne de crédit de 450 millions de dollars au Soudan pour le développement de centrales électriques, une ligne de crédit pour des projets d'électrification rurale en Éthiopie, la gestion des chemins de fer en Tanzanie et au Mozambique et des études de faisabilité de chemin de fer au Sénégal et au Mali (Desai, 2009, p. 419). Les transactions indiennes dans les infrastructures en Afrique s'élevaient à une moyenne annuelle de 0,5 milliard de dollars par an sur la période 2003–2007 (Foster et al., 2009, p. xviii). L'Inde mène également un projet intitulé le Pan-African E-Network dont la première phase a été inaugurée en Inde en février 2009. L'objectif du projet est de réduire la fracture numérique et d'accélérer le développement sur le continent africain. À cet effet, ce projet financé à hauteur de 100 millions de dollars vise à fournir des services électroniques axés sur l'enseignement et la médecine, mais aussi à faciliter le commerce électronique, la cyber gouvernance et d'autres services. Le projet relie les pays africains à des universités et hôpitaux spécialisés indiens par satellite et par fibre optique (Desai, 2009, p. 420-421; Kragelund, 2010a, p. 11). La coopération de l'Inde avec l'Afrique progresse également, comme en témoignent les deux récents sommets Inde-Afrique. Lors du premier sommet, à New Delhi en avril 2008, l'Inde avait annoncé plusieurs engagements de financement du développement, y compris une ligne de 5,4 milliards de dollars de crédit à titre concessionnel au cours des cinq prochaines années (passant de 2,15 milliards de dollars au cours des cinq dernières années), l'augmentation du budget du programme « Aide pour l'Afrique » d'une valeur de 500 millions de dollars au cours des cinq prochaines années et une ouverture unilatérale de l'économie de l'Inde pour les exportations en provenance des 34 pays les moins avancés africains (Desai, 2009, p. 426; Beri, 2011, p. 7; Kragelund, 2011, p. 596). Ainsi, la part de l'Afrique dans le budget indien d'aide et de prêt est passée de 1,5 % en 2006 à 3,6 % en 2008 (CNUCED, 2010, p. 58). Le second Sommet Inde-Afrique s'est tenu à Addis-Abeba, en mai 2011. À l'occasion, l'Inde a annoncé l'ouverture de lignes de crédit en faveur de l'Afrique pour un montant de 5 milliards de dollars environ pour les trois prochaines années, en plus des 700 millions de dollars qui seront consacrés au développement des ressources humaines en Afrique (Taylor, 2012, p. 786). Au rang des perspectives de coopération, l'octroi de 300 millions de dollars pour le chemin de fer entre l'Éthiopie et Djibouti, la mise

en place prochaine d'une université virtuelle indo-africaine qui devrait attribuer 10 000 nouvelles bourses d'études à des étudiants africains et des groupements d'entreprises indo-africains dans l'agroalimentaire et les textiles. En outre, l'Inde envisage d'offrir 22 000 bourses d'études à des étudiants d'Afrique pour les trois prochaines années (Taylor, 2012, p. 786; *The Economist*, 2011b). En organisant ces sommets, l'Inde montre qu'elle a les moyens et la volonté de devenir un acteur économique et commercial majeur en Afrique. Son offensive diplomatique vise à lui assurer l'accès aux matières premières africaines nécessaires pour soutenir sa forte croissance économique. Elle prétend aussi mobiliser les pays africains en sa faveur pour obtenir un siège permanent à l'ONU. Le trait caractéristique du programme d'aide de l'Inde est le fait qu'il cherche à partager son expérience dans la réduction de la pauvreté et le développement, ce qui est plutôt bénéfique pour les nations récipiendaires.

Le Brésil, tout comme la Chine et l'Inde, désapprouve l'étiquette de « donateur » et évite de dénommer son assistance par le terme d'« aide internationale », préférant le concept de « coopération horizontale » (Rowlands, 2008, p. 7; Muggah et Hamann, 2012). La raison principale en est que le pays veut se détacher le plus possible du modèle traditionnel de l'aide internationale assurée par les donateurs occidentaux. Le Brésil fournit son savoir-faire sans aucune conditionnalité contrairement aux donateurs traditionnels qui imposent très souvent des conditionnalités. Cependant, contrairement à ceux de la Chine et de l'Inde, les programmes d'aide au développement du Brésil « semblent être issus plus directement de son affinité avec d'autres pays moins développés plutôt que d'ambitions politiques ou diplomatiques immédiates » (Rowlands, 2008, p. 6). De plus, le Brésil a une démarche plus traditionnelle, distinguant plus clairement aide et investissements. Les donateurs traditionnels se préoccupent moins de son aide au développement que celle de la Chine, qu'ils considèrent comme une puissance rivale encourageant la corruption et une politique de développement foncièrement « mauvaise » (Muggah et Hamann, 2012). La politique d'aide au développement du Brésil s'est consolidée ces dernières années au profit du continent africain bien que les montants soient encore faibles surtout comparés à ceux déboursés par la Chine et l'Inde (Cabral et Weinstock, 2010). Cette politique s'est surtout développée à travers l'Agence brésilienne de coopération (ABC), principal organe créé à l'origine pour « coordonner » l'APD et la coopération (Vaz et Inoue, 2007, p. 7). Cependant, il est difficile d'obtenir des chiffres consolidés de la coopération brésilienne en raison de la fragmentation

du système de coopération du pays sur le plan opérationnel dû à l'absence d'une institution centralisée de cette coordination (Vaz et Inoue, 2007, p. 2). L'aide publique au développement totale du Brésil était de 356 millions de dollars EU en 2006 (Nations Unies, 2008, p. 11), dont environ 27 % étaient destinés à l'Afrique (Kragelund, 2008, p. 568). Selon de récentes estimations, cette aide s'élèverait à 1,2 milliard de dollars en 2010 (*The Economist*, 2010c). Une part importante des programmes d'aide du Brésil va à la coopération technique qui « vise tout particulièrement à encourager les changements structurels dans les systèmes de production comme moyens de surmonter les obstacles à la croissance » (Vaz et Inoue, 2007, p. 9). L'Afrique apparaît souvent comme une destination de choix pour la coopération technique brésilienne et fait l'objet d'une attention renouvelée de la part de Brasilia ces dernières années. En 2009, le continent a reçu 6,8 millions de dollars (50 %) du budget annuel de l'ABC (Cabral et Weinstock, 2010, p. 5). Ce poids relatif de l'Afrique s'explique par le fait qu'une grande partie de l'aide brésilienne a été concentrée sur les pays d'Afrique d'expression portugaise qui ont été courtisés par le Brésil au cours des trente dernières années (Kragelund, 2010a, p. 15). La coopération réalisée avec l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe et le Cap-Vert, qui sont pour la plupart des pays exportateurs de pétrole ou ont le potentiel de le devenir, correspond environ à 74 % des ressources affectées par le Brésil aux projets de coopération technique en Afrique (Cabral et Weinstock, 2010). Cependant, la coopération brésilienne tend à diversifier ses bénéficiaires sur le continent. Ainsi, des activités de coopérations sont négociées et développées avec de nouveaux partenaires (ABC, 2010, citée in Seibert, 2011, p. 14). Au total, plus de 250 initiatives ont été répertoriées dans 34 pays africains (Cabral et Weinstock, 2010, p. 5). Ses stratégies visent généralement les secteurs de la santé⁴⁵ et de l'agriculture, ainsi que de l'éducation, de l'administration électronique, de l'environnement, de la formation professionnelle, des énergies renouvelables et de l'urbanisme. Dans un but de renforcement des relations avec les pays africains, le Brésil a augmenté le nombre de bourses qu'il accorde aux étudiants africains et le pays a récemment créé une Université fédérale de l'Intégration Luso-afro-brésilienne (Unilab) qui devrait admettre la moitié de ses futurs 5000 étudiants en

⁴⁵ Stolte (2012, p. 13) note : «Brazil has also dedicated itself to another key challenge for Africa. Having included the right to health in its constitution, it has put great emphasis on health development assistance in its South-South cooperation with Africa. Indeed, all of President Lula's 12 journeys to the continent had a health component. In total, Brazil has signed 53 bilateral agreements on health topics with 22 African countries. ».

provenance d'Afrique (Siebert, 2011, p. 15). L'institution ainsi créée, de même que ses pôles installés dans les pays de la Communauté des Pays de langue portugaise, dont l'Angola, la Guinée-Bissau, Mozambique et Sao Tomé-et-Principe, doivent contribuer à la formation des élites africaines dans des domaines où l'Afrique est demandeuse et où le Brésil est compétent, à l'instar du développement agraire ou de l'agronomie (*New York Times*, 2012b). Il convient également de mentionner que la coopération technique effectuée en collaboration avec la Société brésilienne de recherche en agronomie (EMBRAPA) contribue au développement social et économique des pays du continent. L'entreprise qui a établi son siège africain au Ghana en 2007 devrait permettre de renforcer les partenariats dans les domaines de l'agriculture et de la bioénergie (Freemantle et Steven, 2010b, p. 5). L'objectif à long terme est de faciliter le transfert de technologie agricole à l'Afrique et de contribuer à la sécurité alimentaire de la région (Lewis, 2011, p. 4). Au début de l'année 2010, l'entreprise offrait déjà de l'aide aux pays africains dans 22 domaines de coopération tels que la formation, l'assistance technique et la consultation; et ses nombreux projets se tenaient entre autres au Ghana, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Angola et au Sénégal (White, 2010, p. 236-237). Un des projets concrets de l'EMBRAPA est le projet Coton-4 (composé du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali) négocié avec l'Union africaine (Stolte, 2012, p. 12). Son principal objectif est d'améliorer la productivité et la production du secteur cotonnier des pays bénéficiaires grâce au transfert de technologie agricole. On peut également le projet d'appui technique au développement de l'innovation agricole au Mozambique et le projet de développement de la riziculture au Sénégal. Au-delà des ambitions économiques, l'intérêt du Brésil pour l'Afrique s'inscrit, tout comme celui de l'Inde, dans une logique de reconnaissance de son rôle international par l'attribution d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (Lafargue, 2008, p. 145).

Depuis le début des années 2000, l'Afrique du Sud est devenue le principal moteur de la croissance en Afrique subsaharienne. Par son dynamisme économique et l'accroissement de son influence régionale, elle est désormais un donateur qui intervient de plus en plus en Afrique à titre de « partenaire du développement » (Sidiropoulos, 2012). L'Afrique du Sud évite, dans l'esprit de la coopération sud-sud, le qualificatif de donateur émergent et n'adopte pas le cadre du CAD/OCDE pour son aide (ibid.). Elle met l'accent sur son rôle de partenaire de développement (Braude et al., 2008, p. 5). Les efforts du pays comme donateur datent de

la période de l'apartheid lorsqu'elle aidait des pays africains (Lesotho, Gabon, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale et Comores) en échange de faveurs de votes au sein des Nations Unies (ibid., p. 4). Mais depuis la fin de l'apartheid en 1994, il y a un changement significatif dans la coopération sud-africaine de développement, plus spécialement sous la mandature du président Thabo Mbeki, pionnier de l'agenda de la renaissance africaine et l'un des principaux architectes du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique – NEPAD (Grimm, 2011, p. 1). Cependant, l'aide de l'Afrique du Sud a rarement été cordonnée. En effet, le pays ne possède pas de système officiel de coordination de l'aide au développement, qu'elle soit interne ou externe. Mais en 2011, les autorités sud-africaines avaient annoncé la création d'une nouvelle agence de la coopération pour le développement, la South African Development Partnership Agency (SADPA) qui remplacerait African Renaissance and International Cooperation Fund (ARF) et devrait permettre de « combler les lacunes des initiatives de coopération au développement menées jusqu'à présent par l'Afrique du Sud et d'assurer une coordination et une évaluation plus poussées à l'échelle intragouvernementale » (Grimm, 2011, p. 3; Sidiropoulos, 2012). Tout comme dans le cas des autres BRICS, il est très souvent difficile de déterminer la totalité de l'aide apportée par l'Afrique du Sud aux pays africains, si bien que son impact est assez difficile à évaluer (Braude et al., 2008, p. 11; Grimm, 2011, p. 2; Sidiropoulos, 2012). Selon les estimations, 95 % de l'aide de l'Afrique du Sud va à ses voisins continentaux (Grimm, 2011, p. 2). Cette aide au développement est acheminée essentiellement par l'intermédiaire de l'ARF, l'Union africaine, le NEPAD, la SADC, l'aide humanitaire, l'IBSA (Inde-Brésil-Afrique du Sud)⁴⁶, la Southern African Customs Union (SACU) et d'autres organisations multilatérales (Grimm, 2011, p. 2; Zimmerman et Smith, 2011, p. 729). Le budget de l'ARF a atteint près de 40 millions de dollars en 2008-2009, et le total de l'aide sud-africaine au développement a été estimé à 61 millions de dollars pour l'exercice 2006-2007 (Zimmerman et Smith, 2011, p. 729). Selon les estimations, le total de l'aide au développement de l'Afrique du Sud est passé de 41,9 millions de dollars au titre de l'exercice 2006-2007 à 112,6 millions de dollars pour

⁴⁶ Le groupe tripartite formé par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, surnommé IBSA (India-Brazil-South Africa), remonte à 2003. Il s'agit d'un forum de dialogue (surtout politique), d'un mécanisme de coopération, entre les trois pays qui ont décidé de s'associer pour peser davantage sur les réformes du système de gouvernance international (notamment pour obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU), mais aussi pour promouvoir des projets de coopération avec des pays moins développés (Jaffrelot, 2011, p. 40).

l'exercice 2008/2009 avant de reculer à 108,7 millions en 2009-2010 (ibid.). L'Afrique du Sud accorde en priorité son aide aux pays africains et la quasi-totalité de celle-ci est dirigée vers les pays de la Communauté du développement des pays d'Afrique australe (ibid., p. 730). Au cours de la période de 2004 à 2009, trois secteurs avaient émergé parmi les priorités du programme de l'ARF : le renforcement des capacités, la démocratisation et la reconstruction postconflit (Kragelund, 2010a, p. 17).

L'arrivée à la tête de la Russie en 2000 de Vladimir Poutine a relancé la coopération avec l'Afrique. Les visites officielles qu'il a effectuées en Afrique du Sud et au Maroc en septembre 2006 démontraient un réengagement amorcé par la Russie sur la scène africaine et l'ambition de la diplomatie russe de reprendre pied sur un continent avec lequel les rapports se sont distendus après la chute de l'Union soviétique (Troude, 2009, p. 167). Mais c'est surtout la tournée africaine de son successeur Dimitri Medvedev, accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires, dans quatre pays (Égypte, Nigeria, Namibie et Angola) jugés stratégiques en 2009 qui « provides convincing proof that the Russian leadership has at last turned their attention towards Africa. » (Shubin, 2010, p. 5). Une grande partie de l'aide russe destinée aux pays africains, comme le soulignent Kaplinsky et Farooki (2010), prend la forme d'« une assistance technique, d'une aide humanitaire et d'une remise de dette, plutôt que de transferts financiers et est fournie par le biais d'organisations et de fonds internationaux y compris l'ONU. » (Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 75-76).⁴⁷ En effet, l'« assistance bilatérale est plutôt rare » et elle n'existe seulement que dans le cas d'une assistance humanitaire (ibid.). La Russie concentre ses efforts en particulier sur l'allègement de la dette. Elle a progressivement annulé 20 milliards de dollars de dette des pays africains très endettés entre 2007 et 2009 (Arkhangelskaya, 2011, p. 88; Shubin, 2010, p. 5). Elle fournit également une assistance substantielle à l'Afrique par le biais de programmes de formation professionnelle, avec 700 bourses d'études par année aux Africains qui étudient dans des établissements d'enseignement supérieur russes (Shubin, 2010, p. 7).

⁴⁷ La Russie ne dispose pas encore de programme d'aide comme le souligne Vladimir Shubin (2010): « it has yet to develop a program of development assistance, or create a government body responsible for the delivery of aid. Currently, the bulk of Russian aid is delivered through international organizations and funds, such as the Global Fund against AIDS, TB and Malaria, and these modest contributions are being "diluted" in the process. » (Shubin, 2010, p. 5).

En outre, elle appuie la mise en œuvre du programme de la Banque mondiale de lutte contre le paludisme et l'Organisation mondiale de la santé pour ses efforts visant l'éradication de la poliomyélite.

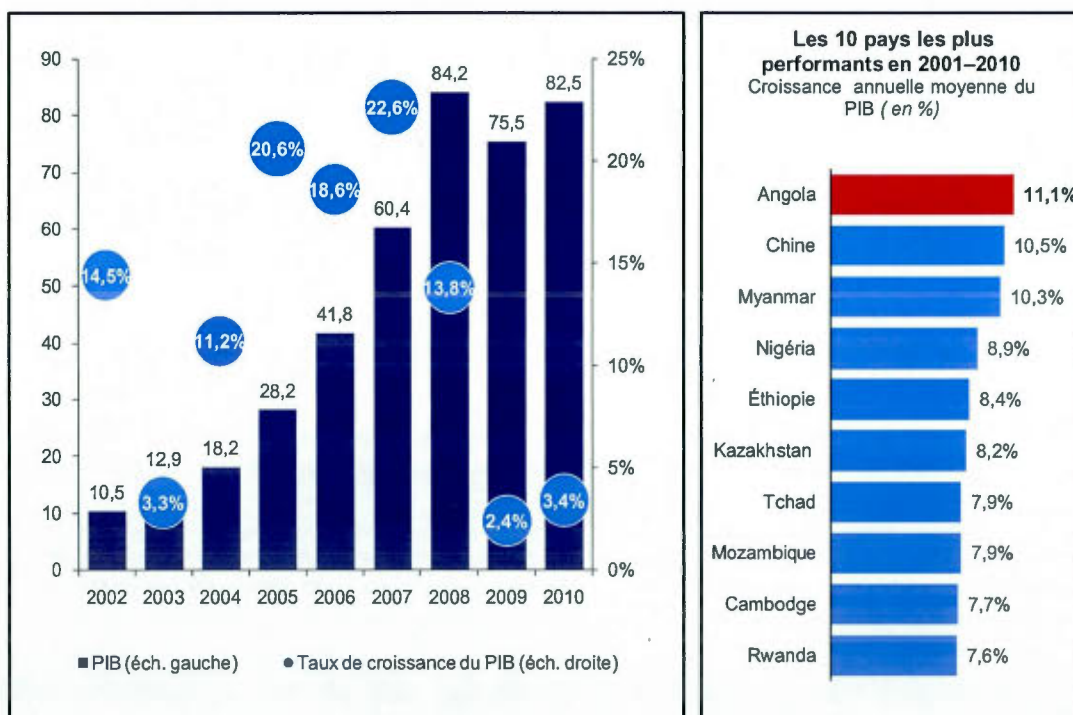
En résumé, le paysage de la coopération pour le développement en Afrique est en train de changer avec l'arrivée des BRICS. Ces derniers jouant un rôle important dans la diplomatie de l'aide offrent aux pays africains de nouvelles sources de financement qui leur permettent de réduire leur dépendance vis-à-vis des donateurs traditionnels. Les approches et modalités des BRICS qui sont assez différentes de celles de ces derniers font que les pays africains semblent les apprécier. Ainsi, l'importance de l'aide des BRICS ne repose pas principalement dans son volume, mais dans la façon dont elle modifie les règles de la coopération pour le développement en apportant de nouvelles idées et modalités, de même qu'en augmentant les options qui sont offertes aux pays partenaires. Cependant, si les pays BRICS aident plusieurs pays africains à combattre le sous-développement, il importe d'être prudent par rapport à l'agenda réel de certains de ces donateurs, car il y a un risque d'empirer l'état de la gouvernance africaine en donnant une aide sans conditionnalités démocratiques.

2.2 Les implications des BRICS pour le développement en Angola

Pour évaluer plus en détail les implications de l'engagement des pays BRICS en Afrique, nous avons choisi d'examiner dans cette section les relations économiques bilatérales entre l'Angola et les pays BRICS. L'intérêt d'analyser ces relations est de voir la marge de manœuvre nouvelle qu'elles offrent à l'Angola pour se développer. Ainsi, nous montrons comment la convergence d'intérêts entre les deux parties contribue au développement de l'Angola en stimulant sa croissance économique, à travers l'augmentation de ses exportations de matières premières, notamment le pétrole et les diamants. Sur le plan des échanges commerciaux et des investissements, les pays BRICS jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des opportunités de développement de l'Angola, notamment la Chine et le Brésil, deux partenaires stratégiques et de premier plan (EIU, 2012b, p. 4; Kiala et Ngwenya, 2011, p. 6). Les modalités de l'assistance des BRICS permettent aussi à l'Angola d'accéder à de nouvelles sources de financement. Leurs implications dans le développement

des projets d'infrastructures du pays représentent une opportunité pour le gouvernement dans sa priorité de reconstruction postconflit (Power, 2012, p. 995). Avec le cessez-le-feu de 2002 mettant fin à 27 ans de guerre civile, l'Angola a enregistré une forte croissance, soutenue par la richesse pétrolière du pays. Il fait partie des économies progressant le plus rapidement au monde. Selon l'étude menée par *The Economist* (2011a), au cours des dix dernières années, l'Angola s'est classé en tête du palmarès des dix économies aux taux de croissance les plus élevés au monde (graphique 2.7). L'envolée des cours des matières premières et l'expansion rapide de la production de pétrole et de diamants ont été les principaux moteurs de cette croissance économique soutenue. Le taux de croissance du pays, qui était en moyenne de 11,1 % par an depuis 2001, s'est effondré dans le sillage de la crise économique de 2009 à 3,4 % en 2010 (graphique 2.8). Il a un niveau estimé de 3,9 % en 2011 et devrait atteindre 6,8 % en 2012, essentiellement grâce au renchérissement du pétrole (FMI, 2012a, p. 25).

Graphique 2.8
Taux de croissance du PIB réel de l'Angola, 2001-2010
(en milliards de dollars EU et en pourcentage)



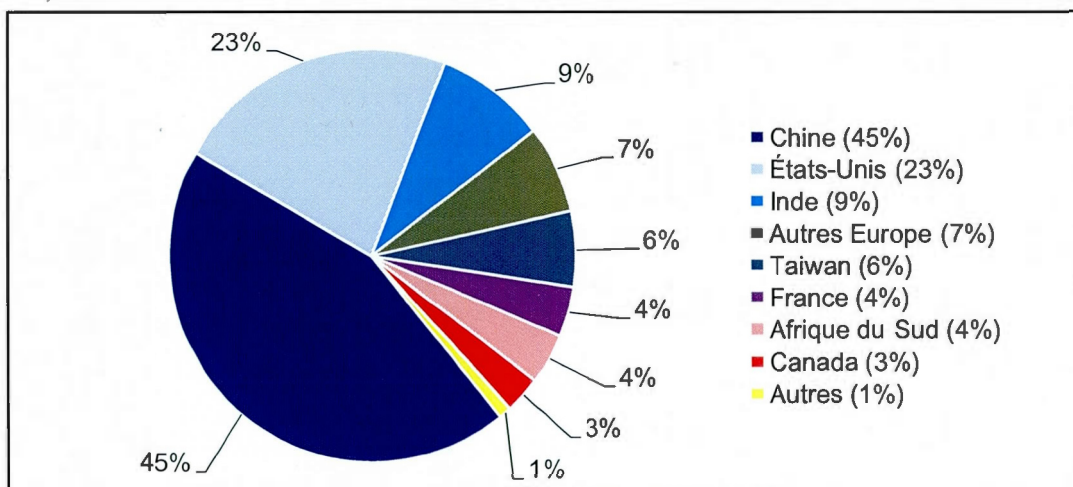
Sources: Élaboration de l'auteur d'après FMI-World Economic Outlook 2012 et *The Economist*, 2011a.

Cependant, la croissance économique de l'Angola reste largement tributaire des recettes des secteurs du pétrole et des diamants ; les autres activités toujours freinées par des problèmes d'infrastructures représentent une part négligeable de sa croissance globale et de ses recettes d'exportation. Le pétrole et les diamants représentent conjointement plus de la moitié du PIB total de l'Angola (Power, 2012, p. 996). Le secteur pétrolier bénéficie d'une demande croissante et diversifiée, de la hausse des prix mondiaux et de nouvelles découvertes qui font augmenter le niveau des réserves prouvées (*The Economist*, 2010a). L'Angola est désormais un acteur clé du marché pétrolier mondial, actuellement deuxième producteur de pétrole brut du continent après le Nigéria (Mlachila et Takebe, 2011, p. 24). Ses réserves sont passées de 5,1 milliards de barils en 1999 à 13 milliards (*The Economist*, 2010a), cause et conséquence de l'intérêt des BRICS, en particulier de la Chine. Le pétrole est vital pour l'économie angolaise, constituant 90 à 95 % des recettes d'exportation, 80 % des recettes publiques, et plus de 50 % de son PIB (Burgos et Ear, 2012, p. 355).

Avec une production pétrolière qui a été multipliée par deux entre 2003 et 2010, l'Angola a exporté en 2010 près de 1,8 million de barils par jour dont plus de la majorité (58 %) est allée aux pays BRICS, et en particulier vers la Chine (45 %), l'Inde (9 %) et l'Afrique du Sud (4 %) (graphique 2.9). En décembre 2010, misant sur la volonté de diversification des autorités angolaises, l'Inde, à travers sa compagnie nationale, Oil and Natural Gas Corporation (ONGC), a signé un protocole d'entente avec la Sonangol pour l'exploration et le raffinage (Cheru et Obi, 2011a, p. 103). Ce qui prouve que l'Inde cherche désormais à rattraper son retard par rapport à son voisin chinois, qui possède depuis 2004 des joint-ventures en Angola dans l'offshore profond.⁴⁸ En août 2009, lors de la première visite d'État du président sud-africain Jacob Zuma en Angola, un accord de coopération a été signé entre les entreprises publiques sud-africaine Petro SA et angolaise Sonangol pour l'exploration, le raffinage et la distribution du pétrole.

⁴⁸ Nabeel A. Mancheri et Shaantanu Shankar (2012) soulignant l'activisme de l'Inde pour sécuriser ses approvisionnements, notent que « [I]n January 2010 ONGC signed a memorandum of understanding with Sonangol, Angola's state oil company, signifying a big step forward in India's efforts to enter the Angolan market, hitherto dominated by Western and Chinese companies. »

Graphique 2.9
Principales destinations du pétrole brut angolais, 2010
(en pourcentage)



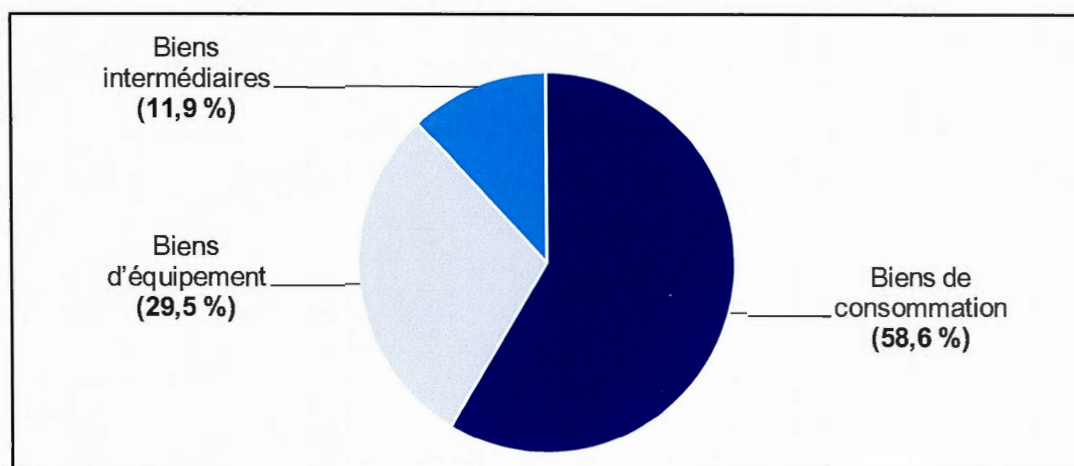
Source : Adapté d'EIA, "Angola Country Analysis Brief", 2011.

L'importante présence des BRICS en Angola comparée aux autres pays africains s'explique du fait de l'histoire de l'Angola et de sa guerre qui a duré 27 ans. La guerre civile a permis de retarder l'exploitation du pétrole qui avait commencé avant l'indépendance du pays. Ainsi, les pays BRICS ont eu des opportunités d'ouverture d'exploitations dans le pays qu'ils n'ont manifestement pas eu dans d'autres pays africains riches en ressources où les réserves étaient déjà bien exploitées par les concurrents occidentaux. Il est important de souligner qu'en dépit d'une croissance économique prolongée, tirée par l'envolée des cours des matières premières et l'expansion rapide de la production de pétrole et de diamant, ainsi que des signes de reprise encourageants dans les secteurs non miniers, les retombées de cette croissance économique sur le développement social sont encore limitées (EIU, 2012d). Cette situation résulte de l'absence de réforme structurelle et d'un manque général d'efficacité. L'Angola continue d'éprouver d'énormes difficultés à réduire la pauvreté qui reste massive et à améliorer son développement humain (Power, 2012, p. 998). La croissance économique y génère moins d'emplois formels et la corruption⁴⁹ continue de susciter des inquiétudes (EIU,

⁴⁹ En 2011, selon l'indice de perception de la corruption mesuré par l'ONG *Transparency International*, le pays arrivait 168e sur 182, à égalité avec la Libye, le Tchad et la République démocratique du Congo.

2012d; Marques de Morais, 2011, 72).⁵⁰ En outre, l'Angola reste confronté aux défis importants de la reconstruction de son agriculture et de son industrie et plus largement à son incapacité actuelle à produire les biens et services dont il a besoin. Par conséquent, le pays importe la plupart de ses biens de consommation, d'équipement et intermédiaires (graphique 2.10). Cette situation devrait persister au cours des prochaines années, car les exportations de produits miniers vont continuer à stimuler la croissance.

Graphique 2.10
Principaux produits d'importation de l'Angola, 2010 (en %)



Source : Adapté d'EIU, « Angola : Country Fact Sheet », août 2012.

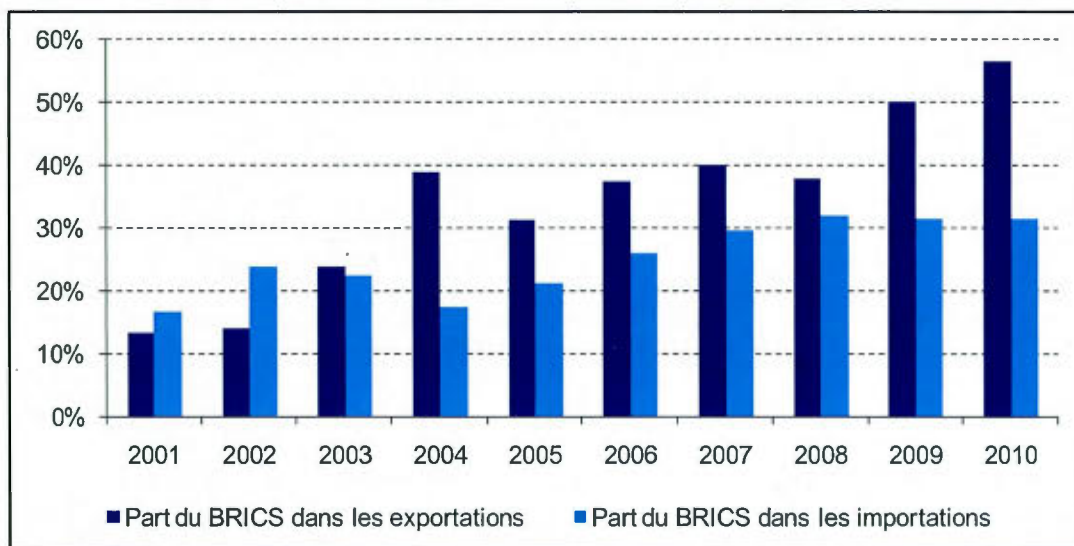
2.2.1 Intensification des relations bilatérales avec l'Angola depuis 2002

L'essor des relations économiques de l'Angola avec les pays BRICS s'inscrit non seulement dans la montée en puissance de ces derniers dans le commerce et les investissements mondiaux, mais également dans le phénomène plus large de l'apparition de formes alternatives de coopération et de la résurgence de l'intérêt économique qu'ils portent au commerce avec l'Afrique. Ce processus permanent doit permettre aux deux parties de

⁵⁰ Comme le note Malaquias (2011), « Most Angolans have seen the post-colonial promise delayed by civil war which coincided with the emergence of a rapacious elite that appropriates immense amounts of public funds. [...] There is growing impatience because, while a small minority of individuals who are politically well connected have been quick to grab disproportionate shares of national wealth, the vast majority survive in poverty-stricken conditions. There is also growing anxiety because Angolans are aware that their oil wealth is impermanent. » (Malaquias, 2011, p. 12)

résoudre des problèmes généraux d'intérêt commun, et ainsi de transcender la vision actuelle de la coopération au développement. Traditionnellement, comme nous l'avons déjà souligné, l'Angola a eu de solides relations bilatérales avec chacun des BRICS. Alors que ses relations avec le Brésil et la Russie étaient déjà bien établies, l'Angola a forgé ces dernières années des liens plus étroits avec l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine (Kiala et Ngwenya, 2011). Depuis la fin de guerre civile en avril 2002, le pays a accueilli plusieurs délégations politiques de haut niveau représentant les pays BRICS (ibid.). De son côté, le président José Eduardo dos Santos a effectué des visites stratégiques dans les pays BRICS, afin de passer des accords de coopération et renforcer les liens commerciaux (ibid.). Comme le soulignent les auteurs Kiala et Ngwenya (2011, p. 15) et Alves (2010, p. 14), au cours des six dernières années, l'Angola et la Chine ont bénéficié d'étroites relations politiques, démontrée par la fréquence élevée des visites officielles et la signature d'accords. Le premier ministre chinois Wen Jiabao s'est rendu en Angola en juin 2006 alors que son Vice-président Xi Jinping a visité l'Angola en novembre 2010. Le président angolais Dos Santos a rendu visite à Beijing en décembre 2008 pour chercher l'assurance d'un soutien financier continu de son homologue, le président Hu Jintao, au milieu de la crise financière mondiale. Un mois plus tard, en janvier 2009, l'Angola a reçu le ministre chinois du Commerce, Chen Deming. Il a été suivi en mars 2009 par le chef de la direction de la Banque de développement de Chine, Yuan Chen, qui s'est rendu à Luanda. Ces initiatives diplomatiques ont ouvert la voie à un développement plus rapide du commerce entre les deux parties. Les relations commerciales globales enregistrées de l'Angola avec le groupe BRICS, supérieures à 1 milliard de dollars EU en 2001, atteignaient 30 milliards de dollars en 2008 et près de 32 milliards en 2010 selon le FMI. Aujourd'hui, l'Angola réalise plus du tiers de ses échanges commerciaux avec les pays BRICS. La part du groupe BRICS dans les exportations angolaises est passée de 13,4 % en 2001 à 40 % (dont 31,1 % pour la seule Chine) en 2007 avant de tomber à 37,9 % en 2008. Elle avait atteint les 56,5 % en 2010. Dans les importations angolaises, leur part est passée de 23,8 % en 2002 à 31,8 % en 2008 (graphique 2.11 et Appendice-Tableaux A.6 et A.7). De tous les pays BRICS, et finalement de tous les autres partenaires commerciaux de l'Angola, la Chine a réalisé la percée commerciale la plus importante. C'est entre les deux pays que les échanges commerciaux se sont développés le plus rapidement et se sont révélés plus stables ces dernières années.

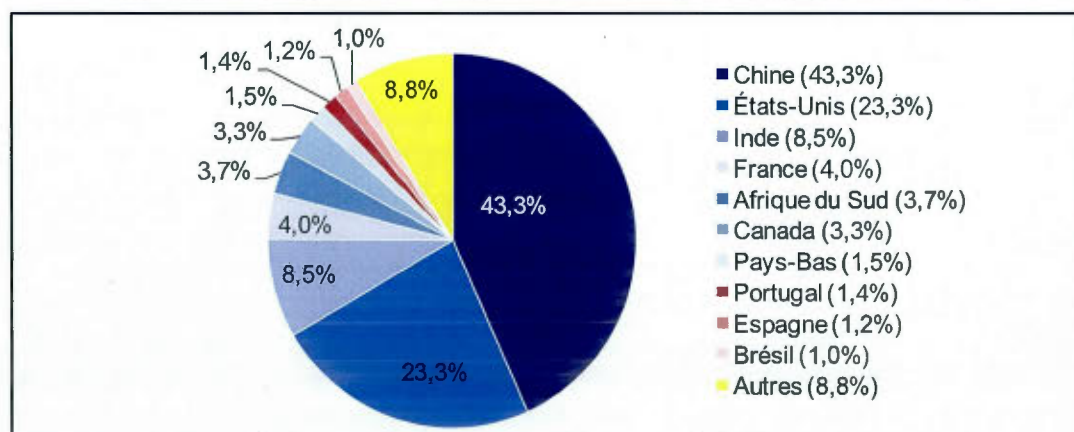
Graphique 2.11
Part du BRICS dans le commerce de l'Angola, 2001-2010 (en % du total)



Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

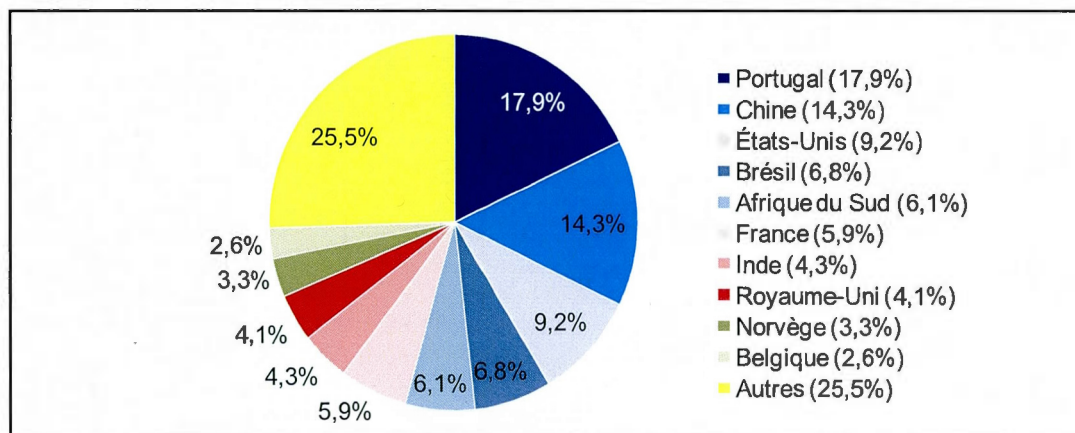
En 2010, parmi les pays BRICS, la Chine était la première destination des exportations angolaises (43,3 %), suivie de loin par l'Inde (8,5 %), l'Afrique du Sud (3,7 %) et le Brésil (1 %) notamment (graphique 2.12). À la même année, l'Angola importait toujours depuis la Chine (14,3 %), devant le Brésil (6,8 %), l'Afrique du Sud (6,1 %) et l'Inde (4,3 %) entre autres (graphique 2.13).

Graphique 2.12
Principales destinations des exportations de l'Angola, 2010 (en % du total)



Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2011.

Graphique 2.13
Principales sources des importations de l'Angola, 2010 (en % du total)



Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2011.

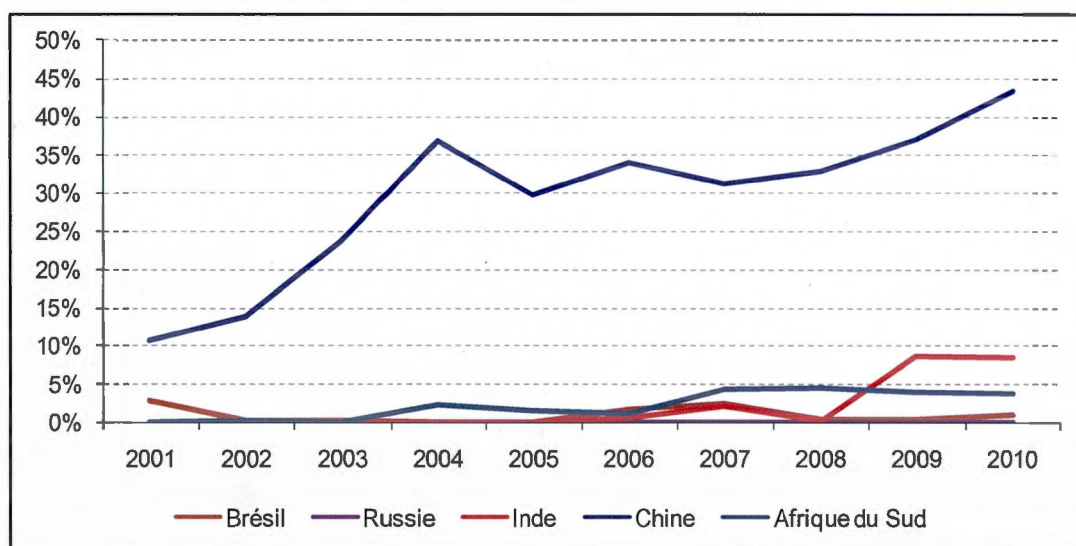
2.2.2 Examen du commerce et de l'IDE des BRICS en Angola

Les relations bilatérales de l'Angola avec les pays BRICS dans les domaines du commerce et des investissements se sont considérablement développées au cours des dernières années, permettant à l'Angola d'atténuer sa dépendance vis-à-vis de ses partenaires traditionnels et d'alimenter sa croissance (Kiala et Ngwenya, 2011, p. 8 et 15). Cette intensification des relations commerciales a été favorisée par plusieurs facteurs internes en Angola, dont le principal a été le retour de la paix en 2002, qui a permis l'amorce d'un vaste programme économique de reconstruction du pays afin de le remettre sur la voie de la croissance économique. L'engagement accru des BRICS – en particulier, de la Chine et du Brésil – en Angola s'explique davantage par leur volonté d'expansion internationale avec un souci de sécuriser leurs approvisionnements en matières premières pour sauvegarder leur développement.⁵¹ Les besoins énergétiques suscités par l'industrialisation de ces pays ont

⁵¹ Il importe, toutefois, de souligner que « [S]ince Brazil does not need to import large amounts of oil or food, its plans in Africa differ somewhat from other countries seeking greater influence there. » (*New York Times*, 2012b). Pour la Chine, Malaquias (2011) note que « China's relationship with Angola has a long history that can be traced back to the early stages of the liberation struggle against Portugal in the early 1960s. This involvement has consistently reflected both long-term strategic calculations and short-term pragmatism by the Chinese government. Long-term calculations resulted in China's careful and sustained engagement over the decades. These calculations were based on China's assessment of Angola's potential at various levels, especially as a supplier of raw materials, its geostrategic position in both Central and Southern Africa, and the likelihood of Angola playing a leadership role in either or both regions. » (Malaquias, 2011, p. 10).

donc créé une convergence d'intérêts économiques avec l'Angola. Pour garantir leurs approvisionnements en pétrole, les pays BRICS, en particulier la Chine et le Brésil, cherchent à améliorer les infrastructures d'exportation de l'Angola de sorte que les flux commerciaux soient accompagnés de financements de projets, d'IDE ou d'autres flux de capitaux liés au commerce. Au cours des dix dernières années, la Chine est devenue un marché de première importance pour l'Angola. Elle est le deuxième partenaire de l'Angola et ce dernier son premier partenaire en Afrique (Tan-Mullins et al., 2010, p. 871; Vines et al., 2009, p. 5). Ainsi, la part de la Chine en tant que destination des exportations angolaises a augmenté depuis 2002, celle-ci est passée de 13,7 % en 2002 à 43,3 % en 2010. L'Inde qui accuse un retard par rapport à son voisin chinois voit, elle aussi, sa part augmenter depuis 2008. En 2010, celle-ci était de 8,5 % contre 0,6 % seulement en 2006. Quant à l'Afrique du Sud, sa part est restée stable autour de 4 % entre 2007 et 2010. Pour le Brésil et la Russie, le tableau est différent : leur part dans les exportations angolaises reste constante et moins significative – moins de 2 % du total pour le Brésil et moins de 0,5 % pour la Russie sur la période 2002-2010 (graphique 2.14 et Appendice-Tableau A.6). Les exportations de l'Angola vers les pays BRICS sont composées de pétrole, de diamants et de gaz naturel liquéfié (EIU, 2012c).

Graphique 2.14
Part des pays BRICS dans les exportations de l'Angola, 2001-2010
(en pourcentage du total)

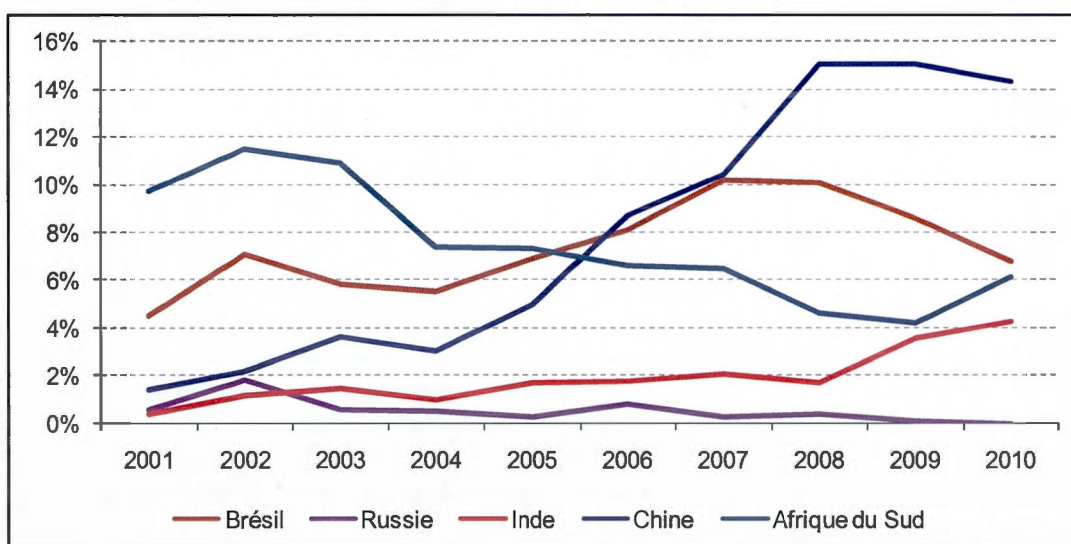


Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Les importations de l'Angola en provenance des pays BRICS ont aussi enregistré une augmentation au cours de la dernière décennie. À l'instar des exportations, la Chine est, depuis l'année 2006, la première source d'importations de l'Angola parmi les pays BRICS, suivie du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Inde et de la Russie (graphique 2.15 et Appendice-Tableau A.7). La part de la Chine dans les importations angolaises est ainsi passée de 2,2 % en 2002 à 15 % en 2008 avant de baisser à 14,3 % en 2010. Contrairement à la Chine qui s'est arrogé une importante part de marché en introduisant une large variété de groupe de produits en Angola, le Brésil s'est quant à lui concentré presque exclusivement sur les produits agricoles de base, sa part dans les importations angolaises est passée de 7,1 % en 2002 à 10,1 % en 2008 avant d'afficher 6,8 % en 2010. Quant à l'Afrique du Sud, sa part n'a cessé de diminuer entre 2002 et 2009, passant de 11,5 % à 4,2 % avant d'atteindre 6,1 % en 2010. S'agissant de l'Inde, bien que sa part ait progressé depuis 2004, passant de 1 % à 4,3 % en 2010, son poids reste encore faible en Angola. La part de la Russie dans les importations angolaises est presque insignifiante (moins de 1%). La structure des importations de l'Angola en provenance des BRICS n'a pas beaucoup varié entre 2001 et 2010. Ses importations sont constituées de machines, de matériel de transport, d'équipements électriques, des produits pharmaceutiques et d'autres produits manufacturés (Freemantle et Stevens, 2009b, p. 4).

Graphique 2.15

Part des pays BRICS dans les importations de l'Angola, 2001-2010 (en % du total)

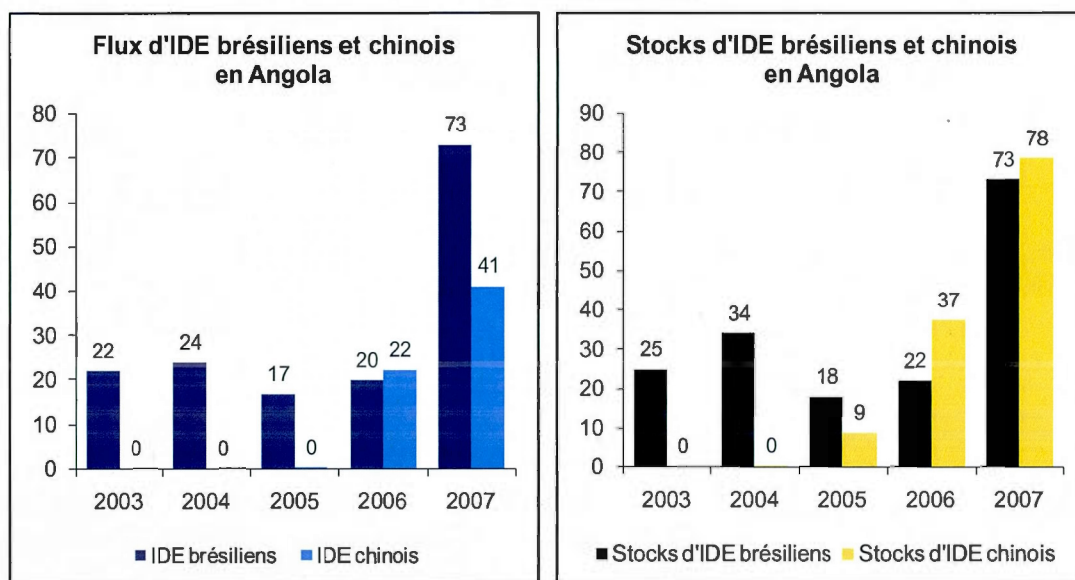


Source : Calculs et élaboration de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Dans le domaine des investissements étrangers, l'Angola reste l'un des principaux bénéficiaires d'IDE des BRICS en Afrique (Kimenyi et Lewis, 2011, p. 19). Plus de 80 % des IDE vers le pays sont allés au secteur pétrolier. Les importantes réserves de pétrole et de minerai du pays suscitent l'intérêt des sociétés pétrolières des BRICS, qui cherchent à accroître leurs investissements internationaux. L'Angola étant le premier partenaire africain de la Chine, il existe cependant une forte disparité entre le niveau de son commerce et celui de son investissement en Angola contrairement aux autres pays africains riches en ressources naturelles. Le pays est plus tributaire de l'aide au développement et des financements concessionnels chinois que de l'IDE. Jusqu'en 2006, l'IDE de la Chine en Angola était d'une proportion négligeable (graphique 2.16). Sur la période 2006-2007, le total de ses flux d'IDE a atteint une moyenne annuelle d'environ 30 millions de dollars EU (soit 3 % de l'IDE total de la Chine en Afrique), un montant susceptible d'être largement sous-estimé (Mlachila et Takebe, 2011, p. 24). Quant aux stocks d'IDE actifs chinois dans le pays, ils n'étaient que de 78 millions de dollars EU en 2007 contre seulement 9 millions en 2005 (MOFCOM, 2010, p. 85). Ces dernières années, les entreprises chinoises ont réalisé des percées impressionnantes dans le domaine du pétrole et des diamants, mais aussi dans celui des BTP, de l'industrie légère, de la distribution et du transport. L'Angola compte aujourd'hui « environ 150 entreprises chinoises, dont 40 seraient des entreprises publiques et le reste des entreprises privées en quête d'opportunités commerciales. » (Freemantle et Stevens, 2011). Sur la période 2003-2007, l'Agence nationale angolaise pour l'investissement privé (ANIP) a suivi le lancement de « plus de 1000 projets chinois, représentant au total plus de 4 milliards d'investissements en capital » (ibid.). Un grand nombre d'entreprises chinoises, pour la plupart parapubliques, ont pénétré le marché angolais dans le cadre du premier prêt de la China Exim Bank en 2004 (Cheru et Obi, 2011a, p. 101). Ainsi, le groupe China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC), deuxième producteur de pétrole et premier raffineur chinois a acquis sa première participation dans un bloc pétrolier en Angola. La participation en question représentait 50 % du bloc 18, qui appartenaient auparavant à Shell (les 50 % restants sont détenus par BP) et devaient initialement être vendus à une société indienne, Videsh (Beri, 2005, p. 383 ; Alden et Alves, 2009, p. 15 ; Corkin, 2011a, p. 174).

Sur le continent, l'Angola est la principale destination des investissements brésiliens (Stolte, 2012, p. 5; de Freitas Barbosa et al., 2009, p. 73).⁵² L'Angola attire les entreprises brésiliennes en raison de la langue qui est commune aux deux pays et des liens historiques. Les flux d'IDE du Brésil en direction de l'Angola sont passés de 22 millions de dollars EU en 2003 à 73 millions de dollars en 2007 (graphique 2.15). Quant aux stocks d'IDE, ils sont passés de 25 millions de dollars EU en 2003 à 73 millions en 2007 (ibid.). Quelque 100 entreprises sont présentes dans une gamme de secteurs assez variée en Angola (White, 2010, p. 224; Kiala et Ngwenya, 2011, p. 9). L'essentiel des IDE brésiliens est réalisé par de grandes multinationales (Vale, Petrobras, Odebrecht Camargo Corrêa, Andrade Gutierrez et Queiroz Galvão) principalement dans l'énergie, les mines, la construction et les infrastructures (Stolte, 2012, p. 6; de Freitas Barbosa et al., 2009, p. 81).

Graphique 2.16
Flux et stocks d'IDE brésiliens et chinois en Angola, 2003-2007
(en millions de dollars EU)



Sources : L'auteur ; Mlachila et Takebe, 2011, p. 8 et 24 ; IPEA et Banque mondiale, 2011, p. 82.

⁵² Voir aussi *Stratfor Global Intelligence*. 2010. « Angola, Brazil: A Line of Credit and a Leg up », *Analysis*, 25 juin 2010. [En ligne] <<http://www.stratfor.com/sample/analysis/angola-brazil-line-credit-and-leg>> (consulté le 25/08/2012).

Il importe de souligner que la présence du Brésil en Angola se démarque de celle chinoise par la manière dont les entreprises brésiliennes mènent leurs affaires (BAfD, 2011a, p. 11; Lewis, 2011). Ces dernières sont bien perçues, car attentives aux retombées en termes d'emplois locaux, et surtout en termes de transfert de connaissances et de technologie, en particulier dans le domaine agricole (Lewis, 2011). L'entreprise publique Petrobras qui a un savoir-faire reconnu dans l'exploitation des gisements en eaux profondes est présente dans le pays depuis 1979 (White, 2010, p. 231). Elle participe avec des opérateurs étrangers à l'exploitation de plusieurs blocs et contribue aujourd'hui à la formation de techniciens angolais. En 2010, elle a réalisé deux découvertes de pétrole dans le Bloc 15/06 dont elle détient une part de 5 % (Kiala et Ngwenya, 2011, p. 9). Odebrecht, une entreprise de construction, privée celle-là, contribue de manière significative dans la réhabilitation et la construction de routes, de logements et d'équipements publics (ibid.; Stolte, 2012, p. 6). L'entreprise qui a établi une présence en Angola depuis deux décennies est devenue désormais le plus gros employeur⁵³ du secteur privé en Angola avec des activités dans l'agroalimentaire, la production d'éthanol, la construction de bureaux ou de fabriques (White, 2010, p. 231; Lewis, 2011). Odebrecht a récemment achevé la première phase de la centrale hydroélectrique située à Capanda dont la construction a été mainte fois interrompue durant la guerre civile. En outre, elle a signé en coentreprise avec le Sonangol Trading (20 %) et le groupe privé Damer (40 %) un accord portant sur la création d'une nouvelle entreprise de biocarburants, la Companhia de Bioenergia de Angola (BIOCOM). Les trois partenaires ont investi 258 millions de dollars EU dans une plantation de cannes à sucre⁵⁴ pour la production de l'éthanol, du sucre et des bioénergies (Freemantle et Stevens, 2010b, p. 6; Kiala et Ngwenya, 2011, p. 9). Il importe de souligner qu'outre la présence des grandes compagnies, les petites et moyennes entreprises sont également de plus en plus présentes dans le pays.⁵⁵

⁵³ L'entreprise emploie actuellement un nombre considérable d'Angolais comme le souligne Danilo Marcondes de Souza Neto (2011), « Brazilian multinational companies have been present in Africa in construction and mining since the 1980s. Odebrecht, a civil engineering and infrastructure company, is today the largest private employer in Angola, with 14,000 employees, 95 percent of them Angolans. » (Marcondes de Souza Neto, 2011, p. 80).

⁵⁴ BIOCOM prévoit de produire 250 tonnes de sucre par an, 30 millions de litres d'éthanol et de générer 160000 mégawatts d'énergie par heure (Freemantle et Stevens, 2010b, p. 6).

⁵⁵ « In the wake of Brazil's multinationals, a large number of small and medium-sized businesses have come to Angola. Whereas the presence of the large companies is the most visible sign of its footprint in Angola, it is the growing number of small business that indicates Brazil's new interest in the country. » (Stolte, 2012, p. 6).

La Russie qui a un gros effort de rattrapage à effectuer en Angola lorsque l'on compare son rôle économique à celui des autres BRICS, souhaite resserrer ses liens avec le pays notamment dans les secteurs de l'extraction de diamants, de l'énergie, du transport et des communications (Troude, 2009, p. 174; Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 74). Comme nous l'avons déjà souligné dans la section 2.1.2, la compagnie pétrolière russe Zarubezhneft cherche à accéder aux réserves angolaises et souhaite élargir la coopération avec la société pétrolière publique, la Sonangol (Arkhangelskaya, 2011, p. 91; Cohen, 2009). Le diamantaire russe Alrosa très actif dans le pays participe à « trois projets que sont les coentreprises Catoca et LUO-Camatchia-Camagico et une centrale hydroélectrique sur le Chicapa. » (Kaplinsky et Farooki, 2010, p. 75). L'entreprise a signé avec la société diamantifère publique angolaise, Endiama, un protocole de coopération dans la prospection et de l'exploitation des gisements de diamants du pays (ibid.). À la différence des autres BRICS, notamment la Chine et l'Inde, la Russie n'a pas réellement besoin des ressources angolaises, mais peut vouloir contrôler l'accès des autres acteurs aux ressources du pays.

2.2.3 Rôle de la Chine et du Brésil dans la reconstruction de l'Angola

Au cours de la décennie écoulée, les pays BRICS – et, en particulier, la Chine et le Brésil – ont contribué de manière substantielle aux efforts de reconstruction postconflit et de développement de l'Angola par l'octroi de prêts à des conditions de faveur, par une aide à travers des projets dans des domaines comme la santé, l'infrastructure, l'agriculture et le développement des ressources humaines, par des allègements de la dette et par l'ouverture de leurs marchés aux produits angolais. L'engagement de la Chine et du Brésil en Angola est peut-être le plus important et le plus visible dans le secteur de la construction et des infrastructures (Alves, 2010). Dans ce pays complètement dévasté⁵⁶ par vingt-sept longues années de guerre civile, ils soutiennent des secteurs qui reçoivent peu de financements de la communauté internationale des donateurs, en particulier l'infrastructure. L'amélioration des infrastructures est une priorité nationale pour soutenir la relance économique et la prestation

⁵⁶ *Economist Intelligence Unit* (2007) souligne que : « Angola's prolonged civil war caused an estimated US\$60bn of damage to the country's infrastructure, destroying or damaging 98 % of bridges, 80 % of factories, 60 % of hospitals, 80 % of schools and all of the country's main roads. » (EIU, 2007, p. 34).

des services publics essentiels. On estime que l'Angola devrait investir au moins 20 milliards de dollars EU en projets d'infrastructure, principalement dans le domaine de l'énergie (785 millions de dollars), de l'eau (574 millions de dollars), des transports (423 millions de dollars), des télécommunications (288 millions de dollars) et de l'irrigation (18 millions de dollars), au cours de la prochaine décennie pour lui permettre d'atteindre le niveau des pays en développement⁵⁷ (Pushak et Foster, 2011, p. 36). L'Angola aurait investi jusqu'à présent 4,3 milliards de dollars EU par an (soit 14 % de son PIB) pour la reconstruction et le développement de ses infrastructures, dans les secteurs routier et ferroviaire en particulier (ibid., p. 1). Le financement de ces projets est assuré par les recettes de l'État ainsi que les lignes de crédit concédées par la Chine (4,5 milliards de dollars EU) et le Brésil (750 millions de dollars EU) essentiellement. La grande majorité des financements chinois affectés à la construction d'infrastructures en Angola sont des prêts de la China Exim Bank, le bras financier de la politique internationale de Pékin. Elle est impliquée dans le financement de la totalité ou presque des projets les plus importants en Angola et sur le continent africain. Avec une enveloppe de plusieurs milliards de dollars déjà débloquée en faveur des projets d'infrastructures en Angola, cet établissement public est devenu un véritable concurrent de la Banque mondiale et du FMI en Angola et en Afrique.⁵⁸

Les relations financières entre l'Angola et la Chine sont régies par un accord signé fin 2003, qui jette les bases de la coopération bilatérale⁵⁹ à venir dans les domaines économique et commercial (Campos et Vines, 2008, p. 6). Le premier accord de crédit avec la China Exim Bank a été signé en mars 2004 (ibid.). Il financera des projets d'investissement publics proposés par l'Angola et approuvés par un groupe de travail conjoint. En 2004 et 2007, au moins 4,5 milliards de dollars EU de lignes de crédit ont été accordées par la China Exim Bank pour la construction de 1300 km de chemin de fer en Angola, 300 km de routes, et des hôpitaux, des écoles, des logements sociaux, des réseaux de télécommunication et de

⁵⁷ « To meet its most pressing infrastructure needs and to catch up with developing countries in other parts of the world, Angola needs to expand its infrastructure assets in key areas. » (Pushak et Foster, 2011, p. 35).

⁵⁸ Selon Corkin (2011b), « Between 2004 and 2010, China's Exim Bank has extended a total of US\$ 10.5 billion in oil-backed credit lines to the Angolan Government. » (Corkin, 2011c, p. 2).

⁵⁹ À la sortie du conflit en avril 2002, les conditionnalités imposées par les Institutions Financières Internationales ne satisfaisant pas les autorités angolaises, le pays se tourne alors vers d'autres interlocuteurs, dont la Chine.

l'investissement dans l'agriculture (Brautigam, 2011, p. 123). Le remboursement de ces lignes de crédit ont été garanties par des exportations de pétrole brut angolais (Foster et al., 2009, p. 26). Ce mode de financement, premier exemple majeur de ce qui est désormais appelé « modèle angolais » ou transaction « ressources naturelles contre infrastructures ». Selon Reisen (2007), par ce mode opératoire de l'aide chinoise,

[L]e gouvernement chinois mandate une société de construction chinoise (qui en général reçoit des fonds de soutien de la part de la China Exim) pour des travaux de construction en Angola après accord. Puis, en échange de la fourniture d'infrastructures, le gouvernement angolais cède à une autre société chinoise, active celle-ci dans l'exploitation des ressources (en général pétrole et minerais), le droit d'exploiter des gisements sur son sol par l'acquisition de parts de capital dans une compagnie nationale ou l'octroi de licences d'exploitation (Reisen, 2007, p. 42).

En vertu de cet arrangement, les deux accords chinois signés par la China Exim Bank en Angola spécifient que 70 % des contrats de génie civil doivent être conclus avec des entreprises chinoises et qu'au moins 50 % des intrants doivent être fournis par la Chine, une proportion qui est souvent encore plus importante en pratique (Tan-Mullins et al., 2010, p. 869; Power, 2012, p. 1000; Kiala, 2010, p. 316). Par ailleurs, à partir de 2005, une société privée basée à Hong Kong, le China International Fund⁶⁰, a ouvert des lignes de crédits. Le premier prêt fut de 2,9 milliards de dollars (Corkin, 2011a, p. 172; Kiala, 2010, p. 316). Ce prêt concerne principalement la rénovation du réseau ferré angolais. En 2009, de nouvelles lignes de crédit ont été accordées par la China Exim Bank (6 milliards de dollars) et la Industrial and Commercial Bank of China (2,5 milliards de dollars) pour des projets d'infrastructures adossés au pétrole (Alves, 2010, p.7). Depuis la fin de la guerre civile, les lignes de crédit accordées par la Chine ont atteint 15 milliards de dollars EU (Edinger et Pistorius, 2011, p. 509) (tableau 2.6).

⁶⁰ Le China International Fund (CIF) est impliqué dans de nombreux projets ambitieux comme le souligne Marques de Morais (2011), « [...] has taken charge of the most ambitious projects, such as the construction of 215,500 low-income social houses, an industrial area in Luanda with seventy factories, an international airport, 2,680 kilometers of national railway tracks and 133 depots, and 1,500 kilometers of interprovincial roads, with more on the drawing boards. » (Marques de Morais, 2011, 70).

Tableau 2.6
Principales lignes de crédit accordées par la Chine à l'Angola, 2002-2009

Année	Montant (dollar EU)	Institution financière chinoise	Adossée au pétrole	Projet visé
2002	145 millions	China Exim Bank et China Construction Bank	Non	Infrastructure
2004	2 milliards	China Exim Bank	Oui	Infrastructure
2005	2,9 milliards	China International Fund	Oui	Infrastructure
2007	500 millions	China Exim Bank	Oui	Infrastructure
2007	2 milliards	China Exim Bank	Oui	Infrastructure
2009	1 milliard	China Development Bank	Non	Agriculture
2009	6 milliards	China Exim Bank	Oui	Infrastructure
2009	2,5 milliards	Industrial and Commercial Bank of China	Oui	Infrastructure

Sources : Corkin, 2011a, p. 171; Brautigam, 2011a, p. 123; Alves, 2010, p. 7; Kiala, 2010, p. 316; Tan-Mullins, 2010, p. 869.

Ces lignes de crédit⁶¹ visent spécifiquement à faciliter l'investissement public en Angola (Burke et al., 2007; Vignes et al., 2009). Et bien que conclues à des « taux non concessionnels », elles ont permis de financer la réhabilitation des infrastructures angolaises, ravagées par la guerre (électricité, chemins de fer, télécommunications, hôpitaux, établissements d'enseignement secondaire, instituts universitaires de technologie, usines de traitement des eaux et irrigation) et ont permis également de financer des importations d'équipements agricoles, de bateaux de pêche et de navires-garde-côte en provenance de Chine (Power, 2012, p. 1000; Brautigam, 2011a, p. 125). Ces importants investissements dans les infrastructures ont eu un impact considérable sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales⁶². En dépit des projets financés par la Chine pour la reconstruction et

⁶¹ Comme le souligne Deborah Brautigam (2011a) : « Même s'ils ne sont pas de l'aide publique, ces prêts et lignes de crédit adossés à des produits de base accordés pour des projets d'infrastructure, quoique relativement rares, illustrent ce que la Chine entend lorsqu'elle parle de coopération « gagnant-gagnant. » (Brautigam, 2011a, p. 124). De plus, ils « doivent être vus comme des exemples de crédit pour des investissements, ou des échanges commerciaux. Néanmoins, même s'ils n'impliquent pas d'APD, les prêts adossés à des ressources naturelles présentent des avantages évidents en tant qu'instrument du développement. Le pays peut ainsi utiliser ses exportations de ressources naturelles pour améliorer ses infrastructures, dont la construction commence la plupart du temps presque immédiatement. » (ibid., p. 126).

⁶² Comme le note Alves (2010, p. 15-16), « its engagement in housing, the transportation network, water supply, and electrical grid improvement and extension has had a wide impact in improving local living standards. [...] at this stage, China's partnership is in general well regarded, not only by the political elite, but by the population at large, who have seen an improvement in living standards due to new infrastructure and cheap Chinese consumer goods. ».

le développement postconflit de l'Angola, le taux des expatriés chinois (main-d'œuvre) est élevé par rapport aux locaux (Tan-Mullins et al., 2010, p. 870; Power, 2012, p. 1010). Une pratique qui ne facilite pas les efforts de l'Angola dans sa lutte contre le taux de chômage élevé ou la pauvreté. Ceci ne stimule pas non plus le secteur privé angolais à croître. Mais le pays manque souvent d'ouvriers ou de cadres bien formés pour travailler sur les chantiers.

Le Brésil est également très actif en matière de construction d'infrastructures en Angola (Stolte, 2012). Bien que sa politique d'aide au développement semble privilégier les programmes agricoles et de développement social, sa Banque nationale de développement économique et social (BNDES) a commencé à consentir des prêts pour de grands projets d'infrastructure. À la suite d'une visite officielle du président Lula en Angola, en octobre 2007, plusieurs accords de coopération ont été signés (de Freitas Barbosa et al., 2009, p. 76) et la BNDES a accordé au gouvernement angolais une ligne de crédit de 1,75 milliard de dollars EU servant à faciliter l'investissement des entreprises brésiliennes et la réalisation de projets d'infrastructure (White, 2010, p. 231). En 2009, la BNDES a décaissé 1,5 milliard de dollars EU pour financer l'achat de biens d'équipement brésiliens et une nouvelle ligne de 250 millions de dollars destinée à financer des projets en Angola (Corkin, 2011a, p. 175). Les lignes de crédit non concessionnelles accordées à l'Angola par le Brésil depuis 2007, à travers la BNDES, atteignaient en 2010 d'au moins 3 milliards de dollars EU (Stolte, 2012, p. 7). L'entreprise privée brésilienne de BTP, Odebrecht, a remporté de nombreux contrats, notamment pour la remise en état des routes.⁶³ Tout comme pour la Chine, les lignes de crédit octroyées par le Brésil sont destinées au financement des exportations brésiliennes de biens et de services, dans le cadre de projets d'infrastructure contre une garantie d'approvisionnement en pétrole (Vines et al., 2009, p. 46).⁶⁴

⁶³ Comme le note Stolte (2012) : « Since 2007 four credit lines worth US\$3.2 billion were approved by BNDES and safeguarded by guarantees linked to Angola's growing oil industry; 49 % of these credit lines have been dedicated to projects carried out by Odebrecht. » (Stolte, 2012, p. 7).

⁶⁴ Comme le souligne l'analyse de *Stratfor Global Intelligence* (2010), « Brazilian credit for Angola benefits both countries because of the unspoken understanding that the Angolan government will hire Brazilian companies to do the actual work on any given project. But from Brazil's perspective, there is more to it than simply gaining construction contracts in Angola. The biggest motivation for being willing to invest a total of \$2.6 billion in Angolan construction projects is likely linked to increasing Petrobras' foothold in the oil deposits offshore. To this end, offering an extra \$1 billion credit line is seen as a down payment toward obtaining new offshore concessions. And \$1 billion itself is not an extraordinary amount; the Chinese are rumored to have paid \$1.4 billion in signature bonuses in Angola's 2006 licensing round. » (*Stratfor Global Intelligence*, 2010).

Depuis 2002, l'Angola enregistre une forte croissance, soutenue par la richesse pétrolière du pays. Engagé dans un processus de diversification de son économie, il est accompagné par les pays BRICS. L'impact de ces derniers sur son développement économique est perceptible à travers les échanges commerciaux, des accords « pétrole contre infrastructures » et la construction de grands projets d'infrastructure. Du point de vue commercial, le renchérissement des cours mondiaux du pétrole, l'accès à des biens de consommation meilleur marché et de biens d'équipement bon prix aura certes des retombées positives sur l'Angola. Les pays BRICS, en particulier, la Chine et le Brésil, en apportant des fonds, le matériel et les compétences pour la mise en place d'une infrastructure quasiment anéantie par la guerre et par un sous-investissement chronique, ont contribué à la réintégration de l'Angola et partant, de la relance de son économie. La Chine est très présente en Angola. Elle a réussi à mettre en avant son intérêt pour le pétrole pour accorder au gouvernement angolais des prêts importants pour le renouvellement des infrastructures contre du pétrole. La China Exim Bank a consenti à l'Angola trois prêts⁶⁵ pour des projets infrastructurels adossés à du pétrole comme le souligne Bräutigam (2011b) :

« In 2003, China Eximbank and the Angolan government negotiated a framework agreement that promised a renewable line of credit for reconstruction with a ceiling of \$10 billion (Executive Research Associates Ltd, 2009: 82). Between 2003 and 2010, China Eximbank committed the full \$10 billion to finance post-war reconstruction. The first \$1 billion tranche of credit was disbursed on dozens of projects. » (Bräutigam, 2011b, p. 757-758).

Ces prêts, bien que conclus à des taux non concessionnels, ont permis de financer la réhabilitation des infrastructures angolaises, ravagées par la guerre, allant des moyens de transport, de la production d'électricité et des réseaux de communication, aux bâtiments sociaux. Ils ont également permis de financer des importations d'équipements agricoles. En outre, avec l'apparition de nouvelles sources de financement, l'Angola est moins dépendant de ses partenaires traditionnels que sont les pays de l'OCDE et le FMI. La priorité donnée par

⁶⁵ « Eximbank gave the Angolan government three loans at interest rates ranging from LIBOR (the *London Interbank Offered Rate*, the rate banks charge each other on loans) plus 1.25 percent to LIBOR plus 1.75 percent, as well as generous grace periods and long repayment terms. Commercial lenders, such as Standard Chartered Bank, have charged Angola LIBOR plus 2.5 percent or more, without any grace period and while requiring faster repayment. » (Bräutigam, 2010b).

les pays BRICS aux grands projets d'infrastructure permet à l'Angola, qui est déjà l'un des principaux exportateurs de pétrole sur le continent, de développer davantage son potentiel et d'accélérer ainsi son processus de développement. En dépit des récents progrès enregistrés pour remédier à d'importants goulets d'étranglement structurels, la base industrielle de l'Angola reste très réduite (CNUCED et ONUDI, 2011, p. 48). De plus, l'accélération de la croissance de la dernière décennie n'a créé que peu d'emplois dans le secteur formel parce que les industries extractives, qui sont le moteur de la croissance, sont à forte intensité de capital et n'ont guère de liens avec le reste de l'économie. Dans la mesure où l'Angola reste un exportateur de pétrole et où ses exportations de produits manufacturés sont peu diversifiées, il y a un risque que les tentatives d'élargir son offre au-delà des exportations du pétrole et des diamants soient compromises. Et l'on sait qu'une dépendance accrue d'une économie envers les industries de produits de base ne favorisait pas le recul de la pauvreté. De plus, la place de plus en plus importante des BRICS dans l'économie angolaise risque d'accroître les rentes dont bénéficie l'élite qui contrôle l'accès aux ressources plutôt que d'améliorer le bien-être de la population. Il revient donc à l'Angola de canaliser efficacement les bénéfices provenant de sa coopération avec les pays BRICS vers des investissements dans l'éducation et les infrastructures, ainsi que vers des mesures spécifiques visant à stimuler la diversification de son économie.

Les investissements des BRICS en Angola, encore dominés par l'extraction du pétrole, s'étendent progressivement à d'autres activités, allant de l'agriculture, aux communications, aux transports et à la construction. L'entrée sur le marché angolais d'entreprises des BRICS semble avoir eu de fortes incidences sur la production nationale. Elle crée de nouveaux débouchés pour les fournisseurs et élargi l'accès des consommateurs à des produits manufacturés bon marché. La participation croissante des entreprises des BRICS en Angola a permis certains transferts de compétences, notamment dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, avec des effets positifs sur la productivité. À cet égard, le défi principal pour l'Angola sera d'exploiter le potentiel de transfert de technologie en encourageant l'établissement de liens solides avec les entreprises des BRICS évoluant sur le sol angolais. L'Angola continuera de bénéficier d'une augmentation de la demande mondiale de pétrole. La forte expansion de la demande de matières premières des BRICS, particulièrement de la Chine et de l'Inde, a des positifs sur le pays.

CHAPITRE III

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR L'AFRIQUE DANS SES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS BRICS

Ce chapitre décrit les perspectives et les défis qui découlent de l'intensification des relations économiques de l'Afrique avec les pays BRICS. La première section se penche sur les opportunités que les pays africains pourraient exploiter ou mettre à profit pour leur développement. Certains des risques inhérents aux modes d'intervention des BRICS sur le développement des pays du continent sont abordés dans la deuxième section. La dernière section met l'accent sur un certain nombre de défis potentiels associés à ces nouvelles relations, dont l'accélération du processus de diversification des économies africaines qui permettrait d'élargir la base d'exportation du continent, et le renforcement de l'intégration économique régionale qui favoriserait les investissements dans l'infrastructure régionale et une meilleure gestion des ressources naturelles transfrontalières.

Les relations économiques établies avec les pays BRICS offrent de nouvelles perspectives de développement pour l'Afrique, mais elles entraînent aussi de nombreux risques. L'Afrique bénéficie désormais d'importants investissements dans les industries d'extraction, les infrastructures et d'autres secteurs critiques de l'économie africaine. Parmi les risques, on peut s'inquiéter de la nature des échanges qui renforce la dépendance des pays africains et crée une situation de rente des matières premières qui pourrait avoir un impact négatif sur leur croissance à long terme. Les défis majeurs pour l'Afrique dans cette perspective sont l'accélération du processus de diversification des économies et de leur transformation structurelle afin de rompre leur dépendance envers les produits de rente, et le renforcement de l'intégration économique régionale qui offre des perspectives de croissance importantes et entraîne une diversification accrue des partenariats économiques et de développement pour les pays de la région.

3.1 Opportunités pour l'Afrique

Avec le vigoureux renouveau de la coopération Sud-Sud sur la scène internationale, après sa mise en veilleuse par l'ajustement structurel pendant les années 1980, et la montée en puissance des BRICS, des possibilités évidentes semblent se dégager pour les pays africains. La forte croissance des BRICS a dopé les recettes d'exportation de ces derniers en procurant de nouvelles possibilités de transformation structurelle et de diversification économique. L'intensification des échanges avec ces nouveaux partenaires a contribué non seulement à l'expansion commerciale des pays africains, mais aussi à la diversification géographique de leurs flux commerciaux. De plus, les pays BRICS fournissent souvent des alternatives attrayantes aux donateurs traditionnels. Les apports publics des BRICS se distinguent, dans l'ensemble, par le fait qu'ils sont étroitement liés à des activités de commerce et d'investissement, aux partenaires traditionnels qui acheminent leurs capitaux par l'intermédiaire d'organismes de développement et qui séparent l'investissement de l'aide publique (en général non liée à des contrats avec les pays donneurs) et du développement des capacités institutionnelles. L'absence de conditionnalités en matière de politique économique associée aux déboursements d'aide qui caractérise leur partenariat permet d'assouplir les contraintes financières qui limitent la marge d'action des pays africains. Comme il est décrit par Woods (2008, p. 1221), les BRICS ont déclenché une révolution silencieuse qui offre peu à peu des alternatives aux pays bénéficiaires et qui introduit ainsi des pressions concurrentielles dans le système en place. Ce défi survient à une période où le système établi de coopération pour le développement international connaît une crise de légitimité. Selon Zimmermann et Smith (2011, p. 733), l'émergence de modèles alternatifs de développement, de sources de financement pour le développement et de modalités pour la coopération pour le développement n'a servi uniquement qu'à intensifier cette crise de légitimité.

Les pays africains ont désormais la possibilité d'évaluer la forme et le fond de leur engagement tant avec les partenaires traditionnels qu'avec les partenaires émergents, d'identifier les bonnes pratiques de chacun d'entre eux et de chercher à optimiser celles-ci dans le cadre de nouvelles relations. En outre, un choix élargi de partenaires, au-delà des partenaires traditionnels, permet de tirer parti simultanément de différents modèles de développement et de bénéficier des avantages comparatifs présentés par chaque partenaire.

3.1.1 La diversification des ressources pour le développement

Au cours de la décennie écoulée, la participation croissante des BRICS dans les pays africains a favorisé la diversification des ressources pour le développement. L'apport des donateurs traditionnels aux besoins de financement de l'Afrique a été complété par une augmentation des échanges, de l'aide et des investissements des BRICS. Du fait que ces derniers sont fortement intéressés par les ressources naturelles et capables d'accorder des financements à des conditions de faveur, comme les crédits à l'exportation ou les lignes de crédit garanties par les ressources naturelles, les ressources disponibles pour le développement s'en trouvent accrues, et les choix de financement qui s'offrent aux pays africains sont diversifiés. Étant donné la conjoncture, la volonté manifeste et la capacité croissantes des BRICS à apporter des ressources financières peuvent aider les pays africains à amortir la baisse éventuelle de l'aide reçue des donateurs traditionnels, en proie actuellement à une reprise fragile et à des problèmes d'endettement dont nombre d'entre eux ont du mal à résoudre.

Les relations BRICS-Afrique s'inscrivent dans le phénomène plus large de la coopération économique Sud-Sud. La coopération Sud-Sud (CSS) a acquis en quelques années une importance considérable. A ce titre, elle est de plus en plus considérée comme un des tenants de la coopération internationale au développement. La CSS est fondée sur les principes d'égalité, de solidarité, d'intérêt mutuel et de non-ingérence dans les affaires internes. Outre qu'elle peut être mise en place plus rapidement que la classique coopération pour le développement Nord-Sud, la CSS est plus réceptive aux priorités du pays bénéficiaire et est pratiquement dénuée de toute conditionnalité politique.⁶⁶ Une autre caractéristique de la

⁶⁶ La critique principale et récurrente à l'encontre de l'aide des partenaires traditionnels concerne l'utilisation de conditionnalités politiques. L'utilisation persistante de conditionnalités politiques dans l'aide au développement constitue une violation du droit souverain des peuples à décider de leurs priorités nationales et de leurs stratégies de développement. Les prêts et les dons alloués au titre de l'APD par les Institutions financières internationales, essentiellement la Banque mondiale et le FMI, et par les bailleurs de fonds traditionnels sont utilisés pour rémunérer les biens et services liés à l'exécution de projets et de programmes qui répondent davantage aux impératifs d'exportation des pays développés qu'aux besoins réels des pays emprunteurs. Les sommes accordées peuvent aussi servir à rembourser des arriérés de paiement. L'ADP sert également à financer des opérations humanitaires, des projets d'assistance technique et des annulations de dettes publiques. Les budgets de l'APD incluent aussi une enveloppe sécurité qui sert à financer des achats d'armes et des opérations militaires. Les prêts de l'APD sont également assujettis aux conditions du consensus de Washington : libéralisation du commerce, dérégulation des circuits financiers, privatisation des actifs publics et austérité budgétaire.

CSS qui la distingue de l'aide traditionnelle est qu'elle se concentre fortement sur les infrastructures. Cela ne signifie pas que les partenaires traditionnels ou les organismes multilatéraux comme la Banque mondiale ne soutiennent pas les infrastructures – ils le font –, mais l'importance de cette dimension est frappante dans la coopération Sud-Sud, et c'est notamment ce qui la rend attirante pour beaucoup de pays africains. Cependant, la CSS souffre d'un manque de ressources et elle ne représente qu'une part mineure de l'assistance au développement. Bien qu'elle paraisse être fréquente, croissante et toujours plus diversifiée, la CSS se heurte à un certain nombre de limitations et les données sont ici rarement disponibles. Les projets tendent à être de petite taille et il n'existe aucun mécanisme pour faire correspondre la demande en coopération sud-sud avec l'offre dont elle est l'objet. De plus, la CSS est rarement évaluée au-delà de la vérification du respect des délais et de l'achèvement des projets. Bien que ceci puisse limiter le nombre de missions et d'études et réduire les coûts opérationnels pour les gouvernements des pays qui gèrent les programmes, il pourrait limiter les horizons à long terme en ce qui concerne la durabilité et l'impact des projets sur le développement.

L'importance pour les pays BRICS de la coopération Sud-Sud est illustrée par le fait qu'ils ont presque tous créé des instances ayant vocation à renforcer cette coopération, que ce soit entre eux ou avec les pays africains. C'est les cas, par exemple, du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) créé en 2000, du Forum Inde-Afrique (2008), ou encore du Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA). Ce dernier a été institué en 2003 afin d'améliorer les capacités de négociation de ses membres dans les instances internationales et de développer leur coopération, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la culture et de la défense. La coopération entre les trois États passe par des échanges trilatéraux et l'appui de projets Sud-Sud viables dans les pays en développement via le fonds IBAS pour la lutte contre la faim et la pauvreté.⁶⁷ Le Forum sur la coopération sino-africaine et le Forum Inde-Afrique sont ceux qui acheminent beaucoup d'aide sud-sud au développement. Ils contribuent au développement économique par des prêts concessionnels et des dons, l'appui à l'infrastructure, l'allègement de la dette, l'accès

⁶⁷ Le lecteur désireux d'en savoir plus pourra consulter Alden et Vieira (2005), Beri (2008), Flemes (2009), Taylor (2009), Andreasson (2011), Matthew (2012).

aux marchés, l'appui au développement des ressources humaines et l'assistance technique. À cet égard, la China Exim Bank, l'Exim Bank of India et la Banque nationale brésilienne de développement économique et social (BNDES) constituent le relais principal du financement vers l'Afrique. Ces dernières offrent des prêts concessionnels pour différents projets d'infrastructure et de construction, et le financement du crédit et des projets à des compagnies nationales qui investissent dans les pays africains (voir section 2.1.3 *supra*).

L'augmentation des échanges avec les pays BRICS a permis à l'Afrique de diversifier la géographie de ses marchés et de ses sources de financement du développement. Elle a permis aussi aux pays africains de tirer avantage des importations d'intrants et de biens de consommation bien moins chers par rapport à ceux en provenance des partenaires traditionnels (OCDE, 2010, p. 139). Les biens d'équipement peu onéreux et appropriés dopent la productivité des producteurs de la région, tandis que les importations manufacturières à bas prix profitent aux consommateurs et aux producteurs et contribuent ainsi à réduire la pauvreté. L'infrastructure et l'agriculture sont deux domaines prioritaires des BRICS, ce qui rend leur aide idéalement complémentaire de l'aide des donateurs traditionnels qui privilégient les secteurs sociaux. En étoffant leur financement destiné aux secteurs de l'infrastructure et de la production, les pays BRICS comblent un déficit financier dans des secteurs prioritaires qui ont des conséquences sérieuses pour la croissance et la lutte contre la pauvreté. La Chine, par exemple, est devenue l'une des principales sources de financement des projets d'infrastructures en Afrique. Selon le consortium pour l'infrastructure en Afrique (ICA), ses engagements auraient atteint 9 milliards de dollars EU en 2010 (ICA, 2011, p. 44). Un tel montant fait de la Chine le premier partenaire bilatéral pour le financement des infrastructures sur le continent. Compte tenu des besoins, évalués à hauteur de 93 milliards de dollars EU par an pour combler le retard du continent en matière d'infrastructure (Foster et Briceno-Garmendia, 2010, p. 6), les apports chinois dans ce domaine ne peuvent qu'améliorer les perspectives de développement des pays africains. De plus, par la création de plusieurs zones économiques spéciales (ZES) en Afrique dans le cadre du FOCAC en 2006, la Chine apporte son soutien à l'industrialisation et à la diversification économique de nombreux pays africains. La diversification des exportations et l'augmentation de l'intensité technologique des exportations africaines attendues de ces ZES

pourraient aider les pays africains à instaurer des pôles économiques au sein de leur économie et, ainsi, à ne plus se contenter de l'extraction de ressources. Il est tout aussi possible d'espérer une création d'emplois locaux dans les pays d'accueil africains grâce à l'implantation de petites unités de production opérant dans ces ZES. Pour le secteur industriel africain, ces zones représentent une opportunité considérable d'accéder à des capitaux et à des services d'infrastructure, de bénéficier de transferts de compétences et de technologies.

3.1.2 L'accès aux technologies moins coûteuses et adaptées

L'intensification des relations de commerce et d'investissement avec les pays BRICS s'accompagne de transfert de technologies et de renforcement des compétences. En raison de la faible différence de niveau technologique entre les pays africains et certains pays BRICS par rapport aux partenaires traditionnels, les pays africains pourraient tirer de grands bénéfices de l'importation des technologies en provenance des BRICS. Ceci pourrait s'avérer rentable sur de multiples plans parce que ces technologies pourraient être relativement moins coûteuses, moins sophistiquées et plus adaptées aux besoins et aux exigences des pays africains. En outre, les compétences humaines nécessaires à l'utilisation et à l'adoption des nouvelles technologies qui proviennent de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud sont, semble-t-il, plus facilement assimilables. D'après l'OCDE, les partenariats « entre des entreprises chinoises et africaines peuvent faciliter le transfert de technologie, conférer une valeur ajoutée aux exportations africaines et aider les entreprises africaines à se positionner avantageusement sur les marchés mondiaux. » (OCDE, 2010, p. 151). La Chine soutient également la recherche et l'innovation en Afrique en construisant des centres technologiques et en envoyant sur le continent des scientifiques qui procèdent à des transferts de technologies comme l'a mis en évidence le FOCAC de 2009. L'Inde, aussi, procède à des transferts de technologies à travers les projets portant sur le Pan-African E-Network entre les universités et les centres de santé indiens et africains (Desai, 2009, p. 420). Le Brésil, à travers sa coopération technique, contribue au progrès social et économique des partenaires africains en partageant ses enseignements, ses connaissances provenant d'expériences réussies et ses bonnes pratiques. L'agriculture tropicale est un domaine majeur de la coopération brésilienne avec des partenaires africains. Par l'intermédiaire de sa société de

recherche en agronomie (Embrapa) et dans le but de renforcer la productivité et la production de coton des pays bénéficiaires par le transfert de technologies brésiliennes, il a fourni de l'assistance technique aux pays du groupe Coton-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad). Le Brésil a aussi rendu son savoir-faire accessible à plusieurs autres pays africains désireux de développer leur secteur agroénergétique (Stolte, 2012, p. 12). De même, la Chine a signé en décembre 2011, un accord avec ces quatre pays producteurs africains de coton, pour renforcer la coopération en matière de production cotonnière. Cette coopération comprendra des transferts de technologies, une assistance technique dans la recherche, l'approvisionnement en semences, machines agricoles, engrais et pesticides et le financement de projet de formation, ainsi que des échanges d'expériences, dans le but d'améliorer la connaissance des entrepreneurs chinois du textile à l'égard de l'Afrique, et pour encourager le secteur textile chinois à investir des capitaux en Afrique. Les investissements des pays BRICS en Afrique ont des effets globalement positifs et seront essentiels pour répondre aux besoins croissants de cette région et pour y promouvoir le développement économique.

3.2 Risques à terme pour l'Afrique

Le choix élargi de partenaires, au-delà des partenaires traditionnels, permet de tirer parti simultanément de différents modèles de développement et de bénéficier des avantages comparatifs présentés par chaque partenaire. Cependant, des craintes liées à cette multiplicité de partenaires demeurent. Dans le contexte actuel caractérisé par la nouvelle « ruée vers l'Afrique », nombre de décideurs politiques craignent que la présence des BRICS en Afrique ne perpétue la spécialisation de cette dernière dans la fourniture de matières premières dans l'économie mondiale ou ne replonge les pays africains emprunteurs dans la spirale du surendettement. Un autre aspect discutable parfois avancé est que les lents et inégaux progrès dans la gouvernance des pays africains ne soient retardés par les pratiques de ces nouveaux partenaires (Manning, 2006, p. 33). À cet égard, la Chine est demeurée la principale cible des accusations, notamment de la part des bailleurs de fonds traditionnels. En effet, deux aspects alimentent les inquiétudes. Premièrement, le financement chinois risque d'alimenter la corruption directement via le transfert massif de fonds vers des régimes mal gérés (malédiction des ressources), et, deuxièmement, il risque d'apporter une aide financière à des

régimes répressifs et autoritaires qu'il aurait sinon été possible de contraindre par des sanctions ou des exigences en matière de gouvernance. De plus, fidèle à sa politique de non-ingérence qui s'oppose aux choix des puissances occidentales, la Chine n'impose pas de conditions en termes de gouvernance ou de droits de l'homme au financement de projets à l'étranger, car elle considère que ce serait de l'ingérence dans les affaires internes d'autrui. La Chine considère également que les politiques destinées à encourager le développement à long terme sont de la responsabilité du pays destinataire de l'aide.

Précisons que l'approche chinoise de l'aide au développement diffère de celle des autres donateurs, car son unique objectif est de contribuer au développement social et économique des pays récipiendaires, sans conditionnalités (Guoqiang, 2007). La Chine considère que l'aide étrangère est une interaction « gagnant-gagnant » entre pays en développement. Cette mentalité « gagnant-gagnant » explique le fait qu'une grande partie de l'aide étrangère est liée à la promotion d'exportations et d'investissements entre la Chine et les pays destinataires (Huang et Ren, 2012). Pour saisir le cadre fondamental régissant l'aide financière et technique de la Chine aux pays africains, il est important de faire référence aux « huit principes »⁶⁸ en matière d'aides de la Chine à l'étranger qui ont été formalisés pour la première fois par le premier ministre Zhou Enlai pendant sa visite au Ghana en janvier 1964. Ces principes d'autodisciplines – au lieu d'imposer des conditions aux pays bénéficiaires, ces

⁶⁸ Les huit principes de l'aide chinoise sont : « 1°) Le gouvernement chinois se fonde toujours sur le principe de l'égalité et de l'avantage mutuel lorsqu'il accorde de l'aide à des pays étrangers. Il ne considère jamais l'aide comme une offrande unilatérale, mais comme quelque chose de mutuel ; 2°) Lorsqu'il accorde de l'aide à des pays étrangers, le gouvernement chinois respecte strictement la souveraineté des pays bénéficiaires. Il ne l'assortit jamais de conditions et ne demande aucun privilège ; 3°) Le gouvernement chinois accorde des aides financières sous la forme de prêts sans intérêt ou à intérêt faible, et prolonge si nécessaire les délais de remboursement afin d'alléger autant que possible la charge des pays bénéficiaires ; 4°) Lorsqu'il accorde de l'aide à des pays étrangers, le gouvernement chinois ne cherche pas à rendre ces pays tributaires la Chine, mais, au contraire, à les engager petit à petit sur la voie de l'autonomie et du développement économique ; 5°) Le gouvernement chinois s'efforce d'aider les pays bénéficiaires à bâtir des projets qui nécessitent moins d'investissements et qui apportent des résultats plus rapidement, de manière à ce que les pouvoirs publics des pays bénéficiaires puissent engranger davantage de recettes et accumuler des capitaux ; 6°) Le gouvernement chinois apporte des équipements et des matériaux de la meilleure qualité aux prix du marché international. Si ces équipements et matériaux ne correspondent pas aux spécifications et à la qualité requises, le gouvernement chinois se charge de les remplacer ; 7°) Lorsqu'il apporte de l'assistance technique, le gouvernement chinois veille à ce que la main-d'œuvre du pays bénéficiaire maîtrise complètement ces techniques ; 8°) Les experts envoyés par la Chine pour participer à des travaux de construction dans les pays bénéficiaires auront le même niveau de vie que les experts du pays bénéficiaire. Les experts chinois ne sont pas autorisés à faire des demandes particulières ou à bénéficier de traitements de faveur. » (*Discours du Premier ministre chinois Zhou Enlai, Accra, Ghana, 15 janvier 1964*, cité par Bräutigam, 2011, p. 129).

principes en question visent la Chine elle-même – constituent depuis les pierres angulaires du système des valeurs orientant l'aide chinoise à l'Afrique. Ces principes font donc contrepoids à ces accusations. Il en est de même pour les indicateurs de la gouvernance. Selon l'Indice Ibrahim (2012), qui mesure la fourniture de biens et de services publics, l'Angola et la République démocratique du Congo, par exemple, font partie des sept pays africains dont le score s'est le plus amélioré dans les années 2000.⁶⁹ Or, ces deux pays ont conclu avec la Chine des accords « ressources contre infrastructures » de premier plan, comme nous l'avons déjà mentionné. En outre, contrairement aux idées reçues, rien ne prouve que la corruption en Afrique se soit aggravée sous l'effet des partenariats émergents (BAfD et al., 2011, p. 134).

3.2.1 La dépendance accrue à l'égard des matières premières

Si les pays BRICS ont permis à l'Afrique de diversifier la géographie de ses marchés, ils ne lui ont pas permis de diversifier la structure de ses exportations ; les matières premières, particulièrement le pétrole et les minerais, continuent à dominer. La concentration des échanges avec ces nouveaux partenaires semble toujours s'inscrire – comme avec les partenaires traditionnels – dans le cadre d'un schéma « centre-périphérie ». Comme nous l'avons souligné précédemment, les activités des BRICS se portent en priorité sur les pays africains richement dotés en ressources (Kimenyi et Lewis, 2011, p. 19). Leurs prêts consentis à des conditions de faveur financent souvent des investissements dans le secteur des ressources naturelles, ce qui renforce la spécialisation dans les matières premières et nuit à la diversification des exportations (BAfD et al., 2011, p. 111; CNUCED, 2010, p. 75). De nombreux pays pauvres d'Afrique ont vu leur dépendance à l'égard des matières premières s'accroître ces dernières années avec la demande accrue des BRICS, en particulier de la Chine et de l'Inde. Une tendance inquiétante puisqu'elle risque de provoquer une sorte de « maladie hollandaise » qui bloquerait ainsi la spécialisation des pays du continent. La dotation en ressources naturelles peut ainsi devenir une « malédiction » en favorisant le risque de spécialisation. Toutefois, les tendances actuelles indiquent que l'intérêt porté à

⁶⁹ D'après l'Indice Ibrahim de la Fondation Mo Ibrahim (2012, p. 2), « [f]rom 2000 to 2011, seven countries have demonstrated a significant improvement in their overall governance score: Liberia, Angola, Sierra Leone, Rwanda, Congo, Democratic Republic of Congo and Zambia. ». (Indice Ibrahim, 2012, p. 2).

l'Afrique par les pays BRICS est bien plus qu'une simple ruée vers les ressources naturelles. Ces nouveaux partenaires commencent à diversifier leurs investissements et s'intéressent désormais à toute une gamme de secteurs. La Chine, en particulier, a tendance à financer un développement des infrastructures qui contribue à réduire les coûts de transaction et qui se répercute sur l'aptitude de la région à diversifier son économie dans le sens de la production et de l'exportation d'articles manufacturés.

3.2.2 Le risque de nouvelle accumulation de dette

Les stratégies de prêts des BRICS font l'objet de récurrentes critiques dans la mesure où leurs pratiques de financement s'écartent des règles consensuelles appliquées par les bailleurs de fonds traditionnels (Kragelund, 2010a). Ces pays offrent des financements pour des montants élevés et sans conditionnalités, parfois largement supérieurs à ceux susceptibles d'être mobilisés par les institutions internationales. Mais ces financements sont souvent proposés, comme nous l'avons déjà noté, sous une forme peu ou non concessionnelle et peuvent être gagés sur des ressources naturelles ou assortis d'engagements de la part des pays récipiendaires. Ainsi, la croissance du financement de l'Afrique par ces pays a fait craindre un ré-endettement pouvant aboutir à une situation de surendettement identique à celle prévalant avant la mise en œuvre des initiatives d'annulation de dettes (Reisen, 2007).

Parmi le groupe BRICS, la Chine est le pays qui suscite le plus d'inquiétudes. La Chine a été accusée par les partenaires traditionnels de jouer le rôle de passager clandestin (« Free rider »), car tout laisse penser qu'elle profite de la reconstitution de la capacité d'emprunt des pays ayant bénéficié de l'Initiative PPTE améliorée et de celle d'allègement de la dette multilatérale (Brautigam, 2011a, p. 132). Un comportement qui semble avoir pour effet de réduire l'efficacité de l'aide et de remettre en cause la viabilité future de la dette des pays bénéficiaires. De plus, l'aide apportée par la Chine à l'Afrique qui revêt désormais la forme de prêts commerciaux à des taux compétitifs, pourrait saper les efforts visant à restaurer la solvabilité des pays pauvres très endettés (Schiere et Rugamba, 2011, p. 107). Cependant, ces inquiétudes n'apparaissent pas pleinement justifiées à la lumière des données disponibles. Ainsi, des données révèlent que, grâce à l'intensification de ses liens commerciaux avec la Chine, l'Afrique a connu une hausse de ses taux de croissance, une

amélioration des termes de ses échanges et une augmentation de son volume d'exportations et de ses recettes publiques. Aucune donnée claire ne permet d'affirmer que la Chine réendette les PPTE. Reisen et Ndoye (2008) ont montré que les accusations faites à la Chine de se comporter en passager clandestin sont déplacées, et ce pour la simple raison que la majorité des projets d'infrastructure en Afrique financés par les Chinois sont entrepris dans des pays riches en ressources qui ne font pas partie du club des pays pauvres très endettés. Ils soutiennent que la Chine avait peu prêté aux pays IPTE et que ses financements, y compris ses prêts, n'ont pas produit d'effet délétère sur la réduction du surendettement africain. Selon les mêmes auteurs, les investissements chinois et la hausse des cours causée par la demande chinoise de matières premières semblent avoir contribué à l'amélioration non négligeable des indicateurs de surendettement de l'Angola et du Soudan. En Angola, la dette totale est passée de 100 % du PIB en 2000 à 30 % en 2006. Au Soudan, elle est passée de 162 à 75 %, malgré l'augmentation de la dette réelle (Reisen et Ndoye, 2008, p. 38).

Il importe de noter que même si les prêts accordés par la Chine ne nuisent pas à la viabilité de la dette dans les pays pauvres d'Afrique, ils risquent de devenir problématiques à mesure que la Chine s'impliquera davantage sur le continent. Ses opérations « ressources contre infrastructures » apparaissent de plus en plus problématiques. Récemment, un certain nombre de ces accords ont rencontré des obstacles. On citera à titre d'exemple le prêt de 9 milliards de dollars de la China Exim Bank à la République démocratique du Congo (RDC) en 2008, pour des infrastructures, adossés au cuivre et au cobalt. Après négociation, les conditions initiales de ce prêt ont été restructurées en août 2009 et ramenées à 6 milliards de dollars EU, à la demande du FMI qui a tenté de bloquer cet investissement, faisant valoir que la RDC ne pouvait pas conclure de nouvel arrangement avec un créancier préférentiel privilégié alors qu'elle doit encore à d'autres créanciers tout en affirmant qu'il risque d'alourdir la dette déjà intolérable du pays (Marysse et Geenen, 2009 ; Brautigam, 2011a).⁷⁰ Ainsi, la RDC pour pouvoir bénéficier d'un allègement de sa dette au

⁷⁰ Corkin (2011a) note que « The World Bank has locked horns with China Exim Bank arguing that given the Exim Bank requirement for a guaranteed revenue stream, the loan should be commercial, and thus not require a sovereign guarantee. Such matters came to a head during the negotiations over a proposed \$9 billion resources-for-infrastructure deal by a consortium of Chinese companies led by China Exim Bank in the DRC. The IMF and World Bank managed to persuade Exim Bank to drop the requirement of a sovereign guarantee (Reuters 2009). » (Corkin, 2011a, p. 173).

titre de l'Initiative PPTE, elle a dû revoir les modalités de l'accord de financement qu'elle a passé avec la Chine. La RDC n'est pas un cas unique. Il y a le Ghana, l'un des pays d'Afrique les plus endettés, où le Parlement a ratifié, en août 2011, un emprunt de 3 milliards de dollars EU auprès de la China Development Bank (Odoi-Larbi. 2011). Cette ligne de crédit, la plus élevée jamais garantie par l'État ghanéen et dont le remboursement se fera en pétrole, servira à financer le développement des infrastructures. La Chine considère ces arrangements comme faisant partie de son aide au développement, car ils visent à promouvoir et à stimuler le développement économique. Cependant, même si ces arrangements se démarquent par leur montant exceptionnel, ils sont particuliers à bien d'autres égards. L'aide, le commerce et les investissements sont si étroitement liés qu'on ne peut dire quelles composantes de l'interaction chinoise avec la RDC ou le Ghana peuvent être classées comme de l'aide et lesquelles peuvent être considérées comme de l'IDE. Toutefois, en raison de leur caractère commercial, il ne s'agit ni de subventions, ni d'aide. Il y a de fait très peu de différences entre les lignes de crédit chinoises en Afrique et celles des partenaires traditionnels. Autant dire que la générosité des montants annoncés ne doit pas non plus dissimuler le fait que l'aide chinoise demeure bilatérale et fortement liée⁷¹ – une aide est dite « liée » lorsque le pays bénéficiaire est obligé d'avoir recours aux biens ou services des entreprises du pays donateur pour mettre en œuvre les projets financés. La Chine se montre très exigeante lors de la mise en place des lignes de crédit. Selon les critères de l'Exim Bank⁷², un prêt préférentiel ne peut être accordé que si des entreprises chinoises sont chargées des opérations financées par le prêt. En outre au moins 50 % des fournitures pour l'exécution du contrat (équipements, machines, technologies et services) doivent provenir de la Chine. Ce type de contrat doit nécessairement financer des projets industriels, la construction d'infrastructures ou encore des projets sociaux, ces derniers ayant été largement ignorés par les partenaires traditionnels malgré des besoins pressants des pays africains dans ces domaines. En revanche, et contrairement à ce qu'exigent les institutions de Bretton Woods et les donateurs occidentaux, l'aide de la Chine n'impose pas de conditions pouvant affecter la

⁷¹ L'accord global de prêt signé entre la China Development Bank et l'État ghanéen, stipule qu'un minimum de 60 % du travail contractuel, et peut-être davantage reviendra aux entreprises chinoises (Odoi-Larbi. 2011).

⁷² China Exim Bank, « Chinese Government Concessional Loan and Preferential Export Buyer's Credit », [En ligne] <http://english.eximbank.gov.cn/businessarticle/activities/loan/200905/9398_1.html> (consulté le 19 juillet 2012).

politique économique nationale des pays récipiendaires. En fait, elle repose généralement sur les demandes des destinataires et s'aligne sur leurs besoins urgents en matière d'infrastructures publiques et d'investissements (Naidu et Herman, 2008). Le discours véhiculé par la Chine est celui de la non-ingérence. Par exemple, la Chine ne remettra jamais en cause la nature du régime politique du pays avec lequel des relations de coopération sont nouées. Seule lui importe la stabilité politique du pays, profitable aux échanges économiques. Ces pratiques de la Chine dans sa politique de coopération ont fait l'objet de nombreuses critiques : il lui a été souvent reproché de lier son aide. En fait, l'aide chinoise est doublement liée. D'une part, les projets financés par la Chine font essentiellement appel à des entreprises et à de la main-d'œuvre chinoises, au détriment de la main-d'œuvre locale ; et d'autre part, les financements de projets d'infrastructure sont systématiquement « liés » à l'octroi de concessions pétrolières ou minières (exemples récents de la RDC et du Ghana). Cependant, la liaison de l'aide n'est pas une spécialité chinoise ni non plus une pratique nouvelle. Bien que les donateurs occidentaux se soient donnés pour objectif de rompre cette liaison, une bonne partie de leur aide demeure liée. Ainsi, comme le soulignent Sautman et Hairong (2008) :

« About 80 per cent of US grants and contracts to developing countries must be used to buy goods and services from US firms and NGOs. Some 90 per cent of Italy's aid benefits Italian companies and experts; 60–65 per cent of Canada's aid and much of that of Germany, Japan and France is tied to purchases from those states. » (Sautman et Hairong, 2008, p. 104).

L'aide liée n'est pas toujours la forme la plus efficace d'aide publique au développement. Cependant, cette problématique n'a que peu d'impact sur les règles de transparence dans l'attribution des marchés publics, les entreprises chinoises, brésiliennes, indiennes et sud-africaines étant régulièrement les moins chères. De plus, soulignons le fait qu'existe une proximité plus grande entre les manières de faire des BRICS et d'Afrique. Les opérateurs chinois, brésiliens, indiens et sud-africains, en particulier, évoluent avec davantage d'aisance dans les environnements les plus difficiles où prédominent les arrangements informels en termes de procédures, de normes, etc. et là où les partenaires traditionnels sont généralement absents. L'ADP et les autres flux publics qui émanent des BRICS sont bien plus efficaces, pragmatiques et impliquent des transferts de technologies et de compétences.

3.3 Les BRICS, défis pour l'Afrique

Un plus grand choix de partenaires présente de grandes opportunités pour les pays africains (dont l'accès à des ressources rarement disponibles) de poursuivre leurs priorités de développement national, présence, mais la présence de ces différents acteurs pose aussi des défis importants pour des trajectoires de croissance et de développement viables pour le continent. Parmi lesquels, figurent en bonne place l'accélération du processus de diversification des économies africaines et le renforcement de la coopération régionale.

3.3.1 La diversification des économies africaines

L'Afrique est devenue l'une des régions les plus dynamiques au monde. Elle a enregistré des taux de croissance appréciables au cours de la décennie écoulée, mais ce sont essentiellement la production et les exportations du secteur primaire qui sont restées les moteurs de cette croissance. En dépit de ces progrès, la diversification économique semble s'enclencher difficilement dans la région. La plupart des pays africains n'ont guère diversifié leurs exportations, et un grand nombre d'entre eux restent encore tributaires des exportations de produits primaires. Cette dépendance excessive vis-à-vis de quelques matières premières démontre la nécessité d'une plus grande diversification des économies du continent. Il importe de développer les capacités productives pour assurer la croissance économique et réduire la pauvreté. Les liens de coopération entre l'Afrique et les pays BRICS pourraient être renforcés grâce à une diversification des économies africaines dans des secteurs comme l'agriculture, les services et l'industrie manufacturière, ce qui permettrait d'élargir la base d'exportation très limitée du continent. La Chine en particulier pourrait aider certains pays africains à diversifier leur économie à l'avenir par ses apports dans la création de zones économiques spéciales (ZES) ainsi que par ses préférences tarifaires (Berthelemy, 2011, p. 77). De nombreux projets de ZES lancés ces dernières années dans différents pays d'Afrique, s'ils réussissent, pourraient contribuer au développement industriel d'un continent ayant un fort besoin d'industrialisation, et dans lequel de précédentes tentatives de création de zones franches d'exportations ont déjà échoué, souvent avec des conséquences dramatiques. L'Afrique doit donc mettre en œuvre une stratégie intégrée de diversification à long terme

avec le soutien des BRICS et de la communauté internationale sous forme d'activités de renforcement des capacités commerciales qui devront être bien ciblées et bénéficier de financements à long terme. Ceci est d'autant plus important qu'au niveau de leur structure, les relations économiques BRICS-Afrique s'apparentent au commerce Nord-Sud, comme le Nord, la plupart des pays BRICS entendent sécuriser leur accès aux matières premières du continent, et par conséquent constitue aussi un lourd handicap. Concrètement, l'Afrique reste cantonnée presque exclusivement dans un rôle de fournisseur de matières premières, ce qui a pour effet de renforcer sa place défavorable dans la division internationale du travail. Pensons notamment aux investissements de certains pays BRICS dans l'agriculture, en particulier dans la production d'agrocarburants, qui ont tendance à favoriser le développement des monocultures d'exportation. Il est à noter aussi que l'importation massive de produits de certains des BRICS, la Chine notamment, provoque le déclin du secteur industriel local, notamment textile, dans les rares pays où il a pu se développer. Enfin, si les recettes publiques des pays africains peuvent se trouver augmentées grâce aux exportations vers les pays BRICS, se pose la question de la répartition de ces recettes et de la durée, c'est-à-dire combien de temps cela va durer étant donné que les ressources exportées ne sont pas inépuisables ou pas renouvelables.

3.3.2 Le renforcement de l'intégration économique régionale

Les partenariats conclus par l'Afrique s'élargissant rapidement, une intégration régionale plus poussée à travers le continent devient primordiale pour une croissance accélérée et continue, et pour pouvoir réaliser les économies d'échelle. Étant donné la diversité des pays africains et l'énorme déficit d'infrastructure, l'intégration des marchés morcelés du continent permettrait d'intégrer ses économies et étoffer sensiblement son commerce intérieur. Elle permettrait également au continent d'obtenir un avantage stratégique de l'entrée de nouvelles économies sur la scène africaine et d'assurer sa compétitivité dans l'économie mondiale. À cet égard, les initiatives engagées dans le cadre de l'Union africaine, dont le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs qui représente un dispositif sophistiqué pour identifier et analyser les succès et les échecs de développement et le NEPAD (initialement partenariat avec le Nord), doivent être remodelées et renforcées, car

elles pourront fournir un cadre de référence et de mise en œuvre d'un partenariat entre l'Afrique et ces nouveaux partenaires. C'est dans ce contexte que la question des infrastructures revêt une importance stratégique. Le degré de développement des infrastructures joue un rôle important au niveau des échanges commerciaux, des coûts et de la compétitivité. L'insuffisance et la médiocrité de l'infrastructure en Afrique restent un obstacle majeur à sa croissance et son développement. Foster et Briceño-Garmendia (2010, p. 44) soulignent qu'en raison du déficit d'infrastructure de l'Afrique, le taux de croissance économique par habitant diminue de 2 points de pourcentage chaque année. Le phénomène est évident dans des domaines comme l'énergie, l'approvisionnement en eau, les transports et communications, qui sont déterminants pour la réussite des entreprises manufacturières. Celui-ci limite les échanges, l'accès aux marchés et aux services de base, et la compétitivité. Dans chacun de ces domaines, l'intégration régionale peut contribuer beaucoup à lever ces obstacles. L'amélioration des infrastructures pourrait avoir des retombées considérables. Par exemple, la coopération régionale pour le développement de l'infrastructure abaisserait le coût des transactions, stimulerait les marchés régionaux et rendrait la production et les exportations d'articles manufacturés plus compétitives. Il faut donc un accroissement des investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires à l'extension des marchés régionaux. Les avantages comparatifs que détiennent les pays BRICS, en particulier la Chine et l'Inde, dans le domaine du développement des infrastructures aideraient sans doute l'Afrique à se doter d'un marché régional, en mettant en place des infrastructures régionales telles que les routes, les chemins de fer, les aéroports et les réseaux de télécommunication.

La montée en puissance des BRICS en Afrique a ouvert des possibilités nouvelles, mais aussi des risques et des défis. Si la coopération avec les pays BRICS bénéficie à l'Afrique par la diversification des sources de financement, de transferts de technologies adaptées et des expériences de développement supplémentaires, elle fait craindre sa spécialisation excessive en matières premières non transformées et le poids de sa dette. Une diversification des économies africaines ainsi qu'une coopération régionale plus poussée demeurent d'importants défis à relever. L'Afrique doit progresser davantage en matière de coopération régionale et de développement de ses marchés afin de stimuler la croissance économique et de bénéficier d'une intégration plus avantageuse dans l'économie mondiale.

CONCLUSION

Nous avons, dans ce mémoire, abordé les relations économiques qu'entretiennent les pays BRICS et l'Afrique. Le but était d'évaluer l'impact potentiel de ces relations sur le développement africain. Les pays BRICS étant devenus des moteurs qui alimentent, voire tirent, la croissance mondiale, leur incidence et leur rôle sur le continent africain occupent une place importante et suscitent un intérêt croissant. En l'espace d'une décennie, ils sont passés d'une relative marginalité au premier rang des partenaires commerciaux de l'Afrique. Les nouvelles opportunités de diversification qui naissent du rééquilibrage des influences, faisant diminuer le poids relatif des partenaires traditionnels, pourraient bien signer la fin du post-colonialisme. La présence des BRICS qui s'est affirmée à un rythme rapide et qui ne s'est pas démentie depuis a aidé l'Afrique à se repositionner sur l'échiquier économique international et d'étendre la marge dont disposent les pays africains grâce à des ressources financières supplémentaires et à une intensification de la concurrence entre les donateurs.

Dans ce contexte, nous avons cherché à savoir si les relations avec les pays BRICS sous ses formes commerciales, économiques et de coopération, peuvent faire la différence de manière fondamentale dans le développement des pays africains. Cette problématique nous a amenés à formuler la question suivante : dans un contexte d'émergence de nouveaux pôles de développement et de renforcement des coopérations et des échanges Sud-Sud, la coopération entre les pays BRICS et l'Afrique s'effectuera-t-elle à l'avantage réciproque de chacun des partenaires ou bien les pays BRICS adopteront-ils un comportement finalement proche de celui du Nord industrialisé ?

Pour tenter d'approcher la question, le choix a été fait de s'intéresser aux voies de transmission directes de l'interaction entre les pays BRICS et l'Afrique – à savoir les échanges, les investissements directs étrangers et l'aide. Ils constituent à l'évidence une force dynamique de la nouvelle économie mondiale et sont les canaux de transmission les plus visibles et les plus commentés dans ces relations. Bien que séparés, ils sont souvent reliés entre eux et interagissent. Ils peuvent avoir aussi des effets différents, voire contradictoires.

L'objectif principal du présent mémoire était d'évaluer l'ampleur de la présence des BRICS en Afrique en mesurant les impacts de ces canaux de transmission d'un point de vue quantitatif et qualitatif. Pour cela, le mémoire s'est appuyé sur des études et des ensembles de données déjà existantes. Nous avons analysé et ensuite fait une synthèse de ce corpus tout en conservant un regard critique sur ces données. En fait, le constat que l'on peut tirer, c'est que rares sont les données disponibles sur l'échelle de la coopération entre les pays BRICS et l'Afrique, mais elle paraît être fréquente, croissante et toujours plus diversifiée. Il est difficile de chiffrer exactement l'ampleur des activités d'aide des BRICS. Les données sont, dans une large mesure, faibles, peu fiables, contradictoires, anecdotiques ou tout simplement absentes. Les volumes d'aide que ces nouveaux donateurs versent aux bénéficiaires africains sont difficilement comptabilisables, car ils ne sont rattachés à aucune instance qui regrouperait et évaluerait leurs données en fonction de critères précis. En outre, les limites des données actuellement disponibles sur les IDE de la plupart des BRICS ne permettent pas une analyse détaillée des flux et des stocks par origine et par destination. Une difficulté supplémentaire réside dans leur approche du financement et de l'investissement, points souvent regroupés dans les négociations avec les questions liées aux échanges. À ces limites, s'ajoute le manque d'enquêtes auprès des pays africains, ce qui aurait certainement été un plus et une expérience enrichissante pour la réalisation de ce mémoire. Toutefois, la documentation disponible était importante et l'utilisation de celle-ci s'est avérée beaucoup plus pratique et économique.

Le modèle « centre-périphérie » nous a servi comme cadre théorique pour décrire les relations économiques entre les pays BRICS et l'Afrique. Ce modèle qui fait écho à la théorie de la dépendance envisage ces relations économiques à travers le prisme de la différenciation croissante des pays en développement et de la reproduction de l'ancien modèle de relations Nord-Sud. Comme le Nord industrialisé, la plupart des BRICS entendent sécuriser leur accès aux matières premières et pour ce faire, ils ont besoin de l'Afrique comme source d'énergie et de ressources naturelles pour alimenter leur croissance. Comme nous l'avons vu, la structure actuelle des échanges commerciaux entre l'Afrique et les pays BRICS s'apparente au commerce Nord-Sud. Les exportations africaines vers les pays BRICS sont de plus en plus dominées par les produits de base, notamment de produits pétroliers et de produits agricoles, alors que ses importations tendent à être principalement des produits manufacturés, ce qui laisse craindre un renforcement de la dépendance du continent vis-à-vis des produits

primaires bruts, faisant perdurer une division mondiale du travail dans laquelle il fournit principalement des matières premières ou des produits primaires à faible valeur ajoutée. De plus, les prêts consentis à des conditions libérales par les pays BRICS financent souvent des investissements dans le secteur des ressources naturelles et sont largement concentrés dans les pays africains richement dotés en ressources naturelles, ce qui diminue les incitations à diversifier les économies et donc rend cette diversification plus difficile. Il se dégage du présent mémoire que la nouvelle « ruée vers l'Afrique » (ou la seconde course aux ressources naturelles africaines), dans laquelle les pays BRICS se sont notamment engagés au tournant du XXI^e siècle, a élargi le champ des ressources exploitables au-delà des possibilités des seuls partenaires traditionnels et ravivé l'intérêt de ces derniers. À la faveur de cette nouvelle ruée, les pays BRICS se livrent déjà à une concurrence grandissante avec les partenaires traditionnels dans les échanges africains et sur les droits d'extraction des ressources naturelles. Cette compétition pourrait, en théorie, profiter aux pays africains qui avaient perdu de leur intérêt stratégique après la fin de la Guerre froide. Les tendances actuelles des flux commerciaux et d'investissements directs à l'étranger entre les pays BRICS et l'Afrique rappellent, dans une certaine mesure, la dynamique « centre-périphérie », mais la réalité est tout autre. L'évolution de ces flux, alimentée par la demande croissante de ressources naturelles des BRICS, s'est traduite par un accroissement du pouvoir de négociation des pays africains, en particulier ceux richement dotés en ressources naturelles, contribuant ainsi à élargir leur marge d'action pour remédier à leur dépendance à l'égard des produits de base (CNUCED, 2011, p. 80). De plus, la croissance des échanges avec les pays BRICS contribue à élargir l'accès des pays africains aux intrants et biens de consommation à bas prix. Les biens d'équipement à bas prix dopent la productivité des producteurs africains, tandis que les importations manufacturières à bas prix profitent aux consommateurs et aux producteurs. Dans la mesure où les pays BRICS entraînent une diversification des débouchés pour l'Afrique et une diminution de la part des partenaires traditionnels dans son commerce, ils vont atténuer sa dépendance à l'égard de ces derniers. Cependant, si les échanges commerciaux entre les pays BRICS et l'Afrique créent des opportunités pour cette dernière, ils peuvent porter préjudice aux exportations d'articles manufacturés des pays d'Afrique. Les pays BRICS investissent majoritairement dans les industries extractives. Mais, on observe les signes d'une amorce de diversification vers d'autres secteurs (que les partenaires traditionnels

considèrent souvent comme trop risqués) qui a des incidences prometteuses sur l'innovation et le transfert de technologie. On l'a vu, des éléments indiquent qu'ils ont tendance à financer un développement des infrastructures économiques et des secteurs productifs qui ont été quelque peu négligés par les partenaires traditionnels. Le financement d'infrastructures peut doper l'activité économique et de surcroît favoriser l'intégration régionale qui présente des avantages économiques élargis dans le long terme pour le développement du continent. Le transfert de technologie associé aux flux commerciaux avec les pays BRICS, bien que limité, offre la possibilité aux pays africains de développer des capacités productives. Les technologies disponibles dans ces pays sont souvent plus adaptées aux besoins et exigences des pays africains, à un niveau comparable de développement, confirmant ainsi les possibilités de transfert de technologie. La création de zones économiques spéciales par la Chine en Afrique constitue une initiative particulièrement intéressante à cet égard. Ces zones pourraient aider les pays africains à instaurer des pôles économiques au sein de leur économie et, ainsi, à ne plus se contenter de l'extraction de ressources.

Afin d'instruire nos différentes hypothèses, nous avons examiné les principales interactions par lesquelles l'intensification des relations économiques entre l'Afrique et les pays BRICS exerce une influence directe sur les perspectives de développement de l'Afrique. Ces interactions résultent de la forte influence que les pays BRICS exercent sur les cours des matières premières, de la demande des BRICS de matières premières africaines, des importants investissements des BRICS en Afrique, des courants d'aide à l'Afrique par des BRICS, ainsi que des exportations de biens d'équipement et de biens de consommation à bas prix des BRICS en Afrique.

En Afrique, l'accélération de la croissance à partir de 2001 et jusqu'à la récession mondiale a reposé sur le renchérissement des matières premières. Étant donné sa richesse en ressources naturelles, le continent a bénéficié de la demande mondiale. Il devrait encore en profiter compte tenu de la richesse d'un sous-sol qui est encore loin d'être pleinement exploitée et qui pour l'essentiel, demande encore à être découverte. Les échanges avec les BRICS ont contribué à une part importante de la croissance africaine. L'ampleur économique que ces pays ont acquise récemment influe sur les marchés mondiaux des matières premières et modifie l'équilibre de l'offre et de la demande sur les ressources africaines. Cette nouvelle

demande renchérit les prix du pétrole et des métaux industriels, dont nombre de pays africains, principalement ceux richement dotés en ressources, perçoivent déjà les avantages. Cela dit, les avantages découlant des échanges avec les pays BRICS dépendent nettement d'un pays d'Afrique à l'autre, notamment en fonction de la part des matières premières dans les échanges et de la dotation du pays en ressources. En influant positivement sur les cours des produits de base, la croissance des BRICS a permis une amélioration des termes de l'échange de l'Afrique, ce qui est bénéfique, car cette amélioration a favorisé la croissance économique du continent. L'amélioration des termes de l'échange de l'Afrique atténue ainsi le pessimisme des thèses élaborées par Prebisch et Singer, pour lesquels la croissance à long terme des pays dépendants de produits de base est fragilisée par la détérioration des termes de l'échange et la volatilité intrinsèque des prix. De plus, une évolution de la spécialisation du continent vers des activités à plus haute valeur ajoutée semble difficilement envisageable à court terme. Dans ce cas le verdict est contradictoire sur ce pessimisme. Si le système de stabilisation des recettes d'exportation entretemps a été permis, la fluctuation des prix des matières premières demeure, alors que la spécialisation perdure. L'insertion mondiale de l'Afrique reste pour le moment très marquée par l'exploitation des ressources naturelles. L'analyse du cas de l'Angola a fait ressortir que sous l'effet de la flambée des prix du pétrole, certaines perspectives et certains problèmes du pays ont changé. La croissance qu'il a enregistrée depuis 2002 était en partie due au renchérissement du pétrole et à l'expansion rapide de sa production de pétrole. En achetant une importante partie de ce pétrole, la Chine – devenue le principal partenaire commercial du continent – est un des acteurs principaux de cette croissance. La présence des BRICS en Angola, permet à ce pays d'accéder à une plus grande variété de biens et de services. La diversification des partenaires est une bonne chose pour l'économie angolaise qui souffre de la faiblesse de son système productif, du nombre très réduit des produits exportés et de la concentration géographique de son commerce. Toutefois, il n'existe pas pour le moment de diversification économique, le pays s'enfermant dans une spécialisation à faible intensité de main-d'œuvre et de faible valeur ajoutée.

L'engagement africain des BRICS ne se limite pas au développement du commerce, il apparaît également à travers les IDE. Depuis le début de la décennie 2000, les BRICS sont devenus des investisseurs importants pour l'Afrique, en particulier dans le secteur des matières premières et des infrastructures. Comme nous l'avons souligné, l'IDE des BRICS en

Afrique est étroitement lié au commerce et à l'aide. La spirale haussière des prix des matières premières a déclenché une envolée des investissements des BRICS en Afrique dans les secteurs producteurs de produits de base au cours de la décennie écoulée. Même si les montants ne peuvent être déterminés précisément, car les estimations varient selon les sources, l'expansion des IDE des BRICS semble se poursuivre rapidement. L'IDE des BRICS en Afrique a, cependant, contribué à cantonner cette dernière à la spécialisation et à la place qui était traditionnellement la leur dans la division internationale du travail, avec une concentration sur les produits de base et les produits manufacturés à faible valeur ajoutée. Ainsi, il a un effet sur le développement comparable à celui du commerce auquel il est fortement lié. Les pays dotés en ressources, ayant procédé à des privatisations et libéralisé les politiques d'IDE continuent d'attirer plus d'investisseurs de ces pays. Toutefois, on observe une tendance à la diversification vers des secteurs comme l'infrastructure, l'agriculture, les industries manufacturières ou des industries de services. Pour la Chine, l'Inde et le Brésil ou l'Afrique du Sud, l'accès à l'énergie et aux matières premières peut constituer une motivation importante. Les pays BRICS ont beaucoup à offrir pour l'exploration et l'exploitation des réserves, ainsi que pour les investissements qu'ils induisent dans les infrastructures, les services collectifs et les transports. La nouvelle « ruée vers l'Afrique », dans laquelle ils se sont engagés, a élargi le champ des ressources exploitables au-delà des possibilités des seuls partenaires traditionnels. En tant qu'investisseurs, les pays BRICS contribuent à la création de capacités locales, facilitent le transfert de technologie adaptée et entraînent une augmentation des niveaux d'exportation en direction des pays africains. Le financement d'infrastructures, souvent associé à des IDE à grande échelle par des BRICS, est un moyen particulièrement efficace d'améliorer la compétitivité en Afrique où les infrastructures manquent. L'insuffisance et la médiocrité de l'infrastructure en Afrique sont un obstacle majeur à la croissance et au développement du continent. Le renforcement des infrastructures permettrait donc à l'Afrique de développer davantage son potentiel et d'accélérer ainsi son développement. L'analyse du cas de l'Angola a montré que l'implication des BRICS, en particulier de la Chine et du Brésil, dans le développement des projets d'infrastructure du pays a aidé le gouvernement dans sa priorité de reconstruction et de prise en compte d'une infrastructure quasiment anéantie par la guerre et par un sous-investissement chronique.

Parallèlement aux échanges commerciaux et aux IDE, l'aide au développement est un autre mode d'interaction important dans les relations entre les pays BRICS et l'Afrique. Nous avons souligné que l'implication en Afrique des BRICS, devenus d'importantes sources d'aide au continent, n'est pas récente ; il y a longtemps que ces pays fournissent une aide significative à l'Afrique. La Chine, par exemple, soutient le développement en Afrique depuis presque 50 ans. Au cours de la décennie 2000, les pays BRICS ont tenu de grands sommets bilatéraux visant spécifiquement à accroître leur coopération avec l'Afrique. Les plus importants de ces sommets sont le FOCAC et le Sommet Inde-Afrique qui acheminent beaucoup d'aide. Ils contribuent au développement par des prêts concessionnels et des dons, l'appui à l'infrastructure, l'allègement de la dette, l'accès aux marchés, l'appui au développement des ressources humaines et l'assistance technique. Comme nous l'avons vu, de même que pour les échanges et les IDE, il est difficile de chiffrer exactement l'ampleur de leurs activités d'aide, en raison de problèmes de définition et de collecte des données, mais aussi faute de coordination des données au niveau de ces pays. Néanmoins, il est clair depuis quelques années que ces « donateurs émergents » (terme qu'ils refusent et qui impliquerait une relation entre riche qui donne et pauvre qui reçoit) jouent un rôle toujours plus significatif en matière d'aide. Nous avons souligné que l'aide des BRICS repose sur des principes qui divergent sous plusieurs aspects de ceux des pays donateurs du Comité d'aide au développement de l'OCDE, notamment en ce qui concerne la non-ingérence, les avantages mutuels et l'inconditionnalité. Les pays BRICS ne posent pas de conditions à leur aide en termes de politiques et d'orientations économiques. Pas plus qu'ils n'ont d'exigence vis-à-vis de leurs partenaires africains en termes de démocratie, de transparence dans l'usage des fonds, et de lutte contre la corruption. Leur politique de coopération se fonde sur la « non-ingérence » dans les affaires intérieures des pays africains. Dans leur approche du financement et de l'investissement, points souvent regroupés dans les négociations avec les questions liées aux échanges, la coopération pour le développement est souvent présentée comme une relation « gagnant-gagnant ». La Chine a inauguré cette approche connue sous l'appellation de « modèle angolais » ou transaction « ressources contre infrastructures », mais d'autres BRICS ont suivi. Si un grand nombre de pays africains voient dans l'engagement toujours croissant de ces nouveaux acteurs de développement une opportunité éventuelle de développement, d'autres acteurs africains sont cependant plus critiques et observent leur rôle

avec une certaine suspicion, à cause de la tendance de ces pays à soutenir des régimes non démocratiques et leur apparente absence de vision durable du développement. Le fait que la participation des BRICS soit fondée sur le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États donne aux pays africains une certaine marge de manœuvre. Ainsi les pays africains ont accru leur capacité à prendre les décisions nécessaires pour poursuivre leurs propres objectifs de développement et non plus ceux de leurs donateurs, mettant fin à des décennies de dépendance quasi unilatérale à l'égard des bailleurs occidentaux. Cela a contribué à accroître les ressources mises à la disposition de la région ainsi qu'à diversifier les sources possibles de financement. Nous avons, par ailleurs, mentionné qu'une bonne partie de l'aide des BRICS est liée. Nous avons rappelé que l'aide liée est problématique, d'où qu'elle vienne. Premièrement, elle entrave le développement des marchés locaux. Deuxièmement, elle accroît le coût des biens et des services, réduisant ainsi l'efficacité de l'aide. Cependant, replacée dans un contexte de coopération Sud-Sud donc de pays ayant ou ayant eu encore très récemment les mêmes enjeux de développement, cette liaison ne constitue peut-être pas un tel problème dans le cas des BRICS dans la mesure où les prix de leurs biens et services sont généralement plus bas que ceux des partenaires traditionnels. Dans l'analyse du cas de l'Angola, nous avons souligné des aspects positifs de l'aide des BRICS. Les projets des BRICS, en particulier ceux chinois et brésiliens, associant le développement d'infrastructures à la mise en valeur de ressources ont aidé l'Angola au travers d'une phase critique de son relèvement post-conflit. Depuis la fin de la guerre, les lignes de crédit accordées par la Chine au gouvernement angolais ont atteint 15 milliards de dollars EU. L'engagement des BRICS en Afrique a favorisé la diversification des ressources pour le développement. L'apport des donateurs traditionnels aux besoins de financement du continent a été complété par une augmentation des échanges, de l'aide et des investissements des BRICS. Du fait que ces derniers sont fortement intéressés par les ressources naturelles et capables d'accorder des financements à des conditions de faveur, comme les crédits à l'exportation ou les lignes de crédit garanties par les ressources naturelles, les ressources disponibles pour le développement s'en trouvent accrues, et les choix de financement qui s'offrent aux pays africains sont diversifiés. Les BRICS accordent des fonds substantiels pour l'infrastructure, par exemple énergétique, de transport et des technologies de l'information et des communications, tandis que les donateurs traditionnels s'y intéressent relativement peu.

Les tendances analysées dans ce mémoire indiquent que, dans l'ensemble, l'Afrique et les pays BRICS développent conjointement un modèle de relations Sud-Sud susceptible de bénéficier aux deux. Pour les BRICS, l'intérêt du développement des relations économiques avec le continent africain est évident. Il leur donne accès à des matières premières, élargit les débouchés pour leurs exportations et permet de faire des investissements qui pourraient à terme leur apporter des bénéfices importants, ainsi que renforcer leur prestige politique et diplomatique. Au-delà des intérêts en commun, les pays BRICS ont chacun des raisons particulières pour s'intéresser à l'Afrique. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ambitionnent de bénéficier du soutien des pays africains pour l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour l'Afrique, les perspectives ouvertes par ces nouvelles relations sont bien plus prometteuses. Elle a désormais le choix dans ses partenariats. Cette diversité est une formidable opportunité, car chaque pays partenaire apporte son lot de produits, de biens d'équipement, de technologies, de savoir-faire et d'expériences du développement. Mais, cette diversification des partenaires n'est pas sans risque. Il y a le risque d'un réendettement des pays africains, après que beaucoup d'entre eux aient vu leur dette renégociée ou effacée, et celui d'une dépendance à l'égard des produits de base.

Nous avons souligné que pour améliorer la contribution de ces nouvelles relations au développement du continent, celui-ci doit, entre autres, éviter le piège des matières premières dans sa trajectoire économique en mettant l'accent sur l'impératif de la diversification de ses structures économiques afin d'améliorer la compétitivité des économies africaines et de renforcer l'intégration régionale. Les liens de coopération avec les pays BRICS pourraient être renforcés grâce à une diversification des économies africaines dans des secteurs comme l'agriculture, les services et l'industrie manufacturière, ce qui permettrait d'élargir la base d'exportation très limitée du continent et améliorer l'insertion des économies africaines dans l'économie mondiale. Les partenariats conclus avec les pays BRICS s'élargissant rapidement, l'intégration économique régionale dans le processus de coopération devient nécessaire afin de créer des économies d'échelle susceptibles de donner une nouvelle impulsion aux échanges commerciaux et aux flux d'investissement et de permettre à l'Afrique d'assurer sa compétitivité dans l'économie globale. La régulation des relations postcoloniales de l'Afrique gagnerait à dépasser une approche encore dominée par l'approche à dominance bilatérale des membres du BRICS vers des pays individuels, pour privilégier une approche plus globale

BRICS-Union africaine. Ceci suppose une plus grande cristallisation des BRICS. Le NEPAD ou un plus grand effort d'intégration panafricain et les communautés économiques sous-régionales pourraient alors fournir un cadre de référence et de mise en œuvre d'un partenariat plus harmonieux entre l'Afrique et les pays BRICS.

En dernière analyse, l'objectif stratégique qui devra guider toute forme de coopération avec les pays BRICS consiste à s'assurer que les revenus découlant des hausses de prix des matières premières se traduisent par des avantages en matière de développement durable, de réduction de la pauvreté et de changement de structure. L'Afrique doit élaborer ses propres politiques de développement. Les autorités africaines doivent s'assurer qu'elles obtiennent pour leur pays une répartition juste des bénéfices économiques mutuels découlant de ces nouveaux partenariats ; que ceux-ci sont partagés de manière équitable à travers la société ; et que la concurrence entre les partenaires (traditionnels et émergents) à la faveur de la nouvelle « ruée vers l'Afrique » joue en faveur des pays africains.

APPENDICE A

DONNÉES SUR LES ÉCHANGES ENTRE L'AFRIQUE ET LES PAYS BRICS

Tableau A.1
Commerce de l'Afrique avec les pays BRICS
(en milliards de dollars EU)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations	10,26	11,94	16,53	21,01	29,45	44,95	61,71	83,41	60,10	95,53
Importations	12,68	14,65	19,50	28,84	38,65	51,53	68,34	90,98	82,22	94,91
Total	22,94	26,59	36,03	49,85	68,10	96,48	130,05	174,39	142,32	190,44

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.2
Exportations de l'Afrique vers les pays BRICS, 2001-2010
(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	8,5%	9,4%	10,8%	11,0%	12,0%	15,3%	17,9%	18,5%	20,3%	24,3%
Brésil	2,3%	2,3%	2,1%	2,6%	2,7%	2,6%	2,9%	3,1%	2,5%	2,8%
Russie	0,1%	0,3%	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%
Inde	2,8%	2,9%	2,5%	1,0%	1,2%	2,8%	3,8%	4,2%	4,9%	6,5%
Chine	2,6%	2,9%	4,7%	5,9%	6,8%	8,4%	9,4%	9,5%	10,9%	13,1%
Af. du Sud	0,7%	1,0%	1,3%	1,3%	1,0%	1,3%	1,6%	1,5%	1,7%	1,6%
UE	43,5%	43,3%	40,7%	40,6%	37,1%	35,2%	33,1%	33,8%	33,4%	29,7%
France	10,5%	10,1%	10,0%	8,7%	8,0%	7,3%	7,2%	7,0%	7,6%	5,4%
Espagne	5,7%	5,9%	6,0%	5,5%	6,4%	6,4%	5,6%	6,3%	5,5%	5,0%
Italie	7,6%	6,9%	6,7%	10,2%	5,9%	5,8%	5,0%	5,3%	4,6%	4,7%
États-Unis	16,3%	14,6%	17,8%	19,0%	23,4%	23,8%	23,3%	21,9%	18,2%	19,1%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.3
 Importations de l'Afrique en provenance des BRICS, 2001-2010
 (en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	11,2%	12,2%	13,1%	14,9%	17,0%	18,8%	19,7%	21,1%	22,6%	22,9%
Brésil	1,5%	1,5%	1,5%	2,0%	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%	2,1%	1,8%
Russie	0,9%	1,1%	1,1%	1,1%	1,2%	1,0%	1,1%	1,3%	0,8%	0,6%
Inde	1,6%	1,9%	2,1%	2,1%	2,7%	3,3%	3,4%	3,5%	3,4%	4,1%
Chine	3,6%	4,2%	5,3%	6,2%	7,6%	9,0%	10,0%	11,0%	13,2%	13,2%
Af. du Sud	3,6%	3,5%	3,1%	3,5%	3,1%	3,1%	2,9%	3,1%	3,1%	3,2%
UE	45,3%	44,7%	45,3%	41,1%	38,6%	36,3%	37,5%	34,6%	35,0%	32,9%
France	13,4%	12,1%	13,1%	11,3%	10,2%	9,0%	8,2%	7,7%	8,1%	7,7%
Allemagne	7,9%	8,4%	7,72%	7,3%	6,7%	6,2%	5,9%	5,5%	5,5%	5,2%
Italie	5,4%	5,5%	5,4%	4,8%	4,6%	4,5%	4,4%	4,4%	4,3%	4,1%
États-Unis	7,7%	7,5%	6,8%	6,1%	6,1%	6,1%	6,0%	5,9%	6,0%	5,7%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.4
 Exportations des BRICS vers l'Afrique, 2001-2010
 (en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	22,2%	24,9%	25,1%	25,0%	26,6%	29,0%	30,4%	32,4%	34,9%	30,0%
Brésil	2,6%	3,2%	3,2%	3,6%	4,1%	4,3%	4,4%	4,2%	4,7%	3,4%
Russie	0,6%	0,8%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	0,9%	0,9%	0,7%	0,8%
Inde	3,7%	5,4%	5,4%	5,9%	6,0%	7,1%	7,7%	7,2%	6,8%	7,1%
Chine	1,9%	1,8%	2,1%	2,0%	2,1%	2,4%	2,6%	3,0%	3,4%	3,2%
Af. du Sud	13,4%	13,7%	13,7%	12,8%	13,8%	14,6%	14,8%	17,1%	19,3%	15,5%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.5
Importations des BRICS en provenance de l'Afrique, 2001-2010
(en pourcentage du total)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	17,9%	17,0%	16,9%	21,1%	19,9%	23,6%	25,9%	28,2%	24,9%	27,4%
Brésil	5,9%	5,6%	6,6%	9,7%	8,9%	8,6%	8,5%	8,2%	5,8%	6,1%
Russie	1,1%	1,1%	1,0%	1,0%	0,9%	0,7%	0,7%	0,7%	0,9%	0,8%
Inde	6,3%	5,1%	4,2%	3,5%	3,2%	6,1%	6,9%	7,2%	7,3%	8,5%
Chine	1,9%	1,8%	2,0%	2,7%	3,0%	3,4%	3,6%	4,7%	3,9%	4,1%
Af. du Sud	2,7%	3,4%	3,1%	4,2%	3,9%	4,8%	6,2%	7,4%	7,0%	7,9%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.6
Part des BRICS dans les exportations de l'Angola, 2001-2010
(en pourcentage du total)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	13,4%	14,0%	23,7%	38,9%	31,1%	37,4%	40,0%	37,9%	49,9%	56,5%
Brésil	2,8%	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	1,6%	2,5%	0,4%	0,4%	1,0%
Russie	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Inde	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	2,0%	0,2%	8,6%	8,5%
Chine	10,6%	13,7%	23,6%	36,7%	29,6%	34,0%	31,1%	32,8%	37,0%	43,3%
Af. Sud	0,0%	0,1%	0,0%	2,2%	1,5%	1,2%	4,4%	4,5%	3,9%	3,7%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

Tableau A.7
Part des BRICS dans les importations de l'Angola, 2001-2010
(en pourcentage du total)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
BRICS	16,6%	23,8%	22,4%	17,4%	21,2%	26,0%	29,5%	31,8%	31,5%	31,5%
Brésil	4,5%	7,1%	5,8%	5,5%	6,9%	8,1%	10,2%	10,1%	8,6%	6,8%
Russie	0,6%	1,8%	0,6%	0,5%	0,3%	0,8%	0,3%	0,4%	0,1%	0,0%
Inde	0,4%	1,2%	1,5%	1,0%	1,7%	1,8%	2,1%	1,7%	3,6%	4,3%
Chine	1,4%	2,2%	3,6%	3,0%	5,0%	8,7%	10,4%	15,0%	15,0%	14,3%
Af. Sud	9,7%	11,5%	10,9%	7,4%	7,3%	6,6%	6,5%	4,6%	4,2%	6,1%

Source : Calculs de l'auteur, FMI-Direction of Trade Statistics, *Yearbook*, 2007 et 2011.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies

Alden, Chris. 2007. *China in Africa, Partner, Competitor or Hegemon ?* Londres/New York: Zed Books, 154 p.

Amin, Samir. 1970. *L'accumulation à l'échelle mondiale - Critique de la théorie du sous-développement*. Paris : éditions Anthropos, 592 p.

Amin, Samir. 1976. *L'impérialisme et le développement inégal*. Paris : éditions de Minuit, 193 p.

Bräutigam, Deborah. 2009a. *The Dragon's Gift: the Real Story of China in Africa*. Oxford: Oxford University Press, 300 p.

Broadman, Harry. 2007. *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*. Washington, D.C. : Banque mondiale, 391 p.

Carmody, Pádraig. 2011. *The New Scramble for Africa*. Malden, MA and Cambridge : Polity Press, 240 p.

Dembélé, Moussa. 2011. *Samir Amin : intellectuel organique au service de l'émancipation du Sud*. Dakar : CODESRIA, 216 p.

Dijk, Meine Pieter van (éd). 2009. *The New Presence of China in Africa*. Oxford: Fahamu Books et Pambazuka Press, 222 p.

Emmanuel, Arghiri. 1972 [1969]. *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*. Paris : Maspéro, 422 p.

Frank, André-Gunder. 1972 [1970]. *Le développement du sous-développement : L'Amérique latine*. Paris : Maspéro, 399 p.

Jacques Brasseul. 2008. *Introduction à l'économie du développement*. Paris : Armand Colin, 372 p.

Rist, Gilbert. 1996. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 426 p.

Taylor, Ian. 2009. *China's new role in Africa*. Boulder, CO : Lynne Rienner, 227 p.

_____. 2010. *The International Relations of Sub-Saharan Africa*. New York: Continuum International Publishing Group, 176 p.

Articles scientifiques et chapitres de livres

Ademola, Oyejide Titiloye, Abiodun S. Bankole et Adeolu O. Adewuyi. 2009. « China–Africa Trade Relations: Insights from AERC Scoping Studies ». *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4, p. 485-505.

Adisu, Kinfu, Thomas Sharkey et Sam C. Okoroafo. 2010. « The Impact of Chinese Investment in Africa ». *International Journal of Business and Management*, vol. 5, n° 9, p. 3-9.

Aguilar, Renato, et Andrea Goldstein. 2009. « The Chinisation of Africa: The Case of Angola ». *The World Economy*, vol. 32, n° 11, p. 1543–1562.

Ajakaiye, Olu, et Raphael Kaplinsky. 2009. « China in Africa: a relationship in transition ». *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4, p. 479-484.

Alden, Chris, et Christopher Hughes. 2009. « Harmony and Discord in China's Africa Strategy: Some Implications for Foreign Policy ». *The China Quarterly*, vol. 199, p. 563-584.

Alden, Chris, et Marco Vieira. 2005. « The new diplomacy of the South: South Africa, Brazil, India and trilateralism ». *Third World Quarterly*, vol. 26, n° 7, p. 1077-1095.

Alden, Chris, et Daniel Large. 2011. « China's Exceptionalism and the Challenges of Delivering difference in Africa ». *Journal of Contemporary China*, vol. 20, n° 68, p. 21-38.

- Alden, Chris. 2005. « China in Africa ». *Survival*, vol. 47, n° 3, p. 147-164.
- Andreasson, Stefan. 2011. « Africa's prospects and South Africa's leadership potential in the emerging markets century ». *Third World Quarterly*, vol. 32, n° 6, p. 1165-1181.
- Aras, Bülent, et Hakan Fidan. 2010. « The Return of Russia-Africa Relations ». *Bilig*, n° 52, p. 47-68.
- Arkhangelskaya, Alexandra. 2011. « The Russian Comeback ». *Africa Quarterly*, vol. 51, n° 3-4, p. 86-93.
- Arora, Vivek, et Athanasios Vamvakidis. 2005. « The Implications of South African Economic Growth for the rest of Africa ». *South African Journal of Economics*, vol. 73, n° 2, p. 229-242.
- Beri, Ruchita. 2005. « Africa's Energy Potential: Prospects for India ». *Strategic Analysis*, vol. 29, n° 3, p. 370-394.
- _____. 2008. « IBSA Dialogue Forum: An Assessment ». *Strategic Analysis*, vol. 32, n° 5, p. 809-831.
- _____. 2010. « Prospects of India's Energy Quest in Africa: Insights from Sudan and Nigeria ». *Strategic Analysis*, vol. 34, n° 6, p. 897-911.
- Berthélemy, Jean-Claude. 2011. « La présence de la Chine et l'efficacité de l'aide chinoise en Afrique ». Chap. 4 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, p. 77-98. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.
- Bräutigam, Deborah, et Xiaoyang Tang. 2011. « African Shenzhen: China's special economic zones in Africa ». *Journal of Modern African Studies*, vol. 49, n° 1, p. 27-54.
- Bräutigam, Deborah. 2009b. « China's Challenge to the International Aid Architecture ». *World Politics Review*, vol. 1, n° 4, p. 1-10.
- _____. 2011a. « La Chine, l'Afrique et l'architecture de l'aide internationale ». Chap. 6 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau*

partenariat pour le développement ?, p. 113-140. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.

_____. 2011b. « Aid "with Chinese characteristics": Chinese foreign aid and development finance meet the OECD-DAC aid regime ». *Journal of International Development*, vol. 23, n° 5, p. 752-64.

Broadman, Harry. 2008. « China and India go to Africa: New Deals in the developing World ». *Foreign Affairs*, vol. 87, n° 2, p. 95-109.

Burgos, Sigfrido Cáceres, et Sophal Ear. 2012. « China's Oil Hunger in Angola: History and Perspective ». *Journal of Contemporary China*, vol. 21, n° 74, p. 351-367.

Carmody, Pádraig. 2012. « Another BRIC in the Wall? South Africa's Developmental Impact and Contradictory Rise in Africa and Beyond ». *European Journal of Development Research*, vol. 24, n° 2, p. 223-241.

Chanana, Dweep. 2009. « India as an emerging donor ». *Economic and Political Weekly*, vol. 44, n° 12, p. 11-14.

Chaponnière, Jean-Raphaël. 2008. « Un demi-siècle de relations Chine-Afrique, évolution des analyses ». *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 228, p. 35-48.

Cheru, Fantu, et Cyril Obi. 2011a. « Chinese and Indian Engagement in Africa: Competitive or Mutually Reinforcing Strategies ». *Journal of International Affairs*, vol. 64, n° 2, p. 91-110.

Cheung, Yin-Wong, Jakob de Haan, Xingwang Qian et Shu Yu. 2012. « China's Outward Direct Investment in Africa ». *Review of International Economics*, vol. 20, n° 2, p. 201-220.

Cooke, Jennifer. 2009. « China's Soft Power in Africa ». Chap. 3 in Carola McGiffert (éd.). *Chinese Soft Power and Its Implications for the United States—Competition and Cooperation in the Developing World*, Center for Strategic and International Studies, p. 27-44. Washington, D.C: The Center for Strategic International Studies.

Corkin, Lucy. 2007. « The Strategic Entry of China's Emerging Multinationals into Africa ». *China Report*, vol. 43, n° 3, p. 309-322.

- _____. 2011a. « Uneasy allies: China's evolving relations with Angola ». *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 29, n° 2, p. 169-180.
- _____. 2011b. « L'Exim Bank à Luanda Modèle angolais ? ». *Outre-Terre*, 2011/4 n° 30, p. 227-239.
- Dansereau, Suzanne. 2008. « Les théories du développement : histoires et trajectoires ». In Beaudet, Pierre, Jessica Schafer et Paul Haslam (dir.). *Introduction au développement international*, p. 29-53. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.
- De Freitas Barbosa, Alexandre, T. Narciso et M. Biancalana. 2009. « Brazil in Africa: Another Emerging Power in the Continent ? ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 59-86.
- Desai, Niranjana. 2009. « India and Africa : A New Engagement ». *India Quarterly*, vol. 65, n° 4, 2009, p. 413-429.
- Doelling Rachel. 2008. « Brazil's contemporary foreign policy towards Africa ». *Journal of International Relations*, vol. 10, p. 5-11.
- Edinger, H., et C. Pistorius. 2011. « Aspects of Chinese investment in the African resources sector ». *The Southern African Institute of Mining and Metallurgy*, vol. 111, p. 501-510.
- Farooki, Masuma. 2012. « The Infrastructure and Commodities interface in Africa: time for cautious optimism? ». *Journal of International Development*, vol. 24, n° 2, p. 208-219.
- Flemes, Daniel. 2009. « Brazilian foreign policy in the changing world order ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 16, n° 2, p. 161-182.
- Frank, Andre-Gunder. 1966. « The Development of Underdevelopment ». *Monthly Review*, vol. 18, n°4, p. 17-31.
- Gabas, Jean-Jacques, et Bruno Losch. 2008. « La fabrique en trompe-l'œil de l'émergence ». In Jaffrelot Christophe (dir.). *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, p. 25-40. Paris, Presses de Sciences Po - L'Express.

- Gabas, Jean-Jacques. 2008. « Les pays émergents et la coopération internationale ». In Jaffrelot Christophe (dir.). *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, p. 221-234. Paris : Presses de Sciences Po-L'Express.
- Gazibo, Mamoudou, et Olivier Mbabia. 2010. « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique ». *Études internationales*, vol. 41, n° 4, p. 521-546.
- Giovannetti, Giorgia et Marco Sanfilippo. 2009. « Do Chinese exports crowd-out African goods? An econometric analysis by country and sector ». *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4, p. 506-530.
- Grether, Jean-Marie, et Nicole Mathys. 2010. « Is the World's Economic Centre of Gravity Already in Asia? ». *Area*, vol. 42, n° 1, p. 47-50.
- Gu, Jing. 2009. « China's Private Enterprises in Africa and the Implications for African Development ». *The European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4, p. 570-587.
- Holslag, Jonathan. 2007. « The New Scramble for Africa ». *New Presence: The Prague Journal of Central European Affairs*, vol. 10, n° 1, p. 23-24.
- Huang, Meibo, et Peiqiang Ren. 2012. « L'aide étrangère de la Chine dans l'architecture de l'aide internationale ». *Revue internationale de politique de développement*. 03 avril. [En ligne], <<http://poldev.revues.org/959>> (Consulté le 25 juin 2012).
- Hugon, Philippe. 2011. « L'économie politique tricontinentale : le cas des relations de l'Afrique avec la Chine et l'Inde ». *Revue Tiers Monde*, 2011/4, n° 208, p. 45-63.
- Hurrell, Andrew. 2012. « Récits d'émergence : la fin du Tiers Monde ? ». *Critique internationale*, 2012/3, n° 56, p. 17-38.
- Jaffrelot, Christophe. 2011. « La diplomatie des pays émergents ou comment contrer l'Occident ». In Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.). *L'état du monde 2012. Nouveaux acteurs, nouvelle donne*, p. 39-50. Paris : La Découverte.
- Jiang, Wenran. 2009. « Fuelling the Dragon: China's Rise and Its Energy and Resources Extraction in Africa ». *The China Quarterly*, vol. 199, p. 585-609.

- Kaplinsky, Raphael, et Mike Morris. 2008. « Do the Asian Drivers Undermine Export-Oriented Industrialisation in SSA? ». *World Development*, vol. 36, n° 2, p. 254-273.
- Kateb, Alexandre. 2011. « La diplomatie économique des nouvelles puissances ». *Géoeconomie*, 2011/1, n° 56, p. 87-96.
- Kiala, Carine. 2010. « China–Angola aid relations: strategic cooperation for development? ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 17, n° 3, p. 313-331.
- Kimenyi, M.S., et Z. Lewis. 2011. « The BRICs and the New Scramble for Africa ». In E. Aryeetey, E. Asmah, M.S. Kimenyi, Z. Lewis, J.M. Mbaku, N. Moyo, J. Mutenyo, J. Page, E.S. Suruma et O. Taiwo (éd.). *Foresight Africa: the Continent's Greatest Challenges and Opportunities for 2011*, p. 19-21. Washington, D.C. : Africa Growth Initiative, the Brookings Institution.
- Kolstad, Ivar, et Arne Wiig. 2011. « Better the Devil You Know? Chinese Foreign Direct Investment in Africa ». *Journal of African Business*, vol. 12, n° 1, p. 31-50.
- Konings, Piet. 2007. « China and Africa: Building a Strategic Partnership ». *Journal of Developing Societies*, vol. 23, n° 3, p. 341-367.
- Kornegay, Francis A., et Chris Landsberg. 2009. « Engaging Emerging Powers: Africa's Search for a "Common Position" ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 171-191.
- Kragelund, Peter. 2008. « The Return of Non-DAC donors to Africa: New prospects for African development? ». *Development Policy Review*, vol. 26, n° 5, p. 555-584.
- _____. 2011. « Back to BASICS? The Rejuvenation of Non-traditional Donors' Development Cooperation with Africa ». *Development and Change*, vol. 42, n° 2, p. 585-607.
- Lafargue, François. 2008. « Le Brésil, une puissance africaine ? ». *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 228, p. 137-150.
- Laïdi, Zaki. 2011. « Les BRICS : un cartel d'ambitions souverainistes ». *Le Débat*, 2011/5, n° 167, p. 50-59.

- Landsberg, Chris. 2010. « The foreign policy of the Zuma government: pursuing the 'national interest'? ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 17, n° 3, p. 273-293.
- Latouche, Serge. 1977. « Transferts de plus-value et échange inégal ». *Tiers Monde*, tome 18, n° 70, p. 231-270.
- Manning, Richard. 2006. « Will "Emerging Donors" Change the Face of International Co-operation? ». *Development Policy Review*, vol. 24, n° 4, p. 371-385.
- Marcondes de Souza Neto, Danilo. 2011. « Brazil and Africa: Challenges and Opportunities ». *Africa Quarterly*, vol. 51, n° 3-4, p. 76-85.
- Marques de Moraes, Rafael. 2011. « The new imperialism: China in Angola ». *World Affairs*, vol. 173, n° 6, p. 67-74.
- Marysse, Stefaan, et Sara Geenen. 2009. « Win-win or unequal exchange? The case of the Sino-Congolese cooperation agreements ». *Journal of Modern African Studies*, vol. 47, n° 3, p. 371-396.
- Matthew, D. Stephen. 2012. « Rising Regional Powers and International Institutions: The Foreign Policy Orientations of India, Brazil and South Africa ». *Global Society*, vol. 26, n° 3, p. 289-309.
- Mawdsley, Emma, et Gerard McCann. 2010. « The Elephant in the Corner? Reviewing India-Africa Relations in the New Millennium ». *Geography Compass*, vol. 4, n° 2, p. 81-93.
- McCormick, Dorothy. 2008. « China and India as Africa's New Donors: The Impact of Aid on Development ». *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115, p. 73-92.
- Mensah, Chaldeans. 2010. « China's Foray into Africa: Ideational Underpinnings and Geo-economic Interests ». *African Journal of Political Science and International Relations*, vol. 4, n° 3, p. 96-108.
- Muggah, Robert, et Eduarda Passarelli Hamann. 2012. « Le Brésil et sa généreuse diplomatie: un dragon amical ou un tigre de papier ? ». *Revue internationale de politique de développement*, 3 avril 2012. [En ligne], <<http://poldev.revues.org/955>>, (Consulté le 25 juin 2012).

- Naidu, Sanusha, Lucy Corkin et Hayley Herman. 2009. « China's (Re)-Emerging Relations with Africa: Forging a New Consensus? ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 87-115.
- Naidu, Sanusha. 2008. « India's Growing African Strategy ». *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115, p. 116-128.
- Obiorah, Ndubisi. 2007. « Who's Afraid of China in Africa? Towards an African Civil Society Perspective on China-Africa Relations ». In *African Perspectives on China in Africa*, Firoze Manji et Stephen Marks (éd.), Cape Town, Nairobi et Oxford: Fahamu, p. 35-55.
- Paulo, Sébastien, et Reisen Helmut. 2010. « Eastern donors and Western soft law: Towards a DAC donor peer review of China and India? ». *Development Policy Review*, vol. 28, n° 5, p. 535-552.
- Perrot, Sandrine, et Dominique Malaquais. 2009. « Penser l'Afrique à l'aune des globalisations émergentes ». *Politique africaine*, n° 113, p. 5-27.
- Power, Marcus. 2012. « Angola 2025: The Future of the "World's Richest Poor Country" as Seen through a Chinese Rear-View Mirror ». *Antipode*, vol. 44, n° 3, p. 993-1014.
- Prabhakar, Akhilesh Chandra. 2011. « An Overview of the New Emerging Balance of Forces- "the BRICS, G 20 and G 7" Response to the Global Financial Crisis ». *Asian Economic and Financial Review*, vol. 1, n° 2, p. 67-82.
- Prebisch, Raúl. 1950. « The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems ». *Economic Bulletin for Latin America* 7, New York: Nations Unies.
- Quah, Danny. 2011. « The Global Economy's Shifting Centre of Gravity ». *Global Policy*, vol. 2, n° 1, janvier 2011, p. 3-9.
- Radelet, Steven. 2010. « Success Stories from "Emerging Africa" ». *Journal of Democracy*, vol. 21, n° 4, p. 87-101.
- Raine, Sarah. 2009. « Chapitre Five: Dealing with the Implications ». *Adelphi Papers*, vol. 49, n° 404-405, p. 191-236.

- Renard, Mary-Francoise. 2011. « L'impact du commerce et de l'IDE chinois en Afrique ». Chap. 2 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, p. 25-54. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.
- Rocha, John. 2007. « A New Frontier in the Exploitation of Africa's Natural Resources: The Emergence of China ». In Firoze Manji et Stephen Marks (éd.): *African Perspectives on China in Africa*. Cape Town, Nairobi et Oxford: Fahamu, p. 15-34.
- Rosales, Osvaldo. 2010. « La mondialisation et les nouveaux scénarios du commerce international ». *Revista de la CEPAL*, n° Hors-série, p. 13-202.
- Sachs, Jeffrey D., et Andrew M. Warner. 2001. « Natural Resources and Economic Development: The Curse of Natural Resources ». *European Economic Review*, vol. 45, p. 827-838.
- Samy, Yiagadeesen. 2010. « China's Aid Policies in Africa: Opportunities and Challenges ». *The Round Table*, vol. 99, n° 406, p. 75-90.
- Sandrey, Ron, et Hannah Edinger. 2011. « La production manufacturière de la Chine et l'industrialisation de l'Afrique ». Chap. 3 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, p. 25-54. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.
- Sanfilippo, Marco. 2010. « Chinese FDI to Africa: What is the Nexus with Foreign Economic Cooperation? ». *African Development Review*, vol. 22, n° 1 (supplement), p. 599-614.
- Santiso, Javier. 2007. « La Chine et l'Inde en Amérique latine et en Afrique : du réalisme magique ? ». *Monde chinois*, n° 10 (printemps-été), p. 55-67.
- Sautman, Barry, et Yan Hairong. 2007. « Friends and interests: China's distinctive links with Africa ». *African Studies Review*, vol. 50, n° 3, p. 75-114.
- _____. 2008. « The forest for the trees: Trade, Investment, and the China-in-Africa Discourse ». *Pacific Affairs*, vol. 81, n° 1, p. 9-29.
- Schafer, Jessica, Paul Haslam et Pierre Beaudet. 2008. « Le développement international ... dans tous ses états ». In Beaudet, Pierre, Jessica Schafer et Paul Haslam, (dir.).

Introduction au développement international: Approches, acteurs et enjeux, p. 2-14.
Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.

Schiere, Richard, et Alex Rugamba. 2011. « Les investissements d'infrastructure de la Chine et l'intégration africaine ». Chap. 5 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, p. 99-112. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.

Schiere, Richard. 2010. « Building Complementarities in Africa between Different Development Cooperation Modalities of Traditional Development Partners and China ». *African Development Review*, vol. 22, n° 1 (supplement), p. 615-628.

_____. 2011. « La Chine et l'Afrique : Un nouveau partenariat pour le développement ? ». Chap. 1 in Schiere, Ndikumana et Walkenhorst (éd.). *La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement ?*, p. 1-12. Banque africaine de développement (BAfD), Tunisie : Tunis.

Schoeman, Maxi. 2011. « Of BRICs and Mortar: The Growing Relations between Africa and the Global South ». *The International Spectator*, vol. 46, n° 1, p. 33-51.

Sgard, Jérôme. 2008. « Qu'est-ce qu'un pays émergent ? ». In Jaffrelot Christophe (dir.). *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, p. 41-54. Paris : Presses de Sciences po-L'Express.

Sharma, Devika, et Deepti Mahajan. 2007. « Energising ties: The politics of oil ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 14, n° 2, p. 37-52.

Shaw, Timothy M., Andrew F. Cooper et Gregory T. Chin. 2009. « Emerging Powers in/around Africa: implications for/from global governance? ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 27-44.

Shrivastava, Meenal. 2009. « India and Africa: From Political Alliance to Economic Partnership ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 117-143.

Shubin, Vladimir. 2010. « Russia and Africa: Coming Back? ». *Analytical Digest*, n° 83, 28 Septembre, p. 4-7.

- Sidiropoulos, Elizabeth. 2012. « L'Afrique du Sud sur l'échiquier mondial : "donateur" émergent et acteur géopolitique », *Revue internationale de politique de développement*, 3 avril. [En ligne], <<http://poldev.revues.org/962>>, (consulté le 26 juin 2012).
- Singer, Hans. 1950. « The Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries », *American Economic Review*, vol. 40, n° 2, p. 473-485.
- Six, Clemens. 2009. « The rise of postcolonial states as donors: A challenge to the development paradigm? ». *Third World Quarterly*, vol. 30, n° 6, p. 1103-1121.
- Sparks, Donald L. 2011. « India and China's growing economic involvement in sub-Saharan Africa ». *Journal of African Studies and Development*, vol. 3, n° 4, p. 65-75.
- Tan-Mullins, Giles Mohan May et Marcus Power. 2010. « Redefining aid in the China-Africa context ». *Development and Change*, vol. 41, n° 5, p. 857-881.
- Taylor, Ian. 2009. « "The South Will Rise Again"? New Alliances and Global Governance: The India-Brazil-South Africa Dialogue Forum ». *Politikon*, vol. 36, n° 1, p. 45-58.
- _____. 2012. « India's rise in Africa ». *International Affairs*, vol. 88, n° 4, p. 779-798.
- Thierry, Vircoulon. 2007. « La nouvelle question sino-africaine ». *Etudes*, tome 407, p. 451-462.
- Troude, Gilles. 2009. « La Russie en Afrique : le grand retour ? », *Géostratégiques*, n° 25, p. 165-175.
- Tull, Denis. 2006. « China's Engagement in Africa: Scope, Significance and consequences ». *Journal of Modern African Studies*, vol. 44, n° 3, p. 459-479.
- Van der Ploeg, Frederick. 2011. « Natural Resources: Curse or Blessing? ». *Journal of Economic Literature*, vol. 49, n° 2, p. 366-420.
- Vasil'ev, Aleksei Mikhailovich. 2011. « Aleksei Mikhailovich Vasil'ev ». *Herald of the Russian Academy of Sciences*, vol. 81, n° 4, p. 373-379.

- Volman, Daniel. 2009. « China, India, Russia and the United States: the scramble for African oil and the militarisation of the continent ». *Current African Issues*, n° 43, p. 1-24.
- Vom Haua, Matthias, James Scottb et David Hulmeb. 2012. « Beyond the BRICs: Alternative Strategies of Influence in the Global Politics of Development ». *European Journal of Development Research*, vol. 24, n° 2, p. 187-204.
- White, Lyal. 2010. « Understanding Brazil's new drive for Africa ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 17, n° 2, p. 221-242.
- Wissenbach, Uwe. 2009. « The EU's response to China's Africa safari: can triangular co-operation match needs? ». *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 4, p. 662-674.
- Woll, Cornelia. 2008. « Les stratégies des pays émergents au sein de l'Organisation mondiale du commerce ». In Jaffrelot Christophe (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, p. 273-286. Paris : Presses de Sciences po-L'Express.
- Woods, Ngaire. 2008. « Whose Aid? Whose Influence? China, Emerging Donors and the Silent Revolution in Development Assistance ». *International Affairs*, vol. 84, n° 6, p. 1205-1221.
- Wysoczańska, Karolina. 2011. « Sino-Indian co-operation in Africa: Joint efforts in the oil sector ». *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 29, n° 2, p. 193-201.
- Zafar, Ali. 2007. « The growing relationship between China and Sub-Saharan Africa: macroeconomics, trade, investment and Aid links ». *The World Bank Research Observer*, vol. 22, n° 1, p. 103-130.
- Zimmermann, Felix, et Kimberly Smith. 2011. « More Actors, More Money, More Ideas for International Development Co-operation ». *Journal of International Development*, vol. 23, n° 5, p. 722-738.

Études et recherches

Agrawal, Subhash. 2007. *Les économies émergentes et l'aide au développement international Le cas de l'Inde*. Ottawa : CRDI, décembre 2007. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/cas-de-l-inde.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).

Alden, Chris, et Ana Cristina Alves. 2009. « China and Africa's Natural Resources: The Challenges and Implications for Development and Governance ». The South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper*, n° 41, septembre. [En ligne], <http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers/saia_sop_41_alden_alves_20090917.pdf> (consulté le 30 mars 2011).

Alves, Ana Cristina. 2010. « The Oil Factor in Sino-Angolan Relations at the Start of the 21st Century ». The South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper*, n° 55, février. [En ligne], <http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasionalpapers/saia_sop_55_alves_20100225.pdf> (consulté le 12 décembre 2011).

Banque Africaine de développement [BAfD]. 2010. « Chinese Trade and Investment Activities in Africa », Policy Brief, vol. 1, n° 4, 29 juillet 2010. [En ligne], <<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Chinese%20Trade%20Investment%20Activities%20in%20Africa%20Aug.pdf>> (consulté le 12 décembre 2011).

_____. 2011a. « Brazil's Economic Engagement with Africa ». *Africa Economic Brief*, vol. 2, n° 5, 11 mai 2011. [En ligne], <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Brazil's_Economic_Engagement_with_Africa_rev.pdf> (consulté le 12 décembre 2011).

_____. 2011b. « Russia's Economic Engagement with Africa ». *Africa Economic Brief*, vol. 2, n° 7, 11 mai 2011. [En ligne], <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Russia's_Economic_Engagement_with_Africa.pdf> (consulté le 12 décembre 2011).

Beri, Ruchita. 2011. « Evolving India-Africa Relations: Continuity and Change ». The South African Institute of International Affairs (SAIIA), *SAIIA Occasional Paper*, n° 76, février. [En ligne], <http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers/saia_sop_76_beri_20110222.pdf> (consulté le 30 mai 2011).

- Besada, Hany, Yang Wang et John Whalley. 2008. « China's Growing Economic Activity in Africa ». *NBER Working Paper* n°14024, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. [En ligne], <<http://www.nber.org/papers/w14024.pdf>> (consulté le 16 mars 2011).
- Braude, Wolfe, Pearl Thandrayan, Elizabeth Sidiropoulos, Neuma Grobbelaar et Peter Draper. 2008. *Les économies émergentes et l'aide au développement international. Le cas de l'Afrique du Sud*. Ottawa, CRDI, janvier 2008. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/cas-de-l-afrique-du-sud.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).
- Bräutigam, Deborah. 2008. « China's African Aid: Transatlantic Challenges ». The German Marshall Fund of the United States, Washington DC. [En ligne]. <<http://www.gmfus.org/doc/Brautigam0410aFINAL.pdf>> (consulté le 20 mars 2011).
- _____. 2010a. « Chinese Finance of Overseas Infrastructure », rédigé pour le Groupe d'étude Chine-CAD, OCDE-IPRCC. Paris, 19-20 septembre. [En ligne], <[http://www.iprcc.org.cn/userfiles/file/Deborah%20Brautigam-EN-Paper\(1\).pdf](http://www.iprcc.org.cn/userfiles/file/Deborah%20Brautigam-EN-Paper(1).pdf)> (consulté le 19 juillet 2011).
- Buiter, Willem H., et Ebrahim Rahbari. 2011. « Global growth generators: Moving beyond emerging markets and BRICs ». Citi Global Economics, 21 février. [En ligne], <<http://www.aiccsa.org/CitiReport3G.pdf>> (consulté le 20 avril 2011).
- Cabral, Lidia, et Julia Weinstock. 2010. « Brazilian Technical Cooperation for Development: drivers, mechanisms and future prospects ». Overseas Development Institute (ODI), London. [En ligne], <<http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6137.pdf>> (consulté le 9 septembre 2011).
- Cabral, Lidia. 2010. « Brazil: An Emerging Aid Player: Lessons on Emerging Donors, and South-South and Trilateral Cooperation ». Overseas Development Institute, London. [En ligne], <<http://www.odi.org.uk/resources/docs/6295.pdf>> (consulté le 9 septembre 2011).
- Campos, Indira, et Alex Vines. 2008. « Angola and China: A Pragmatic Partnership ». Working paper presented at Center for Strategic and International Studies Conference, *Prospects for Improving U.S.-China-Africa Cooperation*, 5 décembre. [En ligne], <http://csis.org/files/media/csis/pubs/080306_angolachina.pdf> (consulté le 17 juillet 2011).

- Chin, Gregory, et Michael Frolic. 2007. *Les économies émergentes et l'aide au développement international. Le cas de la Chine*. Ottawa : CRDI, décembre 2007. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/cas-de-la-chine.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).
- Christensen, Benedicte Vibe. 2010. « China in Africa: A Macroeconomic Perspective ». Center for Global Development, *Working Paper* n° 230. [En ligne], <http://www.cgdev.org/files/1424567_file_Christensen_China_in_Africa_FINAL.pdf> (consulté le 20 mars 2011).
- Corkin, Lucy, Christopher Burke et Martyn Davies. 2008. *China's Role in the Development of Africa's Infrastructure*. Washington D. C., Johns Hopkins University, SAIS Working paper in African Studies 04-08. [En ligne], <<http://www.sais-jhu.edu/academics/regional-studies/africa/pdf/CorkinetalWorkingPaper.pdf>> (consulté le 27 juin 2011).
- Davies, Martyn. 2010. « How China is Influencing Africa's Development ». Background Paper for the Perspectives on Global Development 2010. Paris: OCDE. [En ligne], <http://www.oecd.org/development/perspectivesonglobaldevelopment/45068325.pdf>. (consulté le 15 juin 2011).
- Draper, Peter, Sheila Kiratu et Cézanne Samuel. 2010. *The Role of South African FDI in Southern Africa*. Discussion Paper 8/2010. Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik. [En ligne], <[http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/\(ynDK_contentByKey\)/ANES-882C6Q/\\$FILE/DP%208.2010.pdf](http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/(ynDK_contentByKey)/ANES-882C6Q/$FILE/DP%208.2010.pdf)> (consulté le 26 mars 2012).
- ECOSOC (Conseil économique et social des Nations Unies). 2008. *Background Study for the Development Cooperation Forum: Trends in South-South and triangular development cooperation*. New York: Nations Unies, avril 2008. [En ligne], <http://www.un.org/en/ecosoc/docs/pdfs/south-south_cooperation.pdf> (consulté le 7 juin 2011).
- Farooki, Masuma. 2010. « China's Commodities Demand, the Financial Crisis and Economic Recovery: What Now for Resource Rich African Economies? ». Paper Prepared for The Annual Conference of the Chinese Economic Association (UK) and CEA (Europe), 12-13 juillet 2010 at the University of Oxford, UK. [En ligne], <[http://commodities.open.ac.uk/8025750500453F86/\(httpAssets\)/6344E103BF97A4ED80257761004CCACF/\\$file/China%E2%80%99s%20Commodities%20Demand,%20The%20Financial%20Crisis%20And%20Economic%20Recovery_%20What%20Now%20For%20Africa.pdf](http://commodities.open.ac.uk/8025750500453F86/(httpAssets)/6344E103BF97A4ED80257761004CCACF/$file/China%E2%80%99s%20Commodities%20Demand,%20The%20Financial%20Crisis%20And%20Economic%20Recovery_%20What%20Now%20For%20Africa.pdf)> (consulté le 17 août 2011).

- Foster, Vivien, William Butterfield, Chuan Chen et Nataliya Pushak. 2009. *Bâtir des ponts : Le rôle croissant de la Chine dans le financement des infrastructures en Afrique subsaharienne*. Washington, D.C: Banque mondiale, 134 p.
- Foster, Vivien, et Cecilia Briceño-Garmendia. 2010. *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation*. Washington, D.C : Banque mondiale. [En ligne], <www.infrastructureafrica.org/aicd/system/files/AIATT_Consolidated_small_1er.pdf> (consulté le 14 février 2012).
- Freemantle, Simon, et Jeremy Stevens. 2009a. « BRIC and Africa: Tectonic Shifts Tie BRIC and Africa's Economic Destinies ». Standard Bank: South Africa, octobre 2009.
- _____. 2009b. « BRIC display divergent strategies in Africa: an illustration using five Gateway nations ». Standard Bank: South Africa, décembre 2009.
- _____. 2009c. « Africa: Insight - BRIC in Africa: Russia re-engages Africa with elevated bargaining power ». Standard Bank: South Africa, juillet 2009.
- _____. 2010a. « BRIC-Africa in 2015: tectonic shifts continue apace ». Standard Bank: South Africa, novembre 2010.
- _____. 2010b. « Brazil weds itself to Africa's latent agricultural potential ». Standard Bank: South Africa, février 2010.
- Fundira, Taku. 2012. « Trade at a glance: the BRICS and Japan's engagement with Africa ». Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), *Working Papers* n° S12WP01/2012, Janvier. [En ligne], <<http://bit.ly/JetejL>> (consulté le 20 septembre 2012).
- Garroway, Christopher, Burcu Hacibedel, Helmut Reisen et Edouard Turkisch. 2010. « The Renminbi and Poor-Country Growth », Document de travail n° 292, Centre de développement de l'OCDE, Paris. [En ligne], <http://www.oecd-ilibrary.org/development/the-renminbi-and-poor-country-growth_5km7rqvspj8r-en> (consulté le 17 mai 2012).
- Goldstein, Andrea, Nicolas Pinaud, Helmut Reisen et Xiaobao Chen. 2006. *L'essor de la Chine et de l'Inde: quels enjeux pour l'Afrique?* Paris : Études du Centre de développement, OCDE. 169 p.

- Grimm, Sven. 2011. « South Africa as a Development Partner in Africa ». *Policy Brief*, n° 11, EDC 2020, Bonn: EADI, mars. [En ligne], <http://www.edc2020.eu/fileadmin/publications/EDC2020_Policy_Brief_No_11_-_South_Africa_as_a_Development_Partner_in_Africa_v3.pdf> (Consulté le 15 avril 2012).
- Hawksworth, John. 2006. *The World in 2050. How big will the major emerging market economies get and how can the OECD compete?* PriceWaterhouseCoopers, mars 2006. [En ligne], <<http://www.pwc.com/gx/en/world-2050/pdf/world2050emergingeconomies.pdf>> (consulté le 20 avril 2011).
- Hawksworth, John, et Gordon Cookson. 2008. *The World 2050, Beyond the BRICs: a broader look at emerging market growth prospects*. Price Waterhouse Coopers, mars 2008. [En ligne] <http://www.pwc.com/gx/en/world-2050/pdf/world_2050_brics.pdf> (consulté le 20 avril 2011).
- Hawksworth, John, et Anmol Tiwari. 2011. *The World in 2050. The accelerating shift of global economic power: challenges and opportunities*. PriceWaterhouseCoopers, janvier 2011. [En ligne], <http://www.pwc.com/en_GX/gx/world-2050/pdf/world-in-2050-jan-2011.pdf> (consulté le 20 avril 2011).
- Henley, John, Stefan Kratzsch, Mithat Külür et Tamer Tandogan. 2008. « Foreign Direct Investment from China, India and South Africa in Sub-Saharan Africa: A New or Old Phenomenon? ». *Research Paper* n° 2008/24, United Nations University - WIDER. [En ligne], <http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/research-papers/2008/en_GB/rp2008-24/> (consulté le 15 juin 2011).
- Jenkins, Rhys, et Chris Edwards. 2005. « The effect of China and India's growth and trade liberalization on poverty in Africa ». Department for International Development, DCP 70, London: DFID, mai 2005. [En ligne], <http://www.sarpn.org/documents/d0001312/P1555-China_trade_Report_May2005.pdf> (consulté le 18 avril 2011).
- Jobelius, Matthias. 2007. « New powers for global change ? Challenges for international development Cooperation: The Case of India ». *Briefing Paper* n° 5, FES Berlin, mars. [En ligne], <<http://library.fes.de/pdf-files/iez/global/04718.pdf>> (consulté le 13 juillet 2011).
- Jordan, Levi J. 2010. « Into Africa: Brazil Deepens Ties ». Americas Society/Council of the Americas, 18 juin. [En ligne], <http://www.as-coa.org/articles/2461/Into_Africa:_Brazil_Deepens_Ties/> (consulté le 26 juillet 2012).

- Kiala, Carine, et Nomfundo Ngwenya, 2011. « Angola's Strategic Co-Operation with the BRIC Countries ». The South African Institute of International Affairs (SAIIA), *Occasional Paper* n° 85. [En ligne], <http://www.saiia.org.za/images/stories/pubs/occasional_papers/saia_sop_85_kiala_ngwenya_20110531.pdf> (consulté le 15 janvier 2012).
- Kragelund, Peter. 2010a. « The Potential Role of Non-Traditional Donors' Aid in Africa ». Programme on Competitiveness and Sustainable Development, Issue Paper n° 11, Geneva, Switzerland: International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD). [En ligne], <<http://ictsd.org/downloads/2011/03/the-potential-role-of-non-traditional-donors-28099-aid-in-africa.pdf>> (consulté le 25 novembre 2011).
- _____. 2010b. « India's African Engagement ». ARI 10/2010, 19 janvier. [En ligne], <http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_eng/Content?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/ari10-2010#_ftnref2> (consulté le 13 décembre 2011).
- Lancaster, Carol. 2007. « The Chinese Aid System ». Centre for Global Development (CGDev), juin 2007. [En ligne], <http://www.cgdev.org/files/13953_file_Chinese_aid.pdf> (consulté le 17 mars 2011).
- Malaquias, Assis. 2011. « Angola's Foreign Policy: Pragmatic Recalibrations ». SAIIA, *Occasional Paper*, n° 84, mai 2011. [En ligne], <<http://www.saiia.org.za/occasional-papers/angola-s-foreign-policy-pragmatic-recalibrations.html>> (consulté le 15 janvier 2012).
- Mlachila, Montfort, et Misa Takebe. 2011. « FDI from BRICs to LICs ». IMF, *Working Paper* 11/178, Washington, D.C: IMF. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2011/wp11178.pdf>> (consulté le 12 février 2012).
- Mwase, Nkunde, et Yongzheng Yang. 2012. « BRICs' Philosophies for Development Financing and Their Implications for LICs ». *Working Paper* 12/74. Washington, D.C: IMF. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp1274.pdf>> (consulté le 17 juillet 2012).
- O'Neill, Jim, et Tushar Poddar. 2008. « Ten Things for India to Achieve its 2050 Potential ». *Global Economics Paper* n° 169. New York: Goldman Sachs, 16 juin. [En ligne], <<http://www.goldmansachs.com/our-thinking/topics/brics/brics-reports-pdfs/ten-things-india.pdf>> (consulté le 20 janvier 2011).

- O'Neill, Jim. 2001. « Building Better Global Economic BRICs ». *Global Economics Paper* n° 66. New York: Goldman Sachs, 30 novembre 2001. [En ligne], <<http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/building-better-doc.pdf>> (consulté le 20 janvier 2011).
- O'Neil, Jim, et Anna Stupnytska. 2009. « The Long-Term Outlook for the BRICs and N-11 Post Crisis ». *Global Economics Paper* n°192. New York: Goldman Sachs, décembre 2009. [En ligne], <<http://www.goldmansachs.com/our-thinking/topics/brics/brics-reports-pdfs/long-term-outlook.pdf>> (consulté le 20 janvier 2011).
- Poddar, Tushar, et Eva Yi. 2007. « India's Rising Growth Potential ». Goldman Sachs. *Global Economics Paper* n° 152. Goldman Sachs, New York, 22 janvier 2007. [En ligne], <http://www.usindiafriendship.net/viewpoints1/Indias_Rising_Growth_Potential.pdf> (consulté le 20 janvier 2011).
- Poncet, Sandra. 2006. « The Long Term Growth Prospects of the World Economy: Horizon 2050 ». CEPII *Working Paper* n° 16, octobre. [En ligne], <<http://www.cepii.com/anglaisgraph/workpap/pdf/2006/wp06-16.pdf>> (consulté le 14 mai 2011).
- Prabhakar Akhilesh Chandra. 2008. « An Evaluation of Indian Joint-ventures in East Africa ». [En ligne], <http://www.insouth.org/index.php?option=com_publicationz2&publicationz2Task=publicationz2Details&catid=0&publicationz2Id=216&Itemid=94> (consulté le 20 janvier 2011).
- Reisen, Helmut, et Sokhna Ndoeye. 2008. *Prudent versus Imprudent Lending to Africa: from Debt Relief to Emerging Lenders*. Centre de développement de l'OCDE, Working Paper n° 268, février. [En ligne], <<http://www.oecd.org/china/40152567.pdf>> (consulté le 10 juin 2011).
- Rowlands, Dane. 2008. « Les économies émergentes et l'aide au développement international. Rapport de synthèse ». Ottawa : CRDI, janvier 2008. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/Rapport-de-Synthese.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).
- Sala-i-Martin, Xavier et Maxim Pinkovskiy. 2010. « African Poverty is Falling Much Faster than You Think! ». Columbia, 17 janvier. [En ligne], <http://www.columbia.edu/~xs23/papers/pdfs/Africa_Paper_VX3.2.pdf> (consulté le 15 avril 2011).
- Schlager, Catrina. 2007. « New Powers for Global Change? Challenges for International Development Cooperation: The Case of Brazil », Berlin, Friedrich Ebert Stiftung.

[En ligne]. <http://www.nuso.org/upload/fes_pub/schlager.pdf> (consulté le 12 juillet 2011).

Seibert, Gerhard. 2011. « Brazil in Africa: Ambitions and Achievements of an Emerging Regional Power in the Political and Economic Sector ». Paper for the 4th European Conference on African Studies, Table 8. [En ligne], <<http://www.nai.uu.se/ecas-4/panels/1-20/panel-8/Gerhard-Seibert-Full-paper.pdf>> (consulté le 19 janvier 2012).

Söderberg, Marie et Machico Nissanke. 2011. « The Changing Landscape in Aid Relationships in Africa: Can China's Engagement Make a Difference to African Development? ». *UI Papers* 2. [En ligne], <http://eprints.soas.ac.uk/13323/1/Nissanke-Soderberg-UI_paper.pdf> (consulté le 17 février 2012).

Steven, Christopher, et Jane Kennan. 2005. « Opening the Package: the Asian Drivers and Poor-Country Trade ». Workshop, Institute of Development Studies, 9-10 mai. [En ligne], <<http://www.ids.ac.uk/files/CSAsianDriversTrade.pdf>> (consulté le 20 avril 2011).

Stolte, Christina. 2012. « Brazil in Africa: Just Another BRICS Country Seeking Resources? ». *Briefing paper* AFP/AMP BP 2012/01, November. Chatham House: London. [En ligne], <http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Africa/1112bp_brazilafrika.pdf> (consulté le 27 novembre 2012).

The Reality of Aid. 2010. *La coopération Sud-Sud : un défi pour le système de l'aide ?* Rapport spécial sur la coopération Sud-Sud (Quezon City : IBON Books). [En ligne], <<http://www.realityofaid.org/roa-reports/index/secid/373>> (consulté le 30 août 2011).

Tull, Denis. 2008. « China in Africa: European perceptions and responses to the Chinese Challenge ». *Working Papers in African Studies*. Washington, D.C. John Hopkins University, School of Advanced International Studies (SAIS). [En ligne], <<http://www.sais-jhu.edu/sebin/s/m/TullWorkingPaper1.pdf>> (consulté le 18 mars 2011).

Vaz, Costa Alcides, et Cristina Yumie Aoki Inoue. 2007. « Les économies émergentes et l'aide au développement international : le cas du Brésil ». Ottawa : CRDI, 27 décembre 2007. [En ligne], <<http://www.idrc.ca/FR/Documents/cas-du-bresil.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).

Vines, Alex, Lillian Wong, Markus Weimer et Indira Campos. 2009. « Thirst for African Oil: Asian National Oil Companies in Nigeria and Angola ». Chatham House Report,

London: Chatham House. [En ligne], <http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/r0809_africanoil.pdf> (consulté le 20 mars 2012).

Visentini, Paul Fagundes. 2009. *Prestige Diplomacy, Southern Solidarity or "Soft Imperialism"? Lula's Brazil-Africa Relations*. Leiden: Africa Studies Centre, 16 avril. [En ligne], <<http://www.ascleiden.nl/Pdf/seminarvisentini.pdf>> (consulté le 25 juin 2011).

Wang, Jian-Ye. 2007. « What Drives China's Growing Role in Africa? », *IMF Working Paper* 07/211. Washington: IMF. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp07211.pdf>> (consulté le 10 juillet 2011).

Ward, Karen. 2011. « The World in 2050: Quantifying the Shift in the Global Economy ». HSBC: Global Economics Research, janvier. [En ligne], <http://www.hsbc.com/1/content/assets/about_hsbc/2011_in_the_future/111013_the_world_in_2050.pdf> (consulté le 20 avril 2011).

Wilson, Dominic, et Roopa Purushothaman. 2003. « Dreaming with the BRICs: The Path to 2050 ». Goldman Sachs. *Global Economics Paper* n° 99. New York: Goldman Sachs, October. [En ligne], <<http://www.goldmansachs.com/our-thinking/topics/brics/brics-reports-pdfs/brics-dream.pdf>> (consulté le 20 avril 2011).

Young, Alwyn. 2009. « The African Growth Miracle ». Working Paper, London School of Economics. September 2009. [En ligne], <<http://www.econ.yale.edu/seminars/develop/tdw09/young-090924.pdf>> (consulté le 18 juin 2011).

Rapports gouvernementaux et internationaux

Asche, Helmut, et Margot Schüller. 2008. *China's engagement in Africa, opportunities and risks for development*. Eschborn : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), septembre. [En ligne], <http://www.giga-hamburg.de/dl/download.php?d=/english/content/ias/pdf/studie_chinas_engagement_in_afrika_en.pdf> (consulté le 14 mars 2011).

BAfD (Banque africaine de développement), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), CEA (Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2011. « L'Afrique et ses partenaires émergents ». Chap. 6 in *Perspectives*

économiques en Afrique: l'Afrique et ses partenaires émergents, p. 97-151. Tunis, Paris, New York et Addis-Ababa.

_____. 2012. *Perspectives économiques en Afrique 2012 : Promouvoir l'emploi des jeunes*. Tunis, Paris, New York et Addis-Ababa.

Bliss, Katherine E. 2010. *Key Players in Global Health: how Brazil, Russia, India, China and South Africa Are Influencing the Game*. Washington: CSIS Global Health and Policy Center. [En ligne], <http://csis.org/files/publication/101110_Bliss_KeyPlayers_WEB.pdf> (consulté le 13 juin 2011).

Burke, Christopher, Lucy Corkin et Nastasya Tay. 2007. *China's Engagement of Africa: Preliminary Scoping of African Case Studies: Angola, Ethiopia, Gabon, Uganda, South Africa, Zambia* (Report). Stellenbosch: University of Stellenbosch, Centre for Chinese Studies. [En ligne], <<http://www.ccs.org.za/?p=1158>> (consulté le 20 décembre 2011).

CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). 2011. *Le développement économique en Afrique: Rapport 2011: Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*. New York et Genève : Publication des Nations Unies. [En ligne], <http://archive.unctad.org/fr/docs/aldcafrica2011_fr.pdf> (consulté le 19 mai 2012).

CNUCED. 2012. Base de données UNCTADStat. [En ligne], <<http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx>> (consulté le 25 mars 2012).

_____. 2009. *Le développement économique en Afrique : Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique*. New York et Genève : Publication des Nations Unies.

_____. 2010. *Le Développement économique en Afrique (Rapport 2010) : la Coopération Sud-Sud. L'Afrique et les nouvelles formes de Partenariat pour le Développement*. New York et Genève : Publication des Nations Unies.

_____. 2011. *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés. Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable*. New York et Genève: Publication des Nations Unies. [En ligne], <http://unctad.org/fr/Docs/ldc2011_fr.pdf> (consulté le 10 octobre 2012).

Dadush, Uri, et Bennett Stancil. 2010. *The World order in 2050*. Policy Outlook, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C. [En ligne], <http://www.carnegieendowment.org/files/World_Order_in_2050.pdf> (consulté le 20 avril 2011).

Ernst & Young. 2012. *Attractivité de l'Afrique 2012. Un pont entre les rives*. London: Ernst & Young, mars. [En ligne], <<http://www.ey.com>> (consulté le 20 août 2012).

Fine, David, Arend van Wamelen, Susan Lund, Armando Cabral, Mourad Taoufiki, Norbert Dörr, Acha Leke, Charles Roxburgh, Jörg Schubert et Paul Cook. 2012. *Africa at work: Job creation and inclusive growth*. New York: McKinsey Global Institute, 30 août. [En ligne], <http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/africa_europe_middle_east/africa_at_work> (consulté le 2 septembre 2012).

FMI (Fonds monétaire international). *Direction of Trade Statistics, Yearbook 2007 et Direction of Trade Statistics, Yearbook 2011*. Washington D.C: FMI.

_____. 2011. « Nouveaux partenariats de l'Afrique subsaharienne avec des pays émergents: perspectives et défis ». In *Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne : Maintenir la croissance*, p. 43-70. Washington D.C. : FMI, octobre. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2011/afr/sreo1011f.pdf>> (consulté le 20 janvier 2012).

_____. 2012a. *Angola: Staff Report for the 2012 Article IV Consultation and Post Program Monitoring*. Country Report, n° 12/215. août. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2012/cr12215.pdf>> (consulté le 18 octobre 2012).

_____. 2012b. *World Economic Outlook Database*. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2012/01/weodata/index.aspx>>. (consulté le 10 septembre 2012).

_____. 2012c. *Entretenir la croissance dans un climat mondial d'incertitude*. Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne, avril. [En ligne], <<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2012/afr/sreo0412f.pdf>> (consulté le 15 septembre 2012).

ICA (Infrastructure Consortium for Africa). 2011. *Annual Report 2010: Financial Commitments and Disbursements for Infrastructure in Africa for 2010*. Tunis: The Infrastructure Consortium for Africa, Août. [En ligne]. <<http://www.icafrica.org/file>>

admin/documents/Publications/ICA_AR_2010_final_optimised.pdf> (consulté le 22 avril 2012).

Indice Ibrahim. 2012. *Ibrahim Index of African Governance: Summary*. Octobre 2012. [En ligne], <<http://www.moibrahimfoundation.org/downloads/2012-IIAG-summary-report.pdf>> (consulté le 22 novembre 2012).

IPEA (Institute of Applied Economic Research) et Banque mondiale. 2011. *Bridging the Atlantic. Brazil and Sub-Saharan Africa: South-South Partnering for Growth*. Washington DC/Brasília: Banque mondiale et IPEA, décembre. [En ligne], <<http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/africa-brazil-bridging-final.pdf>> (consulté le 10 janvier 2012).

Kaplinsky, Raphael, et Masuma Farooki. 2010. *La coopération de l'Afrique avec les partenaires de développement nouveaux et émergents : options pour le développement de l'Afrique*. New York: publication des Nations Unies.

Keukeleire, S., M. Mattlin, B. Hooijmaaijers, T. Behr, J. Jokela, M. Wigell, et V. Kononenko. 2011. « The EU Foreign Policy towards the BRICS and other Emerging Powers: Objectives and Strategies (Ad Hoc Study) ». Brussels: European Parliament, Directorate-General for External Policies. 39 p. [En ligne], <<http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies/download.do?language=en&file=49151>>. (consulté le 12 juin 2012).

Lewis, David. 2011. *In Africa Brazil Takes a Different Track*. Special Report, Brazil in Africa. février. Thompson Reuter. [En ligne], <<http://graphics.thomsonreuters.com/specials/Brazil%20in%20Africa.pdf>> (consulté le 19 juillet 2011).

Lum, Thomas, Hannah Fischer, Julissa Gomez-Granger et Anne Leland. 2009. *China's Foreign Aid Activities in Africa, Latin America and Southeast Asia*. Report for Congress n° R40361. United States: CRS, 25 février. [En ligne], <<http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40361.pdf>> (consulté le 17 juillet 2011).

MOFCOM (Ministère du commerce chinois). 2010. *2009 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment*. Pékin : Ministère du commerce chinois, décembre. [En ligne], <<http://hzs.mofcom.gov.cn/accessory/201009/1284339524515.pdf>> (consulté le 18 juin 2011).

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). 2010. *Perspectives du développement mondial 2010 – Le Basculement de la richesse*. Paris : Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Pushak, Nataliya, et Vivien Foster. 2011. *Angola's Infrastructure: A Continental Perspective*. Washington, D.C: Banque mondiale. [En ligne], <http://siteresources.worldbank.org/ANGOLAEXTN/Resources/AICD-Angola_Country_Report.pdf> (consulté le 28 août 2012).

Roxburgh, Norbert Dörr, Acha Leke, Amine Tazi-Riffi, Arend van Wamelen, Susan Lund, Mutsa Chironga, Tarik Alatovik, Charles Atkins, Nadia Terfous, et Till Zeino-Mahmalat. 2010. *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*. New York: McKinsey Global Institute, juin. [En ligne], <http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/productivity_competitiveness_and_growth/lions_on_the_move> (consulté le 20 février 2011).

Transparency International. 2011. « Corruption perceptions index 2011 », décembre 2011. [En ligne], < <http://www.transparency.org/cpi2011/results>> (consulté le 19 juillet 2012).

Weston, Jonathan, Caitlin Campbell et Katherine Koleski. 2011. *China's Foreign Assistance in Review: Implications for the United States*. Washington: US-China Economic and Security Review Commission. [En ligne], <http://www.uscc.gov/researchpapers/2011/9_1_%202011_ChinasForeignAssistanceinReview.pdf> (consulté le 27 mai 2012).

Articles de Magazines et de journaux

Bräutigam, Deborah. 2007. « China offering an alternative to aid ». Letter to the Editor. *Financial Times*, 28 juin. [En ligne], <<http://www.ft.com/cms/s/0/157a3d2a-2515-11dc-bf47-000b5df10621.html#axzz2EGhoFo5w>> (consulté le 11 avril 2011).

_____. 2010b. « Africa's Eastern promise: What the West can learn from Chinese investment in Africa ». *Foreign Affairs*, 5 janvier. [En ligne], <<http://www.foreignaffairs.com/print/65884>> (consulté le 27 juillet 2011).

Cheru, Fantu, et Cyril Obi. 2011b. « India-Africa relations in the 21st century. Genuine partnership or a marriage of convenience? ». *Pambazuka News*, n° 547, septembre.

[En ligne], <<http://pambazuka.org/en/category/features/76254>> (consulté le 15 janvier 2012).

Cohen, Ariel. 2009. « Russia's New Scramble for Africa: Moscow attempts to rebuild its sphere of influence in the African continent ». *The Wall Street Journal*, 2 juillet, [En ligne], <<http://online.wsj.com/article/SB124639219666775441.html>> (consulté le 13 octobre 2011).

Corkin, Lucy. 2011c. « China and Angola: Strategic Partnership or Marriage of Convenience? » Bergen, Chr. Michelsen Institute, *Angola Brief*, vol. 1, n°1, janvier. [En ligne], <<http://www.cmi.no/publications/file/3938-china-and-angola-strategic-partnership-or-marriage.pdf>> (consulté le 18 juillet 2012).

Economist. 2000. « The Hopeless Continent ». 13 mai. [En ligne], <<http://www.economist.com/printedition/2000-05-13>> (consulté le 22 juin 2011).

_____. 2010a. « Rising Angola: oil, glorious oil ». 28 janvier. [En ligne], <<http://www.economist.com/node/15401935>> (consulté le 13 août 2011).

_____. 2010b. « Uncaging the Lions: Business is transforming Africa for the Better ». 10 juin. [En ligne], <<http://www.economist.com/node/16317978>> (consulté le 10 avril 2011).

_____. 2010c. « Brazil's foreign-aid programme: Speak softly and carry a blank cheque ». 15 juillet. [En ligne], <http://www.economist.com/node/16592455?story_id=16592455> (consulté le 13 août 2011).

_____. 2011a. « A more hopeful continent. The lion kings? ». 6 janvier. [En ligne], <<http://www.economist.com/node/17853324>> (consulté le 17 février 2012).

_____. 2011b. « India in Africa: Catching up Long Timid in International Affairs ». 26 mai. [En ligne], <<http://www.economist.com/node/18745335>> (consulté le 10 mars 2012).

_____. 2011c. « The hopeful continent: Africa rising ». 3 décembre. [En ligne], <<http://www.economist.com/node/21541015>> (consulté le 17 février 2012).

EIA (Energy Information Administration). 2011. « Angola: Country Analysis Brief ». [En ligne], <<http://www.eia.gov/countries/cab.cfm?fips=AO>> (consulté le 20 juillet 2012).

EIU (Economist Intelligence Unit). 2007. « Angola: Country Profile 2007 ». Septembre 2007. [En ligne], <<http://www.eiu.com>> (consulté le 12 mai 2012).

_____. 2012a. « Africa: open for business: potential, challenges and risks ». Avril 2012. [En ligne], <http://www.iberglobal.com/Archivos/africa_eiu.pdf> (consulté le 12 mai 2012).

_____. 2012b. « Angola: Country Report ». Juillet 2012. [En ligne], <<http://www.eiu.com>> (consulté le 15 août 2012).

_____. 2012c. « Angola: Country Fact Sheet ». Août 2012. [En ligne], <<http://www.eiu.com>> (consulté le 22 septembre 2012).

_____. 2012d. « Angola economy: Ten-year growth outlook ». 22 août. [En ligne], <<http://www.eiu.com>> (consulté le 28 août 2012).

Freemantle, Simon, et Jeremy Stevens. 2011. « Le réveil de l'Angola ». *Chinafrica*, vol. 1, juillet. [En ligne], <http://www.chinafrica.cn/french/F_Business/txt/2011-07/01/content_375127.htm> (consulté le 28 août 2012).

Guoqiang, Qi. 2007. « Chine : aide sans condition ». *Courrier de la Planète*, n° 84, avril-juin. [En ligne], <<http://www.courrierdelaplanete.org/84/article2.php#1>> (consulté le 15 août 2012).

Jacoby, Ulrich. 2007. « Getting Together: The New Partnership between China and Africa for Aid and Trade ». *Finance and Development*, vol. 44, n° 2, p. 46-49.

Jeune Afrique. 2009. « La visite de Zuma, signe d'une nouvelle ère ». 21 août. [En ligne], <<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20090821T162812Z/>> (consulté le 17 janvier 2012).

Kuncinas, Paulius. 2006. « The Russians are coming : Understanding Emerging Multinationals ». Moscou : EUI et Rusai. [En ligne], <www.rusal.ru/UploadedFiles/RussiansAreComing_eng.pdf> (consulté le 17 avril 2011).

- Lapper, Richard. 2010. « Brazil Accelerates Investment In Africa ». *Financial Times*, 9 février. [En ligne], <<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/e9550408-1519-11df-ad58-00144feab49a.html#axzz2EGhoFo5w>> (consulté le 15 mai 2011).
- Mancheri, Nabeel A., et Shaantanu Shankar. 2012. « Energy, Nuclear and Uranium: Critical Frontiers in India-Africa Relations ». *Foreign Policy Journal*, 20 juillet. [En ligne], <<http://www.foreignpolicyjournal.com/2012/07/20/energy-nuclear-and-uranium-critical-frontiers-in-india-africa-relations/>> (consulté le 15 novembre 2012).
- Naidoo, Sharda. 2012. « South Africa's presence "drags down Brics" ». *Mail & Guardian*, Johannesburg, 23 mars. [En ligne], <<http://mg.co.za/article/2012-03-23-sa-presence-drags-down-brics/>> (consulté le 10 juin 2012).
- Naidu, Sanusha, et Hayley Herman. 2008. « China and India in Africa: Challenging the Status Quo? ». *Pambazuka News*, n° 394. [En ligne], <<http://pambazuka.org/en/category/comment/50252>> (consulté le 5 janvier 2012).
- Naim, Moises. 2007. « Rogue aid ». *Foreign Policy Magazine*, 1 mars 2007. [En ligne], <http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/02/14/rogue_aid> (consulté le 17 juin 2011).
- New York Times. 2012a. « With \$20 Billion Loan Pledge, China Strengthens Its Ties to African Nations », 20 juillet 2012. [En ligne]. <<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=980CE0D6163EF933A15754C0A9649D8B63>> (consulté le 12 août 2012).
- _____. 2012b. « Brazil Gains Business and Influence as It Offers Aid and Loans in Africa », 7 août 2012. [En ligne], <<http://www.nytimes.com/2012/08/08/world/americas/brazil-gains-in-reaching-out-to-africa.html>> (consulté le 30 septembre 2012).
- Odoi-Larbi, Stephen. 2011. « Majority voice seals \$3bn Chinese deal ». Accra: *Ghanaian Chronicle*, août. [En ligne], <<http://ghanaian-chronicle.com/majority-voice-seals-3bn-chinese-deal/>> (consulté le 26 juillet 2012).
- Pambazuka News, 2011. « L'Inde va intensifier ses importations pétrolières d'Afrique », 18 décembre, n° 217. [En ligne], <<http://pambazuka.org/fr/category/employersnews/78762>> (consulté le 14 mars 2012).

- Pham, Peter. 2011. « Inde-Afrique, un mariage discret ». *Alternatives Internationales*, n° 53, 2011/12, p. 10-13. [En ligne], <http://www.acus.org/files/Africa/121511_Pham_Inde-AfriqueMariageDiscret.pdf> (consulté le 14 mars 2012).
- Polgreen, Lydia. 2009. « As Chinese Investment in Africa Drops, Hope Sinks ». *The New York Times*, 25 mars. [En ligne], <http://www.nytimes.com/2009/03/26/world/africa/26chinaafrica.html?pagewanted=all&_r=0> (consulté le 14 mars 2012).
- Reisen, Helmut. 2007. « Chine/Afrique, vers une dette plus soutenable ? ». *Courrier de la Planète*, n° 84, avril-juin, p. 41-44. [En ligne], <<http://www.oecd.org/fr/chine/40040459.pdf>> (consulté le 15 août 2012).
- Sharife, Khadija. 2009. « China's New Colonialism ». *Foreign Policy*, 25 septembre. The Slate Group, Washington, D.C. [En ligne], <http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/09/25/chinas_new_colonialism> (consulté le 17 juin 2011).
- Stratfor Global Intelligence. 2010. « Angola, Brazil: A Line of Credit and a Leg up ». *Analysis*, 25 juin. [En ligne], <<http://www.stratfor.com/sample/analysis/angola-brazil-line-credit-and-leg>> (consulté le 25 août 2012).
- Tett, Gillian. 2010. « The story of the Brics », *The Financial Times*, 15 janvier. [En ligne], <<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/112ca932-00ab-11df-ae8d-00144feabdc0.html#axzz2Dq6PlsUl>> (consulté le 10 octobre 2011).
- Wallerstein, Immanuel. 1996. « La restructuration capitaliste & le système-monde ». *Agone*, n° 16, p. 218. [En ligne], <http://atheles.org/lyber_pdf/lyber_377.pdf> (consulté le 15 mars 2011).
- Wang, Jian-Ye, et Abdoulaye Bio-Tchané. 2008. « Afrique-Chine : des liens plus étroits ; comment tirer le meilleur parti de l'engagement économique croissant de la Chine en Afrique ? ». *Finances et développement*, mars, p. 44-47.
- Wenping, He. 2010. « Equal Platform, Mutual Benefit », in *China Daily*, 17 juillet. [En ligne], <http://www.chinadaily.com.cn/thinktank/2010-07/17/content_10119041.htm> (consulté le 12 août 2011).

Sites Internet et documents généraux

BRIC. 2009. « Joint statement of the BRIC countries' leaders ». Ekaterinburg , Russia , 16 June. [En ligne], <http://www.itamaraty.gov.br/temas-mais-informacoes/saiba-mais-bric/documentos-emitidos-pelos-chefes-de-estado-e-de/i-bric-summit-joint-statement/at_download/file> (consulté le 18 avril 2011).

_____. 2010. « Joint statement », II Summit of Heads of State/Government, Brasília, 15 April. [En ligne], <http://www.itamaraty.gov.br/temas-mais-informacoes/saiba-mais-bric/documentos-emitidos-pelos-chefes-de-estado-e-de/ii-bric-summit-joint-statement/at_download/file> (consulté le 18 avril 2011).

BRICS. 2011. « Sanya Declaration », BRICS leaders meeting, Sanya , Hainan , China , 14 April. China: Sanya (Hainan). [En ligne], <<http://www.itamaraty.gov.br/temas-mais-informacoes/saiba-mais-bric/documentos-emitidos-pelos-chefes-de-estado-e-de/sanya-declaration-iii-brics-summit/view>> (consulté le 29 mai 2011).

_____. 2012. « Delhi Declaration, Fourth BRICS Summit in Delhi ». India: New Delhi. [En ligne], <<http://www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?dtl/19158/Fourth+BRICS+Summit++Delhi+Declaration>> (consulté le 31 mars 2012).

China Exim Bank. « Chinese Government Concessional Loan and Preferential Export Buyer's Credit ». [En ligne], <http://english.eximbank.gov.cn/businessarticle/activities/loan/200905/9398_1.html> (consulté le 19 juillet 2012).

FOCAC (Forum on China–Africa Cooperation). 2006. « Forum on China-Africa Cooperation Beijing Action Plan (2007–2009) ». [En ligne], <<http://www.focac.org/eng/zyzl/hywj/t280369.htm>> (consulté le 18 avril 2011).

_____. 2009. « Sharm El Sheikh Action Plan (2010–2012) ». [En ligne], <<http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng/zxxx/t626387.htm>> (consulté le 18 avril 2011).